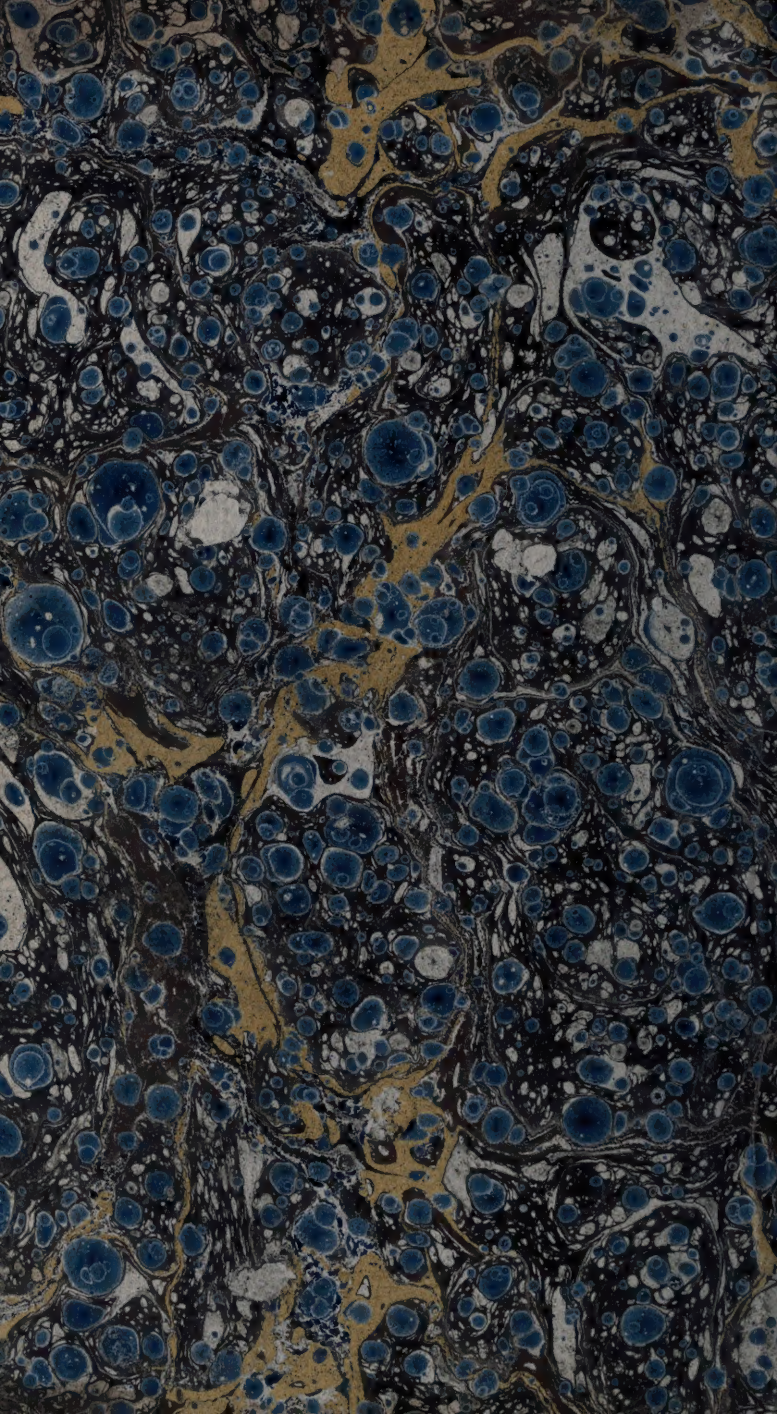
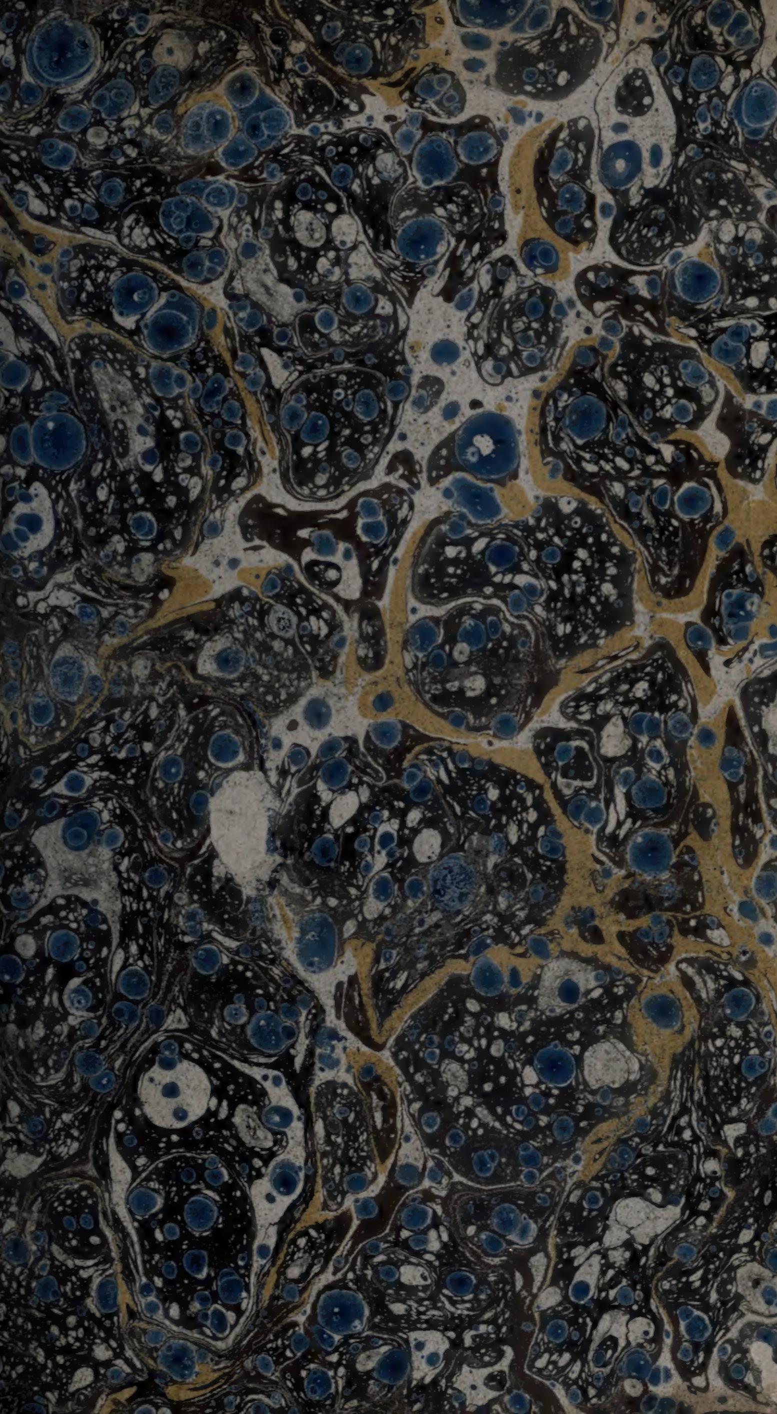




HISTOIRE

DE LA CAMPAGNE

DE 1814.

IMPRIMERIE DE LE NORMANT, RUE DE SEINE.

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1814,

ET

DE LA RESTAURATION

DE LA MONARCHIE FRANÇAISE.

AVEC DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PAR M. ALPHONSE DE BEAUCHAMP.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,
LE NORMANT, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.
1815.

LIVRE NEUVIÈME.

Les alliés demandent un armistice. — Conditions du traité de paix préliminaire consenti au congrès de Châtillon. — Buonaparte le rejette. — Réorganisation subite de l'armée du feld-maréchal Blucher. — Elle opère à Arcis-sur-Aube sa jonction avec la grande-armée alliée. — Marche de l'armée française vers Troyes. — Napoléon cherche à détacher l'Autriche de la ligue européenne. — Il court attaquer l'armée de Silésie à Méry-sur-Seine. — Incendie de Méry. — Les deux armées restent séparées par la Seine, et se dirigent, l'une vers la Marne, l'autre vers Troyes. — Diversion du maréchal duc de Castiglione vers la Franche-Comté et la Suisse. — Les deux corps d'armée du général Bianchi et du prince Philippe de Hesse marchent au secours de l'armée autrichienne du sud. — Rentrée de Napoléon à Troyes. — Condamnation à mort du marquis de Widranges et de M. de Gouault. — Exécution de M. de Gouault. — Décret de proscription contre les partisans déclarés de la dynastie légitime. — Entrée en France de S. A. R. MONSIEUR, comte d'Artois. — Enthousiasme des Francs-Comtois. — Arrivée de S. A. R. à Vesoul.

L'HÉSITATION, la division des forces, et le défaut de concert dans les opérations offen-

sives, avoient fait perdre aux alliés presque tout le terrein conquis à Brienne; ils rétrogradoient plus rapidement encore qu'ils n'avoient avancé après leurs victoires. La guerre leur parut alors tellement incertaine, elle leur laissa même entrevoir des chances si inquiétantes, qu'ils s'appuyèrent à leur tour sur les négociations de paix. A l'exemple de Napoléon, après sa défaite, ils s'avouèrent, pour ainsi dire, vaincus, en réclamant un armistice. Le général autrichien, comte de Paar, vint en faire la demande; il se présenta aux avant-postes français le lendemain du combat de Montereau, et allégua qu'une suspension d'armes faciliteroit l'issue des conférences. Le quartier-général étoit encore à Montereau; et, dans la soirée du même jour, M. de Rumigny, secrétaire du cabinet, arriva du congrès de Châtillon, apportant un projet de traité préliminaire. Ce projet, transmis à Napoléon par son ministre plénipotentiaire aux conférences, renfermoit toutes les bases jugées nécessaires pour le rétablissement de l'équilibre politique, bases que Napoléon lui-même avoit offertes peu de jours auparavant, quand il avoit cru sa domination compromise.

Quoique les mystères de cette fameuse né-

gociation ne soient pas encore tous dévoilés, il paroît certain qu'on proposoit à Buonaparte la France telle qu'elle étoit sous ses rois, avec à peu près ses anciennes limites, et rendue aux dimensions que tant de siècles de gloire et de prospérité lui avoient assurées. Les souverains alliés avoient pris la ferme résolution de ne signer aucun traité dont les bases reportassent les frontières de France au Rhin : toute l'Allemagne étoit pénétrée de la nécessité d'une application rigoureuse de ce principe politique; un écrit très-répandu, portant que *le Rhin est un fleuve de l'Allemagne et non pas sa frontière*, avoit fait une grande sensation au quartier-général des coalisés et dans tous les pays au-delà du Rhin. Mais on trouvoit juste aussi que la France partageât avec l'Europe les bienfaits de sa liberté, de l'indépendance nationale et de la paix. Par un seul mot, Napoléon pouvoit mettre un terme aux souffrances de la nation française; il pouvoit lui rendre, avec la paix, ses colonies, son commerce, et le libre exercice de son industrie. Napoléon vouloit-il plus encore? les puissances s'offroient à discuter, dans un esprit de conciliation, ses vœux sur des objets de possession d'une mutuelle convenance qui dépasse-

roient les limites de la France avant la guerre. Les principes de la reconstruction politique de l'Europe étoient établis dans ce projet; les conditions les plus importantes se trouvoient réglées par les négociateurs, et les points laissés à la décision du gouvernement britannique, ne regardoient que les colonies françaises et les possessions étrangères acquises par la Grande-Bretagne, pendant la longue durée des hostilités.

Le projet contenoit cependant une clause, qu'on ne révoque plus en doute, et qui parut à Buonaparte d'une exécution plus épineuse et plus difficile que le traité lui-même : c'étoit l'occupation de sa propre capitale, par les souverains alliés, jusqu'à la signature de la paix définitive, dans un délai déterminé. Buonaparte crut entrevoir un piége dans une prétention si humiliante pour son orgueil. Cette occupation, il est vrai, ne devoit être que temporaire. D'ailleurs, Napoléon n'avoit-il pas envahi les capitales de plusieurs souverains, après avoir inondé leurs Etats de ses troupes? N'avoit-il pas exigé que la plupart des rois de l'Europe souscrivissent à des conditions honteuses, dictées dans leurs propres palais? Ici, ce n'étoit donc qu'une juste représaille, qu'une garantie nécessaire.

Telles étoient alors les espérances présomptueuses de Napoléon, qu'enivré par les succès partiels qu'il venoit d'obtenir, il saisit, dit-on, avec colère, le papier qui contenoit le projet de paix, et le déchira en s'écriant : « Je suis, » à présent, plus près de Vienne qu'ils ne le » sont de Paris. »

Ferme dans la résolution de ne pas céder, mais voulant toutefois ne pas isoler sa détermination ; croyant, d'ailleurs, trouver une entière docilité et un nouvel appui dans l'assentiment unanime de ses premiers dignitaires, il fit convoquer, à Paris, un conseil de régence extraordinaire et secret, qui fut appelé à délibérer sur les conditions réglées à Châtillon.

La grande majorité du conseil fut, dit-on, d'avis de les accepter ; mais Napoléon, qui s'attendoit à toutes sortes de sacrifices de la part des Français, et qui se flattoit déjà d'avoir nationalisé la guerre, fut indigné de la foiblesse du conseil ; avant de souscrire à une paix qui l'auroit fait décheoir, il résolut d'essayer avec l'Autriche une négociation séparée, et de tenter encore le sort des armes sur lesquelles il comptoit bien plus que sur les délibérations et sur les traités. La re-

traite de l'ennemi fortifioit de plus en plus son espoir de rejeter les alliés au-delà du Rhin; c'est ainsi que la fortune le trahit, en le caressant jusqu'au dernier jour de sa puissance.

De leur côté, les souverains alliés sentoient leur position critique. Étonnés de la jactance des journalistes aux gages du dominateur de la France, et surtout alarmés de l'attitude des paysans de la Brie et de la Champagne, ils redoutoient une guerre nationale; ils n'avoient garde toutefois de chercher la compensation de leurs revers dans les hasards d'une bataille générale. Avec un tel ennemi, avec un adversaire qui se fortifioit au sein même des désastres, qui, par la rapidité de ses manœuvres, trompoit tous les calculs, c'eût été tout compromettre, et perdre peut-être, en une seule journée, le fruit d'une longue prudence. Les généraux alliés jugèrent qu'il falloit s'attacher strictement aux règles de l'art, qu'on ne viole pas sans danger, et d'après lesquelles ils devoient établir, avant tout, une ligne de défense respectable, mettre hors d'insulte les derrières de l'armée, assurer le dépôt des vivres, et le couvrir par une force suffisante. C'étoit d'après ces maximes que le grand Frédéric recommandoit,

dans ses écrits, d'éviter surtout *de pousser des pointes.* On y avoit dérogé, par les opérations excentriques de la Marne, après la journée de Brienne.

Mais les avantages et les ressources des alliés étoient immenses. Chaque forteresse qui tomboit en-deçà ou au-delà du Rhin, augmentoit leur masse d'invasion; l'Oder, l'Elbe et le Rhin, leur servoient, pour ainsi dire, de triple ligne de réserve, d'où ils tiroient continuellement des renforts. Deux ou trois défaites partielles avoient-elles pu suffire à entamer sérieusement des armées recrutées par l'empire russe et par l'Allemagne entière? Les pertes, d'ailleurs, étoient balancées; mais l'esprit militaire avoit repris son ancienne énergie dans les camps de Napoléon: naturellement belliqueux les soldats français ne redoutoient plus de se mesurer avec des forces supérieures; ils éprouvoient le désir et le besoin de vaincre.

Ces grandes considérations ne pouvoient échapper aux généraux des deux partis. Il sembloit que la confédération ne pût atteindre le but qu'elle se proposoit, qu'en réunissant, en une seule masse, comme à Léipsic, toutes les armées de la ligue européenne. Le Rhin étoit franchi depuis près de deux mois;

on étoit même parvenu jusqu'au cœur de la France ; et cette réunion si essentielle n'avoit pas encore été opérée ; car à Brienne elle n'avoit été que partielle. Les souverains alliés n'y songèrent sérieusement qu'après les revers de la Marne et de Montereau. Du 14 au 18 février, on avoit expédié à Châlons l'ordre formel d'opérer le plus promptement possible, aux environs de Troyes, la jonction de l'armée du maréchal Blucher avec la grande armée austro-russe.

Malgré les rudes combats qu'elle avoit soutenus, l'armée de Silésie, représentée si souvent comme tout-à-fait dispersée, et même anéantie, se trouvoit en quatre jours refaite, réorganisée, équipée et rassemblée. Les corps de Sacken, d'York et de Kleist marchoient tranquillement, dès le 18 février, au nombre de cinquante mille hommes, et dans le meilleur état, de Châlons vers Troyes, pour former la droite de la grande armée du prince Schwartzenberg. Dans la nuit du 19 au 20, le maréchal Blucher bivouaqua au village de Sommesous ; et, le lendemain, il fut renforcé près d'Arcis-sur-Aube, par neuf mille combattans du corps de Langeron, qui arrivoient de Vitry. L'armée continua sa marche vers

Arcis, pour, de là, gagner Méry-sur-Seine, où devoit s'opérer la jonction; ses têtes de colonnes parurent à Arcis le 20 février (1).

En même temps, la grande armée se dirigeoit sur Troyes, par Romilly et la Chapelle; toutes les routes étoient couvertes de nombreuses colonnes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie; sur tous les points de l'horizon, des feux de bivouacs éclairoient au loin la campagne. Un froid vif favorisoit le mouvement rétrograde des alliés, en leur permettant d'évacuer leur artillerie et leurs bagages dans toutes les directions. De fortes reconnoissances de cavalerie couvroient la retraite.

L'armée française ne partit de Montereau que le 20, se dirigea sur Bray, traversa cette ville sans s'arrêter, et apprit que l'empereur Alexandre y avoit couché la veille. Sur toute la route, les habitans assuroient qu'une grande mésintelligence régnoit entre les troupes des diverses nations qui formoient la grande armée alliée. Les colonnes françaises longeoient la rive gauche de la Seine; et le même jour, elles firent halte à Nogent, où l'armée passa toute la journée du 21. L'avant-garde seule, com-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXV.

mandée par le maréchal duc de Reggio, suivit l'ennemi qui, de Romilly, se dirigeoit vers Troyes. Le 22, l'armée partit de Nogent, et continua sa marche jusqu'au bourg de Châtres. Là, Napoléon frappé de la retraite des alliés, et de l'unanimité des rapports qui lui parvenoient, se persuada que la coalition, soit par l'effet des revers, soit par la différence des intérêts, alloit se dissoudre. Egaré par sa propre ignorance sur les vrais intérêts des nations, il crut pouvoir détacher l'Autriche de la ligue européenne, et il écrivit dans ce sens, une lettre tranchante au généralissime prince Schwartzenberg; cette lettre déceloit, dit-on, la folle arrogance que lui inspiroit l'idée de rejeter l'ennemi au-delà du Rhin.

A peine eut-il expédié l'officier qui en étoit porteur, que ses généraux de l'avant-garde lui donnèrent l'avis qu'on remarquoit un rassemblement de forces considérables à Méry-sur-Seine. Napoléon prit aussitôt la résolution de s'y porter, soit pour reconnoître, soit pour attaquer les alliés. Le bourg de Méry, situé sur les deux rives de la Seine, mais plus encore sur la rive droite, à six lieues au nord-ouest de Troyes, venoit d'être occupé par le corps russe du général Wittgenstein, et l'ar-

mée entière du feld-maréchal Blucher y arrivoit par la route de Châlons.

Dès lors fut opérée la jonction des deux armées. Ainsi, malgré les manœuvres de Napoléon, malgré le mauvais état des traverses qui joignent les deux routes, cette réunion se fit dans le plus grand ordre, rien n'ayant pu abattre la constance des soldats alliés.

Le comte Wittgenstein avoit déjà reconnu que des forces considérables lui étoient opposées, entre Mesgrigny et Châtres; c'étoient le 7[e] et le 9[e] corps formant l'avant-garde, sous le commandement du maréchal duc de Reggio, indépendamment d'un corps nombreux de cavalerie. A l'arrivée de l'armée de Silésie, le corps du général comte Wittgenstein se dirigea sur Chandrigny. A peine les postes laissés en avant de la ville sont-ils relevés par l'armée prussienne, que Napoléon, arrivant en personne, ordonne au général Boyer de commencer l'attaque. Le bataillon prussien qui, placé sur la rive gauche, défendoit le pont, est culbuté aussitôt et poussé au-delà de la Seine qui passe au milieu de Méry; il n'a pas même le temps de brûler le pont qui sépare la ville en deux, et les Français, qui sont à sa poursuite, parviennent à le passer. Le

feu éclate aussitôt dans plusieurs endroits de la ville, soit à dessein, soit par accident, et le progrès subit des flammes force les assaillans de repasser la Seine. Le vent souffloit avec tant de violence, qu'il devenoit impossible d'arrêter l'incendie et d'exécuter le projet de défendre la ville Le maréchal Blucher rappelle aussitôt de l'autre côté de la Seine les troupes qui accouroient pour soutenir ses avant-postes, et il fait mettre le feu au pont qui, bien qu'il fût en bois, sembloit résister aux flammes. Les Français se présentent en forces pour le garantir et pour s'en emparer : arrivent un bataillon russe et les tirailleurs prussiens, qui disputent le pont, et qui s'y maintiennent long-temps malgré une grêle de balles, malgré l'épaisseur de la fumée, malgré des planches et des madriers enflammés, qui, en tombant, blessent, fracassent et tuent plusieurs soldats. Les deux armées continuoient de tirailler d'une rive à l'autre, tandis que la malheureuse ville de Méry étoit la proie des flammes. Tel étoit leur progrès, que le maréchal Blucher ne put faire soutenir le détachement qui défendoit le pont; de sorte que trois bataillons français parvinrent à effectuer le passage, le pont

n'ayant été brûlé qu'à demi. Les tirailleurs s'approchent à cinq cents pas du feld-maréchal, qui, entouré de son état-major, reconnoissoit la position ; ils tirent sur lui, blessent le colonel Valentine, frappent le maréchal d'une balle morte, qui traverse sa botte, et lui fait à la jambe une légère contusion. Le général prussien oppose, aux trois bataillons français, quelques escadrons de cavalerie et un détachement d'artillerie à cheval. Il se prémunit aussitôt contre une attaque générale, plaçant toute son armée en bataille, sur deux lignes, dans une vaste plaine au-delà de la rivière, ayant sa cavalerie en réserve, prête à profiter de tout avantage que leur offriroient les Français, s'ils tentoient le passage avec des forces considérables. Mais Napoléon ne fit qu'étendre le gros de ses troupes le long de la rive gauche de la Seine, et commença un feu très-vif en apparence, dans le dessein de protéger les trois bataillons qui s'étoient aventurés au-delà. N'étant pas réellement soutenus, ils furent attaqués, repoussés dans la ville, au milieu des flammes, forcés de repasser précipitamment le pont presque détruit, retraite périlleuse, dans laquelle plusieurs soldats se noyèrent ; d'autres furent tués ; d'autres, la

plupart blessés, restèrent au pouvoir des Prussiens.

Au soleil couchant, les deux armées, séparées par la Seine, gardèrent leur position et bivouaquèrent sur le même terrain, s'imputant réciproquement l'incendie de Méry, causé par l'imprudence de quelques soldats et par la violence du vent, sans aucune intention manifeste de réduire ce bourg en cendres. Tout sembloit annoncer qu'on étoit sur ce point à la veille d'une bataille; mais Napoléon hésitoit de se hasarder au-delà de la Seine, contre l'armée entière de Blucher, et il préféra pousser la masse de ses forces vers Troyes; tandis que, du côté des alliés, de nouvelles dispositions émanées du conseil des souverains, déterminoient brusquement encore la séparation des deux armées (1).

On en inféra d'abord que les généraux en chef de la coalition n'avoient pas trouvé, aux environs de Troyes, un champ de bataille convenable, supposition ridicule et inadmissible. Cette nouvelle dislocation provenoit sans doute de ce qu'on persistoit à ne point commettre, aux hasards d'un seul choc, les

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXVI.

destinées du Monde. Tel fut constamment le mobile des manœuvres divergentes des armées confédérées. Dans cette circonstance, d'ailleurs, il devenoit de la plus haute importance de rallier, en une masse compacte, tous les renforts qui arrivoient des frontières du nord et du Rhin, afin de créer, sur la Marne, ou au-delà, une diversion puissante, tandis qu'on s'opposeroit aux desseins du maréchal duc de Castiglione, dont l'armée, fortifiée par douze mille combattans et par une nombreuse artillerie, prenoit une attitude imposante. Le général Marchand venoit de rentrer à Chambéry; le général Meusnier occupoit de nouveau Mâcon; le général Desaix poussoit ses colonnes sous les murs de Genève; Bourg et Nantua étoient repris, et le duc de Castiglione, avec le gros de son armée, composé de troupes d'élite, alloit se mettre en mouvement pour se porter en Franche-Comté et en Suisse. Le général comte de Bubna se replioit sur tous les points, devant des forces supérieures; et cette situation paroissoit d'autant plus alarmante, que Napoléon, dans son bulletin, daté de Montereau, s'étoit écrié : « Les » Vosges, la Franche-Comté et l'Alsace n'ou- » blieront pas ce qu'exige le nom français

» lors du mouvement rétrograde des alliés.
» Le maréchal duc de Castiglione, qui a réuni
» une armée d'élite, marche pour fermer la
» retraite aux ennemis. »

En effet, le plan primitif de Napoléon consistoit à s'établir entre la grande armée et ses communications vers la frontière du Rhin, pour la forcer à une retraite précipitée et désastreuse. Dans l'état des choses, Napoléon sembloit avoir le plus grand intérêt de se rapprocher du maréchal Augereau, et, par conséquent, de tirer vers le sud, entre la Suisse et l'Yonne. Comme à Leipsic, le maréchal Augereau sembloit venir encore au secours de Napoléon.

Inquiet sur les suites de cette manœuvre, l'empereur d'Autriche fit aisément consentir les souverains alliés à détacher sans délai, vers Lyon, le corps autrichien du général Bianchi, fort de douze mille hommes. Les différens corps qui étoient en avant de Dijon alloient être placés, par cette mesure, sous les ordres du même général, ainsi que le premier corps de réserve commandé par le prince Philippe de Hesse, qui se trouvoit alors en avant de Bâle.

La réunion de ces forces étoit nécessaire

pour établir et assurer la communication entre l'armée du sud et la grande armée austro-russe de l'est; mais il en résultoit une dislocation qui affoiblissoit la grande armée au moment même où Napoléon marchoit sur elle, soit pour l'inquiéter dans ses communications, soit pour lui livrer bataille.

On verra bientôt comment il en fut détourné par la diversion inattendue de l'armée de Silésie sur la Marne, diversion puissante et décisive. Négligeant de passer la Seine pour combattre cette armée alors réunie à Méry, Napoléon se contenta de laisser devant elle, en observation, le corps du maréchal duc de Raguse, qui venoit de se porter à Sézanne, et il accomplit, avec la masse de ses forces, son mouvement sur Troyes.

Sa rentrée dans l'ancienne capitale de la Champagne lui sembloit un avantage propre à frapper l'opinion et à nationaliser la guerre.

Son quartier-général étoit resté au bourg de Châtres pendant l'attaque de Méry. Le lendemain 23 février il y reçut le prince Wensel-Lichtenstein, porteur de la réponse du généralissime prince Schwartzenberg, à la lettre que Napoléon lui avoit expédiée la veille. Le prince Wensel montra des intentions paci-

fiques, et témoigna, ainsi que l'avoit fait le compte de Paar, le plus grand désir de la conclusion d'un armistice, seul moyen d'arriver promptement à la paix.

Napoléon en infère que le découragement et la désunion règnent parmi les alliés; il n'accède à rien, et poursuit ses avantages. Le même jour presque tous les corps de son armée se dirigent sur Troyes; celui du maréchal duc de Reggio se porte à Megrigny; celui du maréchal duc de Tarente à Pavillon, tandis que le corps du général Gérard, qui de Montereau avoit marché sur Sens, arrive par Villeneuve-l'Archevêque, par Villemont et Saint-Liébaud, c'est-à-dire par la route directe de Sens à Troyes. Le prince Maurice de Lichtenstein étoit placé avec sa division sur cette route. Le général Gérard rencontre son arrière-garde, et lui fait éprouver quelques pertes; mais la division autrichienne est bientôt soutenue par le troisième corps aux ordres du général comte Giulay.

D'un autre côté, de grosses masses de cavalerie française se montroient sur les hauteurs de Pavillon; elles furent d'abord contenues par la cavalerie des alliés, sous les ordres du baron de Frimont, qui repoussa le

soir même une légère attaque entre les Grès et Troyes. La retraite des alliés s'opéroit avec le plus grand ordre, et l'œil le moins exercé apercevoit un mouvement de troupes, et non une fuite. Les habitans de Troyes virent les gardes russes et prussiennes fouler aux pieds, avec colère, les branchages de lauriers qui ornent d'ordinaire leurs bonnets et leurs casques, maudissant une retraite entreprise sans qu'ils eussent encore pris part à aucune action.

L'armée entière évacua la ville de Troyes avec calme; une arrière-garde de deux mille Bavarois et Autrichiens fut chargée de retarder Napoléon, et de protéger la retraite.

Troyes vit bientôt paroître sous ses murs deux armées françaises qui l'investirent et se déployèrent sur les hauteurs voisines. L'arrière-garde ennemie l'occupoit militairement. Ses avant-postes se replièrent dans les faubourgs après un choc de cavalerie sur la route de Sens, et quelques décharges de mousqueterie. Les généraux alliés expédièrent à Napoléon un parlementaire chargé de demander qu'on laissât la nuit libre pour évacuer la ville, promettant que le lendemain à six heures les portes en seroient ouvertes. Napoléon rejeta une demande qui tendoit à épargner une

ville intéressante : tout ce qu'il put gagner sur lui fut d'ordonner qu'on n'y lançât point d'obus ; mais bientôt on remarqua sa joie féroce, quand, au moment même où faisant ouvrir une horrible canonnade dirigée contre les faubourgs, il s'écria : « Nous allons voir ! » Jusques-là Troyes étoit restée calme, et avoit attendu son sort avec résignation ; mais quand à cinq heures l'aspect des colonnes d'attaque et la canonnade annoncèrent aux habitans qu'ils étoient assiégés, l'inquiétude et l'effroi glacèrent tous les esprits ; chacun courut se réfugier dans les caves et dans les lieux souterrains pour s'y mettre à l'abri. Les alliés, voyant que Napoléon cherchoit à emporter la ville de vive force, jetèrent des obus dans trois faubourgs, et en moins d'une heure les flammes se propagèrent avec tant de furie, que les trains ne purent avancer assez près pour battre en brèche : trois ou quatre pièces de canon seulement firent un grand détour, et parvinrent à s'approcher de l'enceinte murée. A la chute du jour les troupes françaises se logèrent dans les faubourgs qu'on leur abandonna, et risquèrent de suite trois attaques sur la ville, qui furent repoussées par la brigade du général Wolkmann, restée en ar-

rière-garde dans l'enceinte même de Troyes, tandis que les divisions Giulay et Lichtenstein se retiroient vers Bar-sur-Seine. Les assiégeans, pendant la nuit, essayèrent d'enfoncer une porte, d'enlever d'assaut un endroit foible; mais ils furent constamment repoussés. Au point du jour l'arrière-garde ennemie commença sa retraite, emmenant artillerie, caissons et bagages. Dans ce moment même reparut aux avant-postes français le prince Wensel, qui étoit retourné la veille auprès des souverains confédérés; il fut conduit à Napoléon, et le supplia de suspendre son entrée de quelques heures, afin d'épargner la ville; le général autrichien manifesta en même temps, de la part de l'empereur François, le plus vif désir d'un prompt rapprochement. Napoléon promit qu'il n'entreroit à Troyes qu'à midi; mais à peine l'envoyé autrichien eut-il repris la route de son quartier-général, qu'il pénètre par une porte que lui livrent les habitans, pousse ses troupes, et s'empare de l'intérieur de la ville. Une légère fusillade s'engage contre quelques postes isolés qui se retiroient en hâte; et, à l'instigation des agens secrets de Napoléon, la populace armée de couteaux, de haches et de fourches, tombe sur les der-

niers pelotons des alliés, et massacre plusieurs soldats bavarois (1).

Sous ces sanglans auspices, le vainqueur fait son entrée dans Troyes à huit heures : ses yeux respiroient la vengeance. Il étoit encore à cheval lorsqu'apercevant un commissaire de police en costume, il lui adresse ces paroles menaçantes : « Il y a ici cinq personnes qui » ont pris la croix de Saint-Louis. — Votre » Majesté est mal informée, répond le com- » missaire, il n'y en a que deux. — Quelles sont- » elles? — Ce sont M. de Widranges et M. de » Gouault. — Quelle est leur moralité? — » Sire, je n'en ai jamais entendu dire que du » bien. — Qu'on les arrête sur-le champ. »

Une seule victime étoit restée sous la main de l'oppresseur : c'étoit l'infortuné de Gouault; il venoit de rejeter le conseil de ses amis, qui l'avoient conjuré de fuir. Rien n'avoit pu le décider à s'éloigner de sa femme ; il l'adoroit ; il lui devoit sa fortune ; l'idée de s'en séparer lui sembloit plus cruelle que l'idée même de la mort. Ebranlé un moment à l'approche du danger, par les instances de ses amis et de son beau-père, vieillard octogé-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXVII.

naire et infirme, il entend son épouse en proie à la douleur, aux convulsions, et les yeux inondés de larmes, lui dire d'une voix presqu'éteinte : « Que deviendrai-je si vous me quittez ? » Dès lors plus rien au monde ne peut le décider à s'en éloigner. Il se berce même de l'espoir que Napoléon, par politique, ne le recherchera point, pour ne pas faire connoître à la France et à l'Europe qu'il existe dans Troyes un parti qui s'est prononcé hautement en faveur de la dynastie légitime. Tel fut l'aveuglement d'un homme qui avoit eu le courage, en apprenant l'arrestation du duc d'Enghien, d'offrir sa tête pour sauver celle du prince. Les gendarmes se présentent bientôt, et il va lui-même au-devant d'eux. On le saisit : on le conduit à l'Hôtel-de-Ville devant une commission militaire qui procède à son jugement, ou plutôt à sa condamnation. Une heure s'étoit à peine écoulée qu'un officier survient, se fait ouvrir les portes, et demande si la sentence est prononcée. « Les » juges vont aller aux voix, lui dit-on. — Qu'on » le fusille sur-le-champ, répond l'officier, » l'empereur l'ordonne. » Le malheureux Gouault est condamné ; le deuil est général dans la ville. Le propriétaire de la maison

qu'avoit choisie Buonaparte pour y établir son quartier-général, n'écoutant que l'impulsion d'une âme généreuse, ose solliciter une audience : il l'obtient. « Sire, dit M. Duchatel » à Napoléon, un jour de triomphe doit être » un jour de clémence ; je viens supplier » Votre Majesté d'accorder à toute la ville de » Troyes la grâce d'un de nos malheureux compatriotes qui vient d'être condamné à mort. » — Sortez, répond le tyran d'un air farouche, » vous oubliez que vous êtes chez moi ! »

En même temps étoit mandé en sa présence le propriétaire de la maison où avoit logé l'empereur de Russie, et dont la femme (madame Bourgeois) s'étoit retirée à Langres à l'approche de l'armée. Napoléon, en le voyant, l'accable d'invectives, et lui adresse les sarcasmes les plus grossiers, les plus insultans contre sa femme, dont la conduite étoit irréprochable, et la réputation intacte. « Vous êtes bien heureux, ajoute Napoléon en » le congédiant, de n'être ni noble ni émigré : » je vous ferois fusiller sur l'heure, comme je » viens d'en donner l'ordre pour Gouault. »

Il étoit onze heures, et cet infortuné sortoit de l'Hôtel-de-Ville, escorté par des gendarmes, portant attaché à son dos et à sa

poitrine ; un écriteau en gros caractères, avec ces mots : TRAITRE A LA PATRIE, qu'on lisoit à la lueur des flambeaux. Le déchirant et lugubre cortége se dirigeoit vers la place du marché destiné aux exécutions criminelles : là on veut bander les yeux au condamné, il s'y refuse, et dit d'une voix ferme qu'il saura mourir pour son roi. Lui-même donne aux grenadiers le signal de tirer, et c'est en criant : *Vive le Roi ! Vive Louis XVIII !* qu'il rend le dernier soupir.

Puissent être voués à jamais au mépris et à l'opprobre les lâches dénonciateurs qui attirèrent sur cette tête la vengeance inutile d'un tyran implacable ! La stupeur et l'effroi régnoient sur toutes les figures ; la populace seule laissoit percer une hilarité féroce en revoyant et son bourreau et son maître. Le même jour il rendit un décret de proscription et de mort contre tout Français qui porteroit les signes ou les décorations de l'ancienne dynastie, et contre tous ceux qui, soit en qualité de militaires, ou à tout autre titre, accompagneroient les armées ennemies dans l'invasion du territoire (1).

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXVIII.

Rien ne pouvoit étancher cette soif du sang; ni les calculs des plus grands intérêts, ni la crainte d'aliéner de plus en plus les cœurs dans un moment si critique.

Le même jugement qui avoit envoyé l'infortuné Gouault à la mort, condamnoit aussi à la peine capitale et à la confiscation des biens le marquis de Widranges. Il étoit plus coupable encore aux yeux de Napoléon que la victime qu'il venoit d'immoler à sa rage. C'étoit le marquis de Widranges qui, à l'approche des alliés, avoit conseillé d'arborer le drapeau blanc sur les tours de la ville de Troyes; il avoit fait imprimer à mille exemplaires la proclamation du roi à ses peuples, et il l'avoit distribuée lui-même publiquement. Personne n'ignoroit dans la province qu'il s'étoit si hautement déclaré; on savoit qu'à la tête d'une députation il avoit demandé à l'empereur Alexandre le rétablissement du monarque légitime. Les recherches pour se saisir de sa personne furent inutiles, sa mission auprès de MONSIEUR, frère du roi, l'ayant mis hors de toute atteinte.

MONSIEUR l'avoit accueilli avec toute la bonté qui caractérise les princes de son illustre famille. Au moment où ses plus zélés partisans

étoient proscrits, S. A. R. alloit apparoître, comme attirée à leur secours, et guidée par une puissance supérieure aux hommes.

La Franche-Comté fit entendre ses acclamations, et donna l'heureux signal qui devoit bientôt se répéter aux Pyrénées et sur les bords de la Gironde.

Monsieur, frère du roi, accompagné du comte François d'Escars, du comte de Wals, du comte de Trogolf, du comte Melchior de Polignac et du marquis de Widranges, quitta la Suisse le 19 février, et fit son entrée en France par Pontarlier, se dirigeant sur Vesoul. Malgré la défense de se déclarer, de porter la cocarde blanche sur toute la ligne occupée par les armées de la ligue européenne, les habitans de Pontarlier et des environs se prononcèrent ouvertement, et arborèrent le signe chéri des Français.

Une tendance générale, uniforme, irrésistible alloit ramener la France vers ce qui fut long-temps l'objet de ses regrets et de ses désirs, vers cet ordre sous lequel tant de générations de Français avoient vécu heureuses et paisibles, vers cette antique monarchie enfin dont la chute avoit rompu la chaîne sociale, et ébranlé la base commune sur laquelle reposoient tous les trônes légitimes.

Le premier jour de son entrée en France, Monseigneur le comte d'Artois fit trente-deux lieues dans les domaines de ses augustes ancêtres ; partout, dans les bourgs, les villages, les campagnes, dans les villes, S. A. R. fut saluée par les acclamations des peuples, par les cris de *vive Louis XVIII ! vivent les Bourbons !* Aux approches de Vesoul, l'enthousiasme se manifesta avec une impétuosité dont rien ne put modérer l'essor. Les femmes, les enfans, les vieillards baisoient les mains et les habits du prince ; tous étoient frappés de son affabilité, de ses manières royales ; des larmes d'attendrissement couloient de tous les yeux ; un sentiment de bonheur rayonnoit sur tous les visages. Les vieillards et les femmes tomboient aux genoux du prince, et s'écrioient : « Nous mourrons contens, puisque nous avons » le bonheur de nous retrouver avec nos an- » ciens maîtres qui ont toujours été dans nos » cœurs. »

Tous se précipitoient pour embrasser les genoux de MONSIEUR, et lui crioient, en répandant des torrens de larmes : « Nous ne » vous apportons que nos cœurs, le monstre » ne nous a laissé que cela. »

Quand S. A. R. approcha de Vesoul, la

population sortit tout entière de la ville, et pour contempler à son aise l'auguste frère de son roi, elle demanda instamment aux gentilshommes de sa suite, de supplier S. A. R. de faire l'entrée à pied. Les cris, les acclamations, les vœux, les larmes se confondoient et faisoient de ce spectacle l'un des plus touchans que la France eût offert depuis ses longues infortunes (1).

Ainsi l'un des rejetons du bon Henri IV, naguères proscrit, exilé, abandonné, reparoissoit dans cette France si heureuse sous le sceptre de sa famille, mais encore en proie à une usurpation sanguinaire; il arrivoit seul, sans soldats, sans appui, inconnu aux Français; mais il étoit mûri par les vicissitudes, il exhaloit, pour ainsi dire, cette aimable bienveillance, cette fleur de chevalerie française, ce feu sacré de l'honneur, presqu'éteint, et qui alloit se rallumer. Aux premiers éclats de ces sentimens et à cette entrée seule on reconnoissoit le prince légitime.

L'élan se seroit communiqué à toutes les provinces de l'est, si les vues des puissances coalisées n'avoient pas été si incertaines à

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXIX.

l'égard de l'auguste famille proscrite : les plus zélés royalistes devoient trembler de se déclarer. Le silence des alliés n'étoit-il pas la meilleure sauve-garde de Napoléon ? Son ministre plénipotentiaire n'avoit-il pas été admis au congrès ? Les négociations n'étoient - elles pas en activité ? L'échange des couriers n'avoit-il pas lieu chaque jour ? Le moindre événement fortuit pouvoit déterminer la paix avec l'oppresseur de la France ; elle étoit même probable cette paix, et c'étoit sous de tels auspices que se présentoit le lieutenant-général du royaume pour revendiquer l'héritage de ses ancêtres ; c'étoit au moment même où Napoléon, après avoir repoussé les armées alliées et reprenant l'offensive, rentroit dans la ville de Troyes en vainqueur irrité ; c'étoit au moment où il proscrivoit et faisoit mettre à mort les plus fidèles serviteurs du trône.

Ainsi tout sembloit encore repousser les droits de la légitimité ; tout sembloit étouffer, comprimer dans les cœurs l'élan salutaire qui seul pouvoit délivrer la France : il ne falloit donc plus rien attendre des hommes, mais tout espérer de cette puissance invisible, qui distribue les couronnes et prend pitié des peuples, après que de grandes calamités leur ont fait expier de longs égaremens.

LIVRE DIXIÈME.

Retraite de la grande armée austro-russe vers Chaumont et Langres. — Elle est suivie par les divisions de l'armée française. — Marche de l'armée de Silésie depuis l'Aube jusqu'à la Marne. — Napoléon reste quatre jours stationnaire à Troyes : digression à ce sujet. — Conférences de Lusigny. — Le feld-maréchal Blucher menace Meaux, et passe la Marne à la Ferté-sous-Jouarre. — Marche des deux armées de Bulow et de Wintzingerode depuis la Belgique jusqu'à l'Aisne, pour se joindre à l'armée de Silésie. — La Belgique est soustraite à la domination de Napoléon. — La frontière du Nord est franchie. — Mort du général Rusca devant Soissons. — Sac de cette ville par les Russes. — Napoléon se remet en marche pour combattre l'armée de Silésie. — Il défère le commandement des troupes sur la Seine et sur l'Aube au maréchal Macdonald. — Expédition d'outre-Marne. — Reprise de Soissons par les alliés. — Bataille de Craonne. — Description de Laon, occupé par l'armée de Blucher. — Combats de Laon. — Echec de l'armée française. — Napoléon se retire vers l'Aisne et déclare la position de Laon inattaquable.

Tandis que de si heureux présages éclatoient en Franche-Comté, la grande armée austro-russe évacuoit tout le pays entre la Seine et l'Yonne, et continuant son mouvement ré-

trograde, elle se replioit sur Vandœuvres et sur Chaumont. Dès le 24 février, le quartier-général du prince Schwartzenberg fut transféré de Lusigny à Bar-sur-Aube, et le lendemain à Colombay; les corps des généraux Wrede et Wittgenstein suivoient la même route; celui du général comte Giulay se dirigeoit entre Châtillon et Bar-sur-Seine. Déjà les gardes russes arrivoient près de Langres, et le corps du prince Maurice de Lichtenstein se portoit vers Dijon pour se joindre à l'armée autrichienne du sud. Ce mouvement de retraite sembloit imprimé à tous les corps de la grande armée; et cependant des réserves arrivoient de Basle, et leurs têtes de colonnes touchoient à Vesoul.

Les divisions de l'armée française suivoient les corps ennemis dans leur retraite combinée. En se dirigeant vers Bar-sur-Seine, le deuxième corps de cavalerie, commandé par le comte de Valmy, trouvoit à Saint-Paar l'arrière-garde du général Giulay, et lui faisoit précipiter sa marche; le général Gérard, soutenu par le maréchal duc de Reggio, se portoit des ponts de la Guillotière à Lusigny, et passoit la Barce; enfin le général Duhesme prenoit position à Montieramey près Vaudœuvres.

Mais au moment même où le généralissime prince Schwartzenberg attiroit sur lui toute l'attention de l'armée française, le feld-maréchal Blucher commençoit à exécuter le plan par lequel la guerre offensive alloit être renouvelée avec plus de vigueur.

S'apercevant, dès le 23 février, que Napoléon faisoit filer vers Troyes son artillerie, ses bagages et le gros de son armée, il lui déroba une marche, et de Méry, gagnant Drausi Saint-Basle, il jeta trois ponts de bateaux sur l'Aube le 24, près de Baudemont, et y fit passer toutes ses forces en peu d'heures, sans avoir été aperçu par aucune troupe française. L'armée de Silésie bivouaqua le lendemain à Anglure, se dirigeant ensuite vers Sézanne où étoit placé en observation le corps du maréchal duc de Raguse, fort de dix mille hommes, infanterie et cavalerie.

Ce mouvement alloit décider du sort de la campagne, et cependant Napoléon restoit stationnaire à Troyes, tandis que dès le 24 au matin, il eût pu se porter rapidement sur la rive droite de la Seine, tourner la position de Méry, et serrer l'ennemi entre la Seine et l'Aube, en faisant occuper Arcis par une force considérable, afin que le maréchal

Blucher ne pût y déboucher. Là il l'eût forcé de passer l'Aube à la vue de l'armée française, et de marcher par des chemins de traverse sur Sézanne, devenu son seul point de retraite; là enfin, il eût pu obtenir sur lui quelque avantage décisif.

Cette faute méritoit d'être relevée dans l'examen d'une campagne si mémorable; et cependant, l'indécision n'étoit point dans le caractère de Buonaparte. Prompt dans ses résolutions, et toujours actif dans ses mouvemens, mais placé entre deux armées en retraite, peut-être fut-il embarrassé sur le choix de la poursuite. Troyes l'attiroit. Peut-être aussi s'abusa-t-il lui-même sur les négociations qui sembloient alors prendre un tour plus pacifique. Ce fut pour les accélérer que le comte Flahaut, son aide-de-camp, se réunit à Lusigny au comte Ducca, aide-de-camp de l'empereur d'Autriche; au comte Schouwaloff, aide-de-camp de l'empereur de Russie, et au général Rauch, chef du corps du génie du roi de Prusse: les conférences avoient pour objet de traiter des conditions d'un armistice de quinze jours.

Ces apparences de paix peuvent seules expliquer l'inaction de Napoléon à Troyes, du

24 au 27 février, et la position singulière de son armée, qui formoit alors une pointe prolongée jusqu'à Bar-sur-Aube, tandis que l'ennemi pouvoit manœuvrer à son choix sur l'un ou l'autre de ses flancs.

Rentrés dans une ville occupée pendant trois semaines par les empereurs confédérés, les officiers les plus éclairés de l'armée française remarquoient, comme une singularité, qu'on ne pût y recueillir aucun renseignement positif sur les intentions des puissances à l'égard du gouvernement de Napoléon. Selon quelques rapports vagues, les ennemis sembloient pencher pour la régence, dans le cas où son pouvoir viendroit à s'écrouler, soit par l'effet d'une révolution, soit par tel autre événement fortuit.

Mais l'opinion vulgaire de l'armée présentoit toujours les alliés comme en pleine déroute, n'ayant plus que des débris avec lesquels il leur seroit difficile de repasser le Rhin. On y étoit persuadé aussi que la Normandie, la Bretagne, Paris et les armées d'Espagne envoyoient deux cent mille hommes de renforts, et que toute la France étoit en armes.

Les habitans de Troyes voyoient cependant que l'armée de Napoléon étoit à peu près de la même force qu'à l'époque de sa re-

traite désastreuse vers Nogent-sur-Seine ; ses succès l'avoient affoiblie, et les renforts étoient presque nuls ; d'ailleurs il n'étoit guère possible de se former une idée juste de l'état réel de toutes les troupes en campagne. C'étoit un mystère que Napoléon seul pouvoit pénétrer, et à cet égard ses propres maréchaux restoient dans la plus complète ignorance. Pour mieux envelopper de ténèbres l'effectif de ses armées, Napoléon laissoit subsister tous les anciens cadres ; il en résultoit qu'elles étoient censées au complet de quatre cent mille hommes, tandis que plusieurs bataillons n'avoient que des officiers, et que d'autres, par leur extrême diminution, offroient presque autant d'officiers que de soldats. A la vérité, on faisoit toujours une énumération pompeuse des troupes qui venoient grossir l'armée en Champagne.

Ainsi Troyes ne vit marcher à la poursuite d'une armée de cent mille combattans, qu'une quarantaine de mille hommes, dans la direction de l'Aube et de la Seine. Toutefois le général Duhesme enleva Bar-sur-Aube au corps autrichien du général Giulay ; le maréchal duc de Reggio, le général Gérard et le deuxième corps de cavalerie occupèrent cette

ville et les environs. Le maréchal Macdonald porta son quartier-général à Mussy-l'Evêque, et ses avant-postes à Châtillon, se dirigeant à la fois vers la Ferté-sur-Aube et sur Clairvaux. Le maréchal Ney se posta à Arcis-sur-Aube, et le duc de Padoue resta à Nogent-sur-Seine.

Mais l'armée française ne suivoit la grande armée alliée qu'avec précaution, et Buonaparte s'apercevant enfin que le mouvement de flanc opéré par le maréchal Blucher, étoit concerté avec la retraite apparente du généralissime prince Schwartzenberg, suspendit aussitôt la marche de ses colonnes.

En effet, tandis que sa cavalerie poussoit vers Châtillon et Clairvaux, le maréchal Blucher marchoit sur Sézanne avec toute son armée réunie, à la poursuite du maréchal duc de Raguse. Ce général se mit aussitôt en retraite vers la Ferté-Gaucher et Rebais, dans la continuelle appréhension d'être accablé par des forces supérieures; mais il parvint à se retirer en bon ordre et presque sans perte, le général Korff, avec mille chevaux, n'ayant pas exécuté avec assez de promptitude l'ordre qu'il avoit reçu de tourner le corps français. Blucher le suivit, et apprit, à Rebais, que le maréchal Mortier, avec la jeune garde, étoit

parti de Château-Thierry, où il observoit la rive droite de la Marne, pour se joindre en hâte au maréchal duc de Raguse, à la Ferté-sous-Jouarre.

Les troupes des deux maréchaux s'élevoient à seize ou vingt mille hommes. C'étoit une opération délicate que le passage de la Marne en leur présence, tandis que Buonaparte, instruit de la direction de l'armée de Silésie, détacheroit probablement un corps sur ses derrières. Mais Blucher, sans hésiter, fait les dispositions suivantes : il ordonne aux généraux Sacken et Langeron de se diriger sur Coulommiers et Chailly, et de poursuivre ensuite leur marche sur Meaux; il ordonne en même temps aux généraux Kleist et York de se diriger de Rebais sur la Ferté-sous-Jouarre; le général Korff, avec une réserve de trois mille chevaux, formait l'arrière-garde. La démonstration vers Meaux remplit l'attente du feld-maréchal. Les deux maréchaux français, réunis à la Ferté-sous-Jouarre, abandonnent précipitamment cette ville, et se portent au secours de Meaux, laissant ainsi la facilité aux ennemis de jeter des ponts sur la Marne, en avant de la Ferté. Une centaine de chasseurs prussiens passent immédiatement sur de petites embar-

cations, et s'emparent de la ville, passage qui eût été effectué à Meaux ou à Tréport. L'armée de Silésie étoit également préparée à franchir la rivière sur l'un ou l'autre point (1).

Deux ponts de bateaux furent aussitôt jetés à la Ferté-sous-Jouarre; mais il fallut deux jours pour les établir, et les corps des maréchaux Marmont et Mortier eurent le temps de se concentrer à Meaux.

Cependant l'armée de Silésie, maîtresse des deux rives de la Marne, se trouvoit en état d'opérer sa jonction avec les forces imposantes qui arrivoient du Nord par Laon, Reims et Châlons.

C'étoient les deux corps d'armée des généraux Wintzingerode et Bulow, dont nous allons tracer la marche hardie depuis la Belgique jusqu'à la Marne.

Il falloit sans doute que la France gémît sous une domination aussi désastreuse qu'intolérable, pour que ses frontières du nord, hérissées de places fortes et jusqu'alors inexpugnables, se trouvassent tout-à-coup dégarnies, et ouvertes, pour ainsi dire, à des corps ennemis, qui de là pénétrèrent sans obstacle jusqu'au cœur de l'empire.

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XL.

Aucune force, en effet, ne leur disputa le passage; mais pourtant il fallut percer à travers une ceinture de forteresses et braver une population belliqueuse, qui pouvoit s'armer et faire tourner cette entreprise à la confusion des alliés.

Le plan de cette subite invasion consistoit, pour le corps d'armée de Bulow, à négliger toutes les places de la Flandre, à n'observer Berg-op-Zoom et Anversq u'avec des forces inférieures en nombre aux garnisons de ces villes, et à franchir ainsi les anciennes frontières de France, par Avesne et Vervins. Quant au général russe Wintzingerode, après avoir dépassé Juliers, Vanloo et Mastricht, il devoit négliger aussi les places des Ardennes, telles que Montmédi, Charlemont, Givet, Philippeville, Rocroy et Mézières, pour arriver également, par sa droite, sur Avesne, et, par sa gauche, sur Rethel. Mais cette marche audacieuse, il falloit l'effectuer au cœur de l'hiver, par des chemins jugés impraticables; il falloit tourner des forteresses qui, n'étant pas observées, pouvoient communiquer entr'elles; il falloit éviter les garnisons françaises, qui se mettoient en mouvement pour inquiéter les colonnes d'invasion.

Rien cependant ne put retarder la marche des deux généraux confédérés.

Arrivé à Namur le 24 janvier, le lieutenant-général baron de Wintzingerode séjourne dans cette ville, pour réunir et diriger ses colonnes; le 5 février, il publie, une proclamation, promettant respect aux personnes et aux propriétés (1); il se met ensuite en route de Namur sur Avesne. Bientôt le général Czernicheff, qui commande son avant-garde, s'empare de Dinant et de Philippeville.

En même temps le général comte Woronsow, après avoir passé le Rhin à Cologne, prend aussi la direction de Namur, et de là marche sur Rethel, et se trouve bientôt en contact avec le général Strogonoff qui le suit. Presque toute cette frontière étoit disposée en faveur des alliés : déjà un partisan prussien, le baron de Falkenhausen, colonel de cavalerie, s'étoit porté sur Arlon, avoit poussé jusqu'à Namur et Liége, pour enlever à Napoléon toutes les ressources qu'il tiroit du pays de Sambre et Meuse; il avoit délivré les conscrits, poussant jusqu'aux limites du Luxembourg et des Ardennes. A son approche les Luxembourgeois s'étoient soulevés, aux acclamations

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLI.

de *vivent les alliés ! mort aux Français !* Ils avoient marché au-devant des Prussiens et des Russes avec des bannières et des vivres : plus de soixante villages venoient de prendre part à ce soulèvement.

Arrivé à Avesnes, le lieutenant-général Wintzingerode y trouve plusieurs pièces de canon de bronze, des armes et des munitions; il y établit son quartier-général, au commencement de février, et annonce hautement qu'il se rend à Laon, pour, de là, marcher sur Paris. En même temps ses colonnes de gauche s'emparent des routes de Vervins et de Mézières; elles pénètrent jusqu'à Rethel, et se dirigent sur Reims. Cette ville ouvre ses portes à cent cinquante cosaques. Toute l'avant-garde russe y arrive. Maître de Reims, le général Czernicheff se dirige, avec quatre à cinq mille hommes de troupes légères, sur Soissons, et somme cette ville de se rendre.

Situé dans un vallon riant et fertile sur la rivière d'Aisne, à huit lieues de Laon et à treize lieues de Reims, Soissons, l'une des plus anciennes villes de France, mais déchue aujourd'hui, contient à peine huit mille âmes. Elle est dépourvue de fortifications, et aucun ouvrage n'en défendoit même les approches; à peine pouvoit-elle résister à un

coup de main. Cependant Napoleon avoit jugé sa position importante à cause de son pont sur l'Aisne, qui forme comme le débouché de presque toutes les grandes routes du Nord sur Paris ; ce boulevard forcé, rien ne pouvoit plus s'opposer à la jonction des forces venant du Nord avec l'armée de Silésie manœuvrant sur la Marne. On avoit réuni à Soissons mille hommes de garde nationale, et deux ou trois cents soldats de troupes de ligne. Napoléon venoit de confier ces troupes et la défense de la ville au général Rusca, Piémontais d'origine, officier intrépide et ardent, voué à ses intérêts depuis ses premières campagnes d'Italie. Echauffé par son zèle et par ses instructions, Rusca rejette toutes les sommations, et jure de se défendre jusqu'à la mort. Il fait créneler les maisons ; il met seize pièces de canon en batterie ; il range ses gardes nationaux en bataille. Ainsi, Soissons étoit destiné à éprouver le même sort que Sens et Nogent-sur-Seine, précisément à la même époque de la défense désastreuse de ces deux villes.

Après un combat assez vif, le 13 février, sur la route de Laon à Soissons, Czernicheff force la garnison de rentrer dans la place. Le lendemain, le général Wintzingerode attaque

lui-même Soissons des deux côtés de l'Aisne ; il met d'abord douze pièces de canon en batterie, et l'un des premiers coups renverse le général Rusca, qui ne survit qu'une heure à sa blessure. Sa mort abat le courage des Soissonnais, et décide du sort de leur ville. Les troupes, accablées par des forces supérieures, lâchent pied et se réfugient dans les maisons, poursuivies, pressées par les Russes qui y pénètrent en même temps. On se bat dans les rues ; plusieurs des habitans sont tués dans la mêlée. Soissons, pris d'assaut et rempli d'épouvante, est livré pendant six heures au pillage et à la fureur brutale du soldat. Le général Lonchamp, trois colonels, douze à quinze cents hommes mettent bas les armes, et toute l'artillerie tombe au pouvoir des vainqueurs. Mais les Russes, qui déja se dirigeoient sur Epernay, ne restent que trente heures à Soissons. Les victoires de Buonaparte, à Montmirail et à Château-Thierry, décident Wintzingerode, dans la journée du 15 février, à une retraite précipitée sur la route de Reims. Le maréchal duc de Trévise réoccupe Soissons le 19, et en réorganise la défense ; mais cet échec obscurcit les succès de Napoléon sur la Marne, et, dans sa colère, il fait traduire les généraux qui devoient rem-

placer Rusca, devant un conseil d'enquête; car, dit-il, *Soissons ne devoit pas être pris.*

Telle fut la marche du corps d'armée de Wintzingerode sur l'Aisne et vers la Marne. Celle du général Bulow, dans la même direction, fut non moins hardie et plus rapide encore.

Après avoir, de concert avec la division anglaise de sir Thomas Graham, repoussé dans Anvers les troupes françaises, le général Bulow venoit de prendre position près de cette place importante pour en commencer l'attaque régulière. Elle fut fixée au 2 février par les deux généraux; mais les précautions prises par les Français pour conserver leurs flottes avoient mis la ville et les vaisseaux de guerre à l'abri. La garnison, d'ailleurs, étoit pleine de courage, et les ouvrages dans le meilleur état. Le nouveau gouverneur, le général Carnot, arrivé le 2 février au matin, prend immédiatement le gouvernement d'Anvers. L'ennemi fait presque aussitôt une vive attaque sur les ouvrages extérieurs avec toutes ses forces réunies; mais la résistance est encore plus vigoureuse. Les alliés sont repoussés sur tous les points, après avoir fait de grandes pertes en tués et en blessés. La flotte reste intacte malgré le bombardement, à l'excep-

tion du vaisseau *le César*, qui est un peu endommagé. Le même jour, le général Bulow reçoit l'ordre positif de marcher vers le Midi, suivi du corps prussien qu'il commande, afin d'agir de concert avec la grande armée confédérée. Le siége d'Anvers est aussitôt converti en blocus, formé par la division anglaise et par dix mille Saxons.

Le 3 février, le général Bulow, aux termes de ses instructions, se dirige sur Malines, où il fait son entrée le 5. Son avant-garde pénètre bientôt à Vilvorde, tandis qu'une autre colonne marche d'Oudenarde à Gand. Les troupes françaises ayant évacué Bruxelles le 2 février, les cosaques y font leur entrée le même jour. En vain le général Maison, officier actif, brave, expérimenté, commande un corps français dans le Nord; il n'a que très-peu de troupes, et se voit contraint d'abandonner le Brabant à son sort pour couvrir l'ancienne frontière, et pourvoir à la sûreté des forteresses. D'ailleurs l'opinion des Belges semble repousser les Français. Les habitans de Malines, de Bruxelles, et de presque toutes les villes du Brabant, reçoivent les alliés avec de grandes démonstrations de joie. Une députation de Gand va présenter les clefs

de cette ville au général Bulow. Les alliés se répandent de plus en plus dans la Belgique, tandis que la Flandre française, agitée par des troubles intérieurs, est parcourue en tous sens par trois ou quatre mille conscrits réfractaires; ils se rendent maîtres du pays, entre Lille, Armentières et Bailleul, et coupent toute communication avec Dunkerque.

Ainsi, toute la Belgique étoit soustraite à la domination de Napoléon, à l'exception d'Anvers. Le prince de Saxe-Weimar, commandant en chef l'armée combinée du Nord, portoit son quartier-général à Bruxelles.

Cependant, le général Bulow poussant ses avant-postes dans la direction de Mons, marchoit par le Hainaut en Picardie, pour se mettre en communication avec le corps russe de Wintzingerode, qui pénétroit par le Laonnois, le Soissonnais et la Champagne.

Bientôt toutes les barrières du Nord sont franchies. Le 14 février, le général Bulow fait son entrée à Avesne; il s'empare ensuite de la Fère, où il trouve des magasins considérables et un dépôt d'artillerie. Le 26, il occupe la ville de Laon, et là, fait sa jonction avec le général russe Wintzingerode. Dès le jour suivant, tous deux de concert, se

portent vers Soissons, pour se réunir au feld-maréchal Blucher, alors avec son armée entière, sur les deux rives de la Marne, entre Château-Thierry et Meaux. Déjà même un détachement de troupes légères, commandé par Tettenborn, et appartenant au corps de Wintzingerode, a passé la Marne, et s'est porté à Fère-Champenoise, à dix lieues seulement de l'Aube.

Vitry, Châlons, Epernay, la Ferté-sous-Jouarre, sont au pouvoir du feld-maréchal Blucher, dont l'armée occupe ainsi quarante lieues du cours de la Marne depuis sa source jusqu'à Meaux. Les avant-postes français ayant abandonné le côté de la rivière opposé à Tréport, le général Sacken y porte son quartier-général, tandis que de fortes reconnoissances de cavalerie, poussées sur les derrières de l'armée, dans toutes les directions, la mettent à couvert de toute surprise. L'avant-garde russe du corps de Sacken étoit déjà dans les faubourgs de Meaux, sur la rive gauche, au pont placé à la sortie de la ville, sur la route de Nangis, pont que les généraux français, dans leur retraite, avoient fait couper. Quelques-uns des coureurs de Sacken s'étoient même avancés jusqu'à Lagny.

Ainsi, pour la troisieme fois, Paris se trouvoit sérieusement menacé. On y voyoit rentrer en foule des blessés et des fuyards; une inquiétude sourde agitoit de nouveau les esprits, et les courtisans n'affectoient plus qu'une apparente sécurité.

Instruit du retour inopiné du danger, par l'arrivée de plusieurs courriers expédiés de Meaux et de Paris, Napoléon prit, le 27 février, la résolution de quitter Troyes, et de se porter rapidement sur les derrières de l'armée de Blucher, afin de renouveler, s'il étoit possible, les manœuvres de Champeaubert et de Montmirail. L'opération paroissoit d'autant plus pressante, que les conférences de Lusigny, pour une suspension d'armes de quinze jours, venoient d'échouer. On n'avoit pu s'entendre sur la ligne de démarcation. Telle étoit la confiance de Napoléon et de ses partisans dans l'issue de la guerre, que l'aide-de-camp Flahaut dit au général autrichien Ducca, dans une des conférences : « Encore une défaite comme celle de Montereau, et je parie, général, que vous êtes » rejeté au-delà du Rhin. »

Tous les efforts de Napoléon tendoient à obtenir ce résultat. Ainsi, en se reportant

avec célérité sur la Marne, il avoit en vue de dégager de nouveau sa capitale, et surtout de s'opposer à la jonction des corps de Bulow et de Wintzingerode, au gros de l'armée de Silésie, qui, par cette addition de forces, pouvoit s'élever bientôt à cent mille combattans, et ne plus trouver d'obstacles à ses entreprises.

En partant de Troyes, le 27, avec sa garde, Napoléon expédia au maréchal Macdonald, duc de Tarente, alors en avant de Bar-sur-Seine, le comte Arthur de Labourdonnaye, colonel aide-de-camp, porteur d'un ordre qui mettoit à la disposition du maréchal les corps d'armée du duc de Reggio et du général Gérard. Avec ces corps, réunis au sien, le maréchal Macdonald devoit employer tous ses efforts à contenir la grande armée austro-russe, tandis que Napoléon attaqueroit de nouveau l'armée de Silésie; il devoit dérober, surtout au généralissime prince Schwartzenberg, la connoissance du mouvement de Napoléon; et, à cet effet, on imagina de faire crier sur toute la ligne française : *Vive l'Empereur!* comme s'il eût été présent.

Sans doute la commission de contenir cent mille combattans avec moins de trente

mille hommes, étoit aussi difficile qu'honorable ; mais Napoléon la confioit au maréchal Macdonald, qui réunit à l'intrépidité et au sang-froid, le rare talent de commander aux soldats, et de s'en faire aimer.

La même impétuosité qui avoit signalé la première expédition de Buonaparte sur la Marne, l'accompagna dans le début de celle-ci; mais, quelle différence dans les résultats! Ici, Napoléon alloit accélérer lui-même sa ruine.

Le 27 mars il partit de Troyes avec sa garde, et coucha le même jour au petit village d'Herbisse, à deux lieues au-delà d'Arcis-sur-Aube. Le lendemain 28 il se dirigea sur Sézanne par Fère-Champenoise. En route la cavalerie légère de sa garde avoit escarmouché contre les troupes légères de Tettenborn, restées en arrière pour observer les mouvemens de l'armée française. Attaquée par quatre mille hommes de la garde impériale, Tettenborn s'étoit retiré de Fère-Champenoise à Vertus. Le même jour 28, Napoléon établit son quartier-général au château d'Esternay, situé entre la Ferté-Gaucher et Sézanne; ces deux marches forcées le portèrent de nouveau sur les derrières de l'armée de

Silésie; mais elle avoit sur lui trois marches d'avance, et d'ailleurs il ignoroit encore si les maréchaux de Trévise et Marmont avoient pu sister et préserver Paris.

L'armée française partit le 1er mars d'Esternay à cinq heures du matin, et poursuivit sa route par la Ferté-Gaucher, où Napoléon s'arrêta quelques heures, espérant y recueillir des informations sur les mouvemens et sur la force de l'ennemi. Tous les rapports annonçoient qu'il étoit maître de la Marne, et que Soissons et Meaux étoient sérieusement menacés.

Ces renseignemens déterminent Napoléon à se porter par la traverse sur Rubay et sur Jouarre, où il arrive le soir même, marche pénible par un temps pluvieux et par d'affreux chemins.

Ce mouvement rapide compromettoit de nouveau les corps d'armée des généraux Sacken et York, qui s'étoient approchés de Meaux par la rive gauche de la Marne. Mais cette fois étant plus sur leur garde, et instruits de la marche de l'armée française, ils passèrent en hâte sur l'autre rive, se dirigeant de la Ferté-sous-Jouarre Lisy-sur-Ourcq, petite ville à trois lieues au nord de Meaux. Ce territoire,

toujours inondé et fangeux, eût englouti hommes et chevaux, sans une gelée subite qui sauva les alliés. Ainsi près de trente mille hommes envahissent subitement, par la hauteur, les communes de Lisy, Crouy et Gandelu. Les habitans, épouvantés par le nombre toujours croissant des ennemis, et par les bruits de dévastation et de massacre semés à dessein, abandonnent leurs maisons, leurs propriétés, cherchant la plupart leur salut dans la fuite. Un grand nombre se réfugie dans des carrières environnantes, espérant se dérober ainsi à la poursuite et au pillage des cosaques qui déjà inondoient les campagnes. L'invasion avoit commencé vers neuf heures du soir; la nuit très-obscure et une pluie abondante mêlée de grêle, multiplioient les difficultés et les souffrances sous les pas des malheureux fugitifs. Plus de cinq cents d'entr'eux, de tout sexe et de tout âge, venoient de s'entasser dans une carrière souterraine. Là, forcés de se dépouiller de leurs vêtemens transpercés par la pluie, la plupart furent bientôt livrés aux tourmens de la faim et des plus terribles angoisses. Qu'on se figure, dans cet asile de désolation, des femmes enceintes, sans aucun secours de l'art, et dont

la frayeur hâtoit le terme de l'enfantement, restées ainsi en proie à la misère, à la douleur et au désespoir. Bientôt le bruit du canon, de la mousqueterie, des cris de mort se font entendre, et ajoutent encore à l'horreur d'une pareille situation. A l'impossibilité de séjourner plus long-temps au sein d'une atmosphère méphitique, venoit se joindre la crainte d'être sacrifié par l'ennemi; crainte moins terrible peut-être que celle de mourir étouffé ou d'inanition. Il falloit toutefois abandonner le souterrain ou périr; et les malheureux réfugiés prennent, avec leur famille, la résolution extrême de se mettre à la merci des premières gardes avancées. Quelle est leur surprise et leur joie! loin d'être à la discrétion des envahisseurs, ils se trouvent au milieu de l'armée française, poursuivant l'ennemi en retraite dans la direction du nord.

Déjà le corps prussien du général Kleist, qui s'étoit dirigé sur Meaux par la route de Soissons, avoit été abordé, le 28 février, par le maréchal duc de Trévise, au village de Gué à Trême, sur la petite rivière de Teroenne, et repoussé, l'épée dans les reins, pendant plusieurs lieues.

En même temps, les corps des généraux

York et Sacken, après avoir passé la Marne, avoient tenté le passage de l'Ourcq, à la suite de plusieurs combats d'avant-garde, livrés à Crouy et à Lisy contre le corps du maréchal Marmont. Etonnés de la résistance qu'on leur opposoit, les deux généraux alliés alloient se réunir pour forcer le passage, quand le feld-maréchal Blucher, sur l'avis certain de l'arrivée de Buonaparte avec une armée expéditionnaire, renonce tout-à-coup à l'offensive, et prend la résolution de se joindre aux généraux Bulow et Wintzingerode sous les murs de Soissons. C'étoit après avoir chassé de Troyes la grande armée alliée que Buonaparte, selon le même avis, accouroit avec l'élite de ses troupes, afin de manœuvrer de nouveau sur les derrières de l'armée de Silésie.

A l'instant même le mouvement de retraite du maréchal Blucher fut prononcé; tout fila vers Soissons par la Ferté-Milon et par Oulchy-le-Château. L'avant-garde formée par le corps de Kleist, devint l'arrière-garde, et couvrant la marche de l'armée, reçut, toute la journée du 2 mars, le choc des têtes de colonnes qui suivoient avec chaleur les Prussiens. A la Ferté-Milon l'engagement fut meurtrier pour les deux partis; mais les ducs de Raguse et de Trévise,

stimulés par l'arrivée de l'armée, poussèrent vivement l'arrière-garde ennemie dans la direction de Soissons.

Le même jour 2 mars, Napoléon arrive à la Ferté-sous-Jouarre, et ordonne de réparer les ponts que les ennemis avoient coupés. Son avant-garde passe la Marne le lendemain, et va le même jour à Rocourt. En deux marches sur la rive droite, il porte, le 4 mars, son quartier-général à Fismes, sur la route de Reims; là il se croit à la veille de réaliser de nouveau sa manœuvre favorite, sa combinaison familière, c'est-à-dire de tourner l'ennemi pour décider en une journée du sort de la guerre.

Son arrivée à Fismes plaçoit le gros de l'armée française sur le flanc de l'armée de Silésie, qui, par là, se trouvoit réellement compromise : car Soissons étant armé de vingt bouches à feu et défendu par quatorze cents Polonais, pouvoit fermer tout accès à l'armée combinée. Dans l'impossibilité de passer l'Aisne sur ce point, elle se seroit trouvée sans aucune retraite, et forcée de combattre avec désavantage, ayant la ville devant elle, à dos les corps des ducs de Raguse et de Trévise, et sur son flanc droit les forces de

Napoléon, qui précipitoit sa marche pour la déborder, mais qui fut trompé dans son attente. Les généraux Bulow et Wintzingerode s'étant rencontrés devant Soissons, le 2 mars, firent des dispositions menaçantes, décidés à emporter la ville d'assaut; elle étoit cernée par vingt-cinq à trente mille hommes. Ne pouvant apprécier l'état général de la guerre, le commandant ne considéra que la situation particulière d'une ville sans fortifications, et attaquée de nouveau par une armée qui en avoit déjà fait la conquête, après avoir franchi toutes les barrières du Nord. Entraîné par ces considérations, il entame une négociation avec le général Bulow, et consent à rendre Soissons, moyennant une capitulation honorable qui laissoit la garnison libre de se retirer sur Villers-Cotterets, avec son artillerie et ses bagages.

Une convention si heureuse pour les alliés, eut, dans ces graves circonstances, les résultats les plus décisifs. Napoléon alloit marcher de Fismes sur Méry, pour tourner l'armée de Blucher, quand il apprit que Soissons venoit d'ouvrir ses portes. La fureur qui le transporta ne put même s'apaiser, après une victoire, et il l'exhala

dans son bulletin officiel. « L'armée ennemie,
» dit-il, se croyoit perdue quand elle apprit
» que le pont de Soissons lui appartenoit,
» et n'avoit même pas été coupé. Par une
» lâcheté qu'on ne sauroit définir, le général
» qui commandoit à Soissons a abandonné la
» place en vertu d'une capitulation soi-
» disant honorable; il est traduit, ainsi
» que les membres du conseil de défense,
» à une commission d'enquête. » Selon Napoléon, les officiers paroissoient d'autant plus coupables, que, pendant toute la journée du 2 et du 3, on avoit entendu de la ville, la canonnade de l'armée française, qui se rapprochoit de Soissons.

Mais, déjà, dans la soirée du 3 mars, l'armée de Silésie avoit effectué, à Soissons même, sa jonction avec les corps de Bulow et de Wintzingerode ; et, traversant librement le pont intact, elle avoit pris position sur un vaste plateau, derrière la ville, sa droite appuyée près du village de Laffraux, et sa gauche près de Craonne.

Cependant, après avoir suivi et harcelé l'armée combinée dans sa marche de la Marne à l'Aisne, les corps des maréchaux Marmont et Mortier, renforcés par une nombreuse ca-

valerie, tentèrent, le 5 mars, de reprendre Soissons. La ville, située du côté de l'Aisne opposé à celui où l'armée combinée avoit pris position, étoit défendue par cinq à six mille hommes d'infanterie russe du corps de Langeron, sous les ordres du général Rudzwich, force suffisante sans doute, quoique Soissons ne fût entourée que d'un mur rompu et d'un fossé accessible sur plusieurs points.

A six heures du matin, les troupes françaises forment leur attaque, et s'emparent d'abord de la plus grande partie des faubourgs; ensuite, de fortes colonnes marchent sur la ville même, des deux côtés opposés; elles sont repoussées dans deux attaques successives; mais, restés en possession de la plus grande partie des faubourgs, les Français enlèvent les toits des maisons; et, de là, font un feu continuel sur les troupes russes qui garnissent les remparts. La nuit seule mit un terme à ce combat meurtrier, qui coûta aux Russes plus de mille hommes tués ou blessés, et aux assaillans, une perte égale. Quelques maisons seulement séparoient les deux partis. Les Russes s'attendoient pour le lendemain, à de nouvelles attaques. Mais Soissons n'étoit pas l'objet de l'expédition et des

efforts de Buonaparte. Quoique la reddition de cette ville eût fait avorter la partie la plus essentielle de son plan, il n'en persista pas moins dans la résolution de manœuvrer sur le flanc de l'armée ennemie, après l'avoir tournée, à plusieurs lieues sur la droite de Soissons. Il rallie en conséquence les corps séparés des ducs de Raguse et de Trévise, qui, le 6 mars au matin, abandonnent l'attaque de la ville pour remonter l'Aisne sur leur droite. L'armée alliée néglige aussitôt la route directe de Laon, et appuie sur sa gauche pour s'opposer aux progrès des Français, et couvrir Laon dans cette direction.

La veille, Napoléon s'étoit porté de Fismes sur Béry-au-Bac; là, après avoir fait emporter le pont de vive force par la cavalerie du général Nansouty, avant que l'ennemi eût pu le détruire, il avoit effectué le passage de l'Aisne avec son armée. La division de cavalerie ennemie destinée à couvrir le pont, fut poussée pendant plusieurs lieues sur la route de Laon, avec une extrême vivacité; elle perdit deux canons, et plusieurs cavaliers furent faits prisonniers, parmi lesquels se trouvoit le colonel prince Gagarin. En même temps, de fortes

colonnes filoient sur la route de Reims, vers Corbeny et Laon.

Tout annonçoit une bataille générale, entre cette ville et l'Aisne, dans le triangle dont la route de Soissons à Reims forme la base, et Laon le sommet.

Ce fut alors que le feld-maréchal Blucher conçut une manœuvre qui, sans compromettre la totalité de ses forces, devoit avoir le résultat le plus décisif. Il établit son armée en échelons, depuis le plateau de Craonne jusqu'aux approches de Laon; puis, formant avec presque toute sa cavalerie un détachement de dix mille chevaux, sous les ordres du général Wintzingerode, il le dirige, par les routes de Chevrigny et Presle, au débouché de la plaine, derrière Bouconville, vers la route de Corbeny à Laon, pour de là se jeter sur la ligne de communication de l'armée française. Cette manœuvre hardie tendoit à tourner Napoléon au moment même où il auroit commencé l'attaque de la position de Craonne. Les corps prussiens des généraux Kleist et York étoient destinés à protéger et à suivre le mouvement de la cavalerie, et celui du général Sacken devoit soutenir l'infanterie du général Wintzingerode. Le général Bulow, avec vingt mille

hommes, se tenoit en réserve, prêt à occuper la position de Laon, qui assuroit, en cas de revers, une retraite à l'armée.

Telles furent les dispositions du feld-maréchal Blucher devant son redoutable adversaire.

Cependant, ce jour même, 6 mars, Napoléon s'étoit porté sur Corbeny, et avoit trouvé, à peu de distance de ce bourg, l'infanterie russe en position sur les hauteurs en avant de Craonne. De forts détachemens de tirailleurs, soutenus par de l'artillerie, et couverts par les bois de Corbeny, s'en approchèrent et furent d'abord repoussés; mais deux bataillons de la garde ayant tourné la droite de la position, tandis que le maréchal Ney attaquoit la ferme d'Urtubise, les Russes se replièrent, et prirent, dans la nuit même, une position encore plus forte sur les hauteurs en arrière des villages de Saint-Martin et de Craonne. Le 7, au point du jour, Napoléon la fit reconnoître: elle parut formidable. La droite et la gauche de l'ennemi étoient appuyées sur deux ravins, et un troisième ravin couvroit son front; de sorte qu'on n'y pouvoit arriver que par un défilé étroit qui joignoit la position au plateau de Craonne; mais rien ne put amortir l'élan

de Napoléon, et il s'occupa immédiatement des dispositions d'attaque.

De son côté, le maréchal Blucher, voyant que l'armée française s'étoit désistée de sa marche en ligne droite sur Laon, ordonna aux généraux Kleist et York d'effectuer leur mouvement dans la direction de Presle et de Leuilly, pour soutenir les dix mille hommes de cavalerie du général Wintzingerode, et opérer l'attaque sur le flanc droit de l'armée si elle avançoit sur le point occupé par l'infanterie en arrière de Craonne. Le général Sacken, qui soutenoit cette première ligne, avoit ordre, s'il étoit pressé par une force supérieure, de se replier vers Laon, et de rallier à lui la garnison de Soissons.

Blucher se hâta de joindre, à cheval, son immense détachement de cavalerie, pour tourner l'armée française, voulant diriger lui-même cette manœuvre décisive. Mais des difficultés inattendues, telles que l'escarpement des lieux, s'opposant au progrès de ce mouvement nocturne, la cavalerie ne se trouva avancée, le lendemain, que jusqu'à Presle, sans pouvoir atteindre le flanc de l'armée de Napoléon, que les cosaques seuls inquiétèrent. Arrêtée également par des difficultés locales, l'infanterie du

général Kleist avoit pris une autre direction ; de sorte qu'il devint impossible au feld-maréchal d'entreprendre avec succès son opération offensive.

Il étoit onze heures du matin, et déjà Napoléon commençoit l'attaque avec toutes ses forces estimées à cinquante mille hommes, dirigeant tous ses efforts vers le point même où l'infanterie du général Wintzingerode étoit en position. En l'absence de ce général, le comte Strogonoff commandoit en chef, et le comte Woronzow étoit à la tête de l'infanterie. Les Russes furent exposés au choc le plus impétueux. Tandis que le maréchal Ney se portoit sur la droite pour déborder la position de Craonne, le maréchal duc de Bellune, avec deux divisions de la jeune garde, se dirigeoit sur l'abbaye de Vauclair, pour de là passer le défilé.

L'abbaye est bientôt en feu ; l'ennemi en est chassé ; et le duc de Bellune franchissant le ravin défendu par cinquante pièces de canon, se reforme aussitôt sur la hauteur. Au même instant, il est frappé d'une balle. Un grand nombre de ses soldats étoit déjà tombé sous le feu des Russes ; mais ses colonnes étoient suivies par les trains d'une artillerie

nombreuse commandée par le général Drouot, qui franchit aussi le défilé; de fortes masses de cavalerie s'y portent pour appuyer l'attaque. Une effroyable canonnade s'engage dans le vallon et sur les hauteurs. Les Russes opposent aux Français, sur tous les points, une vive et ferme résistance. Dès le commencement de l'action, le général comte Strogonoff voit tomber son fils à ses côtés, frappé à mort; trois autres généraux russes sont blessés grièvement; et le général Woronzow a cinq officiers de son état-major tués ou blessés.

Déjà le maréchal Ney avoit passé le ravin de gauche, et débouchoit sur la droite de l'ennemi, tandis que les généraux Grouchy et Laferrière, à la tête de la cavalerie, franchissoient le défilé au milieu d'une grêle de boulets et de balles : tous deux furent blessés dans cette attaque, et remplacés par d'autres généraux. Le général Nansouty plus heureux, passa sans autant de perte, avec deux autres divisions de cavalerie, le ravin sur la droite des Russes. Le feu des batteries françaises fit dans leurs rangs beaucoup de ravage, et leur démonta quatorze pièces de canon. Se voyant tournés et pressés de toutes parts, ils songèrent à la retraite. En vain Napoléon

qui, pendant la bataille, avoit redoublé d'activité, voulut-il compléter la victoire par une charge générale de sa cavalerie; le mouvement fut manqué, et les troupes russes se reformant aussitôt, effectuèrent, sous la direction du général Sacken, leur retraite vers Laon, avec un ordre et un sang-froid admirables. Pendant la nuit et le lendemain matin, elles firent leur jonction avec le gros de l'armée combinée. Pas un seul canon, pas une seule voiture ne furent laissés en arrière; les prisonniers s'élevèrent à peine à soixante, quoique le nombre des tués ou blessés dépassât deux mille. La perte des Français fut à peu près égale, ayant été exposés pendant plus d'une heure au feu de la mousqueterie et de l'artillerie russe, servie avec autant de célérité que de précision (1).

Ainsi le combat de Craonne, journée sanglante où le canon fit tant de ravage, ne fut qu'un engagement partiel; il se seroit transformé en bataille générale et décisive si la cavalerie du maréchal Blucher eût pu manœuvrer selon le plan de ce général. La journée au contraire fut sans résultat; la possession du champ de bataille, resté à l'armée fran-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLII.

çaise, ayant été le seul prix comme la seule marque de la victoire, Napoléon en frémit; et on assure qu'il s'écria, après l'action : « Je » vois bien que cette guerre est un abîme; » mais je ne m'y engloutirai que le dernier. »

Il falloit ou abandonner la poursuite des Russes, ou se porter sur Laon, position excellente, où il étoit probable que se concentroient toutes les forces de l'armée combinée. Napoléon connoissoit peu ce terrain difficile que l'ennemi avoit eu le temps d'étudier; mais décidé à marcher en avant, il porta le soir même son quartier-général à Bray. Cette journée fut pénible, soit par les pertes, soit par les privations de l'armée, soit par le froid excessif qui rendit ses fatigues plus dures encore. La route de Paris étoit couverte de voitures qui transportoient les blessés vers la capitale.

L'armée partit de Bray le 8 mars, et se dirigea sur l'Ange-Gardien, village presque à moitié chemin de Soissons à Laon. Napoléon s'y arrêta quelques heures, et là il parut incertain sur la route qu'il tiendroit; il n'apprit que dans la journée l'évacuation totale de Soissons par les Russes, et leur concentration à Laon. Le soir même il se détermina à se porter vers

cette ville, et à transférer son quartier-général à Chavignon, qui en est à quatre lieues.

Il n'avoit recueilli jusqu'alors que des notions incomplètes sur les accidens et les difficultés du terrain. Tout-à-coup sa mémoire lui rappelle que M. Bussy de Belly, son ancien camarade à Brienne et au corps ròyal d'artillerie, habite une maison de campagne près de Laon. Il l'a négligé, il l'a oublié jusqu'alors; d'ailleurs, M. de Belly a préféré sa modeste retraite et une mère qu'il chérit, aux honneurs et aux richesses qu'il auroit obtenus sans doute s'il les avoit sollicités avec la bassesse d'un courtisan. Toutes les considérations particulières disparoissent aux yeux de Napoléon; il a besoin de son ancien condisciple: il le mande; les ordonnances partent, et M. de Belly est bientôt en présence de son camarade de collége devenu empereur. Il répond avec justesse aux questions brusques et décousues que lui fait Napoléon sur la topographie du département de l'Aisne; et il jette surtout une vive lumière sur la position militaire de Laon: « Je vous fais aide-de-camp, » lui dit Napoléon, satisfait. N'osant refuser, M. de Belly baisse les yeux et garde le silence. « Je vous « fais colonel. » M. de Belly baisse encore

les yeux. « Je vous fais mon aide-de-camp. » — « Sire, répond alors M. de Belly, je suis » trop honoré d'une telle faveur..... ». En vain allègue-t-il, avec tous les ménagemens que commande la volonté d'un despote, sa tendresse pour sa mère, et le besoin pour son cœur de lui donner des secours que son grand âge réclame ; en vain allègue-t-il que sa mère est passionnée pour sa retraite et pour ses habitudes. « Il faut que votre mère quitte sa » campagne, dit impérieusement Napoléon. » Je vous donne trente mille francs de traite- » ment, vingt mille francs de gratification, et » cinq cents louis pour vos équipages ; allez, » faites vos dispositions. » Voilà ce qu'il appeloit *acheter un homme.*

Loin de le rebuter, les difficultés même de la position de Laon le décident à en former l'attaque. Déjà le maréchal Ney s'étoit porté, avec l'avant-garde, jusqu'au village d'Etouville, à une lieue de la position de Chivi, que le général Woronzow occupoit avec sept à huit bataillons russes. Elle étoit d'autant plus difficile à aborder, que la route, pendant une lieue, est flanquée de marais impraticables. La nuit même, Napoléon fait tourner la position par deux bataillons de la vieille garde,

qui s'y portent par Challevois. A deux heures du matin, ils abordent l'ennemi à la baïonnette. Réveillés aux cris de *Vive l'Empereur!* les Russes n'ont que le temps de se replier en hâte sur Laon pour se réunir aux autres corps qui y étoient en position.

Le lendemain, 9 mars, Napoléon marche de Chavignon sur Laon avec le gros de son armée.

Cette ville ancienne, située à trente-trois lieues au nord de Paris, couvre la plus grande partie d'un plateau élevé, dont les bords escarpés dominent une vaste plaine entrecoupée par des villages et par de petits bois. Le reste du plateau est couronné de plusieurs moulins à vent, et d'un vieux château qui a servi de résidence à quelques-uns de nos rois. Le corps du général Bulow, qui formoit le centre de l'armée combinée occupoit la ville même; le reste de l'armée étoit posté au-dessous, dans la plaine, à droite et à gauche du plateau faisant face vers Soissons, et la cavalerie derrière en réserve. L'aile gauche, composée de corps prussiens, s'étendoit jusqu'au village d'Athies, et l'aile droite, formée de corps russes, s'appuyoit aux collines, entre Thiers et Laneuville. A une lieue de la ville, la plaine est

rétrécie et bornée du sud à l'ouest, par une double chaîne de hautes collines, coupées seulement par un vallon marécageux, au milieu duquel coule la petite rivière de Lette.

L'armée française ne pouvoit arriver à Laon du côté de Soissons, que par cette espèce de défilé, route escarpée de trois lieues d'étendue, bordée de marais fangeux, terrain très-défavorable pour une attaque.

Cependant, le 9 mars, au point du jour, l'armée occupoit déjà devant la ville le terrain entre Semilly, sur la route de Soissons, et Aippes près Athies, au-delà de la route de Reims. Vers le centre, et sur la gauche, Napoléon fait avancer toutes ses colonnes d'attaque, et, à la faveur d'un brouillard épais qui cache ses mouvemens, il s'empare des villages de Semilly et d'Ardon, situés sous la ville même, dont ils peuvent être considérés comme les faubourgs. La mousqueterie se soutient sans interruption jusques vers onze heures; elle atteignoit les murs de Laon. Le brouillard commençant alors à se dissiper, le feld-maréchal Blucher aperçut, des hauteurs, les Français en force derrière les villages d'Ardon, de Semilly et de Leuilly, ayant en réserve de fortes colonnes d'infanterie et

de cavalerie sur la chaussée, vers Soissons, et une forte batterie près de Semilly, dont le canon des alliés ne pouvoit ralentir le feu. Il ordonne ausitôt à la cavalerie combinée d'arrière-garde d'avancer et de tourner le flanc gauche de l'armée française; il établit en réserve les corps russes de Sacken et de Langeron, et fait avancer les trains d'artillerie.

En même temps, le général comte Woronzow se détache de l'aile droite, marche avec son infanterie, et porte en avant deux bataillons de chasseurs qui repoussent lès avant-postes français du village de Semilly, tenant ainsi en échec la gauche de Napoléon jusqu'à l'arrivée de la cavalerie alliée.

Le feld-maréchal dirige aussi une partie du corps de Bulow sur le village d'Ardon, que les Français abandonent également, après avoir essuyé un feu d'environ une demi-heure.

Cette double retraite du centre et de la gauche de la ligne française n'étoit que le résultat des ordres de Napoléon. Jugeant inattaquable de front la position de Laon, il avoit commandé lui-même le mouvement rétrograde de son armée, et, posté au village d'Arselle, il passa une partie de la journée à voir défiler ses troupes en retraite sur Chavignon. Mais

c'étoit une feinte, soit qu'il voulût attirer l'ennemi dans la plaine, soit qu'il méditât une tentative plus sérieuse.

Ses généraux étoient persuadés que s'il renonçoit à l'attaque de front, il essaieroit au moins de tourner Laon, en portant les troupes de son aile droite sur l'extrême gauche de l'ennemi, pour lui couper la route de Vervins et la retraite du Nord.

En effet, le maréchal duc de Raguse, après s'être dirigé le 8, à Corbeny, marchoit sur la chaussée de Reims à Laon, avec une avant-garde de seize bataillons d'infanterie, soutenue par de la cavalerie et de l'artillerie légère, pour couper à l'armée combinée la route sur Marle. A son approche les Prussiens abandonnent le village de Veslud. Bientôt le duc de Raguse aborde les postes avancés du corps d'armée du général York, formant l'aile gauche de l'ennemi; et faisant jouer une formidable artillerie de quarante bouches à feu, il continue son mouvement, plein de confiance dans un succès complet. Sa colonne d'attaque marche au pas de charge sur le village d'Athies, que défendoit le prince Guillaume de Prusse. Selon les relations des alliés, le prince Guillaume rencontra les Français à moitié

chemin, et les repoussa. Napoléon, dans son bulletin, obscur et vague, dit le contraire. Les mémoires de l'officier éclairé, qui m'a servi plus d'une fois de guide (1), affirment que la position d'Athies fut réellement enlevée et occupée par le maréchal duc de Raguse. Ce fait est d'ailleurs constaté dans un autre mémoire communiqué par un officier d'état-major prussien, d'où il résulte que le général York, forcé de se replier derrière Athies, brûla ce village pour assurer sa retraite. Instruit de l'échec de son aile gauche, le feld-maréchal Blucher la renforça aussitôt par ving-quatre escadrons, et par quelques batteries à cheval du corps de Wintzingerode.

Le duc de Raguse étoit à peine établi au village d'Athies qu'un gros de cavalerie ennemie fait contre ses troupes la manœuvre qui n'avoit pu réussir à Craonne. A sept heures du soir, les cosaques surprennent par un *houra* général, son parc d'artillerie de réserve, et jettent le désordre et l'épouvante dans toute l'aile droite.

En vain le duc de Raguse se porte au secours du parc, les cosaques avoient eu le temps

(1) Journal militaire inédit du colonel comte Art. de L.

d'enlever une trentaine de pièces de canon. En même temps le prince Guillaume de Prusse, de concert avec les généraux Horn et Ziethen, et suivi par les divisions des corps d'York et de Kleist reprend l'offensive; il manœuvre sur le flanc et sur les derrières des corps français. Les prussiens, auxquels il est défendu de tirer, ne se servent que de la baïonnette, et enlèvent d'autres batteries après le premier feu.

Effrayés de cette surprise nocturne, les conscrits se dispersent, se réfugient dans les bois, et ne se rallient la plupart que les jours suivans. Quarante-six canons, cinquante chariots et près de deux mille prisonniers des corps du maréchal Marmont et du duc de Padoue restèrent au pouvoir des Prussiens. Cet échec inattendu déconcerta entièrement les projets de Napoléon; mais toutes les dispositions étoient réglées pour une attaque générale le 10 au matin; les ordres venoient d'être expédiés du quartier-général de Chavignon, pour tourner le plateau de Laon par la droite, et par la gauche, en même temps qu'on l'attaqueroit de front.

Rien n'étoit plus hasardé qu'une pareille tentative, si elle n'étoit pas d'une exécution impossible. La moitié de l'armée pouvoit périr

en essayant de gravir le plateau; et en cas de revers, elle n'auroit eu pour retraite qu'un défilé de trois lieues d'étendue, entouré de marécages.

Malgré tant d'obstacles et de périls, Napoléon sembloit ne pouvoir se désister de son projet d'attaque, jugeant sans doute que l'effet moral d'une retraite équivaudroit à une bataille perdue. Plein de cette idée, le 10 au matin, il fait encore marcher son armée sous les murs de Laon. Le général Charpentier, avec une division de la jeune garde, enlève le village de Clacey sur la gauche de la position d'attaque : un bois près de ce village est pris et repris plusieurs fois, et reste long-temps au pouvoir des troupes françaises. L'infanterie russe du général Woronzow y étoit engagée. Au centre et à la gauche les Français se maintinrent long-temps avec une intrépidité toujours égale. Environ une heure avant le coucher du soleil, Napoléon, en proie aux réflexions les plus tristes, essaya de pousser en avant un corps de tirailleurs, soutenu par deux bataillons d'infanterie, le reste du centre et de l'aile gauche restant en réserve; le village de Semilly fut attaqué de nouveau; mais deux bataillons prussiens du corps du général Bu-

low s'étant jetés sur la route, soutenus par des feux croisés sur chaque flanc, forcèrent les tirailleurs français de se retirer en désordre et avec perte.

Telle fut la dernière tentative de Napoléon sur Laon : déconcerté par la surprise et l'échec qu'avoit éprouvés la veille son aile droite poursuivie sur la route de Reims par les corps ennemis d'York, de Kleist et de Sacken; convaincu de l'impossibilité de débusquer une armée imposante, d'une position si formidable, il prit sur lui d'ordonner la retraite, mais ce fut en frémissant. L'armée française se replia sans être inquiétée, il est vrai, autrement que par l'avant-garde de la cavalerie des alliés, qui la suivit jusques auprès de Chavignon; mais les pertes de la veille l'avoient affoiblie et découragée.

Napoléon revint coucher à Chavignon, et employa presque toute la nuit à faire défiler les troupes en retraite. De la position de Laon les généraux alliés apercevoient les feux de bivouacs de l'armée française sur une ligne très-étendue. Telle fut la *bataille de Laon*, ainsi nommée par les ennemis, improprement sans doute, mais parce qu'ils obtinrent devant

cette ville des résultats aussi importans qu'à la suite d'une victoire complète (1).

Après deux jours d'attaques successives, les efforts de Napoléon étoient venus se briser devant le boulevart que cette belle position avoit procuré aux alliés.

Ainsi cette armée de Blucher, anéantie, selon Napoléon, à Champeaubert, à Montmirail et à Vauchamp, qui, disoit-il, l'eût été encore, si elle n'eût échappé à la Ferté-sous-Jouarre et à Soissons; cette armée qu'il avoit battue à Craonne, et jetée en désordre sur Laon; qui, pendant quarante jours, avoit été particulièrement l'objet de ses inquiétudes et de ses attaques; qui, toujours en marche ou au combat, s'étoit constamment agrandie; cette armée voyoit enfin Buonaparte en retraite devant elle, sans toutefois que la valeur française se fût démentie un seul instant. De l'aveu même du général ennemi, nulle troupe ne se montra jamais plus belliqueuse. Dans cette rapide expédition d'outre-Marne, l'armée affronta tous les périls, brava toutes les fatigues, éprouva tous les genres de privations et de souffrances; mais elle fut sacrifiée au

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLIII.

délire de son chef, qui, ne pouvant rallier que trente-cinq à quarante mille combattans, prétendoit enlever une position réputée inattaquable et défendue par plus de soixante mille hommes ; position qu'il avoit méconnue après avoir négligé de l'occuper et de la défendre. Non content d'exposer ses soldats à tous les hasards, il les laissoit expirer de fatigue et de besoin. Ici le témoignage des généraux alliés doit encore être invoqué ; ils ont vu des prisonniers, faits dans les dernières attaques de Laon, tomber morts de faim et d'épuisement au bout de deux heures.

Ainsi cet homme, qui devoit tout à la valeur de ses armées, et qui ne pouvoit se soutenir que par elles, au lieu d'en être le père, en étoit le fléau.

FIN DU LIVRE DIXIÈME.

LIVRE ONZIÈME.

La grande armée alliée reprend l'offensive. — Seconde bataille de Bar-sur-Aube. — Combat de Laubrecelle. — Rentrée des alliés à Troyes. — Les maréchaux Macdonald, Victor et Oudinot repassent la Seine. — Rentrée du prince royal de Wurtemberg à Sens. — Marche de l'hettman Platow sur Arcis et sur Sézanne. — Nouveau traité d'alliance, signé le 1er mars entre les puissances de la ligue européenne. — Reprise de Reims par Napoléon. — Mort du général Saint-Priest. — Dernières conférences de Châtillon. — Projet de pacification. — Contre-projet de Buonaparte. — Rupture du congrès. — Vues des puissances confédérées. — Napoléon proclame une guerre d'extermination, et veut armer la population en sa faveur. — Son décret contre les maires. — Proclamation des généraux alliés contre la guerre d'extermination.

L'ARMÉE française, réunie à Soissons le 12 mars, manœuvra sur l'Aisne, suivie seulement par le corps russe de Wintzingerode, mais éprouvant encore quelques pertes dans ses équipages, ses trains, ses chevaux et ses traîneurs. Loin de pousser vigoureusement son adversaire en retraite, le maréchal Blu-

cher sépara de nouveau la masse de ses forces, et occupa, pendant quelques jours, une ligne qui s'étendoit de Chauny à Corbeny et à Craonne. Le corps du général baron Sacken resta seul près de Laon, et bivouaqua autour de cette ville.

En vain Napoléon voulut-il pallier le grave échec qu'il venoit d'y essuyer; en vain s'efforça-t-il de représenter Blucher défait à Craonne, arrêté à Laon, sans aucun plan déterminé, et n'ayant cherché qu'à répandre l'effroi par un *houra* général sur Paris : rien n'avoit pu échapper à l'attention publique, la vérité étoit connue, l'événement divulgué, et la retraite de Laon détruisoit déjà l'effet moral des victoires précédentes.

D'ailleurs, la grande armée austro-russe avoit profité de cette heureuse diversion pour reprendre l'offensive : elle avoit remporté aussi des avantages signalés dans le court intervalle du mouvement au-delà de la Marne; et ces avantages, les réticences de Napoléon ne purent les dérober à la connoissance des Parisiens, dont la curiosité est presque toujours aiguillonnée en raison du silence que le gouvernement s'impose.

Dès le 27 février, le généralissime prince

Schwartzenberg, averti que les manœuvres de Blucher avoient décidé Napoléon à diviser ses forces et à se porter de nouveau sur la Marne, résolut d'attaquer les corps des maréchaux Victor et Oudinot, alors en ligne devant la ville de Bar-sur-Aube, que les deux partis se disputoient depuis deux jours.

Dominé par des hauteurs boisées qui commandent la route de Troyes, Bar-sur-Aube est situé dans un vallon pierreux qu'arrose la rivière dont cette ville porte le nom. Le général comte de Wrede y étoit rentré le 26; le même jour les Français s'en étoient emparés derechef; les faubourgs seuls, au-delà de l'Aube, restoient au pouvoir des Bavarois. Au moment du départ de Napoléon, les deux maréchaux français reçurent l'ordre positif d'emporter les hauteurs de Bar avec leurs corps réunis, soutenus par deux divisions de cavalerie, et par plusieurs régimens venus d'Espagne.

Il s'agissoit de prévenir le mouvement offensif du prince Schwartzenberg, en délogeant les alliés de leur position de l'Aube, dont la défense étoit confiée aux cinquième et sixième corps d'armée sous les ordres des généraux Wrede et Wittgenstein. Les deux maréchaux d'empire réunis débouchent de la ville avec

dix-huit à vingt mille hommes, et montrent une assurance telle qu'on les auroit dits soutenus par une autre armée d'égale force ; ils font d'abord filer une forte colonne sur les hauteurs d'Arsonval et dans les bois de Levigny, pour envelopper le corps du général comte de Wrede, en position derrière Bar-sur-Aube. Aussitôt le prince généralissime fait venir au secours des Bavarois le corps russe du général Wittgenstein, rassemblé devant Colombey, et il lui donne l'ordre d'attaquer les colonnes qui se portoient sur Levigny ; mais rien ne peut arrêter les assaillans qui s'avancent avec intrépidité, bravant le feu à mitraille, culbutant les Russes, les forçant de se replier sur les réserves confiées au prince Gortschakoff, et restant maîtres enfin des bois et de la hauteur. Tous les efforts des maréchaux ducs de Bellune et de Reggio tendent alors à gagner le sommet de la côte de Vernonfait, devenu le centre et le pivot de la position de l'ennemi. Ils manœuvrent pour s'en emparer, tandis que les masses de leur cavalerie chargent l'aile droite des alliés. Cependant, vers midi, les colonnes russes s'étant fortifiées sur le centre par l'arrivée de la totalité de leurs corps, se forment,

se déploient, et font jouer leur artillerie formidable contre les assaillans. Le prince généralissime saisit cet instant décisif pour ordonner une attaque générale sur tous les points que venoient d'enlever les Français.

Tandis que la cavalerie du général Pahlen, soutenue par la division du prince Eugène de Wurtemberg, s'efforce de les prendre à dos par les hauteurs d'Arentières et de Levigny, les réserves d'infanterie russes et une division des cuirassiers les chargent et les repoussent des premières sommités. Ebranlés par ces attaques combinées et successives, foudroyés par l'artillerie, les conscrits lâchent le pied, et jettent le désordre dans les colonnes d'attaque; vainement les généraux cherchent à les rallier pour les ramener au combat; en vain la cavalerie du général Milhaud charge trois fois pour soutenir l'infanterie. Les bataillons venus d'Espagne déploient l'ardeur la plus belliqueuse; mais ils sont écrasés. L'artillerie russe avoit pris position, et tiroit à mitraille. Elle rejeta la cavalerie en désordre; des régimens entiers de dragons, le quatrième et le seizième notamment, furent presque anéantis.

Cependant de fortes masses se maintenoient encore sur les hauteurs d'Arsonval; mais le

général Wolkman, par deux attaques de flanc, enleva cette position de concert avec le colonel bavarois de Hertling. Le général comte de Wrede donna aussitôt l'assaut à Bar-sur-Aube, s'empara de la ville, et compléta ainsi la victoire. Les colonnes françaises en retraite, forcées d'abandonner les défilés, furent chargées par la cavalerie du général Pahlen, à leur passage sur le pont de Daulancourt; elles se replièrent en désordre sur Vandœuvres, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés, abandonnant à l'ennemi deux canons et huit cents prisonniers, parmi lesquels se trouvoit le colonel Moncey, frère du maréchal. Le soldat indigné se plaignoit hautement d'avoir été sacrifié dans une entreprise téméraire, et mené au combat, exténué de fatigue et de faim.

Toutefois il fallut aux alliés la supériorité du nombre, et toute leur constance pour triompher de l'impétuosité française. La victoire fut tellement disputée, que dans la chaleur de l'action, le généralissime prince Schwartzenberg et le général comte Wittgenstein furent légèrement blessés l'un et l'autre, revenant à la charge à la tête de leurs colonnes.

Telle fut la seconde bataille de Bar-sur-Aube, dont l'armée française n'auroit pas eu à déplorer le résultat, si Napoléon n'avoit sacrifié réellement cette partie de ses forces, pour masquer son mouvement sur la Marne (1).

Le prince Schwartzenberg passa l'Aube le 28, poursuivit les Français au-delà, et le même jour il établit ses avant-postes de cavalerie près de Magny et à Val-Suzenai.

Cette défaite eut le double inconvénient d'exposer de nouveau la ville de Troyes, et de laisser à découvert le maréchal Macdonald avec son corps d'armée, à la Ferté-sur-Aube et à Clairvaux. A la réception de la dépêche qui lui conféroit le commandement des forces opposées à la grande armée austro-russe, il n'avoit déjà plus aucun moyen de prévenir le mal ou de le réparer. La victoire et la prise de Bar favorisoient les mouvemens de l'ennemi sur tous les points de la Seine et de l'Aube, encore occupés par les troupes françaises. Le maréchal Macdonald avoit pris position sur les hauteurs de la Ferté-sur-Aube, qui sont inattaquables de front ; mais dès le 28 février le général comte Giulay ayant opéré

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLIV.

sa jonction avec le quatrième corps sous les ordres du prince royal de Wurtemberg, reprit l'offensive. Tandis que le prince s'emparoit de Clairvaux, le général comte Giulay ouvroit une fausse attaque de front sur la Ferté, s'efforçant à la tête de plusieurs brigades, soutenu par la cavalerie austro-russe, de tourner l'aile droite des Français.

Un grand détour sur un terrain difficile retarda la marche des colonnes d'attaque ; toutefois à midi la brigade du général Czolich s'empara d'assaut, et à l'arme blanche, du pont de Silvarouvre, que le maréchal Macdonald avoit fait barricader. Tout obstacle étant surmonté, la colonne entière, ainsi que la cavalerie, défila sous le feu des tirailleurs. A peine les alliés eurent-ils gagné la rive opposée de l'Aube, qu'ils enlevèrent, la baïonnette au bout du fusil, les hauteurs que les Français s'efforçoient de défendre, tant par des feux de file que par le feu à mitraille.

Au moment même où le général comte Giulay tournoit les hauteurs de la Ferté, l'artillerie du général Fresnel inquiétoit le front de la position française ; ce général, forçant le pont de la ville qu'il trouva rompu, mais qu'il rétablit aussitôt, fit passer ses troupes,

et se vit en mesure de soutenir l'attaque combinée du comte Giulay.

Dans ce moment décisif, le général Macdonald, instruit de la malheureuse issue du combat de Bar-sur-Aube, faisoit toutes ses dispositions pour opérer en bon ordre sa retraite vers Bar-sur-Seine. Pressée de tous côtés, son arrière-garde abandonna la Ferté, et prit une forte position sur Pontelle et Saint-Usage; mais elle se replia bientôt jusqu'au bois situé au-delà du village de Villars, étant poursuivie sans relâche par le général russe Seslavin, qui lui fit des prisonniers. Dans cette retraite, le capitaine Larche, de l'état-major du général Grundler, et le capitaine Angelieu, de la garde nationale du nord, restèrent au pouvoir de l'ennemi.

Le lendemain 1er mars, le maréchal Macdonald fit halte à Bar-sur-Seine, où son aile gauche fut attaquée le 2 par le prince royal de Wurtemberg. Une division française voulut défendre le passage de l'Ourse : mais attaquée vivement, elle se retira en bon ordre dans la ville sous la protection de l'artillerie. Le maréchal fit occuper les hauteurs voisines, et de là défendit l'entrée de Bar jusqu'à ce que sa retraite fût prononcée. Son arrière-garde tint

ferme, et défendit long-temps toutes les issues; mais l'ennemi arrivoit en force, et la supériorité de son feu rejetant tous les postes dans la ville, il fit brèche aux murailles. Cent volontaires s'élancent aussitôt dans les ouvertures pratiquées par le canon, le reste de la colonne d'attaque suit, et la ville est prise; mais déjà l'arrière-garde française se replioit en sûreté (1).

Maître de Bar-sur-Seine, le prince royal de Wurtemberg suivit le corps du maréchal Macdonald sur la route de Troyes jusqu'aux Maisons-Blanches. Déjà les corps français des maréchaux Victor et Oudinot étoient réunis et en position le long de la Barce sur la rive gauche, pour défendre les ponts de la Guillotière. Le prince Schwartzenberg, voulant surmonter les difficultés d'une attaque de front, ordonna au corps russe du général Wittgenstein de se porter sur Piney pour tourner la gauche des Français, appuyée aux villages de Laubrecelle et de Toncelière, en marchant dans la direction de Saint-Parre, afin de menacer ainsi leurs communications avec Troyes. Le général comte de Wrede devoit attendre l'effet du

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLV.

mouvement du général Wittgenstein, pour attaquer les ponts de la Guillotière en se portant sur le front de la ligne de défense, tandis que le prince royal attaqueroit aux Maisons-Blanches sur la route de la Bourgogne, la position du maréchal duc de Tarente.

Le détour que le général comte de Wittgenstein fut forcé de décrire dans sa marche, ne lui permit d'arriver sur le flanc de l'armée française qu'à trois heures après midi. Son mouvement ne put échapper aux maréchaux; mais ils se bercèrent de l'espoir de couvrir Troyes en prenant position entre la ville et Laubrecelle. Ce village devint aussitôt le point décisif; on le garnit de troupes, et le reste de l'armée se forma sur-le-champ en bataille entre Laubrecelle et Tonelière.

Bientôt le prince Eugène de Wurtemberg commence l'attaque avec les divisions russes d'avant-garde, en se portant le long des hauteurs vers Laubrecelle, chassant devant lui les avant-postes, et à la fin enlevant le village d'assaut à la baïonnette, sous la protection d'un feu bien dirigé, mais non sans une vive résistance et un grand carnage. Le comte Wittgenstein faisoit soutenir ce mouvement par toute l'artillerie de son corps; et

déjà le comte Pahlen, avec la cavalerie, menaçoit sur la droite les derrières de la ligne des Français; dès ce moment ils furent rompus, et leur retraite se fit dans le plus grand désordre.

En même temps le prince Schwartzenberg ordonnoit à cinq bataillons bavarois de passer la Barce près de Courteran, de s'établir dans un bois qui borde cette rivière, et de se mettre en communication avec les colonnes russes d'attaque. Ce mouvement fut aussitôt exécuté; le général comte de Wrede assaillit alors de vive force les ponts de la Guillotière, où les Français tournés ne pouvoient plus se maintenir, et il s'empara de toute la position. Menacé de tous côtés, le maréchal Oudinot se replie aussitôt avec son corps d'armée par la grande route de Troyes; mais déjà la cavalerie du comte Wittgenstein avoit dépassé les colonnes, et les chargeoit dans leur retraite. Les fuyards se jettent pêle-mêle dans la ville de Troyes. Un autre détachement de cavalerie russe, tournant la grande route, tombe sur un convoi d'artillerie et s'en empare. Dix pièces de canon, cinquante-quatre officiers et trois mille prisonniers, parmi lesquels se trouvoient près de sept cents hommes de vieille

cavalerie, tels furent, selon les relations officielles du prince Schwartzenberg, les résultats de cette journée désastreuse pour les armes françaises, et qu'on doit considérer comme une suite du malheureux combat de Bar-sur-Aube. Toutefois l'arrière-garde tint ferme au village de Saint-Parre; l'armée ralliée, mais découragée et abattue, fila pendant la nuit à travers la ville de Troyes, prenant la route de Nogent-sur-Seine.

L'arrière-garde seule prit position derrière un bras de la Seine, à la Vacherie, résolue de tenir; de sacrifier, au besoin, un faubourg de Troyes pour arrêter l'ennemi, et pour laisser aux colonnes en retraite le temps de s'éloigner.

Les troupes alliées, harrassées de fatigue, ne purent former leurs colonnes d'attaque avant huit heures du matin, le lendemain 4 mars. Dès qu'elles furent en mouvement, le général comte Wittgenstein commença les approches de Troyes, dans l'intention de s'en emparer de vive force; mais l'arrière-garde, postée à la Vacherie, lui opposa un feu meurtrier de mousqueterie et de mitraille.

Toutefois les colonnes d'attaque se déployèrent dans le plus grand ordre, pendant que l'artillerie russe faisoit taire le feu des

Français. Le comte Wittgenstein ayant sommé la ville de se rendre, le commandant de l'arrière-garde envoya un parlementaire chargé de porter la promesse verbale, mais positive, d'évacuer dans huit heures. Les généraux alliés refusèrent un si long délai, et le feu de l'artillerie redoubla.

Bientôt un second parlementaire vint promettre que l'évacuation seroit complétée en une demi-heure. Ce délai expiré, les alliés pénètrent dans la ville; mais ils trouvent tous les passages, toutes les issues barricadées. La marche des troupes se trouvant retardée par cet incident, le généralissime prince Schwartzenberg rallie toute sa cavalerie légère; et, après lui avoir fait tourner les murs de Troyes, il la met à la poursuite des colonnes en retraite.

Les cosaques et les hussards bavarois, conduits par le prince en personne, rencontrent l'arrière-garde française dans la plaine de Malmaison, couvrant la route de Trainel et de Nogent; ils font contre elle plusieurs charges qui précipitent sa marche. Avant l'entrée de la nuit, les hauteurs de Legrez sont au pouvoir de l'ennemi. Cependant, l'obscurité augmentée par un épais brouillard, arrête la

poursuite, et les Français font halte au-delà de Legrez, mais sans approvisionnemens, sans subsistances, et dans un dénûment déplorable.

Dans cette poursuite rapide, la cavalerie légère leur avoit fait quelques prisonniers; mais rien n'avoit été négligé par les maréchaux, pour assurer la retraite et pour en adoucir l'amertume : aussi le soldat n'imputoit qu'à Napoléon sa défaite et sa détresse.

Le cinquième corps ennemi occupa la ville de Troyes, et le sixième prit position en avant de Trainel, sur la route de Nogent. Le même jour, 4 mars, le prince royal de Wurtemberg s'empara de la position de la Maison-Blanche, que venoit d'évacuer le maréchal Macdonald, forcé également d'opérersa retraite vers la Seine.

Sur près de quatre mille hommes blessés dans les combats précédens, neuf cents venoient d'être abandonnés à Troyes, ne s'étant point trouvés en état d'être transportés plus loin.

Le corps wurtembergeois cantonna, le lendemain, entre Troyes et Villeneuve-l'Archevêque, et sa cavalerie fila sur la route de Sens, où le prince Royal rentra le 6 mars; mais il trouva la ville presque déserte.

Le quartier-général des alliés fut établi de nouveau à Troyes. Les cinquième et sixième corps s'étant mis en marche pour Nogent, les maréchaux français, à leur approche, abandonnèrent la partie de la ville située sur la rive gauche de la Seine, après avoir brûlé le pont de bateaux qu'on y avoit établi; mais Bray et Montereau furent armés, les maréchaux étant résolus de défendre le passage de la Seine sur tous les points (1).

La grande armée austro-russe ne fit aucune démonstration sérieuse pour passer cette rivière; elle sembloit se contenter d'occuper de nouveau tout le pays situé entre l'Yonne, la Seine, l'Aube et la Marne.

Tandis que le prince royal de Wurtemberg réoccupoit Sens, le général Seslavin s'emparoit de Tonnerre; de sorte que le corps français des généraux Vaux et Alix, fort de deux mille fantassins, de deux escadrons de cavalerie et de huit pièces de canon, se vit contraint de se replier sur Auxerre.

D'un autre côté l'hettman Platow venoit de s'emparer d'Arcis-sur-Aube, défendu par de l'infanterie; il y avoit fait prisonnier le com-

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLVI.

mandant de la garnison. Sans s'arrêter, il s'étoit dirigé sur Sézanne, où se trouvoit un détachement de la vieille-garde. Le général Kaisarow ayant fait jeter quelques obus dans la ville, la garnison, cernée et sans secours, se rendit prisonnière de guerre. L'hettman fit marcher aussitôt cinq cents cosaques dans la direction de Montmirail, balayant ainsi le terrain, entre la Seine et la Marne, par de fortes colonnes de cavalerie légère, entretenant la communication entre la grande armée confédérée et l'armée de Silésie, et observant tous les mouvemens de l'armée française.

Ainsi fut perdu, en quinze jours, tout le fruit des avantages brillans qu'avoit remportés Napoléon sur les deux armées ennemies; ainsi fut perdu rapidement tout le terrain que Napoléon avoit reconquis jusqu'à Troyes et au-delà. Ces résultats confondoient toutes les impostures. La guerre paroissoit désormais interminable. Les courtisans, les délateurs, les sicaires d'une cour détestable voyoient tous leurs rêves anéantis, et n'osoient plus proclamer ni la défection de l'Autriche, ni la fuite honteuse des alliés au-delà du Rhin; ils étoient effrayés de nouveau, et n'avoient plus d'autre

espérance que dans la conclusion d'un traité de paix; mais cette dernière lueur, si nécessaire au repos des partisans de Napoléon, leur fut bientôt ravie.

La marche des négociations avoit été suspendue ou accélérée selon la nature des événemens militaires. Les résultats seuls des hostilités pouvoient influer sur les déterminations du dominateur de la France. Au contraire, les puissances confédérées avouoient des principes fixes; les revers mêmes ne les portoient point à se départir des bases générales qu'elles avoient adoptées; mais tout étoit livré au hasard et au sort des armes dans la cause de Napoléon. A peine eut-il obtenu, presque sous les murs de Paris, les succès qui enflèrent tant ses espérances, que son plénipotentiaire au congrès changea de langage; bientôt même les conférences prirent un autre caractère. Napoléon, ainsi qu'on l'a déjà vu, rejeta avec dédain le projet de traité préliminaire des cours alliées, sans toutefois qu'il osât sanctionner ce mouvement d'arrogance par aucune notification explicite. Ramené au sentiment de la réflexion, il sentit que les victoires de la Marne et de la Seine n'étoient rien moins que décisives, et qu'il

falloit encore temporiser. Son plénipotentiaire demeura sans instructions; et quinze jours se passèrent sans aucune réponse ni communication officielle. Vainement plusieurs envoyés autrichiens se succédèrent à son quartier-général, pour le supplier d'accéder enfin au vœu d'une paix invoquée pour le repos du Monde : l'arrière-pensée de Napoléon le portoit à ne point traiter avec des ennemis qui occupoient le territoire de la France.

Etre encore humilié par des clauses honteuses après l'avoir été par la force des armes, lui paroissoit incompatible avec la source et le genre de sa puissance. Les souverains alliés, voulant pénétrer ses vues et connoître ses intentions, laissèrent à son plénipotentiaire au congrès, la latitude de présenter un contre-projet de paix, à condition toutefois, qu'il répondroit à l'esprit et à la substance des conditions déjà proposées. Il falloit un délai : le terme du 10 mars fut fixé d'un commun accord.

C'étoit à la suite de cinq combats malheureux, que les cours alliées avoient rédigé et remis au congrès leur projet de pacification; aussi avoient-elles jugé nécessaire de resserrer en même temps les nœuds qui les unissoient;

et de redoubler d'efforts pour triompher de l'ennemi du repos des nations. Elles prirent alors l'engagement formel d'amener six cents mille hommes sur le champ de bataille. Ce nouveau traité d'alliance entre les Empereurs de Russie et d'Autriche, entre les Rois de Prusse et d'Angleterre, fut signé le 1er mars, à Chaumont en Bassigny, où s'étoient portés les souverains et leurs ministres, après leur retraite de Troyes.

Les hautes puissances contractantes s'engageoient solennellement, l'une envers l'autre, dans le cas où Napoléon refuseroit d'accéder aux conditions proposées, de consacrer tous les moyens de leurs Etats respectifs à la poursuite vigoureuse de la guerre, et de les employer dans un parfait concert, afin de se procurer, à elles-mêmes et à l'Europe, une paix générale, sous la protection de laquelle les droits et la liberté de leurs nations fussent établis et assurés. Par ce même traité, l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la Prusse, s'engageoient à tenir constamment en campagne chacune *cent cinquante mille hommes* au complet (non compris les garnisons), pour être employés activement contre l'ennemi commun.

La Grande-Bretagne, voulant contribuer de la manière la plus prompte et la plus décisive à remplir ce grand objet, prenoit l'engagement formel de fournir un subside de cinq millions sterling (environ cent vingt millions de francs), pour être répartis d'une manière égale entre les trois autres puissances.

Si des événemens imprévus, et la situation du théâtre de la guerre, présentoient des difficultés pour l'envoi des secours stipulés en forces anglaises dans le délai convenu, et pour le maintien des forces sur le pied de guerre, S. M. britannique se réservoit le droit de fournir à la puissance requérante, son contingent effectif en troupes étrangères à sa solde, ou de lui payer annuellement un subside additionnel, au taux de vingt livres sterling par homme pour l'infanterie, et de trente livres sterling pour la cavalerie.

Enfin, ce même traité stipuloit une ligue de vingt ans, pendant la durée de laquelle les puissances contractantes s'engageoient réciproquement à se porter au secours les unes des autres; elles étendoient cette dernière disposition aux puissances qui pourroient entrer successivement dans la ligue.

Etoit-ce là l'ouvrage de souverains désunis et

sans aucun plan, tels que les organes de Napoléon, et Napoléon lui-même, ne cessoient de représenter les monarques de la ligue européenne? Cet accord de vues et d'intérêts entre les grandes puissances ne tendoit pas sans doute à ralentir les opérations militaires. Aussi, du 1er au 10 mars, les armées alliées avoient-elles repris l'offensive sur toute l'étendue de leur ligne, depuis Laon jusqu'à Lyon.

On ne croit pas que Napoléon ait eu connoissance de ce traité avant la rupture du congrès de Châtillon. Ce fut le 7, deux jours avant son infructueuse attaque de Laon, et immédiatement après la bataille de Craonne, qu'il fit partir le courrier, porteur de son *ultimatum*.

Il sembloit que la fortune se fît un jeu de perpétuer ses illusions : car, au moment même où ses prétentions alloient révolter le congrès, elle lui ménageoit à Reims ses dernières faveurs.

Napoléon ne pouvoit pardonner à cette ville d'*avoir eu la foiblesse*, selon ses propres expressions, d'*ouvrir ses portes à cent cinquante cosaques, et, pendant huit jours, de les avoir complimentés et bien traités.* « Nos annales, » avoit-il ajouté, conserveront le souvenir des

» populations qui ont manqué à ce qu'elles » devoient à elles-mêmes et à l'honneur. » On pouvoit juger, par ces paroles, qu'il n'attendoit que le moment de la vengeance.

A peine étoit-il arrivé à Fismes, au-delà de la Marne, qu'il avoit détaché sur Reims une colonne d'attaque, commandée par le général Corbineau, son aide-de-camp, et le général de cavalerie Laferrière. Ces deux officiers surprirent Reims à quatre heures du matin, le 6 mars, en tournant un corps ennemi de quatre bataillons qui couvroit la ville, et qui resta prisonnier de guerre.

A cette nouvelle, le général Saint-Priest, aide de-camp général de l'Empereur Alexandre, et commandant en chef le huitième corps russe, se décide à marcher en avant et à reprendre Reims. Après avoir passé la Marne à Vitry, ce général s'étoit porté à Châlons-sur-Marne, où il étoit en position depuis plusieurs jours, ayant une avant-garde à Sillery, sur la route de Reims. Son corps, formé de huit régimens, ou seize bataillons, n'étoit que de six mille hommes; mais il venoit d'être joint par le général Jacow, commandant la dernière colonne de la réserve prussienne. L'addition de cette réserve, formée de seize bataillons ou sept

mille hommes, employés successivement au siége de Torgau et de Wittemberg, élevoit les forces du général Saint-Priest à quinze mille combattans, cavalerie et artillerie comprises.

Le 12 mars, à cinq heures du matin, divisant son corps en plusieurs colonnes, il se présente aux différentes portes de Reims, et fait sur celle de Laon sa principale attaque. En peu de minutes, elle est forcée. Le général Corbineau, ne pouvant opposer une résistance efficace avec des troupes si inférieures en nombre, se met à la tête de la cavalerie, fait une trouée, et parvient, avec cent hommes seulement, à gagner Châlons-sur-Vesle : le reste de sa troupe est détruit ou fait prisonnier. Dix canons, deux mille cinq cents hommes, le général Lacoste, le colonel Reynier, et beaucoup d'officiers, tombent au pouvoir de l'ennemi, dont la perte est très-légère, son attaque ayant été poussée avec une vivacité extrême.

Napoléon est informé le soir même, que le général Saint-Priest vient de reprendre Reims d'assaut, et que la plus grande partie de la garnison et de l'artillerie a été prise. Il forme aussitôt la résolution de marcher sur cette ville; et, le 13 mars, à six heures

du matin, il met toute son armée en mouvement. Il ne laisse à Soissons que le corps du maréchal duc de Trévise. Le maréchal Marmont avoit déjà reçu l'ordre, après l'échec de Laon, de se porter sur Reims, et il s'étoit mis en marche de Fismes, faisant ainsi l'avant-garde de l'armée. Un aide-de-camp vint le prévenir que l'Empereur vouloit qu'on n'engageât pas d'action avant l'arrivée de l'armée entière; mais la cavalerie avoit déjà rencontré, au village de Rosnay, deux bataillons prussiens qui, se voyant enveloppés, mirent bas les armes à la première sommation : déjà même le général Sébastiani, avec deux divisions de cavalerie, étoit en mouvement sur la grande route, soutenu par l'artillerie.

Au premier avis que les Français s'avancent en force, les troupes alliées sortent à l'instant de Reims, et prennent position sur un terrain élevé à un demi-quart de lieue en avant de la ville, du côté de la chaussée qui conduit à Soissons, couronnant les collines, et résolues d'opposer à cette brusque attaque la plus vigoureuse résistance. De forts détachemens de cavalerie, artillerie et infanterie, se portent en avant. Bientôt on voit venir les Français en fortes masses, et avec une artillerie nom-

breuse. Arrivée à un quart de lieue de la position des alliés, leur cavalerie se range en deux lignes. Les avant-gardes des deux armées sont immédiatement engagées; et, pendant plusieurs heures, la plaine, entre ces deux positions, est le théâtre d'escarmouches et de canonnades continuelles. Toutefois la cavalerie ne fait pas d'autre mouvement que de s'étendre sur les deux flancs de sa ligne; elle sembloit ne plus attendre pour charger, que l'infanterie, qui n'avoit point encore paru.

Vers quatre heures du soir, arrive Napoléon, avec le gros de l'armée; il s'établit aussitôt sur la hauteur dite du Moulin-à-Vent, et ordonne les dispositions pour une attaque générale. Un sourire cruel s'échappa de ses lèvres, en plongeant ses regards sur la ville; et ce fut alors qu'il dit, en se frottant les mains : « Dans une heure, les dames de » Reims auront grand peur! »

Les colonnes de cavalerie s'ébranlent aussitôt avec les trains d'artillerie, et une attaque vigoureuse commence sur deux bataillons russes qui s'étoient portés en avant. Leur feu est si bien dirigé, et leur fermeté est telle, que la première charge échoue, et que les Russes se replient sans perte sur leur posi-

tion. Alors Napoléon fait avancer tous les trains d'artillerie, escortés par des troupes fraîches. Cinquante bouches à feu ouvrent une effroyable canonnade, et les Russes sont exposés long-temps au feu meurtrier d'une artillerie si supérieure à la leur; ils voient se développer devant eux des forces redoutables, et restent fermes sur le terrain; mais déjà les colonnes d'attaque marchoient de front, tandis qu'on réparoit le pont de Saint-Brice pour tourner la ville. Une forte colonne de cavalerie se porte immédiatement sur la droite. Le général comte de Saint-Priest, qui soutient ce combat inégal sur les points les plus exposés, au milieu des boulets et de la mitraille, fait face au danger avec ses bataillons d'élite, donnant un brillant exemple à ses troupes. Dans ce moment décisif, il est renversé de son cheval, et blessé à mort par un boulet : on l'emporte aussitôt du champ de bataille. Cet événement jette la consternation et le désordre parmi les siens. Napoléon, apercevant du trouble et de l'indécision, redouble d'efforts. Le général Defrance, à la tête des gardes-d'honneur, fait entre Reims et l'ennemi une charge impétueuse contre la brigade de cavalerie russe du général Emmanuel, qui soutenoit

l'infanterie sur la gauche. En vain ces troupes font une belle résistance, elles sont accablées par une nombreuse cavalerie. Le général polonais Krasinski tournoit aussi l'ennemi et la ville par la route de Béry-au-Bac. Pressés en même temps sur le centre et sur la droite, les Russes, craignant d'être coupés de leurs communications, se retirent en désordre à travers la ville, pour gagner précipitamment les routes de Laon et de Châlons.

Une semblable retraite, devant une cavalerie si supérieure, ne put s'effectuer sans perte; sept canons prussiens, un canon russe, et un grand nombre de soldats, tombèrent au pouvoir des français sur la route de Béry-au-Bac. Le reste des fuyards parvint à gagner Neuchâtel; mais l'entrée de Reims étoit toujours défendue par un détachement d'infanterie. La porte disputée étant barricadée, la résistance et la mousqueterie se prolongèrent jusqu'à neuf heures du soir.

Impatient de compléter la victoire, Napoléon fit proposer enfin une capitulation au petit nombre de soldats ennemis qui prétendoient encore défendre Reims : ils se retirèrent aussitôt; et à trois heures du matin, le vainqueur y fit son entrée. C'étoit son dernier triomphe.

Cette journée brillante ne lui avoit coûté que peu de sang, et lui rendoit la possession d'une ville importante; elle offroit pour résultats la prise de plusieurs pièces de canon, beaucoup de voitures d'artillerie et de bagages, et deux à trois mille prisonniers faits sur la route et dans la ville même. Toutefois, la grande majorité des bataillons russes et prussiens rejoignit le feld-maréchal Blucher aux environs de Laon (1).

Il n'étoit pas surprenant sans doute qu'une armée de braves eût vaincu quinze mille ennemis surpris et entourés; mais on devoit s'étonner qu'après avoir essuyé à Laon un fâcheux échec, cette armée n'eût pas été suivie d'assez près par l'armée de Silésie, plus nombreuse, et dont la présence seule auroit épargné aux Russes la défaite de Reims.

Napoléon l'exalta dans sa relation officielle. Ainsi le plus grand exploit dont il put se glorifier alors, étoit d'avoir repris une ville de France à trente-trois lieues de Paris! N'avoit-il pas recouvré de même Soissons, Troyes, Nogent, Sens, Arcis et Bar-sur-Aube? Mais à peine quittoit-il une de ces villes, qu'elle

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLVII.

retomboit au pouvoir d'un ennemi persévérant et nombreux. On voyoit se rétrécir graduellement le théâtre des hostilités. Si Napoléon parvenoit à surmonter un danger, il s'en présentoit un autre plus difficile à vaincre. Cette guerre terrible rappeloit en quelque sorte la fable de l'hydre aux têtes renaissantes. Mais le moindre succès enfloit l'orgueil de Napoléon, et celui de Reims lui offrit l'occasion de faire une sorte d'appel impie à cette justice éternelle, qu'il insultoit si souvent, et dont il étoit lui-même à la veille d'éprouver toute la puissance. Par un nouvel essai de charlatanisme, son bulletin daté de Reims annonça que le coup de canon qui venoit de frapper le général Saint-Priest étoit parti de la même batterie qui avoit tué devant Dresde l'infortuné Moreau. Ainsi le canon devenoit la providence de Buonaparte pour châtier les Français ennemis de sa cause.

Reims fut pendant trois jours le centre de ses opérations; trois corps d'armée s'établirent sur les trois grandes routes qui aboutissent à cette ville, afin de la préserver de toute surprise, ainsi que l'armée elle-même. Le maréchal duc de Raguse prit position à Béry-au-Bac, sur la route de Laon, tandis que le maréchal Ney

marchoit vers Châlons-sur-Marne. Soissons resta occupé par le maréchal duc de Trévise ; mais les communications n'étoient pas tout à fait libres entre cette dernière ville et Reims. Napoléon séjourna le 14, le 15 et le 16 mars à Reims, dans l'attente du résultat des conférences de Châtillon, dont le délai venoit d'être prorogé de peu de jours. Les bruits de paix, dans ce court intervalle, s'étoient renouvelés et accrédités à l'armée, tellement qu'on ne doutoit plus, aux états-majors, que le traité ne fût signé ; on se flattoit même d'en recevoir, d'un instant à l'autre, la confirmation par la voie de Paris.

C'étoit le 10 mars que le plénipotentiaire de Napoléon avoit dû produire au congrès l'*ultimatum* ou contre-projet de son maître ; mais soit qu'il attendît toujours le gain d'une bataille, soit qu'il ne cessât d'invoquer l'intervention particulière de l'Autriche, soit enfin qu'il n'eût pas encore reçu l'*ultimatum*, ce qui n'est guère présumable, il ne produisit, le délai expiré, que des pièces dont la discussion, loin de rapprocher du but, ne faisoient que prolonger de stériles négociations. A sa demande pourtant, un nouveau délai fut accordé jusqu'au 15 mars. Ce court intervalle, M. de

Caulaincourt le passa dans le continuel espoir d'un succès qui plaçât son maître dans une situation plus favorable; mais la marche de l'armée française sur Laon, et les inutiles tentatives de Napoléon pour emporter cette position formidable avoient eu les plus fâcheux résultats, non-seulement pour le moral des troupes françaises, mais encore pour le cours des négociations.

Le cabinet autrichien n'attendoit, dit-on, que l'événement de Laon pour se décider à la paix; et il l'auroit couclue, peut-être, si, le lendemain de la journée de Craonne, Napoléon, en portant son armée sur Soissons, y eût attendu l'effet de ses dernières propositions de paix; mais les revers éprouvés à Laon détruisirent, aux yeux des alliés, les avantages de la bataille de Craonne, et commencèrent même à les éclairer sur le peu de forces réelles de l'armée française, forces qu'ils n'avoient pas bien connues jusqu'alors.

On assure que l'empereur d'Autriche, frappé de cette inutile expédition et de la position difficile de son gendre, lui dépêcha de nouveau le prince Wenzel Lichtenstein, croyant le moment venu de l'amener enfin à la paix; on ajoute que le prince Wenzel rencontra

Napoléon à Béry-au-Bac, et qu'introduit en sa présence, il le supplia, au nom de l'empereur, son maître, de donner les mains à un arrangement praticable, attendu qu'un refus obstiné forceroit l'empereur François de le laisser à la merci des puissances alliées, qui, pour éviter une guerre nationale, rappelleroient en France les princes de la maison de Bourbon. A ces mots, Napoléon garda un instant le silence, mais dans un état d'irritabilité sensible; puis il s'écria, dit-on : « Je ne crains » pas ce vain épouvantail!...... Peut-être me » forcerez-vous à une paix désavantageuse; » mais il seroit plus de l'intérêt de l'Autriche » de me l'accorder telle que je la veux; car, s'il » en étoit autrement, je serois forcé, dans dix-» huit mois, de repasser le Rhin. » Là finit la conférence. Selon la même version, l'empereur d'Autriche, indigné de voir s'évanouir ainsi tout espoir de paix par l'inflexibilité de son gendre, s'écria : « Eh bien, il cessera de » régner! »

Je n'affirmerai pas ces particularités; mais j'ai dû les recueillir, parce qu'elles paroissent vraisemblables, et qu'elles ont acquis d'ailleurs une certaine consistance dans l'opinion publique.

Quoi qu'il en soit, le 15 mars enfin, le plénipotentiaire français produisit au congrès le contre-projet de son maître. Qu'on juge, par les prétentions qu'élevoit Napoléon dans une pareille crise, qu'on juge de l'ambition insatiable de cet ennemi de l'espèce humaine !

Il demandoit la ligne du Rhin : Anvers, Flessingue, Nimègue, et une partie de la ligne du Waal ; il demandoit l'Italie pour son fils Eugène Beauharnais, y compris Venise ; il n'exigeoit pas que la Hollande fût rendue, mais il vouloit que l'indépendance de ce pays fût purement nominale. Outre ces énormes prétentions, il réclamoit des indemnités pour différens membres de sa famille ; savoir, pour Joseph Napoléon, en compensation de la perte du royaume de Naples ; pour Jérôme Napoléon, en dédommagement du royaume de Westphalie ; pour Napoléon Louis, qu'il avoit créé grand-duc de Berg ; et enfin pour Eugène Beauharnais, en faveur de ses droits au grand-duché de Francfort.

Cet *ultimatum* impérieux révolta les plénipotentiaires et les ministres des alliés. « Ainsi,
» dirent-ils, les malheurs de la France n'ont
» pu changer les vues de son chef ; revenant
» lui-même sur ce qu'il a proposé après la dé-

» faite de Brienne, il exige que des peuples
» étrangers à l'esprit français, desp euples
» que des siècles de domination ne pour-
» roient fondre dans la nation française, con-
» tinuent à en faire partie ; en dépit de la force
» et de la raison, il veut que la France con-
» serve des dimensions incompatibles avec
» l'établissement d'un système d'équilibre et
» hors de toute proportion avec les grands
» corps politiques de l'Europe ; il veut garder
» les positions et les points offensifs, au moyen
» desquels il a, pour le malheur de l'Europe
» et de la France, amené la chute de tant de
» trônes, et opéré tant de bouleversemens.
» Quoi ! des membres de cette famille insulaire,
» le fléau, le désespoir du continent, resteroient
» encore placés sur des trônes étrangers ? Quoi !
» le gouvernement de Napoléon qui, depuis
» tant d'années, n'a pas moins cherché à régner
» sur l'Europe par la discorde que par la force
» des armes, resteroit encore l'arbitre du sort
» des puissances de l'Europe ? Non, à moins que
» l'Europe ne se soumette à être bouleversée à
» jamais, ces conditions humiliantes doivent être
» rejetées. Ce n'est point ici une guerre ordi-
» naire ; il ne s'agit pas seulement de la possession
» de telle ou telle portion de territoire, de tel

» ou tel droit particulier; les alliés défendent la » cause européenne. Il est temps que les nations » reprennent leur énergie; que les peuples » accablés, épuisés, renoncent à une alliance, » ou plutôt à une soumission destructive de la » civilisation. La politique des Etats peut » flotter quelque temps au gré des passions » humaines; mais ces écarts ne sont que mo- » mentanés, et tôt ou tard, tout doit reprendre » la route tracée par l'expérience et par la » sagesse. Ne souffrons donc pas qu'un despote » orgueilleux morcèle les Etats, les distribue » selon ses caprices, les anéantisse enfin les » uns après les autres, en les assujétissant à sa » domination arbitraire. Rétablissons le droit » des gens européen, et un équilibre poli- » tique, qui puisse assurer le repos du » monde civilisé. Tel sera le grand avantage » du système connu sous le nom de balance ou » de contre-poids, système incompatible avec » la prépondérance de Napoléon. Pourroit-il » exister jamais, avec ce tyran, aucune paix » durable, aucune paix morale fondée sur la » bonne foi? En supposant même qu'il sortît » de ce rêve d'ambition qui l'a si long-temps » livré aux illusions, qu'il cessât un moment » d'être le perturbateur du repos du monde,

8.

» quelle seroit la puissance, quel seroit le
» peuple qui oseroit se reposer sur un traité
» conclu avec un homme qui n'inspire que
» soupçons et méfiance ? N'est-ce pas lui qui
» a érigé la guerre en une calamité physique
» sans terme et sans but moral ? C'est contre
» ce système horrible de carnage et de déso-
» lation que réclament l'humanité, la raison
» et la justice.

» En continuant la négociation sous de tels
» auspices, les cours alliées manqueroient à
» tout ce qu'elles se doivent ; elles renonce-
» roient au but glorieux qu'elles se proposent,
» et leurs efforts ne seroient plus tournés que
» contre leurs peuples mêmes ; en signant un
» traité sur les bases du contre-projet de Napo-
» léon, les puissances déposeroient les armes
» entre les mains de l'ennemi commun ; elles
» tromperoient l'attente des nations et la con-
» fiance des alliés. »

Ces considérations l'emportèrent, et le congrès fut dissous. « L'histoire, a dit depuis le
» meilleur des rois (1), l'histoire rappellera à
» jamais que c'est dans les murs de Châtillon

---

(1) Réponse de S. M. Louis XVIII à la députation de la ville de Châtillon-sur-Seine.

» que la Providence a montré de la manière » la plus éclatante les desseins qu'elle avoit sur » la France. »

Dans un moment si décisif pour le salut du Monde, les souverains alliés renouvelèrent l'engagement solennel de ne point poser les armes avant d'avoir atteint le grand objet de leur alliance.

Ainsi la nation française ne pouvoit plus s'en prendre qu'à Napoléon des maux qu'elle souffroit. Le 15 mars encore il étoit le maître d'accepter la souveraineté de la France, telle qu'elle étoit en 1792; mais rejetant avec dédain toutes les propositions fondées sur des bases raisonnables, il ne daigna pas même justifier ses refus aux yeux de la nation abusée.

Qu'alloit-il opposer à l'Europe conjurée sans retour contre lui? Une armée valeureuse sans doute, mais réduite à un noyau de quarante à cinquante mille combattans : aussi ses ennemis ne virent-ils dans la rupture des conférences, que l'avant-coureur de sa catastrophe ; mais ses partisans et lui-même rêvèrent encore des triomphes ; ils attendoient surtout leur salut de cette guerre d'extermination provoquée par des décrets sanguinaires et par des émissaires méprisables. Tout fut

employé pour armer la population des villes et des campagnes. De faux cosaques, secrètement organisés en bandes de pillards, commettoient, sous les couleurs ennemies, tous les excès capables de porter les Français au désespoir et à la vengeance. A ce moyen atroce se joignirent toutes les autres machinations de l'imposture. Les autorités des villes et des villages devenus momentanément le theâtre de la guerre, furent mandées à Paris, auprès des ministres de Napoléon, qui leur suggérèrent et leur dictèrent même des rapports remplis d'exagérations et d'hyperboles sur les dévastations et les cruautés de l'ennemi. La publicité de ces récits effrayans tendoit à faire considérer les Russes et les Prussiens comme des cannibales. Tel fut l'excès de l'impudence, qu'on osa affirmer que les cosaques se précipitoient sur les enfans les plus charnus, pour les mettre à la broche, et les dévorer ensuite dans d'horribles festins.

Pendant son expédition d'outre-Marne, Napoléon mit à nu sa politique infernale. De son quartier-général à Fismes, il lança plusieurs décrets révolutionnaires qui avoient pour objet non-seulement de soulever les peuples, mais d'exciter une guerre d'exter-

mination. C'est ainsi que, voyant les alliés rétorquer ces terribles ordonnances, proclamées dans les pays où il avoit porté ses armes, il declara qu'il useroit sur-le-champ de représailles, en faisant fusiller ses prisonniers (1). Ce décret il le fit afficher et insérer au Bulletin des Lois, comme pour fournir à la postérité la preuve authentique de la condamnation de sa propre conduite.

Par un autre décret il déclara traîtres à la patrie tous les maires, fonctionnaires publics et habitans qui, au lieu d'exciter le peuple à s'armer, le *dissuaderoient* de se défendre (2). La terrible extension des termes de ce décret, et l'accusation générale d'incivisme, dirigée contre les fonctionnaires publics, attestoient à la fois le caractère féroce de Napoléon, et l'état désespéré dans lequel il étoit réduit. Il plaçoit entre la vengeance de l'ennemi et ses décrets de mort le peuple et les autorités. Que prétendoit-il? Que les Français, désormais sans ressources, n'eussent plus d'autre parti à prendre que de se joindre à lui. Il lui falloit des soldats, et il croyoit plus facile de

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XLVIII.

(2) Voyez Pièces justificatives, N°. XLIX.

s'en procurer, en réduisant le peuple aux dernières extrémités du désespoir, de la fureur et de la vengeance. Tel étoit son but en essayant de renouveler les levées en masse dont les proconsuls conventionnels, sous les lois mêmes de la terreur, avoient avoué la désastreuse inutilité; mais peu lui importoit que la France fût ravagée dans toute son étendue, pourvu qu'il régnât sur ses ruines. Le trait suivant suffit pour attester à cet égard la fatale perversité de son âme : « Sire, lui disoit un » général (en le félicitant sur sa victoire de » Montmirail) quel beau jour! si nous ne » voyions autour de nous tant de villes et de » pays dévastés! — Tant mieux, replique Na- » poléon, cela me donne des soldats! »

Ses décrets d'extermination provoquèrent des déclarations menaçantes et de terribles représailles. Par sa proclamation datée de Troyes le 10 mars, le généralissime prince Schwartzenberg s'exprimoit en ces termes : « Fran- » çais, votre gouvernement veut que vous » vous souleviez; il cherche à vous égarer par » des promesses trompeuses, par des moyens » qui prouvent sa foiblesse. Jamais les alliés » n'ont eu le dessein de conquérir la France; » mais ils ne feront la paix qu'à des conditions

» qui puissent assurer à l'Europe et à la France
» elle-même un repos durable. Nous voulons
» la conquérir cette paix si nécessaire à l'uni-
» vers ; de nouveaux bataillons couvrent les
» routes de l'Allemagne, de la Belgique, de
» l'Espagne et de l'Italie ; la paix seule peut
» délivrer le territoire français de la présence
» des armées alliées. Français, élevez votre
» voix en faveur de la paix de l'Europe ! songez
» que tout ce qui résisteroit à nos armes, s'ex-
» poseroit à une destruction inévitable (1). »

Une autre proclamation dans le même sens fut publiée à Laon le 13 mars par le feld-maréchal Blucher. « Français, dit ce général,
» on cherche à vous égarer par des relations
» mensongères : Napoléon ne veut que pro-
» longer la guerre aux dépens de vos pro-
» priétés et de la dernière goutte de votre sang.
» Si des excès ont été commis, c'est que plu-
» sieurs de nos soldats ont été massacrés par
» des habitans égarés ; et pourtant j'ai réprimé
» ces excès : je les ai même fait punir de mort;
» mais aussi je déclare, quelque pénible qu'il
» soit pour moi de confondre l'innocent et le
» coupable, que je ferai brûler désormais les

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. L.

» villes et les villages dont les habitans oseront
» prendre les armes contre nos troupes, et
» entraver nos opérations militaires. Nous ne
» désirons que la paix et le repos de l'Europe ;
» toutes les nations ne combattent plus au-
» jourd'hui que pour la paix : or, l'issue de
» cette guerre ne sauroit être douteuse. Fran-
» çais, une plus longue résistance ne feroit
» qu'aggraver vos malheurs (1). »

Ces déclarations étoient fortifiées par des argumens plus directs encore, qui tendoient à isoler Napoléon au milieu de tant de millions d'hommes qu'il appeloit ses sujets. « Nous l'avons déclaré hautement,
» disoient les alliés, nous ne faisons point
» la guerre à la nation française, mais à son
» gouvernement, ou plutôt à Buonaparte
» seul. Nous venons tous pour rétablir l'ordre
» et la paix dans votre sein ; nous n'en vou-
» lons qu'à votre chef ; lui seul est irrévoca-
» blement mis au ban de l'humanité : mais
» il est nécessaire, ô Français ! que vous ne
» preniez aucune part à cette lutte, et que
» vous restiez spectateurs, au moins indiffé-
» rens, des combats à outrance que nous allons

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LI.

» livrer à l'ennemi du genre humain. Songez » à l'épuisement des ressources et à l'inutilité » des efforts d'un chef aussi imprudent qu'in- » flexible. Il s'obstine à refuser la paix, ne » pouvant plier son orgueil aux sacrifices » qu'on lui demande; il veut ne pas resti- » tuer ce qu'il n'a obtenu que par la violence, » et ce que la force des armes saura lui arra- » cher : mais aussi est-il à la veille de tout » perdre. »

Cependant sur ce théâtre de la guerre, ni les batailles, ni les soulèvemens, ni les siéges, ni les assauts, ni les menaces, ni les proclamations ne sembloient suffire pour mettre enfin un terme à une si grande crise; la gloire de préluder à l'heureux dénoûment qui devoit sauver la patrie, étoit réservée au midi de la France.

FIN DU LIVRE ONZIÈME.

LIVRE DOUZIÈME.

Plan de Wellington pour envahir les provinces méridionales. — Parallèle de Wellington et de Buonaparte. — Ouverture de la campagne du Midi. — Dispositions du maréchal Soult. — Camp retranché de Bayonne. — Napoléon négocie avec Ferdinand VII, son prisonnier. — Traité de Valençay du 11 décembre. — Vues de Napoléon au sujet de l'Espagne. — Wellington passe la Nive. — Batailles sur l'Adour. — Le maréchal Soult rentre dans ses lignes. — Position de l'armée de Wellington vers la fin de décembre. — Arrivée de monseigneur le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz. — Confédération royaliste dans la plupart des provinces de France. — Opérations du comité royal de Bordeaux. — Le marquis de la Rochejaquelein se rend à Saint-Jean-de-Luz, auprès de monseigneur le duc d'Angoulême.

La campagne dont nous retraçons les événemens mémorables se prolongeoit sans résultats ; le sang ruisseloit inutilement ; cent cinquante mille hommes étoient déjà hors de combat ou avoient péri ; des villes florissantes étoient presque détruites ; des provinces entières

étoient dévastées ; au nord et à l'est, deux armées de cent mille hommes menaçoient tour à tour la capitale, mais sans pouvoir s'en emparer, tant l'usurpateur du trône de nos rois bravoit, avec audace, les forces de l'Europe conjurée contre sa domination. Manœuvres savantes, invasions subites, combats meurtriers, négociations pressantes, tout venoit d'être épuisé sans qu'on pût mettre un terme à l'effusion du sang humain : la paix s'éloignoit toujours comme si elle eût attendu, pour répandre ses bienfaits, que la cause de la légitimité et de la justice eût prévalu dans le conseil des rois.

Au milieu de ces indécisions cruelles, le midi de la France fit, par sentiment, ce que les combinaisons de la politique n'osoient pas même tenter de réaliser. Les premiers cris de restauration et de fidélité se firent entendre près du berceau de Henri IV, sous la protection de l'armée qui venoit de sauver le trône de la branche espagnole de la maison de Bourbon. Mais cette armée avoit pour général le libérateur des Espagnes et du Portugal, le capitaine illustre qui réunit à lui seul les brillantes et nobles qualités des Scipions, du prince Noir et de Turenne.

Telle étoit déjà la réputation de Wellington, qu'on le considéroit en Europe, avant même l'ouverture de sa campagne d'invasion, comme le seul général capable de faire mouvoir de grandes masses militaires, et de porter le dernier coup au moderne Attila.

Mais aussi le contraste le plus frappant régnoit entre ces deux hommes de guerre. L'un, essentiellement destructeur, sacrifioit tout à son intérêt et à son ambition délirante ; l'autre n'étoit que le conservateur des hommes, des empires et de la probité ; il défendoit et protégeoit les peuples et les rois : Buonaparte les fouloit aux pieds ; orgueilleux, inhumain, il préparoit ses victoires par la perfidie, et ne les remportoit qu'à force de carnage. Wellington n'obtenoit ses succès que par le plus sage emploi du temps et des combinaisons militaires : prudent et discret dans les chances d'une heureuse fortune, il signaloit ses triomphes par sa générosité envers ses ennemis vaincus. Buonaparte n'étoit jamais plus arrogant qu'au sein de la victoire, et c'étoit au sein de la victoire que la modestie de Wellington se montroit avec le plus de candeur. Il falloit à Buonaparte des armées innombrables pour conquérir; Wellington recouvroit et

conservoit les Etats avec de petites armées. Une retraite de Buonaparte est un désastre, chez Wellington c'est un triomphe. Buonaparte se précipite avec ses nombreux bataillons comme un torrent débordé qui renverse, détruit et ravage ; les armées conduites par Wellington traversent paisiblement les champs, sans troubler les chaumières, respectant les propriétés comme les hommes, enrichissant tout sur leur passage, et ne laissant pour traces derrière elles que la prospérité et l'abondance.

Trois fois Wellington avoit sauvé le Portugal. Plusieurs siéges célèbres et cinq batailles gagnées sur les troupes les plus belliqueuses de l'Europe avoient préparé l'affranchissement de la péninsule entière : il fut enfin consommé par les trophées de Vittoria.

En vain le conquérant humilié venoit de déférer le commandement des débris de ses armées d'Espagne au maréchal Soult, l'un de ses plus habiles lieutenans : les efforts de ce général ne purent sauver Saint-Sébastien ni Pampelune. Napoléon luttoit encore, à Dresde, contre trois armées alliées ; et, des bords de la Bidassoa, on entendoit le canon des Anglo-Espagnols victorieux. Quelle humi-

liation pour Buonaparte, qui s'étoit vanté de subjuguer la péninsule, et de jeter l'armée anglaise dans la mer! Ce même Wellington, qu'il avoit officiellement insulté, menaçoit ses propres frontières.

Le maréchal Soult ne pouvoit se dissimuler le danger de sa position : le plus grand capitaine de l'Europe lui étoit opposé avec les troupes réunies de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et du Portugal, et ce capitaine étoit l'idole de ses soldats. En vain le général français réclama la concentration sous Bayonne de toutes les forces du midi ; Napoléon s'obstinoit à ne point dégarnir la Catalogne, bien sûr de conserver cette province tant que le maréchal Suchet y commanderoit une armée française. Ainsi, pour ne pas abandonner un fragment de ses conquêtes, Buonaparte négligeoit la défense de ses provinces méridionales ; l'opinion y étoit d'autant plus défavorable à sa cause qu'on ne cessoit de les frapper de réquisitions violentes pour nourrir cette armée d'Espagne, redoutable à son propre pays par l'habitude des excès contractés dans la péninsule.

L'invasion paroissoit inévitable ; l'opinion générale sembloit la provoquer. Toutes les

passions humaines réunies, les plus ardentes comme les plus nobles, inspiroient à l'armée alliée d'Espagne le plus vif désir de pénétrer sur le sol de la France; c'étoit comme un droit de représailles, sans toutefois qu'on dût craindre, avec un tel chef, que la guerre offensive pût jamais dégénérer en brigandage; mais, considérée de sang-froid, l'entreprise sembloit téméraire. Jamais le succès n'avoit couronné aucune invasion dans le midi de la France. Charles-Quint lui-même y avoit échoué. Indépendamment des difficultés locales, n'étoit-il pas présumable que les Français du midi, si peu endurans, défendroient, sinon le gouvernement de Buonaparte, au moins leur sol, leurs foyers, leurs propriétés envahies par des ennemis qu'animoient, sans doute, des haines nationales et l'aiguillon de la vengeance? Le danger d'une telle guerre étoit si généralement senti, excepté par les Français eux-mêmes, que lord Wellington reçut, de presque tous les pays de l'Europe, des lettres d'exhortation et d'alarmes très-pressantes, et où les plus forts argumens étoient employés pour le détourner de pénétrer sur le sol français. « Votre gloire, lui disoit-on, est » pure et sans tache; pourquoi la com-

» promettre dans une expédition hasardée? » Vous avez sauvé le Portugal, vous avez déli- » vré la péninsule; vous vous êtes montré » le plus grand capitaine du siècle : n'allez » donc pas plus loin, ou craignez de voir s'é- » vanouir la réputation européenne que vous » vous êtes acquise par plusieurs campagnes » aussi savantes que glorieuses. Songez que cette » réputation militaire appartient encore plus au » continent qu'à la Grande-Bretagne. » Les raisonnemens les plus ingénieux et les plus solides furent employés tour à tour pour détourner le noble lord d'entamer la France au midi. Tout autre que Wellington eût hésité; mais il étoit soutenu par cette fermeté de résolution, par cette maturité, cet ensemble de vues sans lesquelles on n'accomplit jamais de grands desseins.

La défaite de l'oppresseur à Leipsic lui fit juger que bientôt celui qui avoit soulevé contre lui toutes les nations, seroit attaqué sur son propre territoire, et qu'il s'y verroit dépourvu de l'appui des Français fatigués de son despotisme. Pouvoit-il préserver alors toutes ses frontières, et n'étoit-il pas présumable qu'il seroit forcé d'appeler une partie des troupes du midi, pour sa propre défense?

Wellington ne se dissimuloit pas toutefois que l'armée qu'il auroit à combattre étoit valeureuse et réorganisée par un général expérimenté qui joignoit à la prudence cette ténacité, barrière sûre contre les revers. Il falloit d'ailleurs, pour prendre l'offensive, une armée très-supérieure en nombre; et quels moyens de la faire vivre en respectant le droit de propriété et sans fouler les peuples? Si l'armée anglaise pénétroit en ennemie dans des provinces déjà désolées par d'énormes réquisitions, ne devoit-on pas s'attendre à voir s'armer contre elle les habitans réduits au désespoir? Ne rien demander, ne rien prendre, tout payer avec une exactitude scrupuleuse, telle étoit la première loi que devoient s'imposer les ennemis. Les finances furent donc la base du projet d'invasion de lord Wellington. Sûr de l'assentiment du gouvernement britannique, auquel il soumit ses plans, sûr d'en recevoir avec profusion les subsides nécessaires, et l'appui le plus efficace, il ne balança plus.

La célèbre campagne de 1813, dans la péninsule, fut couronnée par le passage de la Bidassoa. L'armée anglaise tourna et enleva, avec un succès qui tint du prodige, toutes les positions de la montagne des Trois-Couronnes,

du mont de la Ruhle et du camp de la Bayonnette. Son entrée sur le sol de la France fut marquée par l'occupation de Saint-Jean-de-Luz. Lord Wellington avoit résolu de passer la Nive immédiatement après le passage de la Nivelle ; mais le mauvais état des routes et la crue des eaux, occasionnée par les pluies abondantes des premiers jours de décembre, ne lui permirent pas d'exécuter son mouvement offensif dans toute son étendue.

Cependant les ouvrages de Bayonne s'étoient perfectionnés, et l'armée française y avoit élevé, sous les yeux du maréchal Soult, retranchemens sur retranchemens. Elle occupoit, en avant de Bayonne, une position fortifiée avec beaucoup d'art, sous le feu de la place; la droite appuyée sur l'Adour, le front couvert par un marais, et la gauche protégée par la rivière de Nive. Les avant-postes de l'aile droite étoient poussés vers Biarits, et l'aile gauche communiquoit avec la division de Catalogne, établie à Saint-Jean-Pied-de-Port, et commandée par le général Paris. Deux forts détachemens étoient cantonnés à Villefranque et à Mouguère, couvrant ainsi, vers la gauche du camp retranché, sa partie la plus accessible. Cin-

quante mille hommes étoient réunis dans cette position formidable, qu'il sembloit impossible d'attaquer avec avantage, tant que l'armée française y demeureroit en force. Mais les lignes de Bayonne, ne couvrant pas toutes les approches de l'Adour, pouvoient être tournées par une armée supérieure en nombre. Livrer bataille étoit donc le seul moyen de s'opposer à l'invasion. Qu'espérer toutefois d'une armée si souvent découragée par les revers? Le maréchal Soult n'avoit rien négligé, il est vrai, pour inspirer aux troupes le sentiment de leur ancienne valeur; et le moral du soldat s'étoit relevé.

Napoléon frémit en apprenant que l'armée anglaise venoit de s'établir sur le territoire français. Pour la première fois peut-être son orgueil fléchit, et ce fut alors qu'il résolut de faire à la nécessité le sacrifice de l'abandon politique de l'Espagne, pour sauver, s'il étoit possible, ses provinces méridionales. Jamais ennemi plus redoutable n'avoit humilié ses armes; mais il falloit sortir d'embarras et séparer à tout prix l'Espagne de la cause des alliés, afin de porter toutes les forces vers le Rhin, sauf à revenir dans la péninsule pour l'opprimer, en y semant la discorde. Napoléon

met aussitôt en jeu sa politique tortueuse. Sûr d'avance que Ferdinand VII, dans sa captivité, souscrira à toute espèce de conditions qui lui assurera sa liberté et son rétablissement, il mande à Paris le duc de San Carlos, ex-ministre de Ferdinand ; il lui déclare qu'à certaines conditions qui feront l'objet d'une négociation et d'un traité, il consent à rétablir son maître.

Le duc se rend aussitôt à Valençay avec le comte Laforêt, plénipotentiaire de Buonaparte, et le malheureux Ferdinand, disposé par son ministre, ratifie bientôt le traité qui le reconnoît roi légitime des Espagnes ; il s'engage à payer au roi démissionnaire, Charles IV, une pension de quatre millions de réaux; à échanger immédiatement les Français prisonniers en Espagne, contre pareil nombre d'Espagnols prisonniers en France et en Angleterre ; à restituer les propriétés, revenus, dignités, emplois, pensions à tout Espagnol qui s'est déclaré contre son pays en faveur de la France, et enfin à faire évacuer l'Espagne par les troupes britanniques. Ce traité, dicté à l'opprimé par l'oppresseur, fut signé à Valençay le 11 décembre.

Ce n'étoit pas seulement pour sa sûreté que

Napoléon faisoit ce grand pas rétrograde ; tout-à-coup arrêté dans son plan infernal de subjuguer l'Espagne, il vouloit la désunir d'un allié et d'un protecteur; la couvrir d'infamie, en la détachant de la cause commune de l'Europe. Ainsi celui qui en 1808 avoit envahi la péninsule par la fraude, forcé de renoncer, après six années de guerre, à la subjuguer militairement, cherchoit encore à l'asservir par des moyens perfides. Il se berce de l'idée, qu'entraînée par ses insidieuses propositions, cette nation fière et généreuse abjurera les sentimens de mépris et de vengeance qu'ont fait naître dans le cœur de tout Espagnol ses trahisons ; ses parjures, ses massacres ; il ose croire qu'il lui présentera son roi comme un otage contre son propre ressentiment. Si le succès ne répond pas à son attente, au moins est-il sûr de jeter en Espagne les brandons de la discorde.

Cependant le traité de Valençay étoit inutile tant qu'il ne seroit pas approuvé par les cortès. Il n'étoit pas facile d'abuser cette assemblée, ni même la régence : comment arracher leur approbation? Un décret du 1er janvier 1811 déclaroit nuls et sans valeur tous les actes et conventions souscrits par le roi durant sa captivité, soit en Espagne, soit ailleurs. Par un traité

antérieur avec l'Angleterre, la nation espagnole s'étoit engagée à ne conclure aucune paix séparée. Mais Napoléon s'imaginoit que l'influence royale aplaniroit tout; des lettres rédigées d'avance, et que Ferdinand n'eut qu'à signer, furent adressées à la régence et aux cortès : on y vantoit la bonté, la magnanimité de Napoléon, la liberté, les agrémens dont il avoit daigné faire jouir le roi, son frère et son oncle à Valençay, et on y recommandoit surtout la prompte ratification du traité. Muni de ces dépêches, le duc de San Carlos se met en route pour Madrid, et parvient, avec une escorte française, aux avant-postes de l'armée espagnole, près de Vich en Catalogne. Là, après quelques difficultés, il lui est permis de continuer son voyage, et il arrive le 6 janvier à Madrid.

L'objet de sa mission y étoit déjà connu, et avoit excité la sollicitude des chefs du gouvernement, ainsi que l'intérêt de la nation entière.

Cependant les cortès avoient décrété de ne jamais reconnoître les opérations du roi, tant que ce prince agiroit sous l'influence d'une puissance étrangère. D'ailleurs cette assemblée ne devoit ouvrir sa session que le 15, et la commission intermédiaire, exerçant ses fonc-

tions dans l'intervalle d'une session à l'autre, refusa de s'occuper du traité, sous prétexte qu'un acte de cette nature excédoit ses pouvoirs. Il fallut se soumettre aux délais, quoique les circonstances fussent pressantes.

Tels furent les ressorts politiques que fit mouvoir Buonaparte dans l'espérance de paralyser les mouvemens offensifs de Wellington, vers les provinces qu'arrosent l'Adour et la Garonne. Ce général n'avoit point encore réuni toutes ses forces, ni tous ses moyens d'attaque; son armée cantonnée derrière la Nive n'avoit encore fait aucun mouvement décisif; celle du maréchal Soult étoit postée en avant du camp retranché de Bayonne, et ses avant-postes occupoient une foible redoute à Cambo.

Il importoit à lord Wellington, pour la sûreté de ses mouvemens, d'empêcher la communication directe du camp de Bayonne avec la division française établie à Saint-Jean-Pied-de-Port; il lui importoit aussi de donner plus d'étendue à ses cantonnemens, pour mieux assurer la subsistance de l'armée, les arrivages par mer étant en hiver difficiles et périlleux; enfin lord Wellington vouloit, dans une reconnoissance générale, apprécier au juste la

force de l'armée française, et l'état de l'opinion dans les provinces méridionales. Son grand objet étoit de préluder à l'invasion de concert avec les armées alliées prêtes alors à franchir le Rhin par les frontières de l'est. Tous ces motifs le décidèrent à tenter un mouvement général. La cessation des pluies et l'état des chemins permettant de tout préparer pour la construction des ponts, il fit sortir ses troupes de leurs cantonnemens le 8 décembre, et prescrivit les dispositions suivantes. Le général Hill, avec l'aile droite, fut chargé de franchir le passage de la Nive à Cambo, d'occuper à l'instant la grande route; et secondé par le centre sous les ordres du maréchal Béresford, qui devoit aussi passer la Nive à Biaritz, de marcher droit à l'armée française, et de l'attaquer; en même temps le général Hope, commandant l'aile gauche, devoit menacer le camp retranché de Bayonne par la grande route de Saint-Jean-de-Luz.

Deux ponts de bateaux furent jetés sur la Nive pour faciliter les mouvemens; et Wellington, après avoir expédié ses dernières instructions, partit de son quartier-général de Saint-Jean-de-Luz le 9 décembre à trois heures du matin, et prit la route d'Ustaritz.

Il y arrive à la pointe du jour, au moment même où la sixième division, formant l'avant-garde du centre, venoit de passer la Nive; la même opération venoit aussi d'être effectuée par le général Hill à Cambo où le général Foy se défendit avec intrépidité.

Menacé d'une attaque générale et combinée, le maréchal Soult replia toutes ses troupes sur la rive droite, et concentra son armée au nombre de cinquante mille hommes, à une lieue et demie de Bayonne, sur une chaîne de hauteurs qui courent parallèlement à l'Adour, sa gauche protégée par cette rivière, et sa droite appuyée à Villefranque, sur les bords même de la Nive. L'attaque commence sur ce village qui est emporté, ainsi que les hauteurs voisines, par un régiment portugais, et par quelques bataillons d'infanterie légère anglaise. Le plateau est repris par les Français; mais il est attaqué de nouveau, et au coucher du soleil il reste au pouvoir de Wellington. La totalité de son aile droite, entravée dans sa marche par le mauvais état des routes, venoit seulement d'arriver sur le terrain.

L'aile gauche s'étoit portée en avant par la grande route de Saint-Jean-de-Luz, et le général Hope, après avoir chassé devant lui

tous les postes français, avoit reconnu la droite de leur camp, ainsi que le cours de l'Adour au-dessous de Bayonne ; il s'étoit approché de si près des remparts de cette ville, que de là on avoit fait feu sur ses troupes.

Ainsi cinq divisions anglo-portugaises, formant trente mille hommes, avoient forcé le passage de la Nive, et s'étoient établies sur les plateaux de Bessussary, d'Arcangues et de Barouillet.

La division d'infanterie espagnole du général Murillo étoit placée à Urcuray pour observer les mouvemens de la division française du général Paris, qui venoit de se replier vers Saint-Palais.

L'intention du maréchal Soult étoit d'attaquer l'armée alliée le lendemain pour la faire repentir de sa témérité. De son côté Wellington avoit aussi le projet d'attaquer l'armée française postée entre la Nive et l'Adour. A la pointe du jour il se porta sur Villefranque : là voyant que le maréchal Soult s'étoit retiré des positions qu'il occupoit la veille, il se mit à épier avec soin ses mouvemens ; il jugea bientôt que son adversaire cherchoit à profiter de l'avantage que lui offroit le pont de Bayonne, et de la facilité avec laquelle il

pouvoit faire passer des troupes d'une rive à l'autre, pour attaquer l'aile de l'armée anglaise restée isolée sur la gauche de la Nive. L'événement prouva la justesse des pressentimens de Wellington.

En effet, le maréchal Soult, manœuvrant, avec la masse de ses forces, sur l'aile gauche de l'armée de Wellington, culbuta aisément tous ses avant-postes. Bientôt le général Clauzel attaque avec acharnement la division légère établie sur le plateau et dans l'église d'Arcangues, tandis que le général Reille, à la tête de trois divisions, se précipite sur le bois de Barouillet, où étoient retranchées deux divisions ennemies. Le général anglais Robinson, avec une seule brigade, soutient, pendant plus d'une heure, tous les efforts de cette vive attaque, sans perdre un pouce de terrain, donnant ainsi par sa résistance valeureuse le temps d'arriver aux autres corps qui reprennent successivement l'offensive. Déjà Wellington avoit fait marcher au secours de sa gauche des renforts imposans. Sur sa droite les assaillans venoient d'être reçus avec une égale vigueur; ils s'étoient retirés en toute hâte, laissant aussi le champ de bataille couvert de leurs morts. Ces

attaques répétées, mais infructueuses, coûtèrent beaucoup de sang aux deux armées; près de trois mille hommes furent mis hors de combat de part et d'autre. Le général Robinson fut blessé en persistant dans sa glorieuse résistance; le lieutenant-général Hope reçut une forte contusion, et le lieutenant-colonel Loyd, du quatre-vingt-quatrième régiment anglais, resta parmi les morts. Du côté des Français il n'y eut d'officier-général blessé, selon des relations peu certaines, que le général Villatte commandant la réserve.

Cette brusque attaque du maréchal Soult, sur la gauche de l'ennemi, avoit eu pour objet d'obliger Wellington à retirer sa droite postée au-delà de la Nive; mais ce but fut manqué malgré les plus habiles dispositions. Après l'action, vers neuf heures du soir, l'armée française fut abandonnée par deux bataillons de Nassau, et par le régiment de Francfort. Ces troupes allemandes, instruites par leurs chefs des résultats de la bataille de Leipsic, et placées en front de la quatrième division anglaise, pour observer ses mouvemens, saisirent avec ardeur l'instant favorable, et passèrent dans le camp des alliés : on les accueillit de la manière la plus cordiale. Le

lendemain elles se dirigèrent vers le port du Passage pour être transportées sur le Rhin, où elles brûloient d'aller combattre en faveur de la cause européenne.

Cependant l'armée française, qui s'étoit repliée dans ses lignes, avait laissé quelques bataillons opposés à la gauche des Anglais. Le lendemain 12 décembre, les divisions Boyer et Daricau renouvelèrent l'attaque, le maréchal Soult ne se proposant toutefois que d'attirer sur ce point l'attention de Wellington; mais ce général fut imperturbable : la seule division anglaise du général Howard se trouva engagée.

Pendant que le maréchal Soult simuloit une attaque sérieuse sur la gauche de l'armée britannique, il méditoit de tourner la droite. Profitant des ténèbres de la nuit, il traverse Bayonne pour manœuvrer avec six divisions contre les dix mille hommes du général Hill, en position sur les hauteurs de Losterenia, sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port; mais, avant le point du jour, son dessein étoit déjà pénétré. Lord Wellington ordonne aussitôt à la neuvième division qu'il tire du centre, de renforcer son aile droite, et il la fait soutenir par la quatrième division et par deux brigades de la troisième.

Déjà le comte d'Erlon, ayant sous ses ordres quatre divisions d'infanterie, une brigale de cavalerie et vingt-deux pièces de canon, venoit d'attaquer avec impétuosité les troupes du général Hill. La division du général Abbé s'engage sur le front de la position en suivant la grande route, tandis que la division du général Daricau se porte à droite pour tourner l'aile gauche. En même temps la deuxième division, commandée par le général Darmagnac, s'empare du plateau de Pathouhiria, et se dirige aussitôt vers Saint-Jean-le-Vieux-Mouguère; mais partout les Anglais tiennent ferme. La brigade d'infanterie du major-général Byng, soutenue par la brigade portugaise du général Buchan, reprend le plateau sur la droite de la position, et s'y maintient malgré les efforts et le feu des Français. Les brigades anglaises et portugaises rivalisent d'ardeur et de dévouement. Les renforts de Wellington étant arrivés au secours du général Hill, le maréchal Soult voit que son habile adversaire lui présente partout de nouvelles troupes, et il fait porter aussitôt en ligne la division du général Foy et celle du général Maransin. La lutte se prolonge avec une grande effusion de sang et une bravoure égale des deux

côtés. Toutes les attaques étoient furieuses, particulièrement sur la grande route : trois fois l'armée française revint à la charge, et trois fois elle fut repoussée par le feu soutenu de la mousqueterie, de l'artillerie, et par des charges de cavalerie renouvelées, autant que le terrain pouvoit le permettre. Immobile dans ses positions, l'infanterie anglaise étoit toujours prête à recevoir les assaillans la baïonnette au bout du fusil ; enfin, découragés par une résistance invincible, ils firent volte-face.

On s'étoit battu pendant neuf heures, entre la Nive et l'Adour, avec l'acharnement héroïque inspiré aux deux nations rivales par une sorte d'émulation, de valeur et de gloire.

Ces quatre jours d'attaques et d'actions sanglantes (du 9 au 13 décembre) avoient mis près de quinze mille hommes hors de combat. On n'avoit jamais vu, pendant la guerre de la péninsule, autant de corps morts après une action. A la seule attaque du 13, qui fut la plus meurtrière, l'armée française eut près de cinq mille hommes tués ou blessés ; parmi ces derniers se trouvoient les généraux de brigade Maucune et Maucomble. Protégée par ses positions, l'armée anglaise n'eut que deux mille hommes hors de combat.

Telles furent les batailles de l'Adour (1), où deux armées rivales qui s'étoient disputés pendant cinq ans la possession de la péninsule, commencèrent à s'essayer sur le sol de la France : elles s'observèrent réciproquement pendant toute la journée du 14 décembre.

Ayant échoué dans toutes ses tentatives pour déloger l'armée britannique, le maréchal Soult se vit forcé de rentrer dans son camp sous Bayonne. Il avoit manœuvré habilement sur les deux ailes de l'ennemi, dans l'espoir de forcer les points les plus foibles de sa ligne; mais toutes ses combinaisons furent déjouées par la vigilance et le coup d'œil de son adversaire.

Toutefois lord Wellington put juger que l'armée française, soutenue par sa haute valeur et par la fermeté de son chef, seroit inexpugnable dans sa position retranchée; il dut pressentir qu'il faudroit encore des efforts plus grands pour la vaincre même sur un autre terrain, et pour forcer des barrières restées intactes pendant plusieurs siècles.

Il fit avancer la totalité de sa cavalerie, comme s'il avoit eu le dessein d'occuper tout

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LII.

le pays entre la Nive et l'Adour, et il rallia également ses réserves d'infanterie, manifestant l'intention d'investir Bayonne.

Dans l'attente d'une attaque générale, le maréchal Soult fit aussitôt inonder la rive droite de l'Adour et les deux rives de la Bidouse. Au même moment son frère, le général Soult, se porta, avec une partie de la cavalerie française, à Hasparen, où il trouva en position sur le mont Chouchi la division espagnole du général Murillo.

L'armée anglo-portugaise, renforcée par les divisions de Galice et d'Andalousie, occupoit vers la fin de décembre les positions suivantes. L'aile droite, postée entre l'Adour et la Nive, commandoit la navigation des deux rivières; le centre et la gauche étoient établis entre la Nive et la mer; le centre néanmoins se trouvoit à cheval sur la Nive, ayant deux ponts de communication. Une division étoit cantonnée à Ustaritz, et une autre à Villefranque; l'extrême gauche s'étendoit de la mer à la paroisse d'Arcangues, et l'extrême droite s'appuyoit à l'Adour: ainsi l'armée décrivoit une ligne courbe depuis la mer en avant de Biaritz jusqu'à l'Adour, en avant de Home. Le pays sur sa droite lui étoit ouvert. Tranquilles et

protégés dans leurs foyers, les habitans apportoient d'eux-mêmes à l'ennemi des vivres et des fourrages qu'on leur payoit sur-le-champ, car on ne leur demandoit pas une seule ration; et rien ne s'opposoit à ce qu'ils pussent voyager d'un lieu à un autre comme en pleine paix.

Une proclamation de lord Wellington fixa les bases sur lesquelles le commerce maritime devoit reprendre son essor dans les ports de la Navarre française au sud de l'Adour (1).

Non-seulement l'armée du maréchal Soult ne présentoit pas un aspect aussi brillant, mais elle étoit loin de suivre un système si libéral. Resserrée plus étroitement autour de Bayonne, elle épuisoit les provinces environnantes par des réquisitions forcées, qui excitoient des plaintes amères. Aigris par les exactions, les habitans accusoient le soldat de se livrer dans son propre pays aux mêmes excès qui dans la péninsule avoient souvent fait déplorer sa présence.

Mais Napoléon, dissimulant avec soin l'état de la guerre, ne donnoit aucune publication aux dépêches et aux relations du maréchal

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LIII.

Soult. Il permit seulement l'insertion dans les journaux de la capitale, de quelques renseignemens vagues et tronqués sur les batailles de l'Adour : tout y étoit voilé. Pour mieux déguiser les événemens, on eut recours aux deux principaux mobiles du pouvoir de Buonaparte, l'exagération et l'imposture. Les nouvelles étoient censées venir des frontières d'Espagne : « Lord Wellington, disoit-on,
» a tout-à-fait échoué dans son projet de forcer
» les passages de la Nive et de l'Adour, de
» cerner la place de Bayonne, et de marcher
» sur Bordeaux ; les combats qui ont eu lieu
» depuis le 9 jusqu'au 13 décembre, ont été
» à son désavantage ; il y a perdu quinze mille
» hommes, tandis que l'armée française n'en
» a pas eu le quart hors de combat. La cons-
» ternation est dans l'armée britannique ; lord
» Wellington borne maintenant ses préten-
» tions à faire retrancher toutes les parties de
» sa ligne. Sa position devient de plus en plus
» critique ; son armée manque de vivres ; ses
» convois battus par la tempête viennent
» échouer sur la côte des Landes ; nos dé-
» tachemens recueillent les cargaisons. La mé-
» sintelligence d'ailleurs règne entre les troupes
» anglaises et espagnoles. »

On ajoutoit toutefois : « Bayonne est main- » tenant un des plus formidables boulevards » de l'empire. »

En effet, une garnison nombreuse en assuroit la défense. Trois divisions de l'armée, sous les ordres du comte Reille, occupoient les camps retranchés, et en terminoient les travaux ; le général Clauzel, avec trois autres divisions, venoit de se porter sur la rive gauche de la Bidouse ; un autre corps couvroit les rives de l'Adour. Le 20 décembre, le maréchal Soult, quittant les lignes de Bayonne, transféra son quartier-général à Peyrehorade, pour être plus à portée de diriger les mouvemens de l'armée sur le flanc droit de l'ennemi. Le général Harispe, chargé d'organiser la levée des Basques, avoit pris le commandement de l'extrême gauche, appuyée à Saint-Jean-Pied-de-Port, l'armée décrivant ainsi une courbe depuis Bayonne jusqu'au pied des Pyrénées.

Assuré de la défense de Bayonne et de l'Adour, le maréchal Soult fit avancer les divisions du général Clauzel derrière la Joyeuse. Le 3 janvier, ce général fit replier les piquets anglais placés entre les rivières de Joyeuse et de Bidouse ; et tournant la droite de la brigade portugaise du général Buchan sur les

hauteurs de Costa, il l'obligea de battre en retraite vers Brisson, et il établit aussitôt deux divisions d'infanterie sur les hauteurs de la bastide de Clarence; en même temps le général Paris se porta en face de Boulac, où l'ennemi avoit un fort détachement; la cavalerie légère inquièta bientôt toute sa ligne. Instruit de ce mouvement offensif, lord Wellington accourt de Saint-Jean-de-Luz, réunit aussitôt la droite et le centre de son armée, en formant sa ligne sur Hasparen, et fait toutes les dispositions nécessaires pour marcher en avant.

Le 4 janvier il reconnoît l'armée française; la journée du 5 se passe également en manœuvres. Le mauvais temps et le débordement des ruisseaux forcent Wellington à différer d'un jour encore son mouvement. Le 6, la troisième et la quatrième divisions anglaises commandées par les généraux Cole et Picton, soutenues par la brigade portugaise et par la cavalerie du général Fane, se déploient et forment à trois heures après midi l'attaque d'un bataillon de la sixième division française, placé en avant de la bastide de Clarence; ce bataillon se replie aussitôt en bon ordre. Les deux armées restèrent en présence jusqu'au

lendemain 7, à dix heures du matin, et la bataille paroissoit imminente; mais aucun intérêt pressant ne portoit les généraux en chef à se mesurer dans une action générale : ils se bornèrent à remettre leurs avant-postes dans leur ancienne place.

C'est vers ce temps-là que se répandit dans le midi et dans Paris même, le bruit que lord Wellington et le maréchal Soult avoient eu une conférence secrète près de Mandioude; mais tout ce qu'on a rapporté à cet égard est hasardé : n'ayant moi-même rien recueilli de positif, je me borne à indiquer le fait sans entrer dans aucune particularité.

Wellington retourna le 7 janvier à Saint-Jean-de-Luz, et le maréchal Soult à Bayonne. Les divisions Leval, Maransin et Abbé occupèrent le camp retranché. La division Boyer fut établie à Tamos et à Saint-Etienne; le général Clauzel porta des forces sur Guiche et sur James, afin d'arrêter les courses des fourrageurs anglais, qui se répandoient, pour chercher des vivres, dans la plaine située entre la Bidouse et la petite rivière de Laran.

Des difficultés locales insurmontables dans la saison des pluies, et des motifs politiques ne permettoient pas encore à Wellington de

poursuivre ses opérations offensives. Ainsi les deux généraux en chef, dans l'attente de voir se développer les événemens de la grande invasion des frontières de l'est, restèrent dans leurs cantonnemens respectifs, se bornant à des escarmouches ou à des tentatives partielles.

Déjà l'approche du danger et le besoin de s'entourer de troupes aguerries avoient déterminé Napoléon à détacher de l'armée du maréchal Soult deux divisions formant douze mille hommes qui se dirigèrent en toute hâte de l'Adour vers la Loire ; elles ne furent remplacées que par des conscrits ou par des soldats novices. Au contraire l'armée de Wellington grossissoit à vue d'œil par l'approche successive de sa cavalerie, et des réserves espagnoles.

Mais Napoléon, par un décret du 8 janvier, ordonna la levée en masse dans les départemens des Hautes et Basses-Pyrénées, et dans les Landes; il en confia l'organisation et le commandement au général de division Harispe. Environné déjà d'une réputation militaire brillante, ce général venoit d'être détaché contre les troupes espagnoles du célèbre Mina, qui, par la vallée de Bastan, pénétroient

dans celle de Baigorry jusqu'à Saint-Etienne. Le genéral Harispe, à la tête de ses troupes, attaqua le 8 janvier, à Ossez, les fourrageurs de Mina, et les chassa vivement, sans leur permettre de rien enlever de la vallée. Instruit que Mina projetoit de fourrager du côté de Lanhossoa et de Macaye, ce général partit le 10 janvier de son quartier-général d'Irissari, avec six compagnies d'élite; il tomba sur les fourrageurs à l'improviste, leur fit trente-quatre prisonniers, et leur prit une quarantaine de mules et de chevaux. Le 11, il vint à Saint-Jean-Pied-de-Port, où s'étoient réunies deux cohortes de gardes nationales; et le lendemain, il marcha de nouveau contre les troupes de Mina, dont l'avant-garde s'étoit reportée à Saint-Etienne de Baigorry. La colonne du général Harispe étoit soutenue par les éclaireurs du colonel Lalane, et par la division Taupin, qui s'avança jusqu'à Hellette, pour seconder ce mouvement offensif. A l'approche de ces forces imposantes, Mina se replia de nouveau sur Bastan, par la droite du col d'Ispeguy. Ainsi les espérances qu'avoit fait concevoir l'arrivée du général Harispe au milieu des Basques, ses compatriotes, s'étoient réalisées; il avoit chassé

l'ennemi de la vallée de Baigorry. D'un autre côté, le général Soult, commandant la cavalerie légère, établit, le 10 janvier, son quartier-général à Saint-Martin-d'Arbeson, et ses troupes occupèrent Hellette, Saint-Esteven, Bonloc et Aylsère, couvrant ainsi la gauche de l'armée.

Cependant les Espagnols ne s'étoient pas rebutés, et dès le 20 janvier, ils projetèrent un fourrage considérable dans la vallée d'Ossez, entre Saint-Martin d'Arosa et Bedarry. Instruit de leur mouvement, le général Harispe fait marcher d'Horca, le colonel Lalane, à la tête des gardes nationales d'élite des Basses-Pyrénées, avec ordre de longer la rive droite de la Nive, tandis qu'avec les voltigeurs, les chasseurs du vingt-unième régiment et les éclaireurs basques, ce général se portoit en personne sur la rive gauche. A peine a-t-il débouché de Saint-Martin d'Arosa, qu'il est attaqué par les troupes espagnoles de Murillo, qui couvroient le fourrage. Les éclaireurs et les voltigeurs français soutiennent le choc avec fermeté; et malgré leur infériorité numérique, ils prennent l'offensive, tombent sur les fourrageurs, en tuent une quarantaine, ramènent une centaine de prisonniers et une soixantaine

de mulets et de chevaux. Après avoir poussé jusqu'à moitié chemin de Baigorry à Itsatsu, le général Harispe rentra dans ses cantonnemens. Là finit la petite guerre des Basques. La campagne du midi va offrir des événemens plus dignes de l'histoire.

En vain Napoléon, pour séparer les intérêts du continent de la cause de l'Espagne, se présentoit à la nation espagnole dans l'attitude d'un suppliant qui sollicite la paix; en vain offroit-il, avec la branche d'olivier, de reconnoître l'indépendance de la péninsule; la nation espagnole hésitoit, parce que c'étoit Napoléon qui prétendoit combler ses vœux. Pouvoit-elle oublier sitôt qu'il lui avoit derobé ses rois, son gouvernement; qu'il l'avoit insultée, en plaçant un de ses frères sur le trône, sans l'aveu de la nation; qu'il avoit proclamé traîtres et rebelles les Espagnols qui, dédaignant d'obéir à ce mannequin royal, avoient pris courageusement les armes? Napoléon n'avoit-il pas fait massacrer les Espagnols fidèles? n'avoit-il pas fait couper en morceaux les paysans, et ravager les campagnes? N'étoit-ce pas lui qui avoit fait, du pillage des propriétés espagnoles, un revenu régulier dans le budget de ses finances?

Quelle alternative pénible pour une nation si généreuse! Buonaparte veut lui rendre son roi qu'elle réclame; et elle voit un piége si elle l'accepte de sa main. Qu'a-t-il en vue, en faisant faire à sa politique ce pas rétrograde? Il ne veut que séparer l'Espagne de l'Angleterre, préserver ses provinces méridionales, avoir cent mille hommes de plus à opposer à la ligue du nord, et assujétir l'Espagne à ses combinaisons tortueuses, dès qu'il aura vaincu ses ennemis.

Mais la salutaire lenteur des Cortès et de la régence déconcertèrent sa marche insidieuse. Ce fut alors qu'imaginant d'accréditer la plus absurde des calomnies, il accusa Wellington d'aspirer au trône d'Espagne. Les diffamations et les plus viles intrigues furent employées pour désunir la nation espagnole, et pour l'aliéner de ses alliés généreux. Wellington opposa aux traits envenimés de Buonaparte la loyauté de sa conduite, la modestie de ses vertus, et ses talens; il ne lui fut pas difficile de désarmer l'envie et de confondre l'imposture. Enfin, les Cortès et la régence s'expliquent sur les négociations de Valençay. « Vous voulez, disent-ils à Napoléon, vous » voulez nous rendre notre souverain légitime

» et combler ainsi nos vœux ; nous le recevrons avec transport : mais nous voulons » qu'il se présente seul, dégagé de toute influence politique, et libre de ses fers. Si c'est » réellement notre indépendance que vous » voulez reconnoître, il faut aussi nous restituer la partie de notre territoire que vous » tenez encore en Catalogne, et celles de nos » places fortes que vous occupez. » C'étoit tracer à l'astucieux despote le cercle de Popilius. Pris dans son propre piége, il hésite à son tour, ne voyant dans ces conditions aucune garantie pour l'accomplissement de ses perfides desseins. Mais, pressé par le danger, il ne se rebute pas encore ; et, tirant de l'exil l'illustre défenseur de Sarragosse, don Jose de Palafox, qu'il a retenu longtemps captif après l'avoir outragé, il lui annonce qu'il le destine à être l'un des principaux instrumens du rétablissement de son roi. Chargé de porter à Madrid des articles additionnels au traité de Valençay, Palafox arrive à Vich, en Catalogne, escorté par cinquante cuirassiers français ; il expédie aussitôt un courrier extraordinaire à la régence du royaume. Sa mission avoit évidemment le même objet que celle du duc de San-Carlos. Le bruit se

répandit que l'un des articles additionnels dont il étoit porteur, prescrivoit au maréchal Suchet d'évacuer les places de la Catalogne à mesure que les Anglais évacueroient celles du reste de l'Espagne. Lord Wellington ordonna aussitôt la remise, sans aucune restriction, des places de la péninsule, telles que Cadix et Carthagène, que des garnisons anglaises avoient occupées concurremment avec les Espagnols pour la défense commune. Cette seule disposition, inspirée par la politique la plus loyale, auroit suffi sans doute pour faire tomber les calomnies forgées par Buonaparte contre Wellington, si elles eussent été de quelque poids. Ainsi, les négociations de Valençay prenoient en apparence le tour le plus heureux pour l'Espagne. Les délais qu'apportoit Napoléon à la délivrance de Ferdinand, n'avoient plus de prétexte que dans son ambition, et dans l'espoir qu'il nourrissoit encore d'opprimer le continent. Mais ses négociations n'étant que des piéges, il ne pouvoit être vaincu que par l'épée; et c'étoit celle de Wellington qui devoit lui porter les coups les plus sensibles.

Enfin, venoit d'arriver à Saint-Jean-de-Luz, quartier-général de sa seigneurie, S. A. R.

M[gr] le duc d'Angoulême, accompagné du comte Etienne de Damas, son premier gentilhomme; du duc de Guiche et du comte d'Escars, fidèles compagnons des princes de la maison de Bourbon pendant leur long et pénible exil. Une si heureuse apparition changea bientôt l'état de la guerre, et imprima un caractère sacré aux opérations de Wellington. Ce fut alors, qu'en touchant le sol du midi, un Bourbon put dire ces mots que le premier des Valois adressoit à un seigneur châtelain: « Ouvrez, c'est la fortune » de la France. »

Lord Wellington, avec une suite nombreuse, s'empressa d'aller complimenter l'auguste petit-fils de Henri IV, qu'environnoient déjà les vœux et les hommages des habitans de Ciboure et de Saint-Jean-de-Luz.

Les premiers sentimens du prince éclatèrent en faveur de l'armée française; et S. A. R. les exprima de la manière la plus noble dans la proclamation suivante:

« Soldats! j'arrive, je suis en France, » dans cette France qui m'est si chère. Je » viens briser vos fers, je viens déployer le » drapeau blanc, le drapeau sans tache que » vos pères suivoient avec tant de transport,

» Ralliez-vous autour de lui, braves Français! » Marchons tous ensemble au renversement » de la tyrannie. Généraux, officiers, soldats, » qui vous rangerez sous l'antique bannière » des lis, au nom du Roi, mon oncle, qui » m'a chargé de faire connoître ses intentions » paternelles, je vous garantis vos grades, vos » traitemens et des récompenses proportion- » nées à la fidélité de vos services. Soldats! » c'est le petit-fils de Henri IV, c'est l'é- » poux d'une princesse dont les malheurs » sont sans égal, mais dont tous les vœux » sont pour le bonheur de la France; c'est un » prince qui, oubliant ses peines à l'exemple » de votre Roi, pour ne s'occuper que des » vôtres, vient avec confiance se jeter dans » vos bras.

» Soldats! mon espoir ne sera point trompé, » je suis le fils de vos Rois, et vous êtes Fran- » çais. »

Une proclamation si généreuse et si touchante alloit sans doute réveiller, dans le cœur des Français du midi, des sentimens de fidélité et d'amour comprimés trop longtemps, mais que tous les efforts de la perversité, tout l'appareil de la terreur, n'avoient pu effacer ou détruire. Il suffisoit de répandre

et de faire connoître les intentions de S. A. R. Toutefois, lord Wellington, enchaîné par les instructions d'une politique incertaine et timide, s'étoit vu dans la nécessité de supplier le prince, à son arrivée à Saint-Jean-de-Luz, de ne déployer aucun titre ou caractère public : et le noble lord ne pouvoit reconnoître S. A. R. que comme simple volontaire à son armée. Au midi comme au nord, la détermination des alliés, à l'égard des Bourbons, étoit subordonnée au vœu que manifesteroient les Français. Mais ce vœu, la nation subjuguée par l'oppression la plus perfide, pouvoit-elle l'émettre? N'étoit-elle pas arrêtée d'ailleurs par les négociations entamées entre Napoléon et les puissances de l'Europe? Placée entre un tyran et les ennemis extérieurs, une nation ne brave pas à la fois tous les dangers. Rien pourtant ne put intimider des hommes passionnément dévoués à leurs princes légitimes. Le marquis de la Rochejaquelein, digne frère de l'illustre généralissime de la Vendée, nourrissoit depuis long-temps le noble désir de donner le premier signal de la restauration; il parcouroit sans cesse pour sonder les esprits, la Guienne et la Vendée, où le nom *sans tache* des *la Rochejaquelein* pou-

voit rallier en un moment quarante mille royalistes sous les drapeaux de l'honneur. On l'avoit vu, dans une année de disette, vendre son blé à vil prix pour augmenter le nombre des partisans du roi. Entouré de la plus haute considération, il devenoit naturellement le moteur des royalistes du Poitou et du Médoc, où ses possessions et ses relations personnelles lui donnoient une grande influence. Chéri partout où il portoit ses pas, il étoit d'ailleurs secondé par des amis fidèles, par la marquise de Donnissan, sa belle-mère; par son épouse, veuve du célèbre Lescure, et célèbre elle-même par ses malheurs dans la guerre civile autant que par l'élévation de son caractère et la supériorité de son esprit. Partout le marquis de la Rochejaquelein proclamoit le déclin de la puissance de Buonaparte, et faisoit renaître l'espoir du rétablissement des Bourbons. Dès le mois de mars 1813, M. de Latour, envoyé du roi, eut une conférence à Bordeaux avec M. de la Rochejaquelein, et lui témoigna que S. M. comptoit sur son dévouement.

Dès cette époque se forma, au sein même de la domination tyrannique de Napoléon, une vaste confédération royaliste qui étendit ses

ramifications par les soins et sous les auspices des ducs de la Trémouille, de Fitzjames et de Duras; de MM. de Polignac, Ferrand, Adrien de Montmorency et d'autres zélés partisans de la dynastie légitime. Des conférences pour les intérêts de cette cause sacrée s'ouvrirent au château d'Ussé, en Touraine, possession du duc de Duras, entre MM. Adrien de Montmorency, de la Rochejaquelein et de la Ville de Beaugé, l'un des plus anciens officiers vendéens, compagnon fidèle des la Rochejaquelein et des Lescure. Chargé de la correspondance secrète entre la Vendée et la Touraine, M. de la Ville de Beaugé entretenoit ces relations sans écritures, sans chiffres, et purement en personne; tout se décidoit de vive voix, dans des entrevues adroitement ménagées, et auxquelles furent appelés MM. de Saismaison, de Barente, Thomas de Poix, et Charles d'Autichamp. On y forma le projet de délivrer Ferdinand VII; mais des intérets plus pressans, et les précurseurs des négociations de Valençay le firent abandonner. M. de la Rochejaquelein s'étoit rendu à Tours pour sonder les dispositions des gardes-d'honneur, auxquels il ne révéla point toutefois l'existence d'une confédération secrète, quoiqu'il trouvât ces jeunes

militaires favorablement disposés pour la cause royale. Tous les esprits étoient alors dans l'attente des résultats de la campagne de 1813. A peine le cri : *Buonaparte a repassé le Rhin* eut-il été répété d'un bout de la France à l'autre, que le cœur des royalistes de l'ouest et du midi s'ouvrit à l'espérance d'une prochaine révolution. La Vendée et Bordeaux renfermoient en quelque sorte le feu sacré qui devoit se propager rapidement sur toute la surface de la France. Bordeaux étoit une des villes qui avoit eu le plus à gémir du joug de Buonaparte. Témoin, pour ainsi dire, des scènes de perfidie et d'horreur qui s'étoient passées à Bayonne, victime des mesures insensées d'un pouvoir fatal à l'Europe, Bordeaux voyoit son port fermé, et son commerce anéanti. Ses habitans avoient connu, avant le reste de la France, les revers de celui qui, jusqu'alors, n'avoit trouvé de sûreté que dans le prestige de la victoire. Toutes les troupes qu'il envoyoit en Espagne traversoient Bordeaux; la plupart n'y revinrent jamais. Elles furent remplacées, pour ainsi dire, par de longues colonnes de prisonniers espagnols, victimes de la fidélité et de l'honneur, qui, en passant à Bayonne et à Bordeaux, s'é-

crioient : *Nous nous battons pour Dieu et le Ro i.* L'exemple des Espagnols, unis pour repousser le tyran, et pour reconquérir les Bourbons, enflamma les Bordelais, et leur montra, dans le lointain, la glorieuse perspectiv ede la Guienne et de la Vendée en armes, redemandant que les fils de Henri IV leur fussent rendus. Déjà M. Taffard de Saint-Germain, honoré de la confiance du roi, et son commissaire à Bordeaux, y étoit à la tête d'une association composée d'un grand nombre de personnes de toutes les classes, surtout de celles des artisans, dont le zèle sembloit d'autant plus louable qu'il étoit désintéressé. La prudence et le dévouement de M. Taffard inspiroient une confiance générale, et rallioient toutes les volontés. M. le chevalier de Gombault étoit aussi à la tête d'une association pieuse qui avoit le même but politique; il s'en forma d'autres spontanément pour la même cause, et qui bientôt reconnurent l'autorité du commissaire du roi. Le marquis de la Rochejaquelein étoit plus particulièrement attaché à l'association du chevalier de Gombault; mais ses vues et ses espérances se portoient plus encore sur la Vendée. Le zèle et l'ardeur de ses démarches ne purent échapper

à une police inquiète et ombrageuse. L'ordre fut donné de l'arrêter. Averti de ce commencement de proscription par le maire de Bordeaux, il échappa aux recherches en se réfugiant au milieu de sa famille et de ses amis. En vain devint-il l'objet des perquisitions les plus sévères. Proscrit et caché, il reçut des royalistes de Bordeaux les plus touchans témoignages d'intérêt et de dévouement. Sans rien perdre de son énergie, le marquis de la Rochejaquelein renoua en silence tous les fils qui devoient affranchir de nouveau la Vendée, où il brûloit de se rendre. Pour s'en mieux frayer la route, il y envoya, avec des instructions particulières, l'abbé Jagault, ancien secrétaire du conseil supérieur de la Vendée; lui donna la mission expresse de se rendre aussi à Paris, pour conférer avec les principaux chefs de la confédération secrète. Cet ecclésiastique, l'un des hommes les plus éclairés de la Vendée, parcourut d'abord les départemens voisins, et organisa la Saintonge qui, dans le plan général d'insurrection, devoit lier la Guienne au Poitou. Déjà le Périgord étoit préparé dans le même sens par les soins de MM. de la Roche-Aymon, d'accord avec le commissaire royal de Bordeaux. Des-

tiné au commandement du Bas-Poitou, le comte de Suzanet étendoit ses opérations du côté de Nantes, et promettoit huit mille hommes armés à la confédération royaliste. Le comte Charles d'Autichamp disposoit aussi d'une force égale aux environs d'Angers. Le canton de Beaupréau montroit les dispositions les plus énergiques sous l'influence du marquis de Civrac, fils cadet du duc de Lorges. Dans l'Orléanais, son frère aîné, le comte de Lorges, s'étoit assuré des royalistes de Beaugency. Déjà toutes les têtes fermentoient dans la Vendée, et l'on n'y demandoit plus qu'un point de ralliement. Les conscrits se battoient par bandes contre les gendarmes, et réclamoient à grands cris les anciens chefs vendéens. C'est ainsi que fut entraîné du côté de Vezin M. de Laberaudière, à la tête d'une colonne de paysans du Haut-Anjou. Indépendamment des bandes organisées, la masse des habitans des campagnes se seroit mise en mouvement au premier signal. La confédération gagnoit de proche en proche les provinces voisines : en peu de temps le duc de Duras étendit son influence dans la Touraine et dans l'Orléanais, où près de douze cents gentilshommes brûloient de prendre les armes. Le Berry eût offert le même

appui et les mêmes secours; dans la Bretagne et dans le Maine, la confédération jetoit également de profondes racines. Les royalistes de cette dernière province étoient commandés par le comte de Vibray, et ce chef avoit sous ses ordres le fameux capitaine Tranquille, qui, dans sa vive impatience, devançoit les événemens. Trois mille royalistes armés n'attendoient plus, dans les arrondissemens de Vitré et de Fougères, que le signal de M. Piquet du Boisguy leur chef. M. du Breuil de Pontbriand s'étoit assuré de quatre mille hommes dans les côtes du nord, où tous les obstacles s'aplanissoient devant son ardeur et son zèle. Cadoudal, frère de Georges, et M. Lemaintier, pouvoient rallier huit mille paysans bas-bretons dans le pays de Vannes et de Josselin. M. de Lacoublaye en avoit six mille en réserve dans le canton de Bignan, autrefois sous l'autorité de Guillemot. Au centre de la Bretagne, vers Montfort, Saint-Méen et Merdrignac, MM. de Boishamon et de Bedée s'étoient assurés de deux mille hommes d'une fidelité à toute épreuve. Les environs de Quimper donnoient cinq cents hommes à la cause royale : telles étoient à peu près les forces que les royalistes de Bretagne, si long-

temps opprimés, faisoient renaître, pour ainsi dire, de leurs cendres. Les mouvemens dans cette province devoient correspondre avec ceux de l'ancienne Vendée. La Basse-Normandie n'attendoit, pour se déclarer, que la présence du chevalier de Brulard. Indépendamment de ces forces réunies, les royalistes pouvoient compter en Bretagne sur la coopération efficace des prisonniers espagnols; ils y étoient répandus en grand nombre, et réclamoient des armes pour donner trente mille soldats de plus à l'armée royale. Toute la confédération de l'ouest devoit se déclarer au premier signal d'un prince de la maison de Bourbon, de S. A. R. Mgr le duc de Berry, qu'on attendoit à Jersey et sur la côte avec la plus vive attente. Il étoit réservé à ce prince de rappeler l'honneur français sous les drapeaux de tous les partis.

Là ne se bornoient point les forces de la confédération; elle étendoit ses ramifications salutaires jusques dans les montagnes de l'Auvergne, et surtout dans le Rouergue, devenu le refuge de vingt mille conscrits réfractaires. Ces pays agrestes servoient aussi de retraite à un des royalistes les plus actifs et les plus dévoués aux intérêts de la maison de Bourbon: c'étoit le comte Louis de Berthier, dont le

nom rappelle une des premières victimes de l'affreux délire de la révolution française. Persécuté et emprisonné pour ses sentimens royalistes, envoyé ensuite en exil dans les montagnes de l'Auvergne, il y avoit tout préparé en faveur de son roi, sous l'influence des grands propriétaires de la province ; ses intelligences s'étendoient même au-delà. L'ouverture de la campagne du midi donnant plus d'essor encore à son zèle, il parcourut secrètement à cheval la plupart des provinces montagneuses au milieu des rigueurs de l'hiver ; il avoit déjà organisé le Rouergue, le Tarn, l'Agénois et les pays voisins jusqu'à Montpellier. Dans le Rouergue les déserteurs et les conscrits étoient enrégimentés et en armes ; mais bientôt leur chef invisible succombe sous le poids de ses fatigues, emportant dans la tombe la consolante idée du prompt rétablissement de son roi, et léguant à un frère digne de lui ses sentimens, ses travaux et son zèle.

C'est ainsi qu'en s'organisant, le parti royaliste prenoit une consistance imposante. Dans le midi la joie étoit à son comble, et le succès paroissoit infaillible depuis qu'on y avoit connoissance de l'arrivée de Monseigneur le duc d'Angoulême.

Sûr de la disposition favorable des esprits, et persuadé que les événemens militaires alloient réclamer une prompte coopération, le marquis de la Rochejaquelein prit la résolution hardie de passer à Saint-Jean-de-Luz; il se rendit secrètement à Bordeaux, et tint avec les chefs du parti royal des assemblées nocturnes, où figuroient MM. Taffard, de Gombault, Alexandre de Saluces, de Pommier, François Queryaux, Bontemps du Barry, Jean-Jacques Luetkens, le jeune Macarty, Gauthier et de Mondenard, ancien officier de marine. A la suite de ces conférences le marquis de la Rochejaquelein, qui ne pouvoit être détourné par aucun danger de se rendre auprès de Monseigneur le duc d'Angoulême, n'hésita plus de s'ouvrir à M. Lynch, maire de Bordeaux. Ses sentimens pour la bonne cause étoient connus, et son autorité pouvoit être d'un grand poids au moment de l'explosion. Quand M. de la Rochejaquelein lui révéla l'existence d'un parti royaliste organisé, le plus noble enthousiasme transporta M. Lynch; et, se précipitant dans les bràs de M. de la Rochejaquelein, il lui dit tout ému: « Mon » ami! vous n'avez pas de partisan plus dé- » voué; c'est moi, c'est le maire de Bordeaux

» qui aspire à l'honneur de proclamer le pre-
» mier S. M. Louis XVIII. »

Depuis long-temps cette secrète intention germoit dans le cœur de M. Lynch. Il avoit fait, en novembre, un voyage à Paris, comme maire député auprès du gouvernement de Buonaparte; il avoit vu de près l'affreuse difformité de ce gouvernement; il en avoit sondé toutes les plaies, et il n'avoit vu de remèdes à tant de maux que le rétablissement de la dynastie légitime.

Après s'être concerté avec M. Labarthe, autrefois à la tête d'une association royaliste, et avec MM. de Polignac, il étoit reparti pour Bordeaux avec la volonté ferme d'y servir puissamment la cause de la justice et de l'honneur.

Réunis à M. Lynch, les chefs bordelais songèrent à arrêter un plan définitif pour le succès de la cause sacrée qui faisoit l'objet de leur sollicitude et de leurs veilles. Ils voyoient lord Wellington tenir en échec l'armée du maréchal Soult, et de son côté Napoléon, tellement pressé par les armées de la confédération européenne, qu'il lui deviendroit impossible de disposer d'aucun homme contre l'insurrection de Bordeaux. Il paroissoit

d'autant plus urgent d'éclater et de réveiller les partisans du roi, qu'un grand mouvement dans l'intérieur pouvoit produire l'effet favorable de suspendre les négociations du congrès de Châtillon si inquiétantes pour les royalistes.

Une armée navale britannique mouilloit à l'île d'Aix, et pouvoit faire une puissante diversion. Mais la plupart des chefs bordelais hésitoient de se mettre ainsi à la merci de l'Angleterre. « Si le gouvernement britan-
» nique, disoient-ils, veut faire de la
» Guienne une colonie anglaise, qu'on
» n'attende rien de nous; le premier devoir
» d'un vrai royaliste est d'être Français et
» patriote. » Il fut aisé toutefois à des esprits réfléchis de dissiper d'injustes préventions et d'établir que, sans la coopération de l'Angleterre, la restauration devenoit impossible. « N'est-ce
» pas cette puissance, dirent-ils, qui, seule,
» balançant l'empire de la terre par celui de
» la mer, a su, retranchée derrière l'Océan,
» briser les efforts de Napoléon, sauver de
» sa furie une terre vierge où pût germer l'es-
» poir de la France, et conserver pour de
» meilleurs temps la liberté arrachée du sol
» de l'Europe? L'Angleterre seule, par des

» conquêtes profitables aux vaincus, a soustrait à la rapacité de l'envahisseur les colonies qu'il eût également dévorées; elle seule a garanti les Espagnes d'un joug perfide et détestable, en ranimant l'énergie des peuples de la péninsule. N'est-ce pas elle encore qui, suscitant de nouveau les peuples du continent, abattus et découragés, les a ralliés dans un commun intérêt, et a reconstruit, des ruines de l'Europe, un vaste et solide édifice, cimenté de son or? N'est-ce pas elle aussi qui vient de rendre à la France l'auguste époux d'une princesse dont le nom rappelle tant d'amour et de larmes, ce prince dont la touchante proclamation vient d'appeler tous les Français sous les drapeaux des lis et de l'honneur?

» C'est l'Angleterre enfin qui, à travers nos orages, a préservé pour des jours prospères, les restes précieux de la tige de saint Louis. Et maintenant que le ciel désarmé laisse enfin poindre l'aurore de ce fortuné jour, c'est encore sur les rivages de l'Angleterre que nos yeux cherchent ce royal fugitif, qui, vainqueur sans armes et sans vengeance, va recevoir d'un peuple repentant le sceptre de ses aïeux. »

Ces argumens inattaquables portèrent la lumière et la conviction dans tous les cœurs ; les royalistes de Bordeaux n'eurent plus dès lors qu'à mûrir leur plan et à l'arrêter. Le concours immédiat de l'armée alliée étant indispensable ; il fut convenu que des députés seroient envoyés sans délai à S. A. R. le duc d'Angoulême et à lord Wellington ; que ce général seroit supplié, au nom des Bordelais, de disposer pour le soutien de leur cause, d'environ trois mille hommes, dont mille seulement feroient leur entrée à Bordeaux. Ce nombre sembloit suffire, soit pour mettre en arrestation au même moment, les principaux agens du gouvernement de Buonaparte, soit pour comprimer ceux qui auroient cherché à retenir l'élan de la restauration. Le surplus des troupes, dont l'opinion publique n'auroit pas manqué de grossir le nombre, se seroit tenu à une certaine distance de la ville, à portée de la protéger, tandis que les royalistes organisés, soutenus par l'avant-garde anglaise et probablement par les fidèles sujets du Médoc et des départemens voisins, auroient déterminé le mouvement et assuré le triomphe de la cause royale. Mais ce plan étoit subordonné aux événemens militaires et

susceptible par conséquent de modifications. M. Bontemps du Barry se chargea de porter à Louis XVIII les dépêches du comité royal de Bordeaux ; il se dirigea sur Paris dans l'espérance d'obtenir, comme négociant, un passeport pour l'Angleterre. M. de la Rochejaquelein hâta ses préparatifs, voulant se rendre par mer à Saint-Jean-de-Luz, auprès de M[gr] le duc d'Angoulême, afin de prendre les ordres de S. A. R., et de lui offrir l'hommage de l'entier dévouement des Bordelais.

Ainsi l'Europe alloit avoir bientôt la preuve irréfragable qu'il existoit au sein même de la France, un parti nombreux, fidèle à la cause de son Roi, et qui n'attendoit plus que l'instant de se déclarer.

FIN DU LIVRE DOUZIÈME.

LIVRE TREIZIÈME.

Description du théâtre de la guerre du Midi. — Mouvemens offensifs de lord Wellington. — Investissement de Saint-Jean-Pied-de Port et de Navarreins. — L'armée du Midi se replie et se concentre à Orthès. — Bataille d'Orthès. — Défaite du maréchal Soult.— La flotille britannique force la barre de l'Adour. — Passage de cette rivière au-dessous de Bayonne, par le lieutenant général Hope. — Investissement de Bayonne. — Prise de Saint-Sever, d'Aires et de Mont-de-Marsan. — Proclamation du maréchal Soult. — Retraite de l'armée du Midi vers Tarbes. — Marche du maréchal Béresford sur Bordeaux. — Louis XVIII y est proclamé. — Entrée mémorable de Monseigneur le duc d'Angoulême à Bordeaux.

Au moment où le marquis de la Rochejaquelein accompagné de M. François Queyriaux, alloit entrer dans le vaisseau qui devoit le conduire à Saint-Jean-de-Luz, les gardes chargés d'en faire la visite en sortoient par le bord opposé ; il s'y glissa furtivement, et ne fut pas reconnu. Il mit à la voile à travers mille dangers,

et s'éloignant enfin de la côte, cingla au sud, et mouilla au port du Passage ; de là il se rendit en hâte à Saint-Jean-de-Luz auprès de Monseigneur le duc d'Angoulême, qui, se croyant oublié des Français, étoit à la veille de retourner en Angleterre. Avec quel bonheur le prince entendit le marquis de la Rochejaquelein lui rendre compte des dispositions de Bordeaux, et du dévouement de M. Lynch, maire de cette ville ! Le lendemain parvinrent aussi à Saint-Jean-de-Luz, avec une mission semblable, deux autres députés royalistes, le vicomte de Boisset et le chevalier Okelli, venant de Toulouse. Monseigneur le duc d'Angoulême, ne pouvant plus douter alors des intentions favorables des habitans du Languedoc et de la Guienne, expédia le marquis de la Rochejaquelein au quartier-général de lord Wellington qui venoit d'être porté à Garris. Le noble lord accueillit, avec une distinction marquée, ce gentilhomme vendéen : mais, instruit que dans le nord on négocioit sérieusement avec Napoléon, il le détourna de se jeter dans une entreprise hasardeuse, partageant à cet égard le préjugé de toute l'Europe sur la foiblesse et la presque nullité des royalistes. M. de la Rochejaquelein s'efforça de dissuader Wel-

lington, en lui révélant l'existence d'un parti tout organisé à Bordeaux, dans la Vendée, à Toulouse, et dans plusieurs autres provinces. Il lui promit que Bordeaux se déclareroit à la seule approche de Monseigneur le duc d'Angoulême, et il pressa l'illustre général d'attaquer sur tous les points pour se faire jour, et donner la main aux royalistes. Soit que les assurances et la noble franchise de ce gentilhomme eussent influé sur la détermination de Wellington, soit que ce général eût déjà formé le plan d'une attaque sur toute la ligne, il lui donna l'assurance positive qu'il marcheroit bientôt en avant, et il ajouta: « Restez à mon quartier-général quel» ques jours encore, et vous me verrez ou» vrir les gaves; » désignant ainsi, selon l'expression du pays, les principales rivières qui se jettent dans l'Adour.

Wellington hâta ses préparatifs. Mais que d'obstacles à surmonter pour répondre à la vive impatience de la Guienne et du Languedoc! Il falloit vaincre la nature même du pays, devenu le théâtre des opérations. A l'est du sommet des Monts-Pyrénées, le terrain descend en pente douce dans les plaines du Languedoc; néanmoins tout ce qui s'étend vers la gauche, depuis les

Pyrénées jusqu'à l'Adour, est entrecoupé de collines et de vallées profondes qui, pendant l'hiver, sont inondées par des torrens rapides. Derrière l'Adour est cette vaste étendue de terrain stérile, connue sous le nom de Landes de Bayonne. Un semblable sol offroit naturellement les plus grands avantages à l'armée française, qui, par le choix de ses positions, pouvoit arrêter l'ennemi à chaque pas; l'Adour lui-même présentoit un obstacle presqu'insurmontable, tant par sa largeur et ses débordemens, que par les forces imposantes et l'habileté du général qui défendoit le passage. Wellington vouloit-il le tenter au-dessus de Bayonne : là se présentoient les plus grandes difficultés, car il falloit d'abord franchir plusieurs rivières ou gaves qui n'étoient pas guéables dans la saison des pluies. Les mêmes causes rendoient les routes impraticables à l'artillerie et aux bagages. Wellington vouloit-il essayer de passer au-dessous de Bayonne, la difficulté étoit immense : il falloit d'abord construire un pont de plus de deux cents toises de longueur, malgré une garnison zélée et nombreuse qui, faisant flotter seulement sur l'Adour des pièces et des trains de bois, pouvoit mettre le pont en pièces, à la vue même

de l'ennemi. Ce fut pourtant dans un tel pays, défendu par un tel adversaire, que lord Wellington détermina d'étendre ses opérations depuis la base des Pyrénées, jusqu'aux rives de la Garonne. Il résolut de passer l'Adour au-dessous de Bayonne même; soit qu'il franchît la rivière au-dessus ou au-dessous, il falloit d'abord manœuvrer pour chasser de la rive gauche l'armée du maréchal Soult, afin de passer au-dessus de Bayonne, si l'autre passage étoit trouvé impraticable. Mais depuis l'ouverture de février, des pluies excessives inondoient les deux bassins de la Garonne et de l'Adour, et l'armée anglaise se trouvoit comme enchaînée dans ses cantonnemens; enfin, le 11, il y eut un intervalle sans pluie, et Wellington n'hésita plus de mettre son armée en marche.

Le 14, sa droite, commandée par le général Hill, repoussa les piquets français sur la rivière de Joyeuse, et forma l'attaque de la position de Halette, d'où fut délogé le général Harispe, qui se replia vers Saint-Martin. Le même jour avancèrent sur Baigorry et Bidarrey les troupes espagnoles du général Mina, cantonnées dans la vallée de Bastan. Par ce mouvement combiné, Saint-Jean-Pied-de-Port,

n'ayant plus de communications avec l'armée du maréchal Soult, fut bloqué par Mina.

Poussée par le général Hill, l'aile gauche de l'armée française venoit de prendre position en avant de Garris; là, le général Harispe fut renforcé par le général Paris qui, déjà en marche vers l'intérieur de la France, avoit été rappelé en toute hâte.

Tandis que le général Hill effectuoit son mouvement offensif pour ouvrir à l'armée tout le pays qui se trouvoit sur sa droite, la division espagnole du général Murillo repoussoit aussi dans la même direction les avant-postes qui lui étoient opposés; puis se portant vers Saint-Palais, par une chaîne de hauteurs parallèles aux positions que venoient d'occuper les divisions françaises, elle tourna leur gauche pour leur couper la retraite, secondée par la deuxième division anglaise du général Stewart, qui se disposoit à les attaquer de front. Ces mouvemens simultanés furent poursuivis avec tant de précision et de valeur, que la position, quoique singulièrement forte, resta aux alliés, sans une très-grande perte. Vainement, dans deux attaques très-vives, les généraux Harispe et Paris firent des efforts réitérés pour la reprendre : le combat devint

plus meurtrier; le major-général Pringle et le lieutenant-colonel Bornes furent blessés grièvement.

La droite du centre de l'armée de Wellington ayant fait un mouvement correspondant à celui de l'aile droite, les avant-postes anglais furent établis le 13 au soir sur la rivière de Bidouse. Les divisions françaises, se repliant la nuit vers Saint-Palais, détruisirent les ponts, mais ils furent réparés aussitôt, et le général Hill continua son mouvement offensif jusqu'au gave de Mauléon. Là, les corps français crurent arrêter sa marche en rompant le pont d'Ariverette; mais un gué fut découvert au-dessus du pont, et le quatre-vingt-douzième régiment anglais, soutenu par le feu de l'artillerie légère, le passa, et attaqua avec intrépidité deux bataillons français postés dans le village: assaillis par des forces supérieures, ils l'abandonnèrent.

Forcée de céder le terrain, une partie de l'aile gauche du maréchal Soult se retira dans la nuit au-delà du gave d'Oleron, et prit une forte position près de Sauveterre, où elle fut renforcée par des troupes fraîches, sous les ordres du général Clauzel. Le 18 février, les avant-postes de l'armée alliée s'établirent

sur le gave d'Oleron ; prêts à marcher en avant.

Inquiet des suites d'un mouvement combiné qui menaçoit d'accabler sa gauche et de forcer tous les passages au-dessus de Bayonne, le maréchal Soult retira ses troupes de son camp retranché, pour faire face à Wellington dans sa direction transversale. Mais tandis que le général anglais poussoit en avant son aile droite, il projetoit de faire passer l'Adour à son aile gauche, au-dessous même de Bayonne, sous la protection de la flotille du contre-amiral Penrose, mouillée à l'embouchure de la rivière.

Tous les préparatifs pour cette grande tentative venoient d'être complétés. On amarra aussitôt ensemble vingt-sept bâtimens avec des câbles d'une grosseur extraordinaire, et chacun avec des ancres, afin de tenir le pont tranquille et sûr. Cependant, ainsi qu'on l'avoit appréhendé, la garnison de Bayonne commandée par le général Abbé cherchoit à arrêter les ouvrages, en jetant dans l'Adour d'énormes pièces de bois. Deux gros mâts étoient déjà enchaînés, et tout étoit prêt pour les lancer, quand les vents contraires vinrent empêcher la flotille de mettre à la voile. Lord

Wellington reconnut alors par lui-même l'indispensable nécessité de différer l'opération, et, retournant à son aile droite, il laissa le passage de l'Adour aux soins du lieutenant-général Hope.

Arrivé à Garris le 21, Wellington ordonna à la division légère et à la sixième de quitter le blocus de Bayonne, et au général don Manuel Freyre de rapprocher ses cantonnemens vers Irun, afin d'être préparé à pousser en avant dès que la gauche de l'armée passeroit l'Adour; les pontons pour les colonnes d'attaque étoient déjà rassemblés à Garris, et Wellington jeta son pont sur le gave d'Oleron, au même endroit où César avoit établi le sien, dix-neuf siècles auparavant.

Le 24, le lieutenant-général Hill passa le gave à Villenave, en présence de Wellington, tandis que le général Picton simuloit l'attaque de la division française qui défendoit Sauveterre, ce qui induisit le maréchal Soult à faire sauter le pont. En même temps, le maréchal-de-camp don Pueblo Murillo, repoussoit, avec sa division les avant-postes français près de Navarreins, et bloquoit cette ville.

Le centre de l'armée alliée, qui, depuis le mouvement de l'aile droite, étoit resté en

observation sur la basse Bidouse, avoit attaqué la veille, sous les ordres du maréchal Béresford, deux divisions françaises, dans leurs postes fortifiés de Hastingues et d'Oryergave, sur la gauche du gave de Pau, et les avoit obligées de se replier sur la tête du pont de Peyrehorade. Dès que le passage du gave d'Oleron fut effectué par l'aile droite, les généraux Hill et Clinton se portèrent en avant vers Sauveterre et Orthès.

Ainsi, le centre et la droite de l'armée de Wellington, après avoir passé cinq rivières, et avoir forcé toutes les positions, mettoient l'armée française dans la nécessité d'en prendre une plus forte encore. En effet, dans la nuit du 23 au 24, le maréchal Soult retira ses troupes de Sauveterre, et après avoir détruit tous les ponts, il concentra son armée devant la petite ville d'Orthès, située sur le penchant d'une colline, au pied de laquelle coule le gave de Pau.

Une bataille décisive étoit inévitable. Wellington la désiroit pour marcher à la conquête de Bordeaux et de Toulouse. De son côté, le maréchal Soult sentoit la nécessité d'une action générale, pour s'opposer à une invasion menaçante, et conserver ses magasins sur l'Adour.

Les colonnes d'attaque de l'armée alliée se mirent en mouvement dans la matinée du 26. Le lieutenant-général Stapleton-Cotton passa le gave de Pau près du pont détruit de Bareux ; tandis que le maréchal Béresford, avec la plus grande partie des colonnes du centre, passoit au-dessous de la jonction des deux gaves, et suivoit la grande route de Peyrehorade sur la droite de l'armée française. Le lieutenant-général Hill, se dirigeant par la route de Sauveterre, occupa les hauteurs en face d'Orthès.

La division légère et la sixième passèrent le 27 au point du jour ; lord Wellington les suivit, et trouva l'armée française dans une superbe position. Sa droite, commandée par le général comte Reille, occupoit le village de Saint-Bois et les hauteurs près d'Orthès sur la grande route de Dax ; et sa gauche, commandée par le général Clausel, étoit appuyée sur Orthès et sur les hauteurs environnantes, s'opposant au passage de la rivière par le lieutenant-général Hill. D'après la direction des hauteurs sur lesquelles le maréchal Soult avoit rangé son armée, le centre, commandé par le comte d'Erlon, se trouvoit retiré, tandis que la force de la position donnoit aux flancs des avantages extraordinaires.

Ainsi trente-cinq à quarante mille Français étoient réunis sur un point si favorable que tout général habile l'auroit choisi pour barrer le passage à une armée d'invasion.

Wellington, ne voulant plus différer l'attaque, ordonna au maréchal Béresford de tourner la droite, tandis que la gauche et le centre seroient abordés vivement par les troupes du général Picton, qui suivoit la route de Peyrehorade à Orthès; en même temps le général Hill, par un mouvement simultané, devoit passer le gave, pour tourner et attaquer la gauche de la position. Sans s'arrêter à d'inutiles canonnades, le maréchal Béresford va droit au village de Saint-Bois, et s'en empare de vive force, malgré une vigoureuse résistance de la part des troupes du général comte Reille; mais là le terrain se trouve tellement resserré, que les colonnes d'attaque ne peuvent se déployer pour emporter les hauteurs. Tous les efforts du major-général Ross et de la brigade portugaise du général Vasconcellos sont inutiles; les troupes françaises montrent d'ailleurs autant d'intrépidité que de sang-froid : l'action devenoit meurtrière, et la victoire étoit balancée. Wellington, s'apercevant qu'il est impossible de tourner l'armée française par sa

droite, sans étendre excessivement et affoiblir la ligne de bataille, change aussitôt son plan d'action avec la promptitude qui caractérise le coup-d'œil du génie. Il fait avancer sur-le-champ la troisième et la sixième divisions avec une brigade de la division légère, et ordonne d'attaquer avec impétuosité la gauche de la hauteur sur laquelle étoit placée l'aile droite du maréchal Soult : par là le centre de cette armée se trouve bientôt compromis, malgré la résistance héroïque des troupes françaises. Ce mouvement décisif, soutenu par les attaques simultanées des autres colonnes sur la gauche et sur la droite, donne la victoire à Wellington.

Déjà le lieutenant-général Hill, après avoir forcé le passage du gave au-dessous d'Orthès, et contraint le général Clausel, qui lui étoit opposé, à se replier sur les hauteurs, avoit jugé l'état de l'action. Il se porte rapidement avec la deuxième division d'infanterie et la cavalerie du général Fane, sur la grande route d'Orthès à Saint-Sever, manœuvrant ainsi sur la gauche des Français, dans l'intention de leur couper la retraite.

Assailli et tourné dans tous les sens, le maréchal Soult, secondé par l'intrépidité de ses

généraux, s'étoit retiré d'abord dans un ordre admirable, tirant tout l'avantage possible des nombreuses positions que lui offroit le pays. Mais les pertes qu'il essuya dans les attaques répétées par un ennemi nombreux et acharné ; le danger dont il fut menacé par le mouvement du général Hill, l'obligèrent d'accélérer bientôt sa marche. Il n'étoit plus temps de songer à la résistance, il falloit sauver l'armée. A la fin la retraite du maréchal Soult devint une fuite, et ses troupes tombèrent dans la plus grande confusion.

Chassée de la grande route par les colonnes du général Hill, et chargée vivement par la cavalerie de lord Sommerset, l'armée française en déroute et gagnant les hauteurs, se retira précipitamment vers Sault de Navailles. Les conscrits jetoient leurs armes et fuyoient à la débandade. La poursuite dura jusqu'à la nuit, et à la fin de la journée six pièces de canon et beaucoup de prisonniers étoient au pouvoir de l'armée victorieuse : elle ne s'arrêta que dans le voisinage de Navailles. L'armée alliée eut à peine deux mille hommes hors de combat (1). La perte totale de l'armée française

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LIV.

fut, dit-on, de quatorze à seize mille hommes tués ou blessés, ou prisonniers, y compris le vide occasionné par la désertion, qui fut immense. Le second mouvement d'attaque, inspiré à Wellington sur le champ de bataille, fut le plus meurtrier. Alors commença la déroute sur les points assaillis; un escadron du vingt-unième régiment de chasseurs opposa unerésista nce telle, et eut tant à souffrir qu'il ne resta que huit chasseurs montés. Les Portugais montroient une dextérité singulière à tuer les chevaux et à démonter notre cavalerie. Le général Bechaud fut tué sur le champ de bataille; un autre général fut blessé à mort, et le général Foy grièvement. Si je ne donne pas des résultats plus authentiques, c'est que les opérations du maréchal Soult ont été couvertes d'un voile si épais, qu'il n'est pas même facile, aujourd'hui qn'on respire, de le soulever par des informations locales et des lumières particulières.

Le maréchal, en effectuant sa prompte retraite sur Saint-Sever et sur Aires, manifesta d'abord l'intention de couvrir Bordeaux, ce qui rendit la marche et la poursuite de Wellington incertaines. Mais dès le 1er mars, l'armée vaincue se replia sur Agen, en appa-

rence, laissant tout-à-fait libre la route directe sur Bordeaux.

Cependant le général Hill remontoit l'Adour, et marchoit sur Aires, tandis que les avant-postes du centre étoient poussés jusqu'à Casares. Déjà le maréchal Béresford, avec la division légère et la brigade du colonel Vivian, venoit de passer le Haut-Adour, et se dirigeoit en hâte sur Mont-de-Marsan. Ce général occupa aussitôt cette ville, chef-lieu du département des Landes, et y prit, sans coup férir, un grand magasin de vivres; mais les pluies avoient tellement grossi l'Adour et tous les ruisseaux qui s'y jettent, que les progrès du gros de l'armée alliée en furent ralentis. La plupart des colonnes firent halte à Saint-Sever, jusqu'à la réparation des ponts que le maréchal Soult avoit détruits. Ce général venoit de rallier la plupart de ses divisions à Aires sur la rive gauche de l'Adour, soit pour protéger l'évacuation des magasins, soit pour arrêter la marche de l'ennemi dans cette direction. Peut-être eut-il dès-lors le projet de remonter l'Adour jusqu'à Tarbes, pour changer sa ligne d'opérations. Déjà, conformément aux ordres de Wellington, le général Hill s'étoit avancé, avec l'aile droite, par la route

qui conduit à Aires. Arrivée le 2 mars à une lieue de cette ville, son avant-garde découvrit deux divisions françaises, occupant une forte chaîne de hauteurs, ayant leur flanc droit sur l'Adour, et couvrant ainsi la route. Malgré la force de la position, le général Hill ordonne immédiatement l'attaque ; la deuxième division anglaise du général Stewart, et une brigade de la division portugaise du général Lacosta, se mettent en mouvement. L'action s'engage entre Grenade et Aires dans le bois de Clifau. Les alliés gravissent immédiatement les hauteurs vers la droite et le centre. La brigade portugaise parvient même à gagner le sommet : là on lui oppose la plus vive résistance, et les attaqués deviennent attaquans. La brigade portugaise est repoussée avec perte, et jetée dans une telle confusion, qu'il en seroit résulté pour les alliés les plus sérieuses conséquences, sans l'appui opportun que lui prêta la division du général Stewart. Ce général venoit d'écarter par un feu soutenu la division qui lui étoit opposée directement ; et, la voyant retourner pour achever d'écraser la brigade portugaise, il fait avancer des renforts, charge à son tour les Français alors assaillans, et jette dans leurs colonnes le plus grand désordre. Dès

ce moment toutes les tentatives du maréchal Soult pour regagner le terrain, devinrent inutiles. Le lieutenant-général Hill fut en état de le déloger de toutes ses positions, et même de la ville d'Aires, après lui avoir fait éprouver une grande perte en tués, en blessés et en prisonniers. Le général anglais eut à regretter le lieutenant-colonel Hood, tué dans la mêlée, et près de neuf cents Portugais dont les cadavres furent jetés dans l'Adour après l'action.

Ce nouvel échec rendoit la situation du maréchal Soult si désespérée, que, laissant à découvert les routes d'Agen, de Bordeaux et de Montauban, il effectua sa retraite en hâte par les deux rives de l'Adour, vers Tarbes, dans l'espoir d'être bientôt renforcé par les détachemens de l'armée de Catalogne. Mais une de ses colonnes, ayant été coupée de l'Adour par la marche rapide du général Hill sur Aires, se mit en retraite vers Pau dans la plus grande confusion; les fuyards laissoient leurs armes partout.

Tandis que lord Wellington, manœuvrant sur la droite de son armée, remportoit de si brillans avantages, le lieutenant-général Hope, commandant l'aile gauche, passoit l'Adour au-dessous de Bayonne, et, de concert avec le

contre-amiral Penrose, il se rendoit maître des deux rives de cette rivière à son embouchure. L'état formidable de la place rassuroit les Français sur les tentatives de l'ennemi. Deux cents marins de Rochefort s'étoient rendus à Bayonne pour monter les canonnières armées, protéger la navigation, et couvrir Bayonne. La barre de l'Adour paroissoit impossible à forcer, et un pont sembloit impraticable. Le général Hope n'eut d'abord à sa disposition que des pontons et des radeaux, avec lesquels, dans la soirée du 23 février, il avoit fait passer six cents hommes des gardes anglaises, et un détachement de cavalerie, qui prirent aussitôt possession de la rive droite. La garnison, formant un détachement de deux mille hommes, attaqua immédiatement les Anglais; mais cette sortie fut repoussée par le major-général Stopfort, secondé par l'artillerie à la Congrève. Lancées au milieu des colonnes, ces raquettes enflammées brûloient jusqu'aux habits des soldats, qui, effrayés par cette espèce de feu grégeois, lâchoient le pied. Cependant les vaisseaux destinés à former le pont, ainsi que la flotille, éprouvoient les plus cruelles difficultés en passant la barre de l'Adour, qui brise en tout temps

d'une manière effrayante. Quatre chaloupes sont englouties, d'autres s'entr'ouvrent sur les rochers; mais à la fin une chaloupe trouve le passage et jette l'ancre au milieu des flots agités; alors cette opération si dangereuse, surtout en hiver, est accomplie avec un degré d'habileté et de bravoure rarement égalé. On voyoit arriver successivement les bateaux traversant la barre; en même temps une frégate française mouillée dans l'Adour est attaquée à coups de canon. Endommagée par une batterie du calibre de dix-huit, elle se replie sous l'artillerie de la place. Bientôt le pont est établi, et tout le corps du lieutenant-général Hope passe, au grand étonnement des habitans stupéfaits. Ils accourent de toutes parts pour se convaincre, par leurs propres yeux, d'un événement qu'on jugeoit impossible. Le 25, les troupes anglaises firent les approches de la citadelle de Bayonne, tandis que le lieutenant-général don Manuel Freyre se portoit en avant, avec la quatrième armée espagnole, par la route de Saint-Jean-de-Luz. Le 27, le pont étant achevé, le général Hope investit plus étroitement la citadelle commandée par le général Thouvenot, et attaqua le village de Saint-Etienne, qu'il emporta, après avoir pris

un canon et fait quelques prisonniers. Vainement les chaloupes canonnières, chargées de la défense de l'Adour, manœuvrèrent pour détruire le pont si étonnamment construit, et qui assuroit la communication des alliés. Trois de ces chaloupes furent détruites le 1.er mars. Les postes de l'armée de siège furent établis aussitôt à neuf cents verges des ouvrages extérieurs de la place.

Ainsi les opérations de lord Wellington offroient déjà pour résultats la défaite successive de l'armée française, et la prise de ses magasins, l'investissement de Bayonne, de Navarreins et de Saint-Jean-Pied-de-Port, le passage de l'Adour sur tous les points et la possession de toutes les grandes communications sur cette rivière. En vain le maréchal Soult, après la défaite d'Orthès, s'efforça de faire lever en masse les habitans du Bearn, de la Guienne et du Languedoc; les Français du Midi étoient encore moins disposés que ceux du Nord à prendre les armes pour un gouvernement qu'ils abhorroient. Une révolution politique étoit inévitable dans ces trois provinces : tout s'y organisoit pour la cause sainte des Bourbons; le pays excédé se tournoit contre l'armée française; le maréchal Soult ne se

maintenoit plus que par l'appareil de la force. Privée de ses magasins, son armée ne pouvoit vivre qu'en frappant le pays de réquisitions violentes. Elles s'étendoient jusque dans le département des Deux-Sèvres qui en fut écrasé : on y leva pour six cent mille francs de denrées en nature dont le transport à Bayonne coûta un million de francs. Les départemens du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Arriège et du Tarn avoient fourni en réquisitions de toute espèce plus qu'il n'en falloit pour l'entretien d'une grande armée pendant plusieurs mois ; et cependant l'armée du Midi manquoit de tout au sein de la France, tandis que l'armée anglaise y trouvoit de tout à profusion, sans efforts, sans contrainte, par la seule puissance de l'or.

Quoique, réduite à vingt cinq mille soldats par tant de combats malheureux, et par la désertion des conscrits, l'armée du maréchal Soult sembloit se flatter encore de conserver à Napoléon les provinces méridionales, ou du moins vouloit-elle les disputer avec acharnement. Une déclaration attribuée à Wellington, mais dont rien ne garantit l'authenticité, et qui paroît même avoir été supposée par les royalistes, donna lieu sans doute à la proclamation énergique dont nous

citerons les passages suivans, car l'inexorable histoire ne doit rien dissimuler : « Soldats, » dit le maréchal Soult à son armée, de nou- » veaux combats vous appellent; il n'y aura » pour nous de repos, attaquans ou attaqués, » que lorsque cette armée, formée d'élémens » si extraordinaires, sera entièrement anéantie, » ou qu'elle aura évacué le territoire de l'em- » pire, quelle que soit sa supériorité numé- » rique, et quels que soient ses projets.

» Soldats, le général qui commande l'armée » contre laquelle nous nous battons tous les » jours, a eu l'impudeur de vous provoquer » et de provoquer vos compatriotes à la ré- » volte et à la sédition. Il parle de paix, et » les brandons de la discorde sont à sa suite; » il parle de paix, et il excite les Français à » la guerre civile. Grâces lui soient rendues » de nous avoir fait connoître ses projets! Dès » ce moment nos forces sont centuplées, et » dès cé moment aussi il rallie lui-même aux » aigles impériales ceux qui, séduits par de » trompeuses apparences, avoient pu croire » qu'il faisoit la guerre avec loyauté.

» On a osé insulter à l'honneur national; » on a eu l'infamie d'exciter les Français à » trahir leurs sermens, et à être parjures

» envers l'empereur : cette offense ne peut
» être vengée que dans le sang. Aux armes !
» que dans tout le midi de l'empire ce cri
» retentisse. Encore quelques jours, et ceux
» qui ont pu croire à la sincérité et à la
» délicatesse des Anglais, apprendront à
» leurs dépens que leurs artificieuses pro-
» messes n'avoient d'autre but que d'énerver
» leur courage et de les subjuguer ; ils se rap-
» pelleront, ces êtres pusillanimes qui calculent
» les sacrifices qu'ils doivent faire pour sauver
» la patrie, que les Anglais, dans cette guerre,
» n'ont d'autre objet que de détruire la France
» par elle-même, et d'asservir les Français
» comme les Portugais, les Siciliens, et
» tous les peuples qui gémissent sous leur do-
» mination. Soldats ! vouons à l'opprobre et
» à l'exécration générale tout Français qui
» aura favorisé, d'une manière quelconque,
» les projets insidieux des ennemis. Quant à
» nous, notre devoir est tracé : combattons
» jusqu'au dernier les ennemis de notre au-
» guste empereur et de notre chère France ;
» respect aux personnes et aux propriétés ;
» haine implacable aux traîtres et aux ennemis
» du nom français ; guerre à mort à ceux qui
» tenteroient de nous diviser pour nous dé-

» truire ! Contemplons les efforts prodigieux
» de notre grand empereur et ses victoires
» signalées ; soyons toujours dignes de lui ;
» soyons Français, et mourons les armes à la
» main plutôt que de survivre à notre dés-
» honneur !

» Du quartier-général, le 8 mars 1814. »

Ainsi tout annonçoit de la part de l'armée du Midi et de son chef un dévouement tel qu'il sembloit défier même les revers. Des événemens plus décisifs encore, et le cri unanime de l'opinion publique pouvoient seuls démontrer à des hommes accoutumés à vivre dans les camps et au milieu du carnage, que la cause qu'ils défendoient avec tant de valeur, étoit incompatible avec l'intérêt de la patrie et le bonheur des Français. Tout étoit prêt en Guienne et en Languedoc pour cette révolution salutaire : la défaite d'Orthès ne pouvoit manquer d'accélérer la restauration du Midi. Bordeaux restoit entièrement à découvert ; les royalistes qui venoient de s'y organiser, attendoient avec la plus vive impatience, l'événement qui devoit les soustraire à la tyrannie, et leur restituer le souverain légitime.

Maître du terrain par la victoire, Wel-

lington invita Mgr le duc d'Angoulême à se rendre à son quartier-général de Saint-Sever. On y vit arriver bientôt un nouveau député royaliste, M. Bontemps Du Barry, qui, n'ayant pu passer à Londres, et s'étant replié sur Bordeaux, venoit renouveler les instances des Bordelais, et supplier lord Wellington de presser sa marche, donnant l'assurance formelle que les troupes de Napoléon évacueroient la ville à l'approche des alliés. Wellington n'hésita plus de répondre à l'attente des Français fidèles. Les manœuvres difficiles auxquelles il devoit ses succès, ne formoient qu'une partie du grand plan qu'il avoit conçu; elles n'étoient que le prélude de la marche en avant de toute son armée. Le maréchal Béresford fut immédiatement autorisé à se porter de Mont-de-Marsan sur Bordeaux, avec une colonne de quinze mille hommes, et à prendre possession de cette ville, dont l'occupation étoit d'une extrême importance militaire. Mgr le duc d'Angoulême donna au marquis de la Rochejaquelein ses instructions et ses derniers ordres concernant la ville de Bordeaux. Ce gentilhomme poitevin y arrive secrètement le 10 mars, rassemble les chefs du parti royal, et leur annonce que les

troupes anglaises, qu'ils ont si vivement désirées, sont en marche, et se présenteront le surlendemain aux portes de la ville; qu'il ne reste plus qu'à se déclarer, si l'on veut jouir enfin de la présence du petit-fils d'Henri IV, de l'époux de la fille de Louis XVI, du neveu du meilleur des rois. Tous les membres du conseil partagent l'impatience de M. de la Rochejaquelein; toutefois des réflexions, suggérées par la prudence, portent quelques-uns d'entre eux à proposer de différer de quarante-huit heures le mouvement, pour concerter les mesures, et pour mieux disposer le peuple; mais le caractère prompt et décisif de M. la Rochejaquelein repousse tout délai. Le digne frère du héros de la Vendée juge qu'en révolution, délibérer lorsqu'il faut agir, c'est tout compromettre; il réunit bientôt toutes les opinions, et les royalistes de Bordeaux arrêtent de se déclarer irrévocablement le 12 mars. Il falloit sans doute un grand courage pour se prononcer ainsi contre l'usurpateur, au moment même où les puissances européennes traitoient avec lui, au congrès de Châtillon; mais qu'on ne cherche pas dans les délibérations des Gascons les timides calculs inspirés par la circons-

pection et la crainte ; sentir et agir vivement, tels sont les traits qui les caractérisent.

A peine ces dernières résolutions eurent-elles été concertées, que le marquis de la Rochejaquelein expédia M. J. J. Luetkens au maréchal Béresford, déjà en marche de Mont-de-Marsan vers Langon. Le maréchal détacha aussitôt une avant-garde anglaise de huit cents hommes d'élite, dont il prit lui-même le commandement. Au seul bruit de son approche et de la défaite du maréchal Soult à Orthès, la consternation et l'effroi s'étoient emparés des principaux agens de Napoléon dans la Gironde. Troublé, éperdu, le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire, ne voyant plus de moyens capables de préserver la ville de Bordeaux, donne les ordres les plus précipités pour le déplacement des autorités civiles et ecclésiastiques, exigeant même que le plus petit receveur, le plus chétif employé s'éloigne, sans doute par imitation de sa propre conduite. Non-seulement il fait enlever les caisses publiques, mais encore il emporte de l'hôtel des Monnaies tous les instrumens de la fabrication. On enlève également les poudres et salpêtres avec si peu de soin, qu'une grande quantité, déposée sur les rives de la Garonne, est volée

ou gâtée. Le délégué extraordinaire ordonna même de détruire deux frégates en construction; et comme le peuple menaçoit de s'y opposer, il fit mettre le feu aux chantiers. Le peuple s'agita, et ne fut calmé que par l'extrême prudence de l'adjoint chargé de la police. Les Bordelais signalent le maître des requêtes Portail, comme ayant inspiré ces mesures révolutionnaires, et ils accusent le sous-préfet Gals Malvirade d'avoir dressé des listes de proscription.

L'autorité militaire montra plus de modération et de sagesse. Elle étoit dans les mains du général de division Lhuilier; sans doute il eût désiré préserver Bordeaux, qui lui étoit confié; mais à peine pouvoit-il réunir deux mille soldats dans tout le département. Comment avec si peu de force couvrir une ville immense et ouverte, qui, située sur la rive gauche de la Gironde, n'est susceptible d'aucune espèce de défense contre des troupes marchant dans cette direction? Ce général jugea, par la foiblesse de ses moyens, qu'une résistance inconsidérée pourroit exposer Bordeaux aux plus grands malheurs, sans espoir d'aucun succès, et il prit le parti de la retraite, le seul convenable.

Débarrassés des autorités et des troupes, les

royalistes, maîtres du champ de bataille, attendirent avec plus de confiance l'heureux moment qui devoit combler leurs désirs. Fidèle à sa parole, M. Lynch étoit resté à Bordeaux, de même que l'archevêque, prélat si vénérable et si vénéré. Tout fut préparé par le commissaire du roi, et par le maire de la ville, pour recevoir les alliés d'une manière éclatante, digne de la cause sainte qu'ils venoient protéger et défendre, digne enfin des Bordelais, qui vouloient donner une grande preuve de dévouement. Des courriers furent expédiés au-devant du maréchal Béresford, et des députés allèrent porter aux pieds de Mgr le duc d'Angoulême les vœux et les hommages anticipés des habitans de Bordeaux.

Le général anglais ne rencontra sur sa route aucune force armée capable de lui disputer le passage; quelques brigades de gendarmerie se montrèrent seulement, et furent bientôt dispersées. De tous les points du Médoc et de la Guienne les royalistes accouroient en foule au-devant de S. A. R., qu'ils bénissoient par leurs acclamations; les villages et les bourgs se déclaroient à son approche, malgré les instances du prince qui, inspiré par sa bonté, recommandoit aux habitans de ne pas se com-

promettre. Mais aucune exhortation, aucune crainte ne pouvoit arrêter cet élan général. Les villes de Roquefort et de Bazas n'hésitèrent pas une minute. Elles arborèrent le drapeau blanc, et se déclarèrent avant Bordeaux. Des royalistes de toutes les classes accouroient en foule, et venoient grossir le cortége de S. A. R. Dès que le maréchal Béresford fut arrivé au pont de la Maye, il expédia le colonel Vivian au maire de Bordeaux, pour lui annoncer qu'il croyoit entrer dans une ville alliée et amie ; le colonel en reçut, de la part du maire, l'assurance la plus formelle. Aussitôt M. Lynch, accompagné de deux adjoints, monte en voiture avec MM. de Tauzia, Labroue et Montdenard, ancien officier de marine ; d'autres voitures, occupées par les membres du conseil municipal, forment son cortége. Le commissaire du roi vient ensuite avec sa troupe sacrée, composée de plus de dix mille personnes de toutes les classes, de tous les rangs, et qui se disséminent le long de la route. MM. de la Rochejaquelein de Gombault, de Saluces, de Lautrec, Roger, Macarty, Gauthier, de Pommiers, de la Nolle, Bontemps-du-Barry, la plupart à cheval, suivoient sans affectation le cortége.

On avoit prescrit à tous ceux dont le dévoue-

ment étoit connu, de ne prendre la cocarde blanche que lorsqu'ils entendroient le maire crier : *Vive le Roi !* L'ordre avoit été donné aussi d'arborer le drapeau blanc sur le clocher le plus élevé de la ville à l'instant où l'on verroit le maire haranguer le maréchal Béresford.

Arrivé à quelque distance de l'avant-garde, M. Lynch monte à cheval, et s'avance au-devant du général anglais, qui, entouré de son état-major, marchoit à la tête de ses troupes. « Général, lui dit le maire, la na-
» tion généreuse qui a donné des preuves si
» distinguées de sa magnanimité, en secourant
» avec une constance inébranlable ses alliés
» opprimés, se présente aujourd'hui aux portes
» de Bordeaux. Si vous venez comme vainqueur,
» vous pouvez, général, vous emparer des clefs
» sans qu'il soit besoin que je les donne ; mais si
» vous venez comme allié de notre auguste sou-
» verain, Louis XVIII, je vous offre les clefs de
» cette ville intéressante, où vous serez bientôt
» témoin des preuves d'amour qui se manifes-
» teront de toute part en faveur de notre roi
» légitime. A ces témoignages se joindront les
» sentimens de notre vive gratitude pour nos
» libérateurs. » Le maréchal Béresford réitéra avec un ton affectueux les promesses de lord

Wellington, ajoutant qu'il croyoit entrer dans une ville alliée et soumise à Louis XVIII. A peine eut-il achevé que le maire fit entendre le cri de *Vive le Roi!* Ce cri fut répété aussitôt avec enthousiasme par la troupe fidèle qui suivoit le commissaire du Roi. M. Lynch, déposant son écharpe, prit l'antique emblème des Français et cette cocarde, symbole de la paix et du bonheur public.

A l'instant même, Bordeaux voit flotter le drapeau blanc sur le clocher de Saint-Michel, et la cocarde blanche est généralement arborée dans toute la ville avec un sentiment spontané de satisfaction et de joie. Le général anglais ne peut plus douter de l'amour que portoit au roi de France ce bon peuple, qui couroit en foule au-devant de ses libérateurs. Le scris d e *Vivent les Bourbons! Honneur aux Anglais! Vive le Maire!* se succèdent. Le contentement brille sur tous les visages, et des larmes de joie coulent de tous les yeux. Arrivé à l'Hôtel-de-Ville, le maréchal Béresford reçut les adjoints, et le commissaire du roi, décoré de l'écharpe royale, qui lui furent successivement présentés par le maire. Le maréchal leur donna de nouveau l'assurance que sa nation leur prêteroit son appui.

Mais les acclamations du peuple; mais tous les vœux demandoient le petit-fils de Henri IV, l'auguste époux de la fille de Louis XVI; chacun accouroit pour voir le neveu de son roi, pour témoigner à ce prince l'affection qu'il inspiroit aux bons habitans de la Gironde. La plupart des royalistes s'étoient portés à trois lieues au-devant du prince A l'instant paroît le duc de Guiche qui vient annoncer l'arrivée de S. A. R. La nouvelle est bientôt répétée par mille échos. Les cris de *Vive le Roi!* s'élèvent, se reproduisent de toutes parts, et la joie devient universelle. De nouveaux détachemens de jeunes royalistes partent et se succèdent pour aller grossir le cortége. Le maire remonte en voiture avec le commissaire du roi; ses adjoints et une partie du conseil municipal l'accompagnent; la foule est immense sur toute la route. Déjà le peuple entier de la Guienne et du Médoc avoit versé des larmes d'attendrissement sur le passage de l'auguste prince, et toute la ville de Bordeaux étoit sortie à sa rencontre pour se presser sur ses pas.

Les plus vives acclamations se firent entendre dès qu'on aperçut le gendre et le neveu de Louis XVI. Il étoit à cheval, accompagné du

comte Etienne de Damas, du duc de Guiche et du comte d'Escars. Aucune expression ne pourroit peindre l'ivresse des Bordelais à la vue du duc d'Angoulême. Ces éclatans témoignages n'étoient pas donnés par un parti, encore moins par une faction, c'étoit l'explosion générale d'un sentiment long-temps comprimé, et qui éclatoit également dans tous les rangs de la société, dans toute la population de cette grande ville, depuis le premier magistrat jusqu'à l'ouvrier du port.

En vain le maire, à pied, suivi de son cortége, essaie de haranguer le prince; les cris de joie de la multitude l'en empêchent; il ne peut articuler que des mots entrecoupés, des expressions d'amour, qui vont expirer sur la main que le prince lui tend affectueusement, et que le maire baigne de ses larmes. Mais quand ce bon prince daigne se pencher vers lui et l'honorer de l'accolade royale, les cris mille fois répétés de *Vive le Roi! Vive Louis XVIII! Vive le duc d'Angoulême! Vive le Maire!* ne furent plus interrompus que par les félicitations et les embrassemens mutuels. Il ne restoit plus d'espace auprès du prince; tous vouloient le voir, tous vouloient toucher ses vêtemens et les harnois de son

cheval. Les paroles qu'il proféra furent dignes d'un petit-fils d'Henri IV. Oubli du passé, bonheur pour l'avenir, voilà ce qu'il portoit aux Français, voilà les sentimens des Bourbons, et le vœu de Louis XVIII.

A peine le cortége peut-il se mettre en marche, tant la foule se presse sur les pas du prince, qui, s'arrêtant par intervalles, laisse jouir les Bordelais du bonheur de le contempler. Les vieillards veulent le reconnoître, les mères le montrent à leurs enfans. Voilà, disent-elles, celui qui vient nous rendre nos derniers fils! Un homme du peuple s'écrie: » Celui-là au moins est de notre sang! » Ces consolantes paroles, ces touchantes acclamations, faisoient oublier vingt-cinq années de douleur et d'exil à un prince de cette auguste famille, si grande dans l'infortune.

Les mêmes sentimens animoient les Bordelais. On auroit dit qu'une seule journée les dédommageoit de vingt-cinq années de tyrannie et de misère.

Egalement pressé par la foule qui le devançoit et par celle qui le suivoit, le cortége marcha si lentement, que deux heures suffirent à peine pour arriver à la cathédrale. L'archevêque de Bordeaux, à la tête de son

clergé, attendoit à la grande porte S. A. R. Enfin, le prince parut, et l'archevêque lui adressa le discours suivant :

« Monseigneur, affligés par une longue suite » de calamités de toute espèce, nous avons » gémi de nos malheurs; et, tandis que nous » adressions nos prières au ciel pour qu'il dai- » gnât y mettre un terme, nous ne cessions » d'être agités par la crainte et par l'espé- » rance.

» Ces émotions pénibles sont enfin calmées » par la présence de votre altesse royale. Nous » serons heureux ! J'ose, au nom de mon » clergé et des fidèles de mon diocèse, sup- » plier votre altesse royale de transmettre à » S. M. les assurances qu'elle ne trouvera » point dans ses Etats de sujets plus fidèles » et plus dévoués. *Vive notre Roi légitime!* »

Toute l'église retentit du même cri. Le prince, porté par la foule, mais environné du clergé, qui lui faisoit un pieux rempart, ne parvint au sanctuaire qu'après trois quarts-d'heure d'ondulations. La sainteté même du lieu ne put retenir les acclamations du peuple. Souvent les cris réitérés de *Vive le Roi!* suspendirent la cérémonie. Le *Te Deum* fut chanté et répété en chœur par tous les assistans.

Ainsi fut rendu à la Divinité, avec la plus touchante ferveur, le pieux tribut d'hommages et de vive gratitude que méritoient ses bienfaits en ce jour solennel. Sensible à tant d'amour et de respect, Mgr le duc d'Angoulême, en sortant de la cathédrale, se rendit à l'Hôtel-de-Ville. Là, il chargea les magistrats d'être auprès du peuple l'interprète de sa satisfaction et de son bonheur. Les cris de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* précédèrent de nouveau S. A. R., et suivirent tous ses pas. De l'Hôtel-de-Ville, le prince fut conduit et escorté jusqu'au Palais-Royal, où son cortége, souvent arrêté par l'affluence du peuple, ne put arriver qu'à l'entrée de la nuit.

Ainsi finit ce grand jour. Une proclamation du maire de Bordeaux, digne du mémorable événement auquel ce magistrat venoit de présider, fut adressée aux Bordelais; elle contetenoit les passages suivans, qui méritent d'être consignés dans les annales de la restauration: « Habitans de Bordeaux! le magistrat paternel de votre ville a été appelé par les plus » heureuses circonstances, à se rendre l'interprète de vos vœux trop long-temps comprimés, et l'organe de votre intérêt pour » accueillir, en votre nom, le neveu, le

» gendre de Louis XVI, dont la présence
» change en alliés des peuples irrités qui, jus-
» qu'à vos portes, ont eu le nom d'ennemis.

» Ce n'est pas pour assujétir nos contrées à
» une domination étrangère que les Anglais,
» les Espagnols et les Portugais y apparoissent.
» Ils se sont unis dans le Midi, comme d'autres
» peuples au Nord, pour détruire le fléau des
» nations, et pour le remplacer par un mo-
» narque père du peuple; ce n'est même que
» par lui que nous pouvons apaiser le ressen-
» timent d'une nation voisine contre laquelle
» nous a lancés le despotisme le plus perfide.

» Les mains des Bourbons sont pures du
» sang français. Le testament de Louis XVI
» à la main, ils oublient tout ressentiment;
» partout ils proclament et ils prouvent que
» la tolérance est le premier besoin de leurs
» âmes. C'est en déplorant les terribles ra-
» vages de la tyrannie qu'amena la licence,
» qu'ils oublient les erreurs causées par les
» illusions de la liberté. Ces courtes et conso-
» lantes paroles que vient de vous adresser
» l'époux de la fille de Louis XVI : « Plus de
» tyran, plus de guerre! plus de conscription!
» plus d'impôts vexatoires! » ont déjà rassuré
» vos familles.

» L'auguste prince est dans vos murs; il » vous a fait entendre lui-même l'expression » des sentimens qui l'animent, et ceux du » monarque dont il est le représentant et » l'interprète. L'espoir des jours de bonheur » qu'il vous assure a soutenu mes forces. Les » premiers, vous avez donné un glorieux » exemple à la France.

» Tout nous permet d'espérer qu'à l'excès » des maux vont succéder enfin ces temps dé- » sirés par la sagesse, où doivent cesser les » rivalités des nations; et peut-être étoit-il » réservé au grand capitaine qui a déjà mérité » le titre de *libérateur des peuples*, d'atta- » cher son nom glorieux à l'époque de cet » heureux prodige.

» Tels sont, ô mes concitoyens! les motifs » et les espérances qui ont guidé mes dé- » marches, et m'ont déterminé à faire pour » vous, s'il le falloit, le sacrifice de ma vie. » Dieu m'est témoin que je n'ai en vue que » le bonheur de notre patrie. *Vive le Roi!* »

Telle fut la journée du 12 mars, époque la plus glorieuse que puissent consacrer les fastes de la ville de Bordeaux.

On vit enfin les drapeaux amis de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal,

réunis à l'oriflamme, annoncer que le signal de la restauration étoit donné : telle qu'une flamme électrique, la commotion du Midi alloit se communiquer d'un bout de la France à l'autre, et substituer à l'usurpation sanglante d'un étranger, le gouvernement paternel des Bourbons.

FIN DU LIVRE TREIZIÈME.

LIVRE QUATORZIÈME.

Napoléon passe ses troupes en revue; il occupe Châlons-sur-Marne. — Mouvement général d'attaque du prince Schwartzenberg. — L'armée austro-russe traverse de nouveau la Seine. — Napoléon part de Reims pour la combattre. — Marche de l'armée française. — La grande armée alliée se concentre à Arcis-sur-Aube. — Combat sanglant d'Arcis-sur-Aube. — Napoléon y court des dangers. — La grande armée lui présente la bataille : il se retire vers Vitry et Saint-Dizier. — Motifs qui décident Napoléon à s'éloigner de Paris. — Le maréchal Blucher repasse l'Aisne, et arrive sur la Marne. — Détermination magnanime de l'empereur Alexandre. — Situation de Paris à la fin de mars. — Prise de Lyon par les Autrichiens. — Retraite du maréchal Augereau sur l'Isère.

Rentré à Reims en vainqueur, Napoléon ignoroit encore le 15 mars, la rupture du congrès, et l'événement qui replaçoit Bordeaux sous l'autorité tutélaire des Bourbons. Tel étoit son aveuglement, qu'il ne pressentoit pas même les suites de la défaite d'Orthès; il est sûr du moins que les progrès de Wel-

lington ne diminuoient ni ses prétentions, ni ses espérances. Le sort de la campagne ne dépendoit pas, selon lui, de ce qui se passoit sur l'Adour, mais de l'issue des opérations qu'il dirigeoit en personne.

Le 15 mars, il passa en revue aux portes de Reims son armée, grossie par quelques renforts, et fit partir aussitôt une forte colonne pour Châlons-sur-Marne, jugeant qu'il importoit d'occuper de nouveau cette ville, où il espéroit enlever les magasins de l'ennemi. Le soir même, le maréchal Ney rentra à Châlons sans coup férir, les Prussiens et les Russes qui en formoient la garnison se retirant à la hâte par la route de Vitry à l'approche des Français. Les Prussiens sortoient par la porte Sainte-Croix, tandis que les colonnes du maréchal Ney entroient par la porte Saint-Jacques. Trompés par les bruits mensongers de victoires éclatantes, les Châlonais illuminèrent spontanément leur ville, et firent éclater une grande joie, se croyant délivrés de l'ennemi. Le corps municipal se transporta immédiatement à Reims pour complimenter l'empereur. A la vérité, Châlons, pendant quarante jours, s'étoit trouvé sans communication avec le reste de la France, servant de passage, de

lieu de séjour et de point de retraite à un grand nombre de corps russes et prussiens, qui épuisoient toutes ses ressources par d'énormes réquisitions.

Cependant, la grande armée austro-russe, qui, depuis le 4 mars, étoit restée dans une inconcevable inaction, exécutoit alors un mouvement général d'attaque sur les corps d'armée des maréchaux ducs de Reggio et de Tarente, qui, postés à Provins et à Nangis, couvroient la capitale.

L'empereur d'Autriche venoit de rentrer à Troyes. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse avoient joint, le 13 mars, à Arcis-sur-Aube, le quartier-général du prince Schwartzenberg, dont les troupes reçurent l'ordre de passer de nouveau la Seine à Montereau, à Nogent et à Pont. Elles devoient s'emparer de Villenoxe, de Provins et de Bray, tandis que le troisième corps s'établiroit à Sens. Le général russe Wittgenstein passa le premier à Pont-sur-Seine, se dirigeant sur Villenoxe et Provins. Le maréchal duc de Tarente venoit de réunir ses troupes autour de cette dernière ville; le 16 mars, l'ennemi manœuvroit déjà pour déborder sa gauche. Le maréchal duc de Reggio engagea son artillerie, et la journée se

passa en canonnades. Tout annonçoit une attaque combinée sur tous les points de la ligne française. Déjà le corps du prince royal de Wurtemberg s'étoit reporté dans la direction de Sens, et l'hettman Platow, avec six mille chevaux, venoit de se jeter sur Fère-Champenoise et sur Sézanne, d'où il protégeoit le flanc droit de la grande armée, tandis qu'elle opéroit son mouvement offensif. Le prince Schwartzenberg, voulant présider aux opérations, avoit transféré son quartier-général à Pont-sur-Seine.

A l'arrivée du courrier porteur de ces nouvelles, Napoléon crut entrevoir que le plan des alliés consistoit à manœuvrer sur la gauche des corps intermédiaires qui couvroient Paris, avant qu'il fût possible à l'armée de les soutenir. Le moindre succès des Austro-Russes pouvoit le placer lui-même dans la position la plus critique, entre deux grandes armées, dont l'une venoit de le repousser, et l'autre paroissoit déterminée à frapper enfin de plus grands coups.

En effet, si Napoléon eût persisté plus long-temps à combattre le maréchal Blucher, il laissoit Paris à la merci du prince Schwartzenberg, et, s'il marchoit à la rencontre du

prince, il ne pouvoit manquer d'être suivi par Blucher. Il se trouvoit ainsi, n'ayant plus que cinquante à soixante mille hommes, entre deux armées fortes chacune de cent mille combattans. Mais ses ennemis étoient timides, et il se montroit audacieux, ne faisant plus la guerre qu'en aventurier. Ainsi, un coup de désespoir pouvoit le tirer de la crise où l'avoient plongé le délire de l'ambition et l'amour des conquêtes. Instruit que l'armée du prince Schwartzenberg occupoit une ligne de trente lieues, depuis Sens jusqu'à Sézanne, il renouvela le projet de tomber, avec la masse de ses forces, sur les corps séparés des Austro-Russes, avant qu'ils pussent se réunir, n'ayant d'autre espoir, depuis le commencement de la campagne, que dans cette seule manœuvre.

En conséquence, le 16 mars, il se met en marche avec le gros de son armée, se dirigeant sur Epernay, pour repasser la Marne. Depuis le 11 février, cette petite ville étoit sous l'influence de l'ennemi, après s'être défendue toutefois avec une courage digne du caractère français. A la faveur de la nuit, soixante hommes de garde nationale avoient tenu tête à un corps nombreux de cavalerie, qui, parvenu jusqu'aux portes de la ville, et

repoussé par quelques habitans armés de fusils, s'étoit réfugié jusqu'aux bois de Reims. Revenant à la charge le lendemain, l'ennemi avoit sommé les habitans de se rendre. Ceux-ci, sans forces réelles, soutinrent qu'ils étoient en état de défense. Tel fut l'effet de leur énergie, que l'ennemi consentit à ne pas occuper la ville, pourvu qu'elle fournît à tous ses besoins.

Cette espèce de capitulation étoit observée avec loyauté de part et d'autre lorsque parut l'avant-garde de Napoléon; elle délogea d'abord l'ennemi, qui tenoit position en avant d'Epernay avec trois mille hommes. Ce corps se mit aussitôt en retraite sur Vertus, après avoir fait sauter le pont, mais avec tant de hâte et si incomplètement, que des ouvriers furent requis pour en achever la démolition. A peine virent-ils approcher les tirailleurs français, qu'ils prirent la fuite. Le 17 mars, Epernay reçut avec transport l'armée et la garde impériale, formant environ quarante mille hommes. Napoléon étoit à leur tête. Ses marches et contre-marches, et le voile épais qu'il jetoit sur les événemens politiques et militaires, abusoient tellement les peuples de la Brie et de la Champagne, que, partout où il

portoit ses pas, on le croyoit vainqueur et poursuivant les vaincus. Aussi fut-il accueilli avec des acclamations de joie par les habitans d'Epernay, qui se crurent délivrés pour toujours de la présence de l'ennemi.

L'armée française, ayant passé la Marne, se dirigea sur Fère-Champenoise. Là, M. de Rumigny, secrétaire du cabinet, apporta de Châtillon la nouvelle de la rupture du congrès. Ainsi s'évanouirent, au sein même d'une armée de braves, les apparences d'une paix jugée indispensable par les meilleurs esprits et par les officiers les plus éclairés. Cette rupture causa une vive sensation, et presque tous les généraux furent persuadés que Napoléon, rejetant la paix, se précipitoit en aveugle dans une guerre désastreuse.

Cependant, le généralissime prince Schwartzenberg, instruit, le 14 mars, de la défaite du corps d'armée du général Saint-Priest, et de l'occupation de Reims par Napoléon, avoit suspendu son mouvement offensif; le lendemain, il reporta son quartier-général à Arcis-sur-Aube, dans l'intention d'y rassembler les différens corps de son armée. Ceux qui avoient passé la Seine commencèrent leur retraite le 17. Le jour suivant, le généralissime

reçut du général Kaisaroff, qui éclairoit l'armée avec les cosaques, l'avis certain que Napoléon marchoit d'Epernay sur Fère-Champenoise. Il prit aussitôt la résolution de se lier, par Châlons, à l'armée du feld-maréchal Blucher; mais il n'étoit plus temps, Châlons se trouvoit occupé par le prince de la Moscowa. Un nouveau rapport du général Kaisaroff annonça que la cavalerie de Napoléon, commandée par le général Sébastiani, avoit culbuté les cosaques près de Fère-Champenoise, et que Napoléon s'avançoit en force vers Arcis-sur-Aube par Plancy. D'autres rapports firent connoître également que des corps français marchoient dans la même direction, par la route de Châlons, à Sommesous. Le danger étoit pressant; en une marche ou deux, la masse de l'armée française, tombant sur des corps isolés, pouvoit renouveler sur l'Aube les revers de Montmirail et de Montereau.

Dans un premier conseil de guerre, les généraux et les souverains alliés avoient résolu de rétrograder jusqu'à Bar, et là de prendre position derrière l'Aube. Déjà même le quartier-général s'étoit replié sur Troyes, qu'on se proposoit d'évacuer le lendemain, quand, dans la nuit, l'empereur Alexandre changea lui-

même ce plan, qui eût entraîné les alliés hors de la ligne des opérations offensives. Ce monarque prit le parti ferme et courageux d'opérer la concentration des forces à Arcis même, et là, de livrer bataille à Napoléon. Mais, sous plus d'un rapport, ce mouvement paroissoit inquiétant; il présentoit dans l'exécution des difficultés capables de rebuter une âme moins élevée et moins forte ; on suppose même qu'il contrarioit le système du cabinet autrichien, dont la maxime a toujours été de n'entreprendre aucune opération décisive pour ne rien hasarder. Mais, se voyant soutenu par la cordiale et l'imperturbable confiance du roi de Prusse, l'empereur Alexandre ne put être détourné par aucune considération particulière. Le czar toutefois eut besoin de toute son autorité pour rallier, avec la célérité convenable, des troupes de nations différentes, disséminées sur une ligne étendue. Toute une nuit fut employée par ce puissant monarque, soit pour ramener à son opinion toutes les voix du conseil, soit pour faire expédier les ordres les plus formels et les plus pressans aux généraux secondaires. On assure que l'anxiété qu'éprouva Alexandre dans cette occasion décisive fut si cruelle, qu'il y fit allusion

le lendemain, en disant à ses généraux et à ses ministres : « J'ai bien cru que la moitié » de ma tête grisonneroit cette nuit. »

La disposition que venoit de prescrire le czar avoit pour objet de rallier tous les corps de la grande armée dans une position concentrée devant la ville d'Arcis. Mais les Bavarois, les Wurtembergeois, et le corps russe de Wittgenstein, n'effectuèrent leur jonction qu'au moyen de marches forcées. Le 19 mars seulement, la plupart de ces divisions, repassant la Seine, se mirent en retraite vers l'Aube. Le même jour, la cavalerie de Napoléon culbuta partout les cosaques, et trouva le pont de l'Aube détruit par les Russes, mais presque aussitôt rétabli par les habitans. Au-delà de Plancy, l'avant-garde donna de nouveau dans quelques partis de troupes légères, qui se replièrent aussitôt sur Méry et sur Arcis.

Arrivé au gué de Charny, Napoléon fit passer l'Aube à un bataillon de la vieille garde, qui s'empara du village pour s'assurer du gué. Il envoya immédiatement après une partie de sa cavalerie sur la route d'Arcis, tandis qu'avec plusieurs escadrons de sa garde, il se dirigea en personne sur Méry. Pendant cette marche, il dit tout haut : « Cette nuit, j'irai prendre

» mon beau-père à Troyes. » Ces paroles, et le but de ses manœuvres, font supposer qu'il étoit instruit de la première résolution des alliés, d'après laquelle ils devoient se replier vers Troyes et vers Bar-sur-Aube. Le corps autrichien du général Giulay étoit en retraite dans cette direction par Nogent; et, en le culbutant, Napoléon se flattoit de couper la ligne de la grande armée. Le général Giulay mit le feu au pont en quittant Méry, et continua toutefois d'occuper la partie de la ville qui est sur la rive ganche d e laSeine. Napoléon ordonna aussitôt au général Letort de passer la rivière au-dessous de Méry, avec les chasseurs de la garde, et de tomber sur les Autrichiens pour leur couper la retraite. Mais les chasseurs, malgré leur diligence, ne purent arriver à Châtres qu'à sep theures du soir. L'ennemi venoit de traverser le village, et le général Letort ne put atteindre qu'un parc de pontons, le même qui avoit servi à passer la rivière à Pont-sur-Seine. Privé de ses pontons, et contrarié dans sa marche, le corps autrichien, déjà fatigué, se vit contraint de faire un circuit de douze lieues pour joindre l'armée entre Arcis et Troyes.

Le même jour, Napoléon revint coucher

à Plancy. Ses colonnes ayant passé l'Aube, tant sur le pont que sur différens gués, il se mit le lendemain en marche avec toute sa garde, dans l'intention de poursuivre les Austro-Russes, qu'il supposoit toujours en retraite sur la grande route de Troyes. La garde à pied et les bagages marchèrent par la rive droite de l'Aube, tandis que Napoléon, suivi de la garde à cheval et du corps d'armée du maréchal Ney, s'avançoit par la rive gauche.

Toutes les colonnes de l'armée du prince Schwartzenberg n'étoient point encore en ligne; le prince royal de Wurtemberg, avec les troisième, quatrième et sixième corps, prenoit la position de Clermont; et le général comte de Wrede, à la tête du cinquième corps, manœuvroit le long de l'Aube, soutenu par les gardes russes et prussiennes qui venoient de s'établir sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse.

Ainsi, presque tous les corps de la grande armée austro-russe se trouvoient placés sur la rive gauche de l'Aube, derrière Arcis, qui étoit tout-à-fait évacué.

Napoléon y entroit à peine quand on vint lui rendre compte que plusieurs escadrons

ennemis caracoloient dans la plaine, entre Arcis et Troyes. Il donne à l'instant l'ordre aux généraux Sébastiani et Exelmans de reconnoître cette cavalerie, et de la charger, toujours dans la persuasion que l'armée ennemie est en retraite vers Troyes, et que la cavalerie couvre sa marche. Il ne tarde pas à être détrompé. La cavalerie alliée, qui n'avoit d'abord montré que de foibles escadrons, se renforçoit à vue d'œil; elle présente bientôt des masses imposantes, qui se développent dans la plaine où se forment également plusieurs lignes d'infanterie. On voit alors clairement qu'il y a là une armée entière. Engagées inconsidérément, les premières colonnes d'attaque de l'armée française trouvent soixante pièces de canon en batterie, et cent escadrons contre lesquels viennent se briser leurs efforts. Le danger étoit d'autant plus pressant, que la ville d'Arcis forme en quelque sorte la tête d'un défilé d'une demi-lieue, où plusieurs ponts servent seuls de passage à travers des marais et divers bras de l'Aube : telle etoit la seule retraite qui restât à Napoléon en cas de revers, soit qu'il voulût l'effectuer sur Sézanne, soit qu'il se repliât sur Châlons ou sur Vitry. La conservation d'Arcis étoit

donc de la plus haute importance. Mais, déjà les escadrons de sa garde étoient poursuivis avec ardeur par la cavalerie alliée du général comte Pahlen, qui, dans une attaque subite et hardie, leur avoit pris trois canons. Tout faisoit craindre que cette cavalerie ennemie, si supérieure en nombre, n'entrât pêle-mêle dans Arcis, avec les escadrons français en déroute. Napoléon, voyant les fuyards presque enveloppés, sort d'Arcis, les rallie, les harangue : « N'êtes-vous pas, leur dit-il, les » vainqueurs de Champeaubert et de Mont- » mirail ? » Il met l'épée à la main et ordonne de nouvelles charges, marchant lui-même pendant quelques minutes à la tête des escadrons. Là, il courut des dangers dans la mêlée, et le colonel Girardin, son aide-de-camp, lui para, dit-on, un coup de lance porté par un cosaque. Mais, par cette brusque attaque Napoléon arrêta tout court l'ennemi. Plusieurs charges vigoureuses jetèrent le désordre parmi les cosaques; vingt escadrons russes de renfort se virent contraints, pour charger à leur tour les Français, de percer les pelotons en déroute des cosaques et des Bavarois. L'armée austro-russe se concentra aussitôt, se disposant à livrer bataille. Le maréchal Ney forma

immédiatement en bataillons carrés le peu d'infanterie qu'il avoit sous ses ordres; et avec cette poignée de braves, il résista aux attaques de l'armée alliée, qui recevoit continuellement des renforts. Les généraux conseillèrent à Napoléon, tant le danger leur paroissoit pressant, de repasser l'Aube avec la cavalerie, et de laisser à l'infanterie le soin de la retraite. Tout, en effet, dépendoit, pour l'ennemi, de ce premier choc; et, s'il eût emporté Arcis de vive force, c'en étoit fait de l'armée française; mais, peu à peu les renforts arrivèrent; et la garde impériale, qui venoit de Plancy par la rive droite de l'Aube, parut et se mit en ligne. Une effroyable canonnade s'engagea aussitôt de part et d'autre. Le feu de l'ennemi fit un grand ravage dans les bataillons carrés qui, pendant toute la durée de l'action, restèrent immobiles sous les murs d'Arcis, couvrant la ville et le village de Dorcey avec une constance héroïque. L'infanterie, soutenue par la cavalerie, répondoit à la mousqueterie des alliés. Napoléon resta constamment exposé au feu le plus vif; plusieurs officiers furent blessés autour de sa personne, et son cheval fut atteint d'un boulet qui le mit hors de combat. Des murmures alors se firent entendre comme pour

blâmer Napoléon de s'exposer ainsi, sans aucune nécessité : « Ne craignez rien, dit-il » à ceux qui l'entouroient, le boulet qui » me tuera n'est point encore fondu. » Ce combat sanglant ne finit qu'avec le jour, et les deux armées restèrent en position sur le terrain même où elles venoient de combattre. Le champ de bataille étoit jonché de morts et de blessés. Dans le fort de l'action, le général autrichien de Hardeg avoit reçu un coup de feu.

Pendant la durée du combat, les renforts avoient eu le temps d'arriver de part et d'autre. L'armée alliée, à la faveur de la nuit, se concentra, par un mouvement rétrograde, sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse, où le prince Schwartzenberg étoit décidé à recevoir la bataille le lendemain.

Napoléon, conservant le gros de son armée autour d'Arcis, mit en avant de fortes masses d'infanterie et de cavalerie, de même que sur la route de Fère-Champenoise.

Au point du jour, il monte à cheval pour reconnoître l'ennemi, dont la retraite apparente lui fait d'abord supposer qu'il a réellement l'intention de filer vers Lesmont, pour y passer l'Aube. Mais il peut juger bientôt

que son véritable dessein est de livrer bataille. Les forces que l'ennemi venoit de rallier paroissoient plus considérables que celles qu'il avoit montrées la veille, et sa position étoit plus imposante. Il occupoit toutes les hauteurs dites de la Comtesse, sur la route d'Arcis à Troyes, et sembloit attendre que l'armée française vînt l'attaquer. Le besoin de sortir de la crise en faisoit une loi à Napoléon; car il étoit à craindre que les foibles corps qu'il avoit laissés sur l'Aisne et sur la Marne ne fussent bientôt écrasés, et que Blucher, avec la masse de ses forces, ne vînt manœuvrer sur ses flancs ou sur ses derrières. Napoléon avoit réuni d'ailleurs à son armée, les corps des maréchaux ducs de Reggio et de Tarente, et une assez nombreuse cavalerie venant de l'armée d'Espagne. Ces renforts étoient postés sur la rive droite de l'Aube, à la hauteur d'Arcis. Les deux armées restèrent en présence jusqu'à une heure et demie, prêtes à combattre. Pendant cet intervalle, Napoléon, incertain, changea plusieurs fois d'avis, envoya ordre et contre-ordre, paroissant déterminé néanmoins à livrer une bataille générale, malgré l'inconvénient du terrain et du défilé. Toutes les troupes reçurent l'ordre

de traverser la ville d'Arcis, et de se déployer devant l'armée alliée; mais à peine furent-elles en ligne, que Napoléon, poussé par cette puissance invisible qui présidoit au salut de la France, se décida brusquement à effectuer sa retraite sur Vitry et sur Saint-Dizier, dans l'espoir d'attirer l'ennemi loin de sa capitale, et sur un terrain plus favorable.

Les généraux, étonnés, pensoient toutefois qu'il n'effectueroit son mouvement qu'à la faveur de la nuit; mais il le commença à l'instant même, en plein jour, et à la vue de l'ennemi, passant un long défilé qui devoit retarder nécessairement la marche des troupes. On fit d'abord filer l'artillerie et les bagages, puis, avec le reste de l'armée, Napoléon prit à l'est la route de Vitry, espèce de traverse, laissant l'ordre au général Sébastiani et au maréchal duc de Reggio de défendre les ponts d'Arcis, et de former l'arrière-garde. Cette honorable mission fut dignement remplie.

Cependant, il falloit soutenir les assauts répétés des Austro-Russes. Tous les efforts du prince royal de Wurtemberg échouèrent devant la constance et l'intrépidité de l'arrière-garde. Exposée aux attaques combinées de trois corps différens, elle résista et sauva

l'armée. A une heure du matin, les sapeurs du génie commencèrent à couper le pont; plusieurs d'entre eux furent tués par les tirailleurs ennemis; mais, à la fin, le pont tomba sous la hache. La retraite du maréchal duc de Reggio étoit déjà prononcée au-delà des ponts, quand la cavalerie du cinquième corps allié passa l'Aube au gué de Ramera, et harcela vivement l'arrière-garde, qui filoit en hâte, mais sans désordre, sur Vitry-le-Français, soutenant de près toute l'armée qui marchoit dans la même direction par d'affreux chemins : aussi n'arriva-t-elle que bien avant dans la nuit à Sommepuis, six lieues au-delà d'Arcis-sur-Aube. Le maréchal duc de Reggio essuya quelques pertes; mais il en fit éprouver aussi à l'ennemi qui le poursuivoit avec acharnement, et dont l'avant-garde s'avança jusqu'à Taux et à Corte. Le cinquième corps et les grenadiers russes et prussiens prirent position à Corbeil-sur-Aube, les quatrième et sixième corps sur les hauteurs de Dampierre (1).

Le lendemain, 22, toute la grande armée alliée continua sa marche, pour se placer

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LIV.

entre l'armée française et Paris, et effectuer sa jonction aux environs de Châlons-sur-Marne, avec l'armée du feld-maréchal Blucher.

Déjà ses troupes légères et celles du prince de Saxe-Weymar inondoient le pays en Flandres, en Picardie et en Artois; elles s'étoient emparées successivement de Doullens, de Montdidier, de Compiègne, de Noyon, de Breteuil et de Senlis. Tout le nord étoit envahi, à l'exception des places fortes. La masse de l'armée de Silésie n'étant plus contenue que par le corps du maréchal Mortier, rien ne pouvoit s'opposer à ce qu'elle repassât l'Aisne, pour manœuvrer de nouveau sur la Marne. Dès le 18 mars, le feld-maréchal Blucher avoit mis toutes ses forces en mouvement dans la direction de Béry-au-Bac. La cavalerie qui défendoit le passage, ayant été culbutée, les Français dans leur retraite firent sauter un pont superbe qui n'étoit achevé que depuis 1813. Le feld-maréchal trouva le pont détruit; mais dans la nuit même il établit des pontons, et l'armée entière passa l'Aisne sur deux points différens, dans la matinée du 19, les Prussiens prenant la route de Fismes, et les Russes la grande route de Reims. La cavalerie alliée

sous les ordres de Czernicheff et de Benkendorff, cerna cette ville. Vers six heures du soir, l'infanterie du général comte Woronzow étant arrivée, on fit aussitôt des dispositions pour s'emparer de Reims par escalade. Deux bataillons de troupes légères russes marchèrent, avec du canon et des échelles : ils firent sauter les portes de la ville sans rencontrer de résistance, l'arrière-garde du maréchal Mortier étant déjà en retraite sur la route d'Epernay. Sa cavalerie quitta Reims presque en même temps que les alliés y rentrèrent pour la troisième fois; ils y établirent le plus grand ordre. Le maréchal Blucher prit immédiatement la route de Châlons, sans avoir toutefois aucune connoissance de ce qui se passoit entre l'Aube et la Marne. Par sa marche en avant, il mit bientôt la grande armée en mesure d'effectuer l'opération hardie qui alloit décider du sort de la campagne et des destinées de l'Europe.

Napoléon n'ayant pu déboucher de Plancy et d'Arcis au-delà de l'Aube, et renonçant à l'idée d'attaquer la grande armée austro-russe dans sa position de Mesnil-la-Comtesse, ne devoit plus avoir d'autre but que de prévenir la jonction des deux armées du prince Schwart-

zenberg et du maréchal Blucher. S'il n'y réussissoit pas entièrement, au moins devoit-il rendre cette jonction aussi lente que difficile, et forcer les deux armées à s'éloigner encore plus de sa capitale : tel eût été le plan de tout général habile et sage, dans des circonstances semblables ; mais, emporté au-delà des bornes par ses passions et par des vues sinistres, Napoléon alloit se précipiter lui-même dans le piége qu'il tendoit à ses ennemis. Persuadé que son mouvement sur la droite du prince Schwartzenberg détermineroit ce général à se replier sur le Rhin pour conserver ses communications, espérant ainsi couvrir ses places fortes, soulever les peuples des Vosges et de la Lorraine, et se trouver dans une position plus favorable pour préserver sa capitale, il poussa ses têtes de colonnes au nord-est, en marchant de Sommepuis à Vitry-le-Français. Il n'ignoroit pas que trois à quatre mille Prussiens occupoient cette ville, et l'avoient mise à l'abri d'un coup de main, ce qui força son avant-garde de passer la Marne au gué de Fremicourt, à une lieue au-dessous de Vitry. Là il ordonne au maréchal Ney de se présenter devant la ville, et de sommer la garnison de se rendre, avec menace de la passer au fil de

l'épée si elle résiste. Le maréchal envoie aussitôt un parlementaire, et le charge de promettre au commandant, s'il capitule, de le laisser sortir avec armes et bagages ; mais ni les promesses ni les menaces ne purent ébranler le colonel prussien enfermé dans Vitry, et il s'y maintint sans vouloir entendre à aucune proposition. Peut-être se seroit-il montré plus traitable si on l'eût attaqué de vive force, car Vitry ne pouvoit tenir long-temps. L'armée française s'attendoit que Napoléon ordonneroit l'assaut ; mais, à la grande surprise des officiers et des soldats, il laissa Vitry derrière lui, et prit la route de Saint-Dizier. Presque toujours les manœuvres sont faites par l'avant-garde, ou la tête d'une armée ; le reste suit ou conserve la ligne selon l'occurrence. Ici Napoléon poussa si loin son plan d'attirer à lui l'ennemi, qu'il s'exposa volontairement à la résolution hardie qu'alloient adopter les alliés.

Quel motif a pu l'entraîner ainsi au-delà des limites qu'assignoit la prudence ? Le plus noir dessein, celui de s'emparer et d'immoler à sa sombre inquiétude et à son pouvoir déchu, un prince, modèle de courtoisie et de bonté ; en un mot, le sort du duc d'Enghien étoit réservé à S. A. R. MONSIEUR, comte d'Artois.

A peine étoit-il permis à ce prince de suivre, presque seul, et de loin, les armées confédérées. Ne pouvant exercer, au sein même de la France, d'autres prérogatives que les bienfaisantes vertus, héritage sacré de ses ancêtres, S. A. R. gémissoit sur les dévastations et sur les ruines qu'avoit ordonnées Napoléon; ses mains royales secouroient les conscrits blessés, essuyoient les larmes des paysans qui s'attroupoient autour de sa personne auguste. Là, se bornoient son influence et son pouvoir. Cependant le seul bruit de sa présence avoit réveillé dans l'âme des royalistes de la Lorraine d'anciens sentimens de fidélité et d'amour. Une députation des magistrats et des principaux habitans de Nancy avoit pris la résolution de se rendre à Vesoul auprès de MONSIEUR, pour solliciter avec les plus vives instances S. A. R. de se mettre à leur tête. Le plus noble enthousiasme régnoit dans les provinces de Lorraine, de Franche-Comté et de Bourgogne en faveur des Bourbons, et Nancy étoit à la veille de présenter, sinon des scènes aussi éclatantes, du moins les mêmes résultats que venoit d'offrir Bordeaux. La cocarde blanche avoit été arborée : déjà même on entendoit les acclamations de *vive le Roi! vive Louis XVIII! vivent*

les Bourbons! Aucun partisan de Buonaparte n'osoit élever la voix. S. A. R. alloit partir de Vesoul pour Nancy, et combler ainsi les vœux que manifestoient les principaux habitans de cette ville. Napoléon en est informé par ses émissaires au même moment où il reçoit le courrier, porteur de la nouvelle que Bordeaux vient de secouer le joug de sa domination. Aussitôt la colère et la vengeance enflamment ce cœur endurci et déjà brisé par les revers. Ce fut alors, dit-on, qu'il donna l'ordre à un corps de cavalerie commandé par le général de division Piré, de se porter vers Chaumont, et d'arrêter sur la route tous les courriers, toutes les estafettes, toutes les voitures qui sortiroient de Vesoul. Le 25 mars, le général Piré arrive par des marches forcées près de Chaumont, et y pénètre, trouvant sur sa route parmi des paysans aigris par des pertes récentes un appui et des auxiliaires dans l'exécution des ordres que lui a prescrits son maître. Ayant ainsi coupé la ligne de communication de l'ennemi, ce général parvient à intercepter plusieurs personnages marquans, tels que le baron de Wissemberg, ministre d'Autriche en Angleterre, venant de Londres avec le comte Palfi son secrétaire de légation; le lieutenant-général

suédois, Schiol de Brand, ministre de Suède auprès de l'empereur de Russie; le conseiller de guerre prussien, Peguilhen, et MM. de Tolstoi et de Marcof, officiers d'ordonnance russes, allant en mission à différens quartiers-généraux alliés. L'enlèvement de ces personnages et de leurs papiers étoit d'une grande importance; toutefois Napoléon ne pouvoit être satisfait, tant qu'il n'auroit pas en son pouvoir l'auguste frère d'un roi dont il occupoit le trône; mais le temps des crimes politiques expiroit : la Providence veilloit à ce que l'affreux projet de Napoléon ne pût s'accomplir, et ce fut elle qui, au milieu même de cette horrible tentative, voulut que le bras de la justice éternelle préparât son châtiment.

Déjà il marchoit vers Saint-Dizier comme pour se diriger de là sur Nancy, tandis que la grande armée alliée, après avoir passé le 22 sur la rive droite de l'Aube, suivoit dans la direction de Vitry le mouvement de l'armée française. Le général comte de Wrede et le prince royal de Wurtemberg, formant l'avant-garde avec les Wurtembergeois et les Bavarois, cherchoient à intercepter la marche de l'arrière-garde de Napoléon, mais sans pouvoir réussir. Les troupes légères des alliés vol-

tigeoient sur les flancs pour éclairer et balayer le pays. Le lendemain, dans la matinée, la division de cavalerie russe, sous les ordres du général comte Angerouski, se dirigeant de Metiercelin à Sommepuis, atteignit une partie de l'artillerie du maréchal duc de Tarente, qui filoit à la suite de son corps d'armée; le convoi consistoit en vingt-deux pièces de canon, plusieurs caissons et soixante voitures de bagages: il fut attaqué, et tout fut pris, ainsi que cinq cents hommes d'escorte. Ce n'étoit là qu'une affaire de partisans; mais elle fut conduite avec autant de célérité que de courage, et elle eut sur le sort de la campagne une influence prodigieuse. A la suite de ces différentes charges la cavalerie légère russe prit un courrier français, porteur d'une lettre de Napoléon à l'impératrice Marie-Louise, dans laquelle il dévoiloit lui-même l'objet de son mouvement sur Saint-Dizier.

Il fut aussi constaté, par ces mêmes rencontres, que le corps des maréchaux Ney et Macdonald, restés en arrière près de Vitry, étoient en échelons pour joindre Buonaparte, et couvrir sa marche vers Saint-Dizier et au-delà.

Enfin le même jour, les cosaques interceptèrent un courrier expédié de Paris à Napoléon,

par son ministre de la guerre, et dont les dépèches contenoient la nouvelle officielle de la descente de dix mille Anglais à Livourne; de l'entrée des Autrichiens à Lyon, et de la situation critique de l'armée du maréchal Augereau; de l'occupation de Bordeaux par des troupes anglaises, et du dessein qu'on supposoit à Wellington de s'avancer le long de la Garonne, pour lier ensuite ses opérations à celles du général autrichien Bianchi. A ces dépêches, étoit joint un rapport du ministre de la police, sur le mauvais esprit public de Paris, et sur la crainte d'y voir éclater des troubles à la moindre apparition des alliés.

Il étoit pressant de délibérer sur le contenu de ces papiers, et sur la découverte des intentions de Napoléon, afin de prendre, sans délai, une détermination décisive. En conséquence le généralissime prince Schwartzenberg, dans la nuit même du 23 au 24 mars, fit faire halte à la grande armée sur la rive gauche de la Marne, celle de Napoléon ayant passé entièrement sur le bord opposé.

Il résultoit de ces renseignemens tombés par hasard dans les mains des généraux alliés que Buonaparte alloit se placer de lui-même sur la ligne de leur communica-

tion, et qu'il pouvoit avoir trois objets en vue par ce mouvement : d'abord de faire rétrograder les coalisés vers le Rhin ; et s'il n'y parvenoit pas, de manœuvrer sur leurs derrières, et même de former sa jonction avec le maréchal Augereau, ou enfin de se porter sur les places de Metz, de Thionville, de Longwi et de Stenai; là de prolonger les hostilités, en défendant une nouvelle ligne; et tandis qu'il tiendroit les alliés au centre de la France, après avoir pris toutes les mesures capables d'assurer la défense de sa capitale, de soulever contre eux la masse de la population. Ne pouvoit-il pas espérer aussi que le prince Schwartzenberg, en se portant en avant de l'Aube, afin de couvrir sa communication avec Langres par Bar-sur-Aube et Chaumont, lui offriroit une chance et un terrain favorables pour livrer bataille, ou au moins pour écraser quelques corps séparés avec le gros de l'armée française? Dans cette délibération importante, l'état de la guerre fut discuté sous tous les points de vue. On n'ignoroit pas que Napoléon avoit fait partir de Paris des agens adroits qui, paroissant voyager pour diverses affaires, portoient cachés dans des manches de couteau, dans des cannes, ou dans le collier de gros

chiens qui suivoient à la piste, des instructions secrètes et précises aux garnisons des places sur le Rhin et sur la Moselle, à l'effet de se mettre en campagne à un signal convenu, et de se réunir à l'armée qu'on promettoit de faire manœuvrer sur la Lorraine. A la vérité, la plupart de ces émissaires n'avoient pu remplir l'objet de leur mission, et quelques-uns même, en cherchant à s'introduire dans les places qu'on leur avoit assignées, venoient d'être arrêtés et pendus comme espions. Mais ce qui méritoit la plus sérieuse attention, c'étoient les dispositions au soulèvement que manifestoient un grand nombre de paysans du Nord et de l'Est. Dans les Vosges et les départemens voisins plusieurs insurrections partielles avoient entravé les opérations des armées alliées, ainsi que la marche de leurs convois. Au sein de l'Alsace, à Mulhausen, on avoit découvert un complot tendant à égorger la foible garnison bavaroise, à se porter aussitôt sur Huningue, pour attaquer les assiégeans, enclouer leurs canons, brûler le pont de Bâle, et piller cette ville. Les ramifications de cette trame s'étendoient à plus de quarante paroisses : une femme l'avoit découverte, dans la seule intention d'empêcher son

mari, l'un des complices, de se compromettre. Les perquisitions les plus sévères pour le désarmement des paysans, avoient fait découvrir beaucoup d'armes, et quinze cents fusils cachés dans une seule maison. Ces dispositions hostiles étoient de nature à inspirer de l'inquiétude aux souverains alliés. Ils ne se dissimulèrent pas qu'ils ne pouvoient, sans danger, laisser manœuvrer sur leurs communications une armée aussi mobile, et conduite par un chef si entreprenant.

Au moindre revers la population entière des provinces envahies pouvoit se lever, couper les ponts et les routes, attaquer les convois, brûler les magasins, harceler et affamer les ennemis, en un mot, transformer la guerre en insurrection nationale, et répondre ainsi aux provocations et aux efforts de Napoléon. Paris, cette ville immense et populeuse, n'étoit-elle pas en état de guerre, et disposée pour une vigoureuse défense? Presque tous les rapports secrets s'accordoient sur ce point; les journaux, les proclamations et les bulletins étoient unanimes à cet égard. La postérité pourra-t-elle le croire? Non-seulement la nation française, mais les princes et les généraux alliés se laissoient abuser par le style et

le ton des journalistes que salarioit la police de Buonaparte !

Quinze jours encore d'indécisions, d'impostures et de manœuvres pouvoient porter les coalisés à se replier sur le Rhin pour éviter une guerre de désespoir ; mais le ciel alloit présider lui-même au dénoûment de ce grand drame.

Le seul parti qui pût terminer la crise, étoit d'entrer dans Paris avec des forces imposantes. Sans doute les alliés pouvoient y pénétrer sous un point de vue militaire, et à la faveur de certaines circonstances ; mais aussi les suites les plus funestes n'auroient pas manqué de signaler ce mode violent d'occupation. Napoléon se plaçoit-il entre les alliés et Paris ? En admettant même la perte d'une bataille ; il auroit défendu sa capitale avec fureur, et alors les alliés ne pouvoient plus s'en emparer qu'en la rendant le théâtre de la misère et de la désolation ; mais par sa marche sur Saint-Dizier, laissant la route libre, Napoléon offroit aux alliés l'occasion la plus heureuse, ou au moins la possibilité d'entrer à Paris en libérateurs et en amis. Tel étoit le point décisif ; telle fut la résolution magnifique et hardie qu'adopta immédiatement l'empereur Alexandre, de

concert avec le roi de Prusse, le prince Schwartzenberg, ses ministres et ses généraux. Une fatalité irrésistible venoit d'entraîner Buonaparte loin de la capitale qu'il vouoit à la destruction, et une inspiration céleste alloit y amener Alexandre.

Depuis la rupture du congrès de Châtillon, depuis que toute perspective de paix s'étoit évanouie, ce monarque avoit reçu du sein de Paris même la première communication un peu authentique sur la situation réelle de cette capitale sous le point de vue politique et militaire. Il savoit, à n'en plus douter, que le gouvernement de Buonaparte étoit divisé en deux partis : l'un composé de vils suppôts décidés à tout sacrifier, à consommer la ruine de la France, pour le maintien d'une puissance tyrannique, seule égide contre le mépris public qui les accabloit; l'autre parti, plus nombreux, plus diversifié, détestoit en secret cette exécrable domination, et n'y tenoit plus que par l'empire de la nécessité. Il sentoit que l'humanité en réclamoit la chute pour le bonheur de la France et la tranquillité de l'Europe. A la tête de ces nombreux mécontens se plaçoit l'homme d'Etat célèbre qui avoit expié les services que ses talens avoient

rendus au dominateur dans le début de sa haute carrière, par la désapprobation franche de tout ce que la conduite de Buonaparte avoit offert depuis d'extravagant et d'horrible, notamment l'énorme crime de la guerre d'Espagne. Aucun point d'appui cependant, aucune ancre de salut n'avoient encore été offerts à ce parti puissant qui ne se montroit pas insensible aux vues et à l'espoir des royalistes. La déclaration par laquelle l'empereur Alexandre fit connoître que les puissances alliées n'étoient pas dans l'intention d'intervenir dans la détermination que le peuple français pourroit prendre relativement au choix de son gouvernement, présenta une garantie sacrée, et donna aux esprits une impulsion qu'aucune autre circonstance n'auroit pu produire. Sûrs que Paris et le gouvernement même renfermoient des mécontens, sûrs que la population de cette capitale n'étoit nullement disposée à prendre les armes et à tout sacrifier pour la cause d'un chef universellement abhorré, les monarques confédérés décidèrent que la totalité des deux armées alliées marcheroit en hâte sur Paris.

La masse de ses habitans néanmoins étoit toujours abusée par les relations mensongères

des journalistes ; par l'annonce de prétendus avantages et de savantes manœuvres, qui répandoient une sorte de sécurité factice ; en un mot les Parisiens étoient persuadés que Napoléon tenoit l'ennemi en échec loin de la capitale.

Ils n'avoient plus d'autre boussole que les articles des journaux commandés par la police, et sortis de l'atelier de l'esprit public. « C'est » à l'histoire militaire, disoient les journa- » listes salariés, qu'il appartient d'exposer » l'ensemble des savantes manœuvres par les- » quelles l'empereur a déjoué de nouveau les » projets des deux armées ennemies qui pa- » roissoient vouloir se réunir sous les murs de » la capitale. Depuis son départ de Troyes le » 27 février, jusqu'au 20 mars, Napoléon a » parcouru une ligne de cent vingt lieues dans » divers sens, et s'est trouvé présent à sept » combats. L'ennemi a été repoussé à cin- » quante lieues de Paris, dans les deux direc- » tions de Mezières et de Bar-sur-Aube. »

Mais ces hommages de l'adulation expirante n'étoient, aux yeux de la classe éclairée et honnête, que le signal de la détresse. On s'attendoit à des événemens qui devoient décider la crise sous peu de jours. On savoit que Napoléon

étoit venu, comme à l'attaque de Laon, se briser à Arcis; on savoit qu'il y avoit couru des dangers personnels, et l'on citoit cette phrase d'une de ses lettres à Marie-Louise : « J'ai » été en péril, et obligé de tirer mes pis» tolets. » On savoit également par une lettre du secrétaire d'Etat, qu'à l'imitation de Napoléon, toute sa suite avoit mis l'épée à la main. A ces nouvelles si tristes pour la cour, venoient se joindre des bruits plus alarmans encore, et plus avérés, tels que la révolution de Bordeaux, et la prise de Lyon par les Autrichiens. Voici comment cette ville avoit succombé. Les renforts conduits par le général Bianchi s'étoient d'abord dirigés vers Dijon; de là, vers la Saône et Mâcon, pour reprendre l'offensive, en combinant leur mouvement avec la marche du corps du prince héréditaire de Hesse-Hombourg, formant la réserve autrichienne. Le maréchal Augereau, que des forces supérieures environnoient déjà, sentit l'impossibilité de défendre la ligne de la Saône. Sans égard toutefois à son infériorité numérique, il sort de Lyon avec deux divisions de son armée, et le 11 mars il attaque le général Bianchi en avant de Mâcon. Le combat, long-temps incertain, dure jusqu'à la nuit. Le maréchal Augereau

est forcé alors de se mettre en pleine retraite sur Lyon, laissant à l'ennemi cinq cents prisonniers, trois pièces de canon, et sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés. Le lendemain, le général Bianchi pousse ses avant-postes jusqu'à Saint-Georges; et le 14 mars, il est joint, à Bage-le-Châtel, par le prince de Hesse-Hombourg, qui prend le commandement en chef de l'armée autrichienne du sud. Le surlendemain, ce prince marche, avec ses troupes réunies, contre le maréchal Augereau qui venoit de rassembler ses forces à Villefranche. Le 18, s'engage entre les deux armées un combat acharné et sanglant! Il commence à Limonet, et ne finit qu'aux portes de Lyon et à la nuit. Les deux armées y firent des prodiges de valeur. Accablé par des forces supérieures, le maréchal Augereau se retira en bon ordre aux Echelles. L'ennemi alloit entrer à Lyon en vainqueur, et user de tous ses droits. Les Lyonnais n'ont que le temps, le lendemain, de capituler, et le prince de Hesse-Hombourg fait une entrée pacifique. Trompés, comme les Parisiens, sur le nombre des alliés, les habitans de Lyon voient défiler avec surprise soixante mille hommes dans leurs murs. Le maréchal Auge-

reau se retire à la hâte le long du Rhône; le prince de Hesse le suit, atteint son arrière-garde à Saint-Simphorien, presse sa marche, et va établir son quartier-général à Vienne. Le maréchal Augereau gagne Valence, afin de manœuvrer pour garder la ligne de l'Isère, qui s'étend de Valence à Grenoble. L'occupation de Lyon assure aux alliés la conquête de Genève, du Mont-Blanc et de toutes les provinces que défendoit la ligne de la Saône et du Rhône jusqu'à l'Isère. Les généraux Marchand et Desaix, après avoir repris l'offensive contre le corps du général comte Bubna jusqu'aux portes de Genève, sont forcés de battre en retraite pour se rallier au maréchal Augereau sur l'Isère. Tels étoient les événemens qui venoient de soumettre aux alliés la seconde ville de la France, et qui les portoient vers les sources de la Loire. Au moment où les souverains coalisés recevoient l'importante nouvelle de l'occupation de Lyon; au moment même où le bruit de cet événement perçoit dans Paris, et y faisoit une vive sensation, en dépit des précautions et du silence des ministres, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse prenoient irrévocablement la résolution courageuse d'effectuer la jonction des

deux armées alliées à l'ouest, de se placer ainsi entre l'armée française et Paris, et de marcher avec une armée de deux cent mille hommes sur la capitale de l'empire français, seule entreprise capable de mettre un terme à la guerre.

LIVRE QUINZIÈME.

Jonction des armées alliées entre l'Aube et la Marne. — Retraite des maréchaux Marmont et Mortier sur Paris. — Combat de Fère-Champenoise. — Prise d'un convoi et de cinq mille hommes destinés pour l'armée de Napoléon. — Marche des alliés sur Paris. — Passage de la Marne à Meaux et à Tréport. — Mouvement de Napoléon vers Saint-Dizier et Doulevant. — Il croit la grande armée sur ses traces.— Contre-marche sur Vitry et Saint-Dizier. Combat de Saint-Dizier; la cavalerie russe est dispersée et mise en fuite. — Napoléon est instruit enfin de la marche des alliés sur la capitale. — Il se dirige précipitamment sur Vandœuvres et Troyes, par la traverse. — Il envoie intercéder en sa faveur auprès de l'empereur d'Autriche.

En partant de la rive droite de l'Aube, les monarques alliés, pour mieux masquer leur dessein, avoient mis la grande armée en mouvement dans la direction de Vitry, où le prince Schwartzenberg, par deux marches forcées de dix-huit et de douze lieues, établit son quartier-général le 24 mars.

Au même moment, le généralissime, pour

compléter ses dispositions, forma, sur la ligne de Bar-sur-Aube, un corps dont il donna le commandement au général Duca, chargé de protéger le quartier-général de l'empereur d'Autriche, ses magasins, ses bagages et ses parcs de réserve, et, au besoin, de les transporter à l'armée du sud. Le général Duca devoit assurer aussi les communications de la grande armée, tandis qu'elle presseroit sa marche vers la capitale.

Rien ne manquoit plus au complément de cette grande entreprise, que la jonction de l'armée de Silésie. Les souverains alliés reçurent avec joie l'avis certain que le feld-maréchal Blucher venoit d'arriver, avec une grande partie de ses forces, à Châlons-sur-Marne. Bientôt en effet, les généraux Wintzingerode et Czernicheff, avec toute leur cavalerie, entrèrent à Vitry-le-Français, et furent détachés sur-le-champ avec dix mille chevaux et cinquante pièces de canon, pour observer la marche de Buonaparte sur Saint-Dizier, en menaçant ses derrières. L'infanterie du général Wintzingerode, ainsi que les corps des généraux Woronzoff et Sacken, étoient restés à Châlons avec le général Blucher. Le général Bulow avoit marché de nou-

17.

veau contre Soissons, et les généraux York et Kleist, après avoir passé la Marne et repris Epernay, le 21 mars, s'étoient portés sur la ligne de Montmirail.

On aperçoit aisément, par la seule inspection des mouvemens combinés de toutes ces masses, que si Buonaparte n'eût pas repassé promptement l'Aube entre les deux armées alliées, il se seroit vu infailliblement dans une position semblable à celle où il étoit à Leipsic, et que le résultat eût été le même, par l'extrême disproportion des forces ennemies. Le 25 mars, plusieurs régimens de l'armée de Silésie sortoient de Châlons, prenant la route de Vitry, où venoit d'entrer la cavalerie russe, quand tout à coup arriva un ordre du roi de Prusse au maréchal Blucher, pour qu'il eût à diriger aussitôt son armée sur Paris, sans s'occuper de Buonaparte ni de l'armée française.

Tout ayant été prévu et ordonné, la grande arméea ustro-russe fit volte-face, et de Vitry, marcha, le 25 mars, en trois colonnes, sur Fère-Champenoise, dans la direction de Paris. La cavalerie formant l'avant-garde devoit pousser ce jour-là jusqu'à Sézanne, et le reste de l'armée bivouaquer à Fère-Champenoise. Les quatrième et sixième corps marchoient au

centre ; le cinquième, en colonne, sur la droite ; le troisième, les réserves et les gardes à l'aile gauche. L'état de l'atmosphère et un printemps précoce favorisoient cette magnifique expédition.

Cependant les corps intermédiaires des maréchaux Mortier et Marmont, qui s'étoient repliés et avoient repassé la Marne devant l'armée du feld-maréchal Blucher, descendoient vers Vitry pour se lier aux opérations de Buonaparte ; ils étoient arrivés, dans la matinée, à deux lieues de cette ville, et l'avant-garde du maréchal Marmont en étoit même plus rapprochée, sans soupçonner que Vitry fût occupé par les alliés. Le lendemain, les deux maréchaux continuèrent leur marche dans la même direction, quand tout à coup ils tombèrent dans l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg. Quelle dut être leur surprise, en se voyant si près de la grande armée alliée, au moment même où ils s'attendoient à trouver celle de Buonaparte ! Apercevant un corps d'armée considérable qui marchoit en avant, les avant-gardes françaises eurent à peine le temps de songer à la retraite. Elles furent vivement poursuivies à Connantry et à Fère-Champenoise, par la cavalerie du qua-

trième et du sixième corps, sous les ordres du général Rayefsky. Ce général, dans plusieurs charges, prit un grand nombre de caissons et de chariots de bagages. En même temps la cavalerie légère des gardes russes, commandée par le grand-duc Constantin en personne, débordoit, sur la gauche, les colonnes en retraite, chargeant d'abord les cuirassiers, puis les masses d'infanterie, que la cavalerie wurtembergeoise et les cuirassiers autrichiens vinrent assaillir d'un autre côté. Exposés dans presque toutes les directions au choc d'une cavalerie si nombreuse, les bataillons français laissèrent, dans ces premières rencontres, un grand nombre de tués et de blessés sur le champ de bataille; ils perdirent dix pièces de canon, et près de mille prisonniers. Les deux maréchaux furent poursuivis ainsi jusqu'à Sézanne, abandonnant encore vingt pièces de canon, qu'il devint impossible de sauver; la frayeur s'étant emparée des conducteurs et des soldats du train, ils coupoient les traits, fuyoient à cheval, et laissoient là les pièces.

La cavalerie seule prit part à cette poursuite, tandis que la masse de la grande armée filoit sur Fère-Champenoise, où fut établi aussitôt le quartier-général. A peine les monarques

alliés et le généralissime venoient-ils d'y arriver, qu'on entendit sur la droite une assez forte canonnade, et que bientôt on aperçut un corps d'infanterie qui marchoit droit au quartier-général. On crut voir d'abord une colonne française qui débouchoit inopinément; et l'empereur de Russie, accompagné du roi de Prusse, ordonna à un train d'artillerie de se placer en position contre ce corps, que suivoient plusieurs escadrons de cavalerie. On ne tarda pas à reconnoître que ces troupes appartenoient à l'armée du maréchal Blucher. Dès lors, la jonction des deux armées fut effectuée entre l'Aube et la Marne. Un avantage brillant et imprévu alloit marquer cette réunion, prélude d'événemens si mémorables.

Paris avoit vu sortir de son sein une colonne détachée, forte de cinq mille hommes, sous les ordres des généraux Amey et Pactod, escortant un immense convoi de munitions, et cent mille rations de pain pour l'armée de Buonaparte. Ce convoi étoit par lui-même, et par le nombre de troupes qui le suivoit, d'une extrême importance. Protégé par le corps du maréchal duc de Raguse, il s'étoit avancé des environs de Montmirail pour joindre Napoléon; mais par sa direction, il ne pou-

voit plus échapper aux deux grandes armées alliées, alors si près l'une de l'autre.

Il fut d'abord aperçu par la cavalerie du maréchal Blucher, ou plutôt ce fut le capitaine Harris, aide-de-camp du lieutenant-général Stewart, commissaire anglais, qui, allant à la découverte avec quelques cosaques, donna au feld-maréchal le premier avis de la marche et de la position du convoi. Le maréchal détacha à l'instant les généraux de cavalerie Korff et Basilischikoff pour l'attaquer. A la vue de l'ennemi, la colonne et le convoi se replièrent sur Fère-Champenoise, au moment où arrivoit sur ce point, par la route de Vitry, la cavalerie de la grande armée austro-russe. Informé de cette rencontre, le généralissime prince Schwartzenberg fait revenir en hâte une partie de la cavalerie qui poursuivoit les maréchaux Mortier et Marmont; en même-temps l'empereur Alexandre ordonne lui-même de faire avancer les canons russes. Pressée et chargée de tous côtés par des troupes sous les ordres immédiats des souverains alliés et du généralissime, la colonne française se forme en plusieurs carrés, et se dispose à la plus courageuse résistance: elle n'étoit composée néanmoins que de jeunes

soldats et de gardes nationales; mais rien ne put intimider ces militaires encore novices. Les carrés continuent leur marche en faisant feu, bravant les charges de la cavalerie, rejetant les sommations réitérées des parlementaires russes, et refusant toujours de mettre bas les armes, malgré les plus vives attaques. En vain le colonel Rapatel, officier distingué, le même qui avoit recueilli les dernières paroles, et reçu les derniers soupirs du général Moreau, s'avança seul pour faire cesser la lutte inutile de cette brave troupe, qui, entourée et désespérant de vaincre, vouloit au moins mourir avec gloire. « Mes amis, mes compa» triotes, leur crie le colonel, cessez de com» battre; vous avez acquis l'honneur; Alexandre » vous rendra sur-le-champ la liberté. » A peine il achève, que, frappé de deux balles, il tombe et meurt, honoré des regrets de l'armée, et de l'empereur de Russie dont il étoit devenu l'aide-de-camp.

L'artillerie seule put vaincre la résistance de cette poignée de braves, qui luttoient contre toute une armée. Des batteries ouvrent leur feu et entament les carrés; des charges simultanées de cavalerie achèvent de les rompre et d'y porter la mort et le désordre : il fallut céder.

Les généraux de division Amey et Pactod; cinq généraux de brigade, douze pièces de canon, quatre mille huit cents hommes d'infanterie, et le convoi entier, tombèrent au pouvoir des deux armées confédérées et réunies. Les prisonniers défilèrent devant l'empereur Alexandre, qui daigna leur adresser des paroles de bonté et de consolation. Plusieurs gardes nationales et plusieurs conscrits, indignés d'avoir été abandonnés et sacrifiés par Buonaparte, firent entendre ce cri : « Point » d'empereur Napoléon ! » Cette journée brillante fraya aux armées alliées le chemin de la capitale.

Tandis que les colonnes d'infanterie du feld-maréchal Blucher s'avançoient d'Etoges sur Montmirail, la grande armée continuoit sa marche en trois colonnes, se dirigeant sur la Ferté-Gaucher; le troisième corps couvroit tout le bagage, l'artillerie, les parcs, les trains, et rendoit ainsi la marche plus serrée. Les corps de partisans des généraux Laiseroff et Ledavin occupoient et observoient le pays vers Arcis et Troyes, entre l'Aube et la Seine.

Les souverains et les généraux alliés n'avoient pas perdu de vue toutefois les corps intermédiaires des maréchaux Marmont et

Mortier, et du général Arrighi, dont les colonnes se retiroient précipitamment à la Ferté-Gaucher : il étoit difficile qu'elles pussent échapper sans de nouvelles pertes, toutes les dispositions étant faites pour les harrasser et les entourer, non-seulement par la cavalerie du grand-duc Constantin et du général comte Pahlen, mais encore par les escadrons du général Rayefsky et du prince royal de Wurtemberg. La poursuite étoit si vive, et la retraite si précipitée, que les régimens continuoient d'abandonner leur artillerie dans toutes les directions. Cette déroute devint plus désastreuse encore par l'arrivée subite des corps prussiens des généraux Kleist et York à la Ferté-Gaucher, au moment même où les deux maréchaux y passoient en hâte, le 26 mars, pour se replier sur Meaux et sur Paris. Attaqués ainsi en flanc et en queue, ils se firent jour l'épée à la main, et laissèrent, après un combat acharné, quinze cents prisonniers à l'ennemi. La poursuite fut continuée sans relâche. Arrivées à Crécy, les colonnes françaises se séparèrent; les unes prirent la route de Meaux, d'autres celle de Lagny. Celles-ci furent continuellement harcelées par la cavalerie du général comte Pahlen et du prince

royal de Wurtemberg; les autres, par les troupes des généraux Kleist et York, dans la direction de la Ferté-Gaucher à Meaux. Quelle autre troupe, pressée, presque entourée par des forces si superieures, n'auroit pas succombé en totalité, ou mis bas les armes? Mais ces braves, dénués de tout, sans vivres, sans appui, sans espoir, abandonnés pour ainsi dire par le chef insensé que l'honneur et la discipline leur faisoient un devoir de ne pas trahir, oublioient leurs propres infortunes, ne songeoient qu'à la patrie, et pleuroient de douleur à la vue de tous les maux qui fondoient sur elle; ils bravoient les fatigues, les privations, et tous les dangers pour accourir à la défense de la capitale. On peut évaluer, sans exagération, les pertes de ces corps abandonnés à eux-mêmes, et poursuivis dans toutes les directions, à sept ou huit mille hommes tués, blessés ou prisonniers, c'est-à-dire, à un tiers du nombre des soldats qui les composoient : ce qui parvint à échapper n'y réussit que par des marches forcées et continuelles. La perte de l'artillerie fut dans une proportion plus forte encore : quatre-vingts pièces de canon tombèrent au pouvoir des alliés, depuis Fère-Champenoise jusqu'à

Crécy et aux environs de Meaux. Mais aussi quand on se représente que l'armée de Silésie étoit encore le 24 mars à Fismes, entre Reims et Soissons, et que, dès le 26, elle combattoit à la Ferté-Gaucher, après une marche de vingt-six lieues; on est entièrement convaincu qu'il n'est aucun effort physique qui puisse jamais surpasser ceux qu'a produits, de part et d'autre, la crise sans exemple dont nous retraçons l'histoire.

Dans la nuit du 26 au 27, le général Woronzow surprit, près de la Ferté-sous-Jouarre, un corps français au bivouac, et le fit prisonnier, au nombre de deux mille hommes environ. De Meilleret, où la grande armée avoit pris position le 26, elle continua sa marche sans interruption, et dès le 27, le quartier-général fut établi à Coulommiers; les Austro-Russes ayant fait ainsi vingt-sept lieues en trois marches, et ne se trouvant plus qu'à treize lieues de la capitale. Le même jour, le maréchal Blucher porta son quartier-général à la Ferté-sous-Jouarre, dans l'intention d'y passer la Marne le lendemain, tandis que la grande armée la passeroit à Lagny. L'intention des souverains alliés étoit de concentrer la totalité de leurs forces sur la rive droite de la

Marne et de la Seine pour attaquer Paris au nord, en prenant position sur les hauteurs de Montmartre.

De quel étonnement ne furent pas frappés les habitans de la Brie en voyant défiler dans un ordre admirable ces masses prodigieuses, ces armées immenses qu'on leur avoit représentées comme étant en déroute, en fuite, et n'offrant plus que des débris !

Le 28 mars, elles continuèrent leur marche sur Meaux par les deux routes de la Ferté-Gaucher et de Montmirail. Dix mille hommes de gardes nationales, mêlées à quelques troupes de ligne, essayèrent, entre la Ferté-sous-Jouarre et Meaux, de tenir tête à l'armée de Silésie : tentative inutile. Le général Horn les attaqua brusquement; et se mettant à la tête de quelques escadrons, il perça dans une masse d'infanterie, et fit le général français prisonnier.

Le même jour, une partie du corps d'armée du maréchal Mortier, sous les ordres du général Vincent, traversa la ville de Meaux, rompit le pont, en se retirant, et retarda ainsi la marche des alliés. L'évacuation de Meaux fut marquée par l'épouvantable explosion d'un immense magasin à poudre que des

satellites de Buonaparte firent sauter sans en donner le moindre avis aux habitans. La commotion fut telle, qu'ils se crurent à la veille d'être ensevelis sous les ruines de la ville; toutes les fenêtres, sans exception, furent réduites en atomes; toutes les maisons furent endommagées, ainsi que la cathédrale, édifice remarquable par sa structure, ses ornemens, et surtout par le chœur, chef-d'œuvre d'architecture.

Les alliés avoient déjà jeté sur la Marne plusieurs ponts, afin de filer sur la rive droite en plusieurs colonnes. Le passage fut disputé à Tréport. Toutefois, malgré le feu des Français, le pont fut bientôt achevé, et l'armée de Silésie passa toute entière.

Ainsi, dès le 28 mars, quatre jours après le mouvement de Vitry, les souverains alliés se voyoient transportés aux environs de Paris, sans qu'aucun obstacle, aucune force imposante pussent leur en interdire les approches. Cet avantage décisif, ils le devoient à la célérité de leur manœuvre, et à la vigueur de leur résolution, qui leur avoient fait gagner quatre marches sur l'armée française et sur Napoléon en personne (1).

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LVI.

Voyons maintenant par quel esprit de vertige ce conquérant déchu, mais toujours si actif, si redoutable, se laissa enlever sa capitale sans en concevoir le moindre soupçon. Au moment même où les alliés commençoient leur rapide mouvement, il montroit aux yeux de son armée cette confiance hypocrite et insultante avec laquelle il s'étoit si souvent joué des nations. « On a parlé de paix, disoit-il ; » mais je ne traite point avec des prisonniers ; » car déjà il regardoit les armées alliées comme coupées et enfermées au cœur de la France. Le sort de Paris, abandonné pour ainsi dire à lui-même, ne lui avoit inspiré qu'une légère sollicitude, accoutumé, comme il l'étoit, de tout rapporter à sa personne. En effet, il se voyoit au milieu d'une armée fidèle, intrépide, infatigable, qui avoit remporté plus de victoires qu'elle n'avoit éprouvé de revers, et dont les succès, dans une campagne si pénible, rehaussoient encore la gloire. En s'efforçant de changer le théâtre de la guerre pour frapper un coup décisif, il n'entrevit d'autre danger pour sa capitale, que d'être insultée momentanément par quelques corps détachés de l'armée de Silésie, jusqu'à ce que la renommée de son mouvement sur les communications

de la grande armée forçât toutes les troupes ennemies de rétrograder vers le Rhin.

Persuadé que tel seroit le résultat de ses manœuvres, il avoit expédié, dit-on, à son frère Joseph et à ses ministres, un courrier porteur d'une dépêche par laquelle il leur demandoit expressément s'ils pouvoient lui donner l'assurance que, tandis qu'il exécuteroit une opération qui alloit étonner l'Europe, Paris ne s'effraieroit point de l'apparition d'un détachement de l'armée de Blucher; si Paris enfin, secondé par des troupes de ligne, opposeroit une résistance efficace à une attaque subite qui ne pouvoit durer au-delà de quarante-huit heures. On ajoute que l'enthousiasme fut à son comble dans le conseil, à la lecture de cette dépêche impériale; que les ministres et le roi de théâtre appelé *roi Joseph*, engagèrent leur responsabilité, non-seulement pour une résistance de quarante-huit heures, mais encore pour une défense en règle pendant huit jours, défiant l'ennemi de pénétrer dans la capitale avec une partie seulement de ses forces.

Cette délibération rassurante parvint rapidement à Arcis, au moment où Napoléon étoit encore incertain s'il attaqueroit la grande armée alliée, ou s'il commenceroit son mou-

vement vers l'est. On ajoute qu'à l'arrivée de l'auditeur, ou maître des requêtes, chargé du porte-feuille contenant le travail du conseil et des ministres, travail que Napoléon recevoit pour la dernière fois, il dit à ce jeune fonctionnaire, avec sa brusquerie accoutumée : « Eh » bien, les badauds de Paris ont-ils peur? » et que, plein de zèle et d'espoir, l'aspirant au conseil exalta les dispositions belliqueuses des Parisiens et leur dévouement à la personne de leur empereur. C'est ainsi que, rassuré de tous côtés, Napoléon continua, avec une confiance imperturbable, son mouvement sur la Lorraine.

C'étoit le 23 mars que son armée en avoit pris la route ; il n'arriva qu'après trois marches à Saint-Dizier : là il apprit que le duc de Tarente et le duc de Reggio, qui formoient son arrière-garde, avoient été vivement inquiétés depuis Arcis-sur-Aube ; qu'ils avoient laissé une partie de leur artillerie dans les boues de Sommepuis, où les chemins étoient impraticables, et que ce n'étoit pas sans effort qu'ils avoient fait leur jonction à Vitry avec le maréchal Ney, laissé en position devant cette ville. Le même jour 23 mars, M. de Caulaincourt, ministre et plénipotentiaire de Napo-

léon, arrivant du congrès dissous, joignit l'armée à Saint-Dizier. Le lendemain Napoléon ralliant le gros de ses forces, et se dirigeant au sud, prit la route de Joinville, passa à Vassy, et fit halte à Doulevant, dans la soirée du même jour. Cette nouvelle direction l'éloignoit de plus en plus de Paris et des armées confédérées. Aux yeux des militaires clairvoyans, il n'étoit déjà plus douteux qu'elles n'eussent opéré leur jonction, et marché sur la capitale : c'étoit le sentiment général de l'armée. Napoléon seul ne voyoit, n'entendoit rien, ne soupçonnoit rien : on eût dit qu'un épais bandeau ne lui permettoit déjà plus de discerner les objets. L'inquiétude sur le mouvement présumé de l'ennemi paroissoit d'autant plus fondée, que depuis le 19 on n'avoit plus reçu au quartier-général de nouvelles de Paris, et que les communications étoient évidemment interceptées. On ne pouvoit concevoir les motifs d'une manœuvre qui ouvroit aux alliés l'accès de la capitale. Plusieurs officiers étoient persuadés que Napoléon avoit renoncé à la défendre, qu'il n'avoit d'autre intention que de se rapprocher des places fortes du pays Messin et de la Lorraine, pour renforcer son armée d'une partie des garnisons,

et se borner ensuite à une guerre de partisans. D'autres soutenoient que la marche sur Doulevant n'avoit d'autre objet que d'enlever les empereurs alliés, qu'on supposoit en retraite de Bar-sur-Aube vers Langres. Il paroît certain que ce mouvement se combinoit avec celui d'une partie de la cavalerie légère détachée sur la grande route de Chaumont à Vesoul, non-seulement pour tenter de se saisir de l'auguste frère de Louis XVIII, mais encore de l'empereur d'Autriche. Prévenu du danger à Bar-sur-Aube, ce monarque fit, dit-on, treize lieues à cheval en toute hâte, escorté par sa cavalerie d'élite, pour gagner Châtillon-sur-Seine, évitant ainsi de tomber, soit dans les coureurs du général Piré, soit dans la colonne du général Alix.

C'est ainsi qu'en perdant de vue la guerre, pour ne s'occuper qu'à poursuivre les proies qui lui échappoient, Napoléon alloit se laisser enlever Paris et l'empire.

N'ayant reçu, pendant toute la journée du 26 mars, aucun avis certain sur la marche et la force de l'ennemi, qu'il supposoit toujours suivre les traces de son armée, il expédia un aide-de-camp au maréchal duc de Tarente, qui formoit l'extrême arrière-garde, et qu'on

savoit avoir été attaqué le matin à son passage à Saint-Dizier. L'aide-de-camp étoit chargé de prendre auprès du maréchal des renseignemens positifs sur la force que l'ennemi avoit montrée, et, dans le cas où toute l'armée alliée auroit paru, de faire connoître que l'intention de l'empereur étoit d'en venir à une action générale. Maître des communications avec les villes voisines, telles que Brienne, Bar-sur-Aube et Chaumont, et pouvant d'ailleurs choisir son champ de bataille, Napoléon ne doutoit pas du succès. L'aide de-camp trouva le duc de Tarente un peu au-delà de Vassy, et il reçut de ce général l'information qu'au moment de sortir de Saint-Dizier, l'ennemi avoit montré environ dix mille chevaux et cinquante pièces de canon en position près de Hoiricourt, sur la rive droite de la Marne; que de là cette artillerie avoit foudroyé d'une rive à l'autre les troupes en marche sur la route de Saint-Dizier à Vassy, route qui longeoit la rivière l'espace d'une demi-lieue. C'étoient les dix mille chevaux de Wintzingerode et de Czernicheff, chargés d'observer les mouvemens de Buonaparte. Le maréchal Macdonald ajouta que depuis cette première attaque, il n'avoit vu seulement qu'un petit nombre d'es-

cadrons suivre l'armée. Voulant recueillir une plus grande masse de lumières, l'aide-de-camp se rendit auprès des généraux Milhaud et Lhéritier, dont la cavalerie formoit l'arrière-garde : leurs rapports furent entièrement conformes à celui du maréchal, et ces deux officiers s'accordèrent dans l'opinion que l'ennemi n'avoit montré que de la cavalerie, et pas un seul fantassin.

Toutefois quelques généraux, dont le sentiment devoit être d'un grand poids, étoient persuadés que ce n'étoit là qu'une forte avant-garde, que la grande armée, ou la majeure partie au moins, étoit revenue sur ses pas vers Saint-Dizier, se portant sur Joinville, dans l'intention de tourner l'armée française alors à Doulevant, et de tomber entre ce bourg et Vassy, pour couper et séparer les différens corps de l'armée.

Le maréchal Ney, que l'aide-de-camp, expédié par Buonaparte, alla également consulter sur les mouvemens de l'ennemi, étoit loin de partager cette opinion. Jugeant l'état de la guerre avec la pénétration et le coup d'œil d'un général consommé, il ne doutoit nullement que les armées ennemies n'eussent opéré leur jonction, et ne marchassent sur la

capitale. Dans la nuit même, l'aide-de-camp d'ordonnance reprit la route de Doulevant pour rendre compte à l'empereur du résultat de sa mission. « L'ennemi, dit-il à Buonaparte, » n'a montré que de la cavalerie, et il y a » tout lieu de croire que les troupes qui ont » suivi le duc de Tarente, n'étoient chargées » que d'observer l'armée, et de couvrir le » mouvement de jonction des deux armées » combinées qui, suivant toutes les appa- » rences, sont en pleine marche sur Paris. » Napoléon apporta une extrême attention à ce rapport, et ne dit à l'aide-camp que ces mots : « Je verrai demain ce que j'aurai à faire. »

Quelle fut la surprise de cet officier, quand deux heures après il entendit donner l'ordre de départ pour Vassy, Napoléon voulant en venir à une action générale, et se battre sur ce terrain, qu'il y eût ou non des ennemis : sa persuasion étoit telle, que rien au monde ne pouvoit le dissuader que l'armée alliée marchât dans cette direction.

Toute l'armée française, par une contre-marche, s'étant portée de nouveau sur Vassy, trouva les avant-postes de la cavalerie de Wintzingerode à quelques lieues de là. Ils se replièrent sur Saint-Dizier à l'approche de la

cavalerie française, qui culbuta aisément les premiers escadrons russes.

L'armée arriva sur le terrain le même jour 26, et trouva tout le corps de Wintzingerode en bataille sur la rive droite de la Marne, occupant la route de Saint-Dizier à Vitry. Napoléon fit attaquer aussitôt Saint-Dizier par le duc de Reggio ; et passant en personne la Marne au gué de Valcour, à la tête de sa cavalerie d'élite, il renforça sa gauche dans l'intention de tomber sur l'extrême droite de l'ennemi, et de le refouler sur Saint-Dizier. Les dragons, les chasseurs et les lanciers de la garde commandés par le général Sébastiani, firent plusieurs charges brillantes, secondés par des corps de cavalerie, arrivés récemment de l'armée d'Espagne, et qui brûloient de se signaler. En peu de minutes les dix mille chevaux de Wintzingerode furent enfoncés de toutes parts, et firent leur retraite en désordre dans la direction de Bar-sur-Ornain, laissant les prés et les bois jonchés de leurs morts ; quelques fuyards seulement prirent la route de Vitry. La cavalerie française victorieuse fit un grand nombre de prisonniers, et ramena quatre ou cinq pièces de canon : elle montra la plus noble ardeur dans cette ren-

contre, glorieuse sans doute, mais qui n'étoit d'aucune importance pour l'état général de la guerre. Personne dans l'armée ne doutoit plus qu'au moment où l'on poursuivoit un corps isolé, la masse des forces de la coalition ne fût aux portes de Paris, et peut-être même dans les murs de cette capitale; mais, toujours dans l'aveuglement, Napoléon ne paroissoit occupé que de l'avantage qu'il venoit de remporter sur la cavalerie russe dont les chefs prolongeoient leur fuite en désordre, pour l'attirer et l'éloigner encore davantage du siége de sa puissance.

On eût dit que satisfait de ce succès brillant, il oublioit à la fois Paris, ses ennemis et la France, à l'exception des seuls points qu'il occupoit. Il s'applaudissoit surtout de manœuvrer sur les derrières de la grande armée austro-russe; il se voyoit en possession de Saint-Dizier, de Joinville, de Montierender, de Brienne; maître aussi de Chaumont, poussant ses patrouilles jusqu'à Langres, se trouvant en communication avec Troyes; il voyoi que de tous côtés on ramenoit des prisonniers, des bagages, on interceptoit des courriers, et il jugeoit impossible que l'ennemi pût résister à l'ascendant d'une telle manœuvre: il

étoit persuadé qu'il se hâteroit de fuir pour éviter son entière ruine : car ce qu'il soupçonnoit le moins, c'est qu'il marchât vers la capitale, ne croyant pas les alliés capables d'une résolution aussi vigoureuse.

Le même jour 26, tandis que le duc de Reggio poursuivoit Wintzingerode jusqu'à Bar-sur-Ornain, Napoléon transféroit à Saint-Dizier son quartier-général. Le lendemain il marcha de nouveau avec sa garde et le corps du maréchal duc de Tarente sur Vitry, qui n'avoit pas cessé d'être occupé par une garnison prussienne. Il vouloit absolument rester maître de cette position. Ainsi, quoiqu'il ne vît rien autour de lui qui pût confirmer l'étrange opinion que l'ennemi le suivoit avec toutes ses forces, quoiqu'il eût déja perdu un temps précieux, et que depuis huit jours il n'eût pas reçu directement de Paris un seul courrier, il employa encore une journée entière à faire des dispositions pour s'emparer de Vitry, dont l'occupation étoit alors d'une si foible importance. Quelle preuve plus manifeste que son génie militaire s'étoit évanoui devant les revers! Furieux de ne pouvoir intimider la garnison de Vitry-le-Français, il prend la résolution de brûler cette ville, et

à l'instant il fait braquer contre ses murailles cent vingt pièces de canon et obusiers. Vitry étoit perdu si Napoléon n'eût reçu dans la soirée même du 27 mars, le premier avis indirect que les deux armées alliées étoient à Meaux, et marchoient sur la capitale : il suspendit aussitôt l'attaque, et donna l'ordre du départ.

Ici va se manifester bien plus encore cet esprit de vertige auquel il étoit alors en proie. La route directe par Sézanne pouvoit conduire à Paris ses têtes de colonnes en quarante heures, ou en trois marches forcées. Si dans cette direction il avoit à craindre de tomber dans la masse des forces alliées, il pouvoit suivre au moins la route directe de Vitry à Troyes ; mais, dans son trouble, dans son anxiété, il abandonne Vitry brusquement sans rien laisser transpirer, puis il erre, pour ainsi dire, à l'aventure dans les chemins de traverse de Vassy à Troyes, s'éloigne encore de Paris, et vient retomber, le 28 mars, sur Doulevant. L'armée se retrouvoit ainsi au même point où elle étoit le 23. Alors néanmoins Napoléon parut sentir qu'il n'y avoit plus de temps à perdre, et qu'il falloit se rapprocher de Paris. Le 29, au point du jour, il se met en marche

pour Vandœuvres, la cavalerie, l'artillerie et les bataillons de la garde, faisant tête de colonnes : telle fut la rapidité de cette marche détournée que toute la cavalerie et l'artillerie légère franchirent l'espace de onze lieues, le premier jour, par les traverses. Il fallut prendre les chevaux d'artillerie de la ligne pour emmener les trains de la garde, et 60 caissons se trouvant alors sans attelage, on y mit le feu : les paysans recueilloient les cartouches semées sur la route, et les distribuoient aux soldats qui suivoient. En arrivant au pont de Doulancourt, où l'on passe l'Aube, l'avant-garde trouva un courrier venant de Paris, et qui attendoit Napoléon, pour lui remettre ses dépêches. Le bruit de l'arrivée d'un courrier se répandit, et excita au plus haut degré la curiosité et l'attente des soldats, des officiers et des généraux. C'étoient depuis plus de dix jours les premières nouvelles authentiques et sûres que Napoléon et ses maréchaux eussent reçues de la capitale. Mettant pied à terre dans une petite prairie sur les bords de l'Aube, Napoléon décacheta les paquets avec empressement, et questionna le courrier : le résultat des dépêches et des informations lui apprit que, depuis la veille, les armées alliées étoient à Claye, à cinq lieues

de Paris, et que les maréchaux Marmont et Mortier, après s'être retirés devant elles, se disposoient à défendre la capitale.

Toutes les illusions, tous les prestiges, toutes les espérances se dissipèrent alors, et le bandeau qui couvroit depuis si long-temps les yeux de Napoléon, fut déchiré. Frappé comme d'un coup de foudre, il aperçut dans le lointain la catastrophe que signaloit déjà l'écroulement du grand édifice de sa puissance ; mais l'état de son âme se manifesta plutôt par un sentiment de stupeur que par les convulsions du délire et de la rage. Il sembloit vaincu par les revers et par la loi du destin. Il passa ainsi quelques heures au pont de Doulancourt, entouré de ses aides-de-camp et de plusieurs de ses généraux. On peut se figurer aisément dans quelle anxiété se trouvèrent tout à coup ces enfans de la gloire et de la valeur, ces généraux si célèbres, qui s'étoient voués par devoir aux intérêts du plus insensé et du plus ingrat des hommes : leurs craintes et leurs alarmes se portoient naturellement sur le sort de la capitale ; ils ignoroient les dispositions des alliés, et quelque favorables qu'on pût supposer les intentions des souverains, on ne devoit guère admettre qu'il leur fût possible

de contenir leurs troupes, et de préserver Paris de sa ruine. C'étoit dans cette immense capitale que presque tous les chefs de l'armée avoient, ou leurs familles, ou leurs amis, ou enfin ce qu'ils possédoient de plus cher. Napoléon parut céder un instant au sentiment d'inquiétude et de pitié que manifestoient ses généraux sur le sort qui étoit réservé à Paris, et il fit partir en toute hâte le général Dejean avec l'ordre formel de ne pas sacrifier cette capitale par une défense obstinée. On croit aussi que dans ce court intervalle de résignation, voulant avoir recours à l'empereur d'Autriche, qu'il s'étoit flatté quelques jours auparavant de tenir en son pouvoir comme prisonnier, il appela auprès de lui, et fit mettre en liberté le baron de Wissemberg, ministre autrichien, récemment arrêté entre Doulevant et Bar-sur-Aube, et qu'ayant eu avec lui une conférence, il avoua sa détresse, et le conjura de se transporter en hâte auprès de l'empereur son beau-père, pour intercéder en faveur de Marie-Louise, et recommander son fils le roi de Rome à la tendresse et à l'intérêt politique de François II; enfin on assure que le baron de Wissemberg, cédant aux instances de Napoléon,

se mit aussitôt en route pour Dijon, où venoit de se retirer l'empereur son maître. Un M. de Galbois y fut aussi expédié; il passa à Châtillon-sur-Seine, accompagné de M. Guinet, chef d'escadron adjoint à l'état-major-général du prince de Wagram ; et cet adjoint revint de Dijon sous l'escorte d'un officier autrichien, qui le reconduisit jusqu'à Vandœuvres, quartier-général de Napoléon, dans sa marche forcée et inutile sur Paris. Que la mission de M. de Galbois ait précédé ou suivi la négociation du baron de Wissemberg, il en résulte toujours qu'avant l'arrivée de l'armée à Fontainebleau, et l'entrée des alliés à Paris, Napoléon jugeoit sa cause tellement désespérée, qu'il cherchoit un appui tardif auprès de l'empereur d'Autriche, dont il avoit refusé si durement la médiation, prince trop dévoué à la cause de l Europe et de sa monarchie pour la sacrifier à des intérêts personnels et secondaires.

Mais ces tentatives superflues ne servirent qu'à marquer l'agonie d'un pouvoir expirant. Ce fut en vain que, ranimé par quelques lueurs d'espérance, Napoléon crut étonner et surprendre ses ennemis par sa célérité; en vain ordonna-t-il à sa garde, qui de-

voit prendre quelques heures de repos à Vandœuvres, de filer jusqu'à Troyes, et de faire ainsi deux marches en une seule journée; en vain fut-il secondé par le dévouement et le zèle de ses soldats : il n'étoit plus temps. Paris, pendant quinze ans le siége de cette puissance usurpée, alloit échapper au tyran de la France et au fléau de l'Europe.

LIVRE SEIZIÈME.

Les armées alliées s'approchent de Paris. — Revue du 27 mars. — L'impératrice, le roi de Rome, les ministres et les grands dignitaires s'enfuient. — Dispositions d'attaque — Préparatifs de défense. — Proclamation du roi Joseph. — Affiche incendiaire de la police. — Fermentation dans la populace. — Attaque de Paris. — Combats acharnés. — L'empereur Alexandre manifeste ses intentions au capitaine Peyre. — Joseph Buonaparte est instruit par cet officier que les souverains alliés sont à Bondy. — Attitude de la garde nationale. — Physionomie de Paris pendant la bataille. — Joseph Buonaparte ordonne de capituler, et prend la fuite. — Les positions qui couvrent Paris sont enlevées. — Suspension d'armes. — Un aide-de camp de Napoléon apporte l'ordre qu'on défende Paris à outrance. — Arrivée de Napoléon à la Cour-de-France près Paris. — Tentatives pour soulever la populace. — Capitulation de Paris.

Après avoir passé sur la rive droite de la Marne, les deux armées réunies du prince Schwartzenberg et du maréchal Blucher continuèrent leur marche vers Paris, sur trois routes différentes : celles de Meaux, de Lagny

et de Soissons. Les corps du comte de Wrede et du général Sacken formant près de trente mille hommes, restèrent en réserve près de Meaux, pour assurer le passage de la Marne, dans le cas où Napoléon reviendroit avec son armée, en prenant sa direction sur Sézanne.

Les alliés, en approchant de la capitale, n'éprouvèrent d'abord qu'une foible résistance de la part des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, qui se replioient entre Claye et Bondy, pour se concentrer et prendre position sur les hauteurs qui couvrent Paris au nord-est.

A mesure que l'ennemi avançoit, une multitude d'habitans des campagnes se réfugioit dans la capitale, semant partout l'alarme sur leur passage. L'aspect de tant de fugitifs accrédita bientôt les bruits sourds et sinistres qui circuloient dans toutes les classes. On savoit confusément que Napoléon manœuvroit vers la Lorraine; que, deux corps chargés de couvrir la capitale ayant été écrasés, leurs débris battoient en retraite sur la route de Meaux. Mais, plus on voyoit grossir le danger, et moins on s'y montroit sensible, soit qu'on eût épuisé tous les genres d'alarmes et de terreurs, soit qu'on préférât le péril à une anxiété cruelle. Les émissaires de la police, lancés parmi le

peuple et au milieu des groupes, s'attachoient à dénaturer, à étouffer la vérité, pour qu'elle ne s'ouvrît aucun passage au milieu d'une tourbe inquiète. « Les habitans des cam-» pagnes, disoient-ils, sont frappés de ter-» reurs paniques; ils voient des armées nom-» breuses, où il n'y a qu'une poignée de » partisans. Le corps qui s'est avancé vers » Meaux n'est autre chose qu'une *colonne* » *égarée*, qui tombe maintenant dans le piége » que lui tend l'empereur avec son armée » triomphante. »

Mais tel étoit l'embarras des satellites d'un pouvoir déchu, qu'ils tomboient dans des contradictions manifestes dès qu'ils s'adressoient à la classe éclairée et pensante; ils s'efforçoient à la fois de nier le danger et de le grossir, voulant rassurer les esprits foibles, et préparer la masse du peuple à saisir le glaive par désespoir, et à s'ensevelir sous les ruines de Paris, plutôt que d'en permettre l'accès aux ennemis de Napoléon.

« Les alliés, disoient les écrivains du gouver-» nement, regardent le pillage et la destruction » de la capitale comme la récompense et le but » de leur invasion ; ils se vantent d'entrer dans » Paris sans éprouver de résistance, de livrer

» la ville au pillage, de prendre l'élite des ou-» vriers, des artisans, des artistes, des jeunes » filles mêmes, pour les envoyer au fond de » la Russie, peupler ses déserts ; ils veulent » chasser le reste de la population, et mettre » le feu à toute la ville.

» Mais, avec quel espoir de succès une » armée oseroit-elle entrer dans Paris ? que » deviendroit-elle au milieu d'une immense » population armée, irritée, et résolue de se » défendre ? Paris renferme vingt mille che-» vaux de trait qui mettroient e n mouvement » cinq cents pièces de canon. D'ailleurs, il se-» roit aisé de barricader les rues, et d'offrir, » sur chaque point, une résistance invincible ; » il suffiroit même de fermer les barrières » sur les ennemis pour qu'ils fussent tous exter-» minés jusqu'au dernier.

» Qu'auroit-on à redouter du feu des canons » placés sur les hauteurs de cette ville immense? » Ne sait-on pas que les plus grosses pièces » d'artillerie braquées sur l'élévation la plus » rapprochée des barrières, n'atteindroit pas » au dixième du diamètre de Paris, c'est-à-» dire, aux quartiers populeux. D'ailleurs, » avant d'avoir brûlé six maisons, l'artillerie » d'une armée consommeroit six fois autant

» de munitions qu'il lui en faudroit pour toute » une campagne.

» Jamais les alliés n'oseront approcher de » Paris.

» Non, non, jamais, s'écrioient les Tyrthées » de la police,

» De la ville immortelle
» Ils n'oseront insulter les remparts ! »

Mais, déjà, tout démentoit une sécurité trompeuse. Les nouvelles prenoient un caractère alarmant. Des réfugiés de Coulommiers et de Meaux déclaroient avoir vu défiler sur les collines de la Brie une armée innombrable. On les traita de visionnaires; et, malgré les rapports des généraux en retraite, l'homme qui s'intituloit *le roi Joseph*, et les ministres eux-mêmes persistoient à ne voir qu'un détachement de l'armée de Blucher, dans les forces immenses qui s'approchoient de la capitale.

Il fallut pourtant se mettre en défense ; et le dimanche, 27 mars, Paris vit dans son sein tous les avant-coureurs des combats. Six mille hommes de troupes de ligne et vingt mille hommes de gardes nationales, rangés en bataille, furent passés en revue dans la cour des Tuileries, défilant ensuite d'une manière imposante sur les quais et sur les ponts. L'aspect

sévère et lugubre des parcs d'artillerie à pied et à cheval, le froissement des trains, la tenue martiale de l'infanterie et des escadrons, le silence morne du soldat, l'inquiétude et l'attente d'une foule curieuse, formèrent les principaux traits de cette représentation militaire hostile. On étoit oppressé : l'âme la plus forte se sentoit saisie d'une crainte involontaire.

Au même moment, le corps prussien du général York en venoit aux mains à Claye et dans la forêt environnante, avec l'arrière-garde des corps qui se replioient sous Paris. Postée sur un terrain avantageux, cette troupe, par ses nombreux tirailleurs, fit éprouver aux Prussiens une perte de quatre à cinq cents hommes; mais ils reçurent bientôt des renforts, et le général York resta maître enfin de Claye et des bois qui l'avoisinent. Son corps d'armée et celui du général Kleist se portèrent immédiatement de la route de Meaux sur celle de Soissons, faisant place à l'armée du prince Schwartzenberg. A peine le sixième corps sous les ordres du général Rayefski fut-il en ligne, qu'il en vint aux mains à son tour avec l'arrière-garde française à Ville-Parisis. Là, après plusieurs escarmouches, les généraux

des deux partis convinrent d'une suspension d'hostilités pendant quatre heures. La marche de l'ennemi en fut moins rapide, mais plus assurée. Ainsi l'orage grondoit sur la tête des Parisiens, et les Parisiens se croyoient à l'abri de la foudre ; l'ennemi étoit à leurs portes, et des bulletins fallacieux qui parloient encore de victoire, entretenoient une dangereuse sécurité. Les yeux toutefois commencèrent à s'ouvrir à l'aspect des scènes déchirantes dont les boulevards furent le principal théâtre dans la matinée du 28 mars. Ces promenades paisibles, embellies d'équipages brillans, de femmes élégantes, de tout le cortége du plaisir et du luxe, se couvrent tout-à-coup de soldats blessés, de villageois abandonnant leurs chaumières ou leurs fermes, traînant avec eux les débris de leur fortune rustique. Ici plusieurs charrettes se succèdent, où quelques bottes de foin et de paille servent de lit à des familles entières ; là des troupeaux suivent leurs maîtres expatriés ; plus loin des groupes de Parisiens, troublés, éperdus, accablent de questions de malheureux paysans que le récit de leurs désastres semble soulager. Vers midi les mêmes scènes changent de caractère, et ne forment plus aux yeux de la foule des prome-

neurs égoïstes et trompés qu'un spectacle varié et curieux. Tout prend un aspect guerrier, et la confiance semble renaître. Des fuyards et des blessés arrivent, il est vrai; mais de nouvelles troupes, des munitions, de l'artillerie partent en bon ordre; des officiers d'ordonnance, en traversant Paris, s'efforcent, par de faux rapports, d'y entretenir la sécurité, et les Parisiens voient sans émotion et sans trouble les mêmes objets qui les glaçoient de frayeur trois ou quatre heures auparavant; ils reprennent leurs habitudes, et passent ainsi de l'inquiétude à la confiance. Rien d'ailleurs n'indiquoit d'une manière positive les progrès de l'ennemi; et cependant le général Rayefski poussoit en avant au-delà même de Bondy avec le sixième corps russe; tandis que le prince royal de Wurtemberg s'approchoit des points d'attaque, en gagnant la grande route de Lagny, et en prenant position sur les hauteurs de Chelles. Les arrière-gardes françaises, en se repliant, abandonnèrent les dehors de Pantin, et sur leur gauche le terrain en front de Montmartre.

Ainsi, dès le 29 au matin, les alliés portèrent leurs avant-postes vers Pantin, la Villette et le bois de Vincennes, harcelant les

corps qui se rallioient sous les murs de Paris.

La fermeture des boutiques, la suspension totale des affaires, les groupes nombreux qui se formoient sur les quais, les places, les boulevards; le trouble visible des agens du gouvernement, le mystère dont ils cherchoient à s'environner, tout annonçoit un prochain dénouement. Mais, tandis que la stupeur et l'effroi régnoient à la cour de Napoléon, tandis que les ressorts de l'Etat se détendoient, la masse de la population parisienne conservoit une attitude calme.

On voyoit clairement que le colosse épuisé, appelé l'empire français, tomboit en dissolution. Des trésors et de nombreux bagages, fruits de tant d'exactions et de rapines, filoient sur les routes de la Loire. Les ministres inquiets et tremblans, faisoient évacuer leurs bureaux, et présidoient eux-mêmes au brûlement de tous les papiers mystérieux, témoignages accusateurs d'un gouvernement criminel.

Bientôt il n'y eut plus, dans tout Paris, aucun doute sur la réalité du danger. On avoit eu connoissance d'une première délibération du conseil, portant que le gouvernement et l'impératrice Marie-Louise se maintiendroient

dans Paris. Tout à coup l'archichancelier de l'empire prend une délibération contraire, sur des informations secrètes, dit-on, ne laissant rien transpirer de ses motifs, pour ne pas propager le sentiment de la frayeur dont il étoit lui-même saisi.

Ainsi, non-seulement les principaux dignitaires, mais l'impératrice et son fils abandonnèrent subitement Paris, désertion injurieuse à la garde nationale, à qui on avoit confié le dépôt de la dynastie de Napoléon; désertion qui accéléra le sort de la capitale. Pleine d'honneur et de loyauté, la garde parisienne vit avec indignation la lâcheté avec laquelle tous les membres du gouvernement fuyoient, emportant avec eux leurs richesses et la malédiction publique, osant encore recommander aux Parisiens de verser leur sang, de sacrifier leurs propriétés, leurs personnes pour le soutien d'une cause désespérée et d'un maître défendu par ses ministres et ses courtisans, avec la même lâcheté qu'ils avoient apportée à le servir. Le sentiment de l'honneur et du devoir n'étoit plus que dans les camps et dans la masse de la population: tout ce qui étoit en dignité ne trembloit que pour la perte de ses richesses.

Paris avoit pour défenseurs, non-seulement les restes des corps repliés devant l'ennemi, mais cinq à six mille hommes de garnison commandés par les généraux Compans et Ornans, et trente mille gardes nationales, sur lesquelles huit à dix mille au plus étoient propres à un service hostile. Avec toutes ces forces réunies, Paris ne pouvoit guère mettre en bataille plus de vingt-six à vingt-huit mille hommes, et seulement dix-huit à vingt mille soldats aguerris. Cette petite armée se trouvoit sous le commandement immédiat de Joseph Buonaparte, assisté des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, et du général gouverneur Hulin. Mais ce Joseph, usurpateur éphémère du trône des Espagnes, avoit fui trois fois de Madrid à l'approche de l'ennemi; et, à la journée de Vittoria, dernière bataille de la péninsule, il avoit donné lui-même le premier signal de la déroute. Quel présage pour tant de braves qui se dévouoient à la défense de Paris!

Joseph toutefois se montroit décidé à tenir dans ce dernier boulevard de la puissance de sa famille. Dès la veille, ses proclamations avoient dit aux Parisiens : « *Je ne vous quitterai pas !* » soit qu'il voulût atténuer l'effet du départ de Marie-Louise, soit qu'il préten-

dît contracter l'engagement sérieux de ne plus fuir. Le lendemain, il parcourut la ligne. Les troupes prennent aussitôt une position concentrée, leur droite sur les hauteurs de Belleville, Mesnil-Montant et la butte Saint-Chaumont, s'appuyant à Vincennes; le centre vers le canal de l'Ourcq, protégé sur les derrières par le mamelon de Montmartre; la gauche se prolongeant de Mousseaux à Neuilly. La nature du terrain coupé sur la droite, plusieurs redoutes couvrant le centre, Montmartre commandant la plaine en arrière du canal de l'Ourcq, et enfin, une immense artillerie de plus de cent cinquante pièces de canon avantageusement disposée sur toute la ligne, ajoutoient à la force de cette position défensive.

Tandis que ces préparatifs se complétoient, les souverains alliés et leurs généraux, assemblés en conseil de guerre dans la nuit du 29 au 30, arrêtoient les dernières dispositions d'attaque. Le prince royal de Wurtemberg, formant la gauche, devoit marcher sur Vincennes; le général Rayefski sur Pantin et Belleville; les gardes russes et prussiennes sur la grande chaussée qui conduit de Bondy à Paris, le long du canal de l'Ourcq. Sur la droite,

l'armée de Silésie devoit se diriger par la chaussée de Soissons, vers Saint-Denis, et sur le village de la Villette, pour attaquer les hauteurs de Montmartre, tandis que la grande armée formeroit ses attaques sur les hauteurs de Belleville et de Romainville. Le troisième corps étoit placé en échelons et en réserve, ainsi qu'une partie de la cavalerie.

Tout préludoit à une attaque prochaine, vers l'enceinte de la capitale, et les Parisiens ne soupçonnoient point encore la grandeur du péril qui les menaçoit. Poursuivant son système de perfidie et de mensonge, le gouvernement venoit d'annoncer que tous ces préparatifs militaires n'avoient pour objet que de repousser une foible colonne de l'armée ennemie; et deux cent mille hommes arrivoient sous les murs de Paris; des masses d'infanterie s'avançoient par trois routes différentes; une cavalerie nombreuse couvroit les plaines; six cents bouches à feu alloient foudroyer les hauteurs.

De tous les spectacles, le plus nouveau pour les Parisiens, comme le plus terrible, étoit sans doute celui d'une bataille; la guerre, depuis près de deux siècles, n'avoit pas approché de leurs murs.

Le 30 mars, à deux heures du matin, Joseph donne l'ordre formel de défendre Paris, et de faire marcher la garde nationale. Entre trois et quatre heures, la *générale*, et ensuite le rappel des tambours se font entendre dans tous les quartiers de la ville, et tirent de leur sommeil les Parisiens, dont un grand nombre s'étoit livré aux douceurs du repos sans prévoir que le réveil du lendemain seroit le signal des combats. Toute la garde nationale, quoique irritée et découragée de la fuite honteuse des membres du gouvernement, prend les armes et se rend avec célérité aux différens postes qui lui sont assignés en seconde ligne. En vain des femmes et des enfans en pleurs cherchoient à retenir leurs époux, leurs pères qui s'arrachoient avec effort de leurs bras : généraux, officiers, soldats, citadins, tous réunis en un seul sentiment, malgré la diversité des opinions, se montrent pénétrés du devoir sacré pour toutes les nations, de défendre leur capitale. Deux parlementaires s'étoient présentés inutilement aux avant-postes des maréchaux ducs de Raguse et de Trévise ; on avoit refusé de les admettre. Tout étoit prêt pour une courageuse résistance sur les hauteurs qui protégent Paris; l'artillerie garnissoit les

positions, et les plus grandes forces étoient jetées sur les collines de Belleville, dernier boulevard de cette immense capitale, entre la route de Soissons et la rive droite de la Seine.

Vers cinq heures du matin, le canon gronde par bordées qui se succèdent, accompagné du feu roulant de l'infanterie, qu'entretiennent les tirailleurs de part et d'autre, vers Belleville et sur la butte Saint-Chaumont : là est posté le corps du maréchal duc de Trévise, ayant quatorze pièces de canon en batteries. Les tirailleurs se multiplient, s'éparpillent, s'approchent, s'attaquent, et le combat devient de plus en plus sanglant et acharné. Ce prélude terrible sert de signal aux nombreux satellites de la police dont le chef est encore à son poste. Ces hommes désespérés s'efforcent d'égarer et d'armer le peuple par de faux bruits, assurant partout que l'ennemi est repoussé, que Napoléon arrive avec quatre-vingt mille combattans. L'astuce et la perfidie sont employées pour enflammer les esprits et remuer les passions. L'atelier littéraire de la police vomit alors une affiche incendiaire intitulée : *Nous laisserons-nous piller ? nous laisserons-nous brûler ?* et dont voici le début :

« Tandis que l'empereur arrive sur les der-

» rières de l'ennemi, vingt-cinq à trente mille » hommes, conduits par un partisan auda» cieux, osent menacer nos barrières : en im» poseront-ils à cinq cent mille citoyens qui » peuvent les exterminer ?

» N'avons-nous pas du canon, n'avons-nous » pas des baïonnettes, des piques et du fer? » s'écrioit l'écrivain frénétique. Nos fau» bourgs, nos rues, nos maisons, tout peut » servir à notre défense. Etablissons des bar» ricades, faisons sortir nos voitures et tout » ce qui peut obstruer les passages; crénelons » nos murailles, creusons des fossés, montons » les pavés des rues à tous les étages, et l'en» nemi reculera épouvanté. Qu'on se figure » une armée essayant de pénétrer dans un de » nos faubourgs au milieu de tant d'obstacles, » à travers le feu croisé de la mousqueterie » qui partiroit de toutes les maisons; exposé » sans cesse aux pierres et aux poutres qu'on » jeteroit de toutes les croisées : ne seroit-elle » pas détruite cette armée avant que d'arriver » au centre de Paris? »

La vigilance des bons citoyens arrêta la distribution de cette production infernale dont il ne circula que peu d'exemplaires : c'étoit en la propageant parmi le peuple que les

fauteurs de Napoléon espéroient réduire Paris en un monceau de cendres et de cadavres, ou tout au moins avoient-ils en vue de transformer Paris en une nouvelle Saragosse : hommes presque aussi stupides qu'infâmes! comme si le souffle de la tyrannie pouvoit jamais inspirer l'exaltation du patriotisme! Fut-il jamais au pouvoir d'un oppresseur d'entraîner les peuples à une défense nationale? N'aviez-vous pas devant les yeux l'attitude de la France pendant cette redoutable invasion? Aussi que d'efforts superflus pour soulever Paris dans les journées immortelles dont nous retraçons les événemens!

Excités toutefois par tant d'émissaires et de satellites, un certain nombre d'habitans non encore armés, appartenant la plupart à la classe indigente, formèrent des groupes, des rassemblemens, coururent aux barrières, demandèrent partout des armes, et n'en trouvèrent nulle part. Un de ces rassemblemens se porta en hâte sur la place Vendôme, et là reçut de l'état-major des piques pour aller au feu; mais le peuple rejetoit ces armes en criant à la trahison, comme s'il eût été au pouvoir des chefs de l'armée de lui offrir des fusils qu'ils n'avoient pas. Ceux qui formoient ces groupes tumultueux, sortoient presque tous de

la classe souffrante et laborieuse : ils ne désiroient que le trouble dans l'espoir du pillage; tel étoit le mobile qui les poussoit à prendre les armes, à provoquer l'incendie, le carnage, à proclamer le retour subit de Napoléon et de son armée. Ils avoient tenu dans les faubourgs des conciliabules affreux, où l'on avoit juré d'exterminer les marchands, de dépouiller les riches ; les maisons, les victimes étoient désignées, et les voitures toutes prêtes pour l'enlèvement du butin : telles étoient les dispositions sinistres de quelques centaines de forcenés, et cette lie impure de la population, la police cherchoit à l'agiter au moment même où l'ennemi, après deux heures d'escarmouches et de canonnade, en venoit à des attaques plus sérieuses.

A huit heures du matin, le corps russe du général Rayefski s'étoit avancé de Bondy en trois colonnes, soutenu par les gardes et les réserves ; et quittant la grande route de Meaux, il avoit formé l'attaque des hauteurs de Belleville et de Romainville. De même que celles de Montmartre, elles commandent Paris et le terrain d'alentour, qui est couvert de villages et de maisons de campagne. La division du prince Eugène de

Wurtemberg, après avoir commencé et soutenu le premier feu, essaie de tourner le flanc droit de la position de Belleville; mais ses masses d'infanterie sont repoussées par le feu du canon. A l'instant le duc de Raguse, prenant l'offensive, fait occuper par ses tirailleurs les bois et les maisons avancées de Pantin, et appuie toute son infanterie par une artillerie favorablement postée. La disposition du terrain ne permettant pas à la cavalerie alliée d'exécuter aucune charge décisive, le feu de l'artillerie parisienne eut le temps de faire un grand ravage dans les rangs ennemis. Le combat continua avec opiniâtreté sur les hauteurs entre Romainville et Pantin; et l'acharnement fut tel qu'il fallut renouveler les tirailleurs de part et d'autre : les villages de Pantin et de Romainville pris et repris plusieurs fois, restent au pouvoir des troupes françaises.

L'arrivée de toutes les colonnes d'attaque, et de grands efforts de courage pouvoient seuls donner la victoire aux alliés. Deux circonstances imprévues vinrent encore ajouter à l'incertitude et aux dangers de cette journée mémorable.

Le général Barclai de Tolly, commandant en chef les armées russes, apprit, en arrivant sur

le champ de bataille, que le maréchal Blucher n'avoit reçu que dans la matinée les dispositions d'attaque, et qu'il ne pourroit, à cause de l'éloignement, atteindre le point décisif de Montmartre que vers le milieu du jour; le général russe fut également informé que le corps du prince royal de Wurtemberg, soutenu par celui du général Giulay, ne seroit en mesure de prendre part à l'action au-dessous de Vincennes, qu'après midi. Ces contre-temps et la résistance des troupes françaises multiplioient les obstacles à tel point qu'il devenoit douteux qu'on pût s'emparer dans la journée des hauteurs qui dominent Paris. Dès lors tout devenoit problématique, car l'apparition subite de Napoléon, au centre de tant de ressources militaires et politiques, pouvoit changer en un moment l'état de la guerre. En admettant même que Napoléon reparût seul et sans armée dans Paris, il y auroit trouvé des moyens immenses pour ouvrir un nouveau champ de carnage. Les derniers rapports du général Wintzingerode rendoient cette circonstance vraisemblable, Buonaparte ayant fait un mouvement rétrograde sur Vitry dès le 27 mars. Pénétré de toute l'urgence du danger et de la nécessité d'un effort extraordinaire, le gé-

néral Barclai de Tolly jugea qu'il devenoit indispensable d'engager sur-le-champ l'élite des troupes russes ; et de décider ainsi le sort de la journée.

Sans perdre un moment, il fait avancer les grenadiers de la réserve, les gardes prussiennes et de Bade, pour prendre part aux attaques du général Rayefski. Bientôt le village de Pantin est repris à la baïonnette, et le prince Eugène de Wurtembrg enlève le village des Prés-Saint-Gervais ; mais les troupes françaises reçoivent aussi des renforts, et reviennent à la charge, déployant la plus rare valeur : elles essaient, plusieurs fois, de reprendre l'offensive. Arrêtées par les grenadiers russes près du bois de Romainville, elles sont rejetées enfin dans les villages de Belleville et de Mesnilmontant ; néanmoins chaque avantage n'étoit obtenu qu'au prix des plus grands sacrifices ; et après la plus vigoureuse résistance. Un feu nourri de mousqueterie et de canon alimentoit le combat sur toute la ligne ; l'artillerie parisienne étoit servie par des élèves de l'école Polytechnique, âgés la plupart de douze à quinze ans : ils n'avoient que peu d'exercice, et pourtant ils rivalisoient d'ardeur avec les vétérans qu'on leur avoit asso-

ciés. Leur feu bien dirigé jonchoit de cadavres ennemis les approches des positions. Transformés en canonniers, ces disciples de la guerre servoient les batteries avec l'enthousiasme de la valeur : on en vit un grand nombre mourir sur leurs pièces. Enflammés aussi de la plus vive ardeur, les soldats de la ligne ne cessoient de renouveler leurs attaques, et descendoient des hauteurs la baïonnette en avant, pour repousser les alliés. Le champ de bataille étoit couvert de morts, et le carnage présentoit un spectacle affreux. Le général Barclai de Tolly, voyant les collines entre Romainville et Pantin, occupées par les colonnes de la grande armée, ordonna aux régimens qui la plupart étoient dissous en tirailleurs, de réunir leurs forces et de quitter l'offensive, dans la conviction qu'à l'arrivée de l'armée de Silésie et de l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg sur le terrain, on s'empareroit de Belleville et de Saint-Chaumont avec moins de sacrifice.

La plupart des généraux français ne se dissimuloient plus que Paris étoit sur le point de succomber, si les alliés pouvoient montrer de plus fortes masses; mais le sentiment de l'honneur national portoit officiers et

soldats à redoubler d'ardeur et de courage. Joseph Buonaparte manifestoit lui-même une sorte d'émulation, et se flattoit de conserver intact le siége de la puissance de sa famille. Des hauteurs de Montmartre, où il s'étoit transporté avec son état-major de Vittoria, il expédioit ses aides-de-camp à tous les postes, et faisoit répéter aux gardes nationales et aux troupes de ligne cette phrase si rassurante de sa proclamation : « *Je suis avec vous ! défendez-vous !* » Telle étoit encore sa confiance, quatre heures après les premiers coups de canon, qu'il supposoit toujours l'ennemi n'ayant que vingt-cinq à trente mille hommes pour former ses attaques. Il ne fut détrompé que par l'arrivée subite d'un officier tombé la veille dans un parti de cosaques, et conduit au quartier-général des souverains alliés. C'étoit le capitaine-ingénieur Peyre, attaché à l'état-major-général de Paris.

Cet officier avoit reçu du gouverneur Hulin la commission délicate d'aller reconnoître au-delà de Pantin la force et la position des alliés, ou, selon une autre version, de s'informer seulement des motifs qui avoient fait refuser les parlementaires. A peine débouchoit-il de Pantin, que, tombant dans une avant-garde

de cosaques; il fut fait prisonnier ainsi que son gendarme d'ordonnance. Il soutint d'abord qu'il étoit retenu contre toute espèce de droit, sa mission ayant pour objet l'envoi des parlementaires, et il demanda à être reconduit sur-le-champ aux avant-postes. On lui objecte qu'il n'est point en règle, n'étant pas précédé d'un trompette, et n'ayant aucun ordre par écrit. Forcé de rester sous la garde des cosaques, ce n'est que le lendemain, au point du jour, qu'il est transféré à Bondy. Dans son trajet, le capitaine Peyre commence à reconnoître la force des alliés, qu'il avoit cru, ainsi que tout Paris, de vingt-cinq à trente mille hommes. Quelle est sa surprise, lorsqu'étant arrivé au quartier-général, on lui annonce qu'on va prendre à son égard les ordres de l'empereur Alexandre. Il étoit sept heures du matin, et la canonnade se faisoit entendre distinctement sur Paris, au moment où le prince Schwartzenberg prévint cet officier qu'il auroit audience de l'empereur de Russie à l'issue du conseil qui venoit de s'assembler; bientôt, en effet, il est introduit devant le czar.

« Monsieur, lui dit Alexandre, sur le refus » qu'on a fait hier de recevoir les parlemen- » taires des alliés, j'étois décidé à attendre

» qu'on vînt me faire des propositions au nom » de la ville de Paris. Ce n'est point à la na- » tion française que nous faisons la guerre ; » mais à Napoléon qui, par la plus injuste » agression, lorsque j'avois traité loyalement » et franchement avec lui, a porté la guerre » dans mes Etats : n'a-t-il pas occasionné la » dévastation de mon pays, et l'incendie de » ma capitale ? Je pourrois user de repré- » sailles ; mais, je vous le répète, ce n'est » point à la nation française, ce n'est point » à la ville de Paris que je fais la guerre : » croyez-vous que Paris se défende ? — Oui, » Sire, répond le capitaine Peyre. — Tant pis, » reprend Alexandre ; vous avez pu juger de » la force de notre armée ; ce n'est point une » seule division comme on vous l'a dit fausse- » ment, mais l'armée de l'Europe entière qui » est devant votre capitale. Toute résistance » seroit donc vaine, et feroit répandre le sang » inutilement : combien est forte l'armée sous » Paris ? — Votre Majesté me permettra de » ne pas répondre à cette question. — C'est » juste ; mais, Monsieur, puisqu'on veut se » défendre, dites bien à celui qui vous a en- » voyé, que d'après la démarche que vous venez » de faire, les hautes puissances ont chargé

» le général Barclai de Tolly d'attendre à » portée des avant - postes le parlementaire » qu'on jugera convenable d'envoyer pour en- » trer en conférence. Voilà des proclamations ; » remettez-les à qui bon vous semblera. Sur- » tout n'oubliez pas de dire, puisqu'on veut se » défendre, que je serai toujours disposé à » traiter lors même qu'on se battroit dans » les faubourgs ; mais que si l'enceinte de la » ville étoit forcée l'épée à la main, nous ne » serions plus les maîtres d'arrêter nos troupes » et de préserver Paris du pillage. Partez, » Monsieur, le salut de Paris est en vos mains. »

Prenant aussitôt congé du czar, le capitaine Peyre se dirige, avec l'état-major russe, vers le village de Pantin, et y pénètre accompagné de deux trompettes et d'un officier-général. Neuf heures du matin venoient de sonner, et une vive fusillade s'étoit engagée entre les tirailleurs des deux partis. Les officiers russes font cesser immédiatement le feu de leurs soldats; mais il n'est aucun moyen de faire suspendre celui des Français. Pénétré de l'importance de sa mission, le capitaine Peyre s'élance, avec son gendarme, à travers une grêle de balles dont plusieurs percent ses habits; et, rentré dans la ligne de défense, il court

à Montmartre, où est l'état-major-général. On le croyoit prisonnier; le gouverneur de Paris s'empresse de l'introduire devant Joseph Buonaparte. Ce lieutenant-général de Napoléon plein de sécurité étoit alors à table; sa surprise fut extrême, quand le capitaine Peyre lui rendit compte que l'empereur de Russie et le roi de Prusse étoient à Bondy avec toutes leurs forces. Vaincu par cettre première impression, Joseph s'écrie: « En ce cas, il ne reste plus qu'à parlementer. » Le capitaine Peyre insiste lui-même sur l'impossibilité où sont les troupes françaises de résister à des forces immenses commandées par les souverains en personne. Son récit achevé, il remet à Joseph les proclamations dont il étoit porteur. Le poids d'un pareil témoignage sembloit devoir dissiper tous les doutes; et pourtant Joseph et son état-major retombèrent dans l'incertitude, ou plutôt dans leur aveuglement, ne pouvant se persuader que toutes les forces des alliés fussent sous Paris. Ce n'est qu'au bout d'une heure qu'ils ajoutent foi à l'exposé du capitaine Peyre, quand ils aperçoivent enfin les armées coalisées se développant dans la plaine Saint-Denis sur un front de plus de deux lieues. Il étoit alors midi; la garde nationale sortoit des barrières

pour soutenir la ligne, et on apercevoit clairement les alliés faisant leurs dispositions pour une attaque générale. Les premières colonnes de l'armée de Silésie étoient arrivées sur le terrain; Saint-Denis étoit bloqué. Le corps du général Langeron, après avoir délogé les troupes qui tenoient Aubervilliers, avançoit directement par Clichy sur Montmartre, tandis que les corps prussiens des généraux Kleist et York marchoient sur les villages de la Villette et de Pantin. Dès que leur artillerie eut ouvert son feu, les batteries françaises, entre ces deux villages, ripostèrent avec succès; et plusieurs bataillons reprenant l'offensive, renouvelèrent leurs efforts pour y entrer. Les bataillons prussiens repoussent les premières colonnes; ils sont enfoncés à leur tour par le surcroît de nouvelles troupes, par le feu meurtrier des batteries parisiennes couvertes et flanquées de fossés profonds. Mais de nouveaux bataillons de la garde prussienne, et de celle de Bade, se jettent, la baïonnette en avant, et emportent une seconde fois le village de Pantin.

Pendant ces différens combats, les tirailleurs de l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg s'étoient approchés de Vincennes; et

le général Barclai de Tolly, en ayant reçu la nouvelle, ordonna l'attaque générale. La division du prince Eugène de Wurtemberg se porta sur Belleville, et celle du prince Gortschakoff sur le village de Charonne, tandis que le corps des grenadiers russes, sous le commandement du lieutenant-général Lambert, marchoit aussi pour attaquer les villages de Belleville et de Mesnilmontant.

Déjà, du côté de Montmartre, les batteries ennemies étoient parvenues jusqu'au pied de ce mamelon, et, ouvrant leur feu, lançoient les boulets, les obus, par-dessus la tête de Joseph Buonaparte et de son état-major. Prévenu par le maréchal duc de Raguse que les troupes françaises, malgré leur glorieuse résistance, alloient être accablées par le nombre, et ne pourroient plus tenir qu'une heure et demie, Joseph vit alors que la prise de Belleville, de la butte Saint-Chaumont et de Montmartre alloit ouvrir aux alliés l'accès de la capitale, et qu'il étoit temps de songer à sa propre sûreté, qu'il retrouvoit encore une fois dans une prompte fuite.

Il ordonne aussitôt au capitaine Peyre d'accompagner l'aide-de-camp qu'il envoie au duc de Raguse pour l'autoriser à demander au

général Barclai de Tolly une suspension d'armes et une capitulation; mais ces dispositions pacifiques ne pouvoient se manifester assez promptement pour arrêter l'effusion du sang humain. Le temps s'écouloit, le combat se prolongeoit sur toute la ligne, et l'arrivée successive des forces de la coalition donnoit à l'ennemi une supériorité décidée.

Tandis que les dehors de cette immense capitale étoient ainsi le théâtre du carnage, l'intérieur offroit un aspect imposant et calme. La masse de la population couvroit les places, les rues, les boulevards intérieurs du nord; mais sans confusion, sans désordre, sans témoigner ni surprise ni frayeur; manifestant plutôt le sentiment de la curiosité et de l'attente. La foule se portoit plus particulièrement vers les portes Saint-Denis et Saint-Martin, comme pour assister à une cérémonie publique. Entre la file non interrompue de voitures, de bagages, de trains, d'officiers, de militaires de toutes armes allant au combat, ou revenant blessés, ou servant d'escorte, on voyoit circuler une foule immense et presque autant de femmes que d'hommes attirés par un spectacle unique dans les annales de l'Europe. Un sentiment universel d'intérêt et d'estime environnoit les

braves qui se dévouoient à une mort presque certaine. On les plaignoit de se battre au nom d'un chef universellement détesté, et dont le renversement eût été reçu comme un bienfait du ciel ; mais cette cause étoit encore celle de l'honneur, tant que les armes laisseroient entrevoir quelque apparence de succès.

Ni le bruit du canon et de la mousqueterie, ni les nouvelles effrayantes répandues par les agitateurs, ni les vociférations des satellites de la police ne purent troubler Paris. On eût dit qu'un secret pressentiment faisoit préjuger d'avance que le dénouement de ce grand drame n'offriroit point une catastrophe, et que l'enceinte de cette belle capitale seroit préservée des horreurs de la guerre ; mais si la masse de la population attendoit avec fermeté l'événement, il n'en étoit pas de même dans l'intérieur de toutes les familles. Que de mères et d'épouses étoient éperdues et en larmes ! Les unes se représentoient avec effroi le sac de Paris et leurs filles outragées ; d'autres, et c'étoit le plus grand nombre, trembloient sur le sort de leurs maris ou de leurs fils qui avoient pris les armes. Les généraux toutefois n'exigeoient d'autre service des détachemens de la garde nationale appelés hors des barrières,

que de se placer en seconde ligne, et de présenter à l'ennemi l'apparence d'une force qui n'existoit point en réalité. On ne devoit pas s'attendre que la garde parisienne montreroit cette fermeté, cette valeur héroïque, partage des troupes régulières et aguerries. Plusieurs pères de famille, en effet, qui, pour la première fois, assistoient à une bataille; d'autres, qui maudissoient le funeste honneur de soutenir un chef odieux et un gouvernement détesté, trouvèrent le chemin de la retraite, en jetant un coup-d'œil en arrière; d'autres enfin, touchés des larmes de leurs femmes et de leurs filles qui venoient les arracher du danger, suivirent aussi l'exemple que suggéroient la prudence et l'indignation. D'un autre côté cependant, l'histoire impartiale doit le dire, la majorité de la garde parisienne fournit aux principales attaques un grand nombre de tirailleurs qui contribuèrent à repousser l'ennemi à plusieurs reprises; elle eut un grand nombre de blessés dans ses rangs, laissa plus de trois cents morts sur le champ de bataille, et resta ferme sous les drapeaux de l'honneur et du devoir; elle reçut pourtant d'un de ses propres chefs le honteux exemple d'une lâche désertion, et ce chef appeloit depuis trois mois

tout Paris aux armes. Que dis-je! organe de toutes les mesures désastreuses, provocateur de tous les moyens d'avilissement, apôtre fougueux de la tyrannie, ses travaux, ses discours, ne tendoient qu'à perpétuer le système de désolation générale sur lequel étoit fondé la puissance de Napoléon. Aussi, jouissoit-il de toute la faveur du despote : honneurs, richesses, crédit, tout étoit accumulé sur sa tête. Qui n'eût dit alors qu'après avoir ceint l'épée, il n'eût versé jusqu'à la dernière goutte de son sang pour celui auquel il n'hésitoit pas de sacrifier la France? N'avoit-il pas déclaré à la garde nationale que si elle tenoit un jour seulement, l'Empereur arriveroit avec des forces considérables? Le canon gronde; le sifflement des balles se fait entendre près des barrières; le trône de Napoléon est en péril; et cet homme, à la fois orateur, académicien, conseiller-d'Etat, ministre, cet homme, revêtu de l'habit de guerrier, se montre pâle et tremblant; il prend honteusement la fuite, malgré les clameurs de ses frères d'armes, qui, dans leur indignation, menacent de tirer sur lui : la vitesse de son cheval le met bientôt à couvert, et il va grossir le nombre des courtisans auxquels il ne reste plus que la célébrité

du mépris. Cette désertion fut provoquée, il est vrai, par la fuite de Joseph Buonaparte et de son état-major. Laissant Paris à sa destinée, Joseph désespéra de la fortune d'un frère qui, deux fois, avoit fait de lui l'instrument couronné de ses usurpations et de ses brigandages. Par ce lâche abandon, la garde nationale se trouvoit sans commandant en chef; elle n'en fut que plus outrée de se voir ainsi, au moment de la crise, le jouet des événemens. Elle ne fut calmée que par la présence et les discours du maréchal Moncey, son général en second. Dans une harangue analogue à d'aussi graves circonstances, le maréchal Moncey exhorta ses frères d'armes, alors en bataille aux barrières, à rester à leur poste, et à répondre, par leur bonne contenance, à l'attente publique; il ajouta que si l'ennemi se montroit en trop grande force sur les points d'attaque, il seroit possible qu'on fût contraint de capituler, mais qu'il falloit conserver toujours une attitude imposante, afin d'obtenir des conditions honorables.

En effet, tous les efforts de la persévérance et du courage vénoient d'être épuisés.

Le combat s'étoit animé du côté de la Villette, où l'artillerie parisienne opposoit une

longue résistance aux troupes d'élite de la grande armée, soutenue par six bataillons prussiens et par la présence du prince Guillaume de Prusse; mais les corps de Kleist et d'York étant venus prendre part à l'action, leur artillerie fit taire les batteries françaises, et les troupes se concentrèrent aussitôt dans la Villette, se disposant à défendre le village.

En même temps deux divisions russes s'emparoient, sous le feu de la mousqueterie et de la mitraille, du cimetière de Mont-Louis : elles prenoient huit pièces de canon, et occupant aussitôt le village de Charonne, parvenoient ainsi jusqu'aux portes de la capitale.

Vainement les maréchaux ducs de Trévise et de Raguse avoient entrepris encore, en avant de Belleville, une attaque sur les gardes de Prusse et de Bade. Les régimens russes, prussiens et badois reprenant l'offensive, renversent tous les obstacles, et, en peu de temps, les hauteurs entre les barrières de Belleville et de Pantin se trouvent tournées et assaillies de front : elles tombent bientôt au pouvoir des alliés, ainsi que vingt bouches à feu. Les grenadiers russes forcent, avec la même vigueur et le même succès, les deux villages de Belleville et de Mesnilmontant; la butte Saint-Chau-

mont est également tournée, forcée, et la garde nationale rentre un peu en désordre dans les barrières. Maîtres de la butte Saint-Chaumont, les alliés se disposent à tirer sur les édifices qui sont entre la butte et la barrière : on y arbore aussitôt le drapeau noir. Les troupes françaises tenoient encore à leur centre la ferme du Rouvroy, en avant du canal de l'Ourcq, et où étoit établie une forte redoute défendue par dix-huit pièces de canon en batterie. Cette position avoit tenu en échec pendant une partie de la journée le corps du général York; mais le flanc étant débordé par les hauteurs de Romainville, l'ennemi, par une attaque simultanée, repoussa l'infanterie en bataille devant le Rouvroy. Là, il fut contenu encore un moment par l'artillerie, jusqu'à ce qu'il eût engagé la sienne. Protégés alors par leurs pièces, les troupes d'élite des alliés firent tout reculer jusqu'aux barrières, après avoir encore enlevé sept canons; mais ce fut au prix du sang de leurs plus braves soldats qu'elles obtinrent ces avantages décisifs. Les troupes françaises ne démentirent pas un moment la réputation de haute valeur qu'elles devoient à vingt-cinq années de triomphes presque non interrompus; accablées par le nombre, elles

ne cédoient le terrain qu'en frémissant. On vit, pendant cette lutte inégale, plus d'un grenadier, plus d'un de ces braves vétérans que le peuple désigne sous le nom de *vieille moustache*, se traîner en dedans des barrières, atteint de plusieurs blessures mortelles, et là, expirer le fusil à la main, en s'écriant d'une voix éteinte : *Ils sont trop !*

Déjà le généralissime prince Schwartzenberg avoit envoyé un parlementaire au général Drouaut, qui tenoit encore quelques positions au-delà des barrières pour exhorter ce général à cesser une résistance inutile qui compromettoit la sûreté de Paris et de ses habitans. Le général Drouaut avoit répondu que, ne commandant point l'armée française, il alloit sur-le-champ faire part de cette ouverture au général en chef : le moment étoit décisif. Vers Charonne, Belleville, Mesnilmontant et la butte Saint-Chaumont, l'ennemi avoit triomphé de tous les obstacles. La capitale de la France alloit être forcée, l'épée à la main, lorsque le duc de Raguse, instruit que Joseph Buonaparte étoit en fuite, et voyant les positions les plus avantageuses au pouvoir des alliés, expédia un parlementaire au général Barclai de Tolly pour demander une trève de

deux heures : à cette condition, il promettoit d'abandonner tout le terrain qu'il occupoit encore hors des barrières, et s'engageoit, l'armistice expiré, de souscrire à la reddition de la capitale. Le général Barclai en référa aussitôt à l'empereur Alexandre et au roi de Prusse, qui n'avoient pas quitté un moment le champ de bataille. Ces deux monarques, animés du désir de ménager le sang humain, et voulant préserver de sa ruine une des premières capitales de l'Europe, accordèrent la trève, et ordonnèrent de suspendre le combat.

On étoit en pourparlers, quand les hauteurs de Montmartre furent attaquées par l'armée de Silésie, l'éloignement ne permettant pas qu'elle eût assez tôt connoissance de l'armistice. Quatre cents dragons français, ayant un colonel à leur tête, osèrent charger plus de vingt mille hommes en colonnes d'attaque, infanterie et cavalerie ; ils renouvelèrent quelques charges infructueuses ; et leur chef, voyant qu'ils alloient être tournés par la plaine de Neuilly, fit sonner la retraite, qui s'opéra en désordre. Montmartre étant alors découvert, le huitième corps russe, sous les ordres du lieutenant général Roudsévitch, et le dixième, commandé par le lieutenant-général Kapze-

witch, quoique plusieurs fois repoussés, escaladèrent enfin les hauteurs au pas de charge, après avoir culbuté quelques compagnies de ligne que la garde nationale soutenoit. Vingt-neuf bouches à feu et une soixantaine de caissons tombèrent au pouvoir de l'ennemi, dont les obus et les boulets atteignoient déjà le faubourg Montmartre et la Chaussée-d'Antin.

Tous les obstacles alloient être surmontés aussi à la Villette. La cavalerie des alliés, qui s'étoit formée à la ferme du Rouvroy, se déployoit et serpentoit dans la plaine. Les hussards noirs de Brandbourg repoussèrent les charges qu'essayèrent les dragons français, et pénétrèrent, à leur poursuite, dans le village. En vain l'infanterie voulut-elle s'y maintenir. Deux bataillons de chasseurs russes, du corps de Woronzoff, y entrèrent au pas de charge, en même temps que la cavalerie alliée, et s'en emparèrent, ainsi que des batteries posées pour le défendre. Presque en même temps, les corps prussiens des généraux York et Kleist, qui venoient de marcher contre la Chapelle, sur la grande route, emportoient aussi ce village contigu au faubourg Saint-Denis.

Au moment où ces vives attaques conduisoient l'ennemi jusqu'aux barrières, le premier

cri d'alarme et d'épouvante étoit poussé dans Paris. De là, une terreur panique générale, occasionnée, selon les uns, par l'éclat d'un obus; selon d'autres, par le coup de fusil d'un garde national, qui étendit roide mort, près la porte Saint-Denis, un cavalier revenant au galop par le faubourg, en criant, à travers la foule : *Voilà les ennemis!* Le cri, *les voilà! les voilà!* accrédité par la détonation, se propage, et répand l'effroi dans l'immense concours du peuple, vers les portes Saint-Denis et Saint-Martin, sur les boulevards Poissonnière et du Temple; la foule se disperse en un clin-d'œil, et gagne, à la course, et dans toutes les directions, les quartiers du centre vers la Seine. Quelques boutiques encore ouvertes sont à l'instant fermées, et les maisons barricadées; les marchés restent solitaires et déserts. Mais, revenu bientôt de cette fausse alarme, le peuple couvre de nouveau les rues, les places, les quais, les boulevards, toujours agité en sens contraire, par cent bruits contradictoires, toujours harcelé, tourmenté par de vils provocateurs sortis des antres de la police. On ne savoit au juste si l'ennemi étoit victorieux, s'il étoit repoussé, si l'on se battoit encore; l'incertitude et l'attente tenoient tous les esprits en suspens.

Telle étoit la situation de l'intérieur de Paris au moment de l'armistice; cependant, sur le flanc gauche de leur ligne, les troupes du prince royal de Wurtemberg arrivoient à peine sur le terrain, après avoir repoussé les corps qui défendoient les approches de Vincennes; treize pièces de canon venoient d'être enlevées sur ce point. La barrière du Trône étoit confiée aux canonniers de la garde nationale parisienne, qui opposèrent une courageuse résistance. On s'étoit battu pendant deux heures sous les murs de cette barrière, et les alliés avoient été repoussés. Mais l'arrivée de l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg donna aussi sur ce point la supériorité à l'ennemi. Quelques cosaques pénétrèrent vers le faubourg Saint-Antoine, et prirent aussi deux pièces de canon qu'un escadron de gendarmerie leur fit abandonner; en même temps deux autres colonnes du prince royal se portoient sur les hauteurs de Rosny et sur Charenton. En vain les élèves de l'école vétérinaire, secondés par quelques troupes de ligne, défendirent le pont sur la Marne; cent cinquante jeunes gens y furent tués; on tenta aussitôt d'y mettre le feu, mais sans succès, la communication des mèches avec les fou-

gasses se trouvant interrompue. L'ennemi eut le temps de s'emparer du pont, et de se répandre sur la rive droite de la Seine vis-à-vis le Port-à-l'Anglais. Là les tirailleurs du prince royal de Wurtemberg firent feu sur des gardes nationales en patrouille vers l'autre rive.

La nouvelle d'un armistice suspendit toutes les attaques.

Déjà plusieurs maires des différens arrondissemens de Paris s'étoient assemblés à l'hôtel-de-ville pour aviser aux moyens de préserver cette capitale d'être saccagée. Le capitaine Peyre vint rendre compte à ces magistrats de son entretien avec l'empereur de Russie, et des dispositions favorables des souverains alliés; il fit sentir combien il étoit urgent de hâter le moment de la capitulation. Des députés nommés à cet effet se transportèrent d'abord au quartier-général du maréchal duc de Raguse. Là se trouvoient déjà le comte Orloff, aide-de-camp de l'empereur de Russie, et le comte de Paar, aide-camp du prince Schwartzenberg, chargés de régler la cessation des hostilités, de concert avec le colonel Denys, premier aide-de-camp du duc de Raguse et le colonel baron Fabrier, attaché à son état-major.

Le cri d'une capitulation avoit retenti; et

l'héritier de Pierre-le-Grand, et l'héritier du Grand-Frédéric, s'étoient jetés dans les bras l'un de l'autre, en s'écriant d'une voix émue, et les yeux humides de larmes : *La cause de l'humanité est gagnée!* Ces deux monarques s'étoient portés immédiatement après l'armistice sur les hauteurs de Belleville. Là ils virent la capitale de la France, et reçurent ses députés. Vers quatre heures du soir le comte de Nesselrode se rendit dans la ville, muni de pleins pouvoirs, pour ratifier la capitulation; elle fut enfin conclue sur les bases suivantes:

Que les troupes alliées occuperoient le lendemain l'arsenal, toutes les barrières, et entreroient ensuite dans la ville; que les maréchaux ducs de Trévise et de Raguse en sortiroient à la tête de leurs corps respectifs, avec leurs armes et leur artillerie.

Que, dans aucun cas, les hostilités ne pourroient recommencer avant le délai de deux heures après l'évacuation.

Paris étoit recommandé à la générosité des souverains alliés (1).

Immédiatement après la signature, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, accompagnés du prince Schwartzenberg, retour-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LVII.

nèrent au village de Bondy, où avoient été préparés leurs quartiers.

Le général en chef des armées russes, comte Barclai de Tolly, élevé ce même jour à la dignité de feld-maréchal, porta son quartier-général au village de Romainville.

L'armée de Silésie bivouaqua sur les hauteurs de Montmartre et aux environs.

Le corps des grenadiers russes s'établit sur les hauteurs de Belleville et à Charonne, et le corps d'armée du général Rayefski, en arrière de ces deux positions; les gardes russes, prussiennes et de Bade restèrent aux environs de Pantin, ayant en arrière d'elles toute la cavalerie des corps de réserve.

Les troupes wurtembergeoises et le corps autrichien du comte Giulay bivouaquèrent aux environs de Vincennes et de Charenton.

Ainsi les armées alliées s'étoient arrêtées, comme par une sorte d'enchantement, devant la capitale de la France, terme de tant de maux, de fatigues et de travaux.

La résistance opiniâtre et glorieuse des troupes françaises avoit coûté aux vainqueurs sept à huit mille hommes restés sur le champ de bataille, et aux vaincus trois à quatre mille. L'humanité eut à gémir sans doute:

mais du moins entrevoyoit-on la perspective consolante que tant de braves n'avoient pas succombé inutilement ; qu'ils avoient scellé de leur sang la chute d'un pouvoir monstrueux, et relevé pour ainsi dire l'étendard de l'Europe régénérée sous le gouvernement de souverains légitimes.

Toutefois l'esprit humain reste humilié et confondu, et il est forcé de reconnoître que ce ne fut point l'ouvrage des hommes. Paris, environné de dangers, n'y échappa que par une sorte de miracle. La seule résistance, commandée par le devoir et l'honneur, pouvoit occasionner sa ruine. Selon les dispositions arrêtées, dans la nuit du 29 au 30, par les souverains alliés, toutes les colonnes d'attaque devoient arriver à dix heures du matin sur le terrain désigné pour chacune d'elles ; non-seulement l'armée de Silésie, mais encore le corps d'armée du prince royal de Wurtemberg, et celui du général Giulay ne parurent en ligne qu'au moment de la suspension d'armes. L'attaque du prince royal vers la barrière du Trône devoit servir de signal pour une attaque générale depuis Montmartre jusqu'au faubourg Saint-Antoine, et de là à la Seine. Heureusement ce prince fut retardé dans sa marche,

et l'on n'entendit ses tirailleurs qu'à l'instant même de la capitulation. S'il étoit arrivé sur le terrain à midi, plus de cent mille hommes seroient entrés probablement de vive force dans cette immense capitale, et les dix-huit mille braves qui la défendoient sur les hauteurs de Belleville, n'auroient pu la soustraire à son sort.

D'un autre côté, peu s'en fallut aussi que Napoléon, par sa présence, ou du moins par les ordres barbares qu'il transmit à ses ministres, ne fît de Paris un théâtre de désolation et de carnage.

Pressant avec une célérité incroyable le mouvement de ses troupes, il étoit arrivé à Troyes avec sa garde, le 29 mars à onze heures du soir, après avoir exténué ses soldats par une marche de vingt lieues. Tourmenté par de sinistres pressentimens, il avoit jugé que la durée de son pouvoir dépendoit de la résistance de Paris, et que s'il n'en prévenoit pas la reddition, c'en étoit fait de sa puissance. Il prend alors la résolution de faire partir en toute hâte, et dans la nuit même, le général Girardin, son aide-de-camp, auquel il donne une mission absolument contraire à celle qu'avoit reçue de lui le général Dejean au pont de

Doulencourt ; les dépêches adressées aux ministres de la guerre et de la police, contenoient, dit on, l'ordre positif de défendre Paris par tous les moyens possibles. Napoléon vouloit que les rues fussent barricadées, et qu'on les dépavât ; que dans toutes les parties de la ville, situées au nord, les maisons fussent crénelées ; que du haut des toits et des fenêtres on jetât des pavés, des bûches, de l'huile bouillante, et qu'à cet effet on soulevât et on armât la populace : il prescrivoit aussi, dans le cas où la partie du nord seroit forcée, de brûler les faubourgs, et de se retirer ensuite dans la partie de la ville située au midi, c'est-à-dire sur la rive gauche de la Seine, après avoir placé d'avance des fougasses sous tous les ponts, afin de les faire sauter. Il auroit aussi fallu défendre l'autre rive avec le même acharnement, et ne céder chaque quartier pied à pied que lorsqu'il seroit à moitié incendié ou détruit. Napoléon promettoit d'arriver en douze heures à la tête de son armée.

Le 30 au matin, il partit de Troyes avec sa garde, formant toujours tête de colonne ; elle se dirigea vers Pont-sur-Seine et Moret. Mais dans sa vive impatience, Napoléon quitta son armée à cinq lieues de Troyes, et prit la

route de Sens. Arrivé à Villeneuve-l'Archevêque, il se jette dans une cariole de poste avec quelques officiers de confiance et une suite de trente personnes, la plupart courant en charrettes ou sur des bidets de poste, cortége dont l'aspect étoit plutôt celui d'un aventurier que d'un souverain naguère si puissant. Quinze cents cavaliers d'élite de sa garde à cheval suivoient à une marche de distance.

A son passage à Sens, Napoléon mande le maire, et lui dit qu'il est suivi par cent cinquante mille hommes, pour lesquels il faut qu'on prépare des vivres. De Sens, il gagne en toute hâte Moret, Fontainebleau, et arrive enfin à la Cour-de-France, près de Juvisy, à quatre lieues de la capitale. Là, il s'arrête; et, comme s'il eût été engourdi par le sentiment de la peur, il n'ose s'aventurer dans sa propre capitale, qu'il devoit supposer aux prises avec l'ennemi. Il attend dans une auberge, avec une sorte de tranquillité, le retour de son aide-de-camp et les nouvelles de Paris; il les attend presque toujours seul, marchant à grands pas, ne laissant paroître dans ses traits aucune trace d'inquiétude ni de trouble, et soupant même avec appétit; puis, faisant

étendre son lit ambulant, il s'y jette et s'endort.

La plus extrême diligence suffit à peine à son aide-de-camp pour arriver dans Paris au moment où la capitulation venoit d'être consentie ou signée. Ainsi, quelques heures de retard sauvèrent Paris, soit de l'attaque générale des alliés, soit de l'effet désastreux des ordres inhumains transmis par Napoléon.

S'ils parvinrent trop tard aux chefs militaires, il n'en fut pas de même à l'égard des chefs de la police. Ces hommes, si lâchement vendus au despotisme, n'avoient pas cessé un instant de provoquer la ruine de Paris. Avant même d'avoir eu connoissance des intentions de leur maître, si conformes au plan infernal qu'ils avoient essayé de mettre à exécution, ils faisoient encore des *Bulletins* pour tromper le peuple, pour l'exaspérer; leurs émissaires parcouroient tous les quartiers, annonçant tantôt que l'ennemi étoit repoussé, tantôt que le roi de Prusse venoit d'être coupé avec une colonne de dix mille hommes, et qu'on alloit le voir entrer prisonnier; ils débitoient ces grossiers mensonges au moment où le peuple apercevoit des excellences, des altesses, des grands dignitaires, des majestés

mêmes, triste exemple de la fragilité des grandeurs humaines, continuer leur retraite, et déceler, par leur abattement, la fausseté de ces bruits de victoires. Mais rien ne pouvoit décourager les fauteurs et les satellites de Napoléon. Quand ils eurent l'assurance qu'il s'approchoit en personne de Paris avec son armée, ils poursuivirent avec une nouvelle énergie l'exécution de leurs projets sinistres. Ils semèrent l'argent parmi la populace dans le faubourg Saint-Antoine, ainsi que dans les autres quartiers populeux, et l'excitèrent à se soulever, en faisant un appel aux plus furieux démagogues, en assignant des conciliabules nocturnes, et en mettant tout en œuvre pour traverser la capitulation ou pour la rompre avec violence, par un mouvement populaire. Mais l'attitude impassible de la masse des Parisiens déjoua leurs calculs affreux, et contre cette force d'inertie, vinrent se briser leurs tentatives homicides.

Vers la fin du jour seulement, on avoit su, dans Paris, que le frère de celui à qui on pouvoit imputer tous les malheurs publics avoit autorisé le maréchal duc de Raguse à traiter avec les généraux alliés, et l'on avoit vu bientôt la ville se remplir de troupes dont

le mouvement annonçoit aux yeux les moins exercés un abandon prochain.

Quelques coups tirés des hauteurs qui dominent la capitale, apprirent à ses habitans que désormais leur destinée ne dépendoit que d'eux-mêmes et des vainqueurs qui dirigeoient en faveur de l'Europe cette guerre libératrice. La nuit couvroit déjà de ses premières ombres la retraite successive des braves troupes qui avoient si vaillamment défendu la capitale; elles s'écoulèrent sans désordre et sans bruit.

A la chute totale du jour, un spectacle nouveau vint frapper les regards. D'innombrables feux couvrirent d'une lumière rassurante et vive cette suite de collines qui, du nord à l'est, dominent la capitale. Ce voisinage des alliés rappela aux Parisiens qu'une année auparavant Napoléon avoit juré que, lors même que les ennemis occuperoient les hauteurs de Montmartre, il ne leur rendroit pas un seul des villages réunis aux antiques domaines de la France.

L'espérance et le calme commençoient à rassurer les esprits; on se disoit tout bas: « Enfin, on a capitulé, Paris est sauvé; il est » sauvé pour la France, et perdu pour Napo- » léon. Dieu a livré aux souverains alliés la

» capitale de l'empire français comme un juste
» châtiment des malheurs infligés à Moscou,
» à Vienne, à Madrid, à Berlin, à Lisbonne,
» par le dévastateur de l'Europe. »

Mais Paris n'étoit pas encore à l'abri de tous les périls; une horrible tentative de destruction menaçoit encore cette capitale que deux cent mille soldats étrangers venoient de respecter. Buonaparte avoit donné l'ordre de faire sauter la poudrière de Grenelle, et ce magasin contenoit deux cent cinquante milliers de poudre en grains, cinq millions de cartouches d'infanterie, vingt-cinq mille gargousses à boulet, trois mille obus chargés, et une immense quantité d'artifice. La moitié de Paris eût été anéanti de fond en comble, par l'effet d'une si épouvantable explosion; et c'étoit là, sans doute, ce dernier coup de désespoir dont on menaçoit sourdement Paris, et qui devoit effrayer les générations présentes et futures. A neuf heures du soir, arrive près de la grille Saint-Dominique, un colonel, à cheval, qui demande le directeur de l'artillerie. Le major de Lescourt se présente : « Monsieur, dit le colonel, le magasin
» à poudre de Grenelle est-il évacué? Non,
» répond le major; il ne peut même pas l'être :

» nous n'avons pour cela ni assez de temps, ni » assez de chevaux. — Eh bien, il faut le faire » sauter sur-le-champ. » A ces mots, le major pâlit, et se trouble. — « Hésiteriez-vous, » Monsieur, » dit le colonel. Revenant à lui, après un instant de réflexion, et craignant qu'un pareil ordre ne fût transmis à d'autres, le major de Lescourt affecte un air calme, et répond qu'il va s'en occuper. Le colonel disparoît aussitôt; et le major, faisant continuer l'évacuation, sauve ainsi Paris d'une catastrophe pendant laquelle Napoléon, des hauteurs de Juvisy, eût pu, à l'imitation de Néron, contempler sa capitale en proie à la destruction et à l'incendie.

Ainsi, cette nuit du 30 mars, destinée à la désolation et au ravage, voyoit finir au contraire quinze années de servitude; elle préparoit dans la capitale des arts et du goût, l'alliance des grandes puissances de l'Europe et la restauration du trône sacré de nos rois; révolution surprenante que le génie le plus hardi osoit à peine envisager comme le rêve de l'espérance.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

—

Dispositions et projets des royalistes. — Journée du 31 mars. — Le peuple entier va au-devant de l'armée libératrice. — Premiers cris de *Vive le Roi !* — Formation et marche des groupes royalistes. — Vains efforts des partisans de Napoléon pour arrêter ce mouvement. — Il se communique au peuple. — Entrée des monarques et des troupes alliés dans Paris. — Leur marche jusqu'aux Champs-Elysées. — Ivresse du peuple. — Magnanimité de l'empereur Alexandre. — Tout Paris proscrit Napoléon, et les signes de son gouvernement disparoissent. — Accusation perfide des satellites de Napoléon. — Assemblée des royalistes à l'hôtel de Morfontaine. — Adresse à l'empereur Alexandre pour réclamer les Bourbons. — Napoléon reçoit à la Cour-de-France la capitulation de Paris. — Sa retraite sur Fontainebleau.

Foyer des révolutions qui ensanglantèrent l'Europe, Paris en proie successivement à tous les maux de l'anarchie et de la tyrannie, voyoit, après vingt-cinq années de convulsions et de guerres, l'Europe en armes se frayer un chemin jusque dans ses murs, et abjurant

tout esprit de vengeance, se présenter en libératrice à ses habitans opprimés. Leur sort alloit enfin dépendre d'eux-mêmes. Il étoit à craindre toutefois qu'une longue servitude n'eût flétri tous les cœurs; que l'oppression, après avoir sapé les fondemens de la civilisation et de la morale, n'eût éteint l'amour de l'indépendance, et que les droits de la légitimité ne fussent méconnus.

Cependant l'approche de la crise avoit fait naître trois partis qui divisoient secrètement la capitale : l'un, composé de royalistes fidèles, imploroit les Bourbons; un parti presque aussi nombreux désiroit vaguement la liberté; un troisième enfin vouloit maintenir la tyrannie par la violence et la terreur. Ces élémens de discorde intestine s'étendoient sur presque toute la France. Mais, réunis dans un sentiment commun, les royalistes et les partisans de la liberté pouvoient accabler, sous le poids de l'indignation générale, les fauteurs et les satellites du tyran, au milieu même de leurs derniers efforts pour arrêter l'élan de la restauration publique.

Napoléon toutefois n'étoit ni défait ni en fuite; il étoit vaincu seulement par la supériorité des forces et des manœuvres de l'ennemi,

et son armée accouroit à sa voix vers la capitale, où son nom et l'appréhension de son arrivée suffisoient pour inspirer l'épouvante. Les deux cent mille soldats de l'Europe, que Paris alloit recevoir dans son sein, sembloient ne pas suffire pour mettre ses habitans à couvert de la vengeance de l'oppresseur irrité.

Ainsi, le 31 mars, Paris étoit encore contenu par dix mille espions et par un sceptre d'airain; il ne falloit rien moins pour oser se déclarer, que cette énergie politique dont les Français du nord, d'ailleurs si belliqueux, ne se montroient plus susceptibles. Mais, bravant tous les périls, quelques royalistes se dévouèrent. Déjà, malgré l'extrême défiance d'une police inquiète, malgré le frein terrible de l'exil ou de la mort, plusieurs associations secrètes s'étoient formées au sein de la capitale, les unes spontanément, d'autres par l'impulsion des chefs invisibles de la grande confédération qui embrassoit la presque totalité des provinces de France. Celle-ci remontoit à l'année 1800, et son organisation mystérieuse par bannières, aux années 1803 et 1804. Les personnes qui la composoient ne pouvoient se reconnoître que par des signes de convention, et l'écriture en étant proscrite,

elles n'avoient à redouter aucune preuve matérielle. *Déli.....* étoit le mot d'ordre, et celui qui répondoit *vrance* faisoit évidemment partie de l'association. La hiérarchie en étoit si cachée qu'on n'eût jamais pu en découvrir l'ensemble. La confédération ne recevoit de direction que du roi ou de ses commissaires. De même que les royalistes de l'ouest, ceux de Paris attendoient avec la plus vive impatience l'événement qui devoit les rendre à l'autorité légitime. Des noms illustres, tels que ceux des Rohan, des La Rochefoucault, des Montmorency, des Chateaubriand, des Noailles, figuroient dans l'association parisienne. Elle avoit fait l'essai de son influence, en introduisant dans la garde nationale un grand nombre de royalistes, et en favorisant l'évasion de MM. de Polignac, qui, même dans les fers de Buonaparte, n'avoient pas désespéré de la restauration. En vain la police fit-elle arrêter plusieurs personnes en relations intimes avec MM. de Polignac, entre autres M. de Gobineau, l'un des hommes les plus dévoués à la maison royale ; dans mille circonstances il l'avoit servie au péril de sa vie, et du fond de son cachot il la servoit encore (1).

(1) M. de Gobineau n'est sorti des cachots de Buonaparte, que le 1er avril, le lendemain de l'entrée des alliés à Paris.

L'association échappa à toutes les investigations de la police, même au moment critique de l'arrestation de M. de Saint-Victor, qui, envoyé en Bretagne pour les intérêts de la cause royale, tomba dans les pièges tendus par les satellites de l'usurpateur; bravant les rigueurs des cachots et l'appareil des supplices, M. de Saint-Victor déploya le plus noble courage et une résignation parfaite : rien ne fut pénétré, et pourtant la police avoit des indices certains sur l'existence et sur l'organisation d'un parti royaliste.

Ni ces arrestations, ni l'éloignement de MM. de Polignac n'avoient pu ralentir les opérations de l'association parisienne aux intérêts de laquelle s'étoient aussi dévoués depuis long-temps MM. de Saint-Fer, de Quinsonna, Gain de Montagnac, Clermont Mont-Saint-Jean, et une foule d'autres gentilshommes, tous unis par les liens de l'honneur, de la religion et du patriotisme.

Au milieu de tous ces dangers renaissans, l'espoir venoit de luire enfin pour les royalistes. Des témoignages irrécusables avoient dissipé tous les doutes sur l'arrivée de S. A. R. Monsieur, comte d'Artois. On avoit su à Paris que ce prince, en pressant de ses pieds,

le sol de la France, s'étoit livré à la plus touchante émotion; que des larmes avoient coulé de ses yeux; qu'il s'étoit écrié : « Je revois la » terre natale, cette terre sur laquelle mes » aïeux se plaisoient à répandre le bonheur : » *Je suis en France, je n'en sortirai plus.* » La proclamation suivante, datée de Vesoul, le 27 février, étoit aussi parvenue avec un caractère authentique à MM. Adrien et Mathieu de Montmorency, principaux chefs de la confédération.

« Nous, CHARLES-PHILIPPE DE FRANCE, fils de France, MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, etc., etc., à tous les Français, Salut.

» Français, le jour de votre délivrance approche. Le frère de votre roi est arrivé parmi vous. C'est au milieu de la France qu'il veut relever l'antique bannière des lis, et vous annoncer le retour du bonheur et de la paix, sous un règne protecteur des lois et de la liberté publique.

» Plus de tyran, plus de guerre, plus de conscription, plus de droits vexatoires. Qu'à la voix de votre souverain, de votre père, vos malheurs soient effacés par l'espérance, vos

erreurs par l'oubli, vos dissensions par l'union dont il veut être le gage.

» Les promesses qu'il vous renouvelle solennellement aujourd'hui, il brûle de les accomplir et de signaler, par son amour et ses bienfaits, le moment fortuné qui, en lui ramenant ses sujets, va le rendre à ses enfans. VIVE LE ROI! »

Signé CHARLES-PHILIPPE.

Il paroissoit essentiel de répandre et de faire connoître cette pièce importante ; plus encore pour éclairer l'opinion publique que pour rassurer et fortifier le parti royaliste. Tel étoit le sentiment du comte Mathieu de Montmorency. A peine l'a-t-il manifesté que Mrs Charles et Guillaume de Nieuwerkerke(1), de concert avec M le comte de Laurice, s'emparent de la proclamation, et l'impriment en une nuit, sans ouvrier, sans autre secours que leur zèle et leur propre intelligence ; ils en tirent mille exemplaires, et le lendemain, jour de la mi-Carême, ils les répandent, secondés par M. de Maistre, dans toutes les classes de la société, couronnant ainsi, avec le plus rare

(1) Aujourd'hui maréchal-des-logis dans la compagnie du marquis de la Rochejaquelein.

bonheur, une entreprise si hasardeuse. Bravant alors tous les dangers, M. Adrien de Montmorency, accompagné de son fils Mathieu, alla déposer aux pieds de MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant général du royaume, le serment de l'inviolable fidélité d'une foule de gentilshommes et de Français de toutes les classes, dévoués aux intérêts de l'auguste famille des Bourbons.

Rien ne pouvoit être plus avantageux aux royalistes que la nouvelle certaine de l'arrivée de MONSIEUR sur le sol de la France; aussi le gouvernement usurpateur s'efforçoit-il par ses émissaires et par ses manœuvres de démentir ou d'étouffer les bruits qui perçoient dans ce sens, soit à Paris, soit dans les provinces. Ce fut pour déconcerter les artifices de Buonaparte que M. d'Aguestré, fait prisonnier, et renvoyé sur parole, soutint dans le monde, qu'il avoit vu à Soissons Mgr le duc de Berry. M. d'Aguestré, dans l'excès de son zèle, s'applaudissoit de l'effet de sa supercherie, lorsque signalé à la police il fut arrêté et conduit à Vincennes, d'où il n'est sorti qu'à la restauration.

Cependant, l'événement probable de l'occupation de Paris par les alliés avoit fait juger

nécessaire aux royalistes d'organiser un mouvement dont l'explosion marqueroit l'affranchissement de la capitale. Il importoit en effet de convaincre les hautes puissances que le vœu des Français, comprimé trop long-temps, n'avoit jamais cessé d'être favorable à la cause du roi. Mais, d'un autre côté, l'association parisienne étoit affoiblie depuis que plusieurs royalistes s'étoient rendus à leurs postes dans leurs provinces respectives. D'ailleurs, comment se flatter de donner l'impulsion à un mouvement général? La défiance, l'égoïsme, l'isolement et la crainte régnoient dans presque toutes les classes; aucun parti ne sembloit en mesure de former spontanément une masse imposante: or tout dépendoit du degré d'enthousiasme dont seroient animés les partisans de la dynastie légitime: il falloit abjurer les froids calculs, et se laisser entraîner par le sentiment. On ne pouvoit se dissimuler que le danger étoit réel; que, maîtres encore du terrain, les fauteurs de la tyrannie se préparoient à faire échouer les tentatives des royalistes; en un mot que l'arrivée subite de Napoléon pouvoit donner aux événemens une face nouvelle.

Toutefois on décide d'abord que six cents

gentilshommes à cheval et armés, se déclareront publiquement, et entraîneront ainsi le peuple; mais on considère ensuite, en délibérant avec plus de réflexion et de calme, qu'il seroit impolitique de vouloir maîtriser par la violence l'opinion générale. Le parti de se déclarer sans armes et spontanément, est le seul qui paroisse convenable, et il est adopté.

Instruits, dans la soirée du 30 mars, qu'une capitulation ouvriroit le lendemain l'accès de Paris aux alliés, cent jeunes royalistes, prennent entre eux l'engagement, sous les auspices de l'amitié, de la religion et de la morale, de se réunir sur la place Louis XV, et de s'y déclarer pour les Bourbons : nul d'entre eux ne connoissoit encore les vues des hautes puissances. Telle étoit l'incertitude à cet égard, que, dans la nuit même, M. de Semallé, commissaire de S. A. R. MONSIEUR, comte d'Artois, fit partir M. de Douhet, gentilhomme, avec la mission expresse de percer les avant-postes de la ligne des alliés, pour chercher le comte de Langeron, et recevoir de ce général quelques lumières sur les intentions des souverains. M. de Douhet traversa la ligne, et rapporta bientôt qu'un mouvement royaliste

étoit indispensable pour fixer la détermination des puissances encore irrésolues.

Enfin s'ouvrit cette journée mémorable, qui devoit mettre un terme à vingt-cinq années de désolation et de carnage. Dès le point du jour, les habitans des deux sexes abandonnent en quelque sorte leurs maisons, et se portent en foule vers les places, vers les quais de la rive droite, et de là gagnent les boulevards du nord dans toutes les directions, manifestant partout plus de curiosité que d'inquiétude. Tout se passe d'abord en réflexions sur les dangers de la veille, sur la désertion du gouvernement, sur la fuite de Joseph, sur un plan de défense, ayant pour base la destruction de la capitale, sur le pillage projeté des maisons; déjà même on ne se dissimule plus que les ennemis sont les sauveurs de la ville. On voit paroître bientôt, détachés, quelques officiers alliés, quelques patrouilles de cavalerie. A leur aspect, les applaudissemens, les cris d'union, les cris de reconnoissance, forment comme le prologue du spectacle inouï qui va s'offrir aux regards des Parisiens étonnés. Quelques murmures d'improbation se font entendre néanmoins, mais ils partent des salariés de la police, qui forment encore le grand ressort

du gouvernement de Buonaparte. Ces hommes affreux persistent à servir leur maître jusqu'au dernier moment, avec toute l'énergie de la bassesse du crime. Plusieurs satellites à cheval courent dans les quartiers du Louvre, criant de fermer les boutiques, de barricader les rues, les maisons, et d'assaillir l'ennemi, tandis que Napoléon en personne arrive pour les attaquer par les dehors de la ville. La populace s'émeut, et les premiers détachemens de cosaques qui paroissent vers la place de Grêve, sont salués par les cris de *Vive Buonaparte! Vive l'empereur!* cris forcenés, qui sont accompagnés de gestes menaçans. Inquiets et troublés, les cosaques alloient se mettre en défense, quand le mouvement fut apaisé, et ses provocateurs dispersés par des patrouilles de gardes nationales : elles se portoient avec célérité dans toutes les directions pour le maintien de l'ordre. Ainsi que les tentatives incendiaires de la veille, ces appels homicides furent sans effet sur la masse du peuple rendu à lui-même. Loin de vouloir concourir au maintien d'un gouvernement détesté, il commençoit à exhaler son indignation contre ses instrumens pervers. Dans les marchés, dans les places publiques, partout le peuple

signaloit avec mépris les vils suppôts d'une police expirante. *Les voilà !* disoit le peuple, en les reconnoissant à leur maintien équivoque, à leurs yeux hagards, *les voilà, mais nous ne les craignons plus !* Une impression profonde, celle de l'indignation et du ressentiment, s'étoit communiquée à la multitude contre les auteurs de la cruelle épreuve que venoit de subir la capitale, et contre le chef insensé, qui, en épuisant la France, l'avoit réduite à une infériorité qui ne lui permettoit plus que des sacrifices sans gloire.

Ainsi, ni les tentatives des brigands salariés, ni les bruits perfides forgés pour répandre l'alarme, ne firent évanouir ce sentiment de sécurité générale, qui entraînoit cinq cent mille citoyens au-devant de l'armée libératrice. Les flots de la multitude se portoient, dans toutes les directions, vers les boulevards, où tout faisoit présager une explosion politique. Quelque danger qu'il y eût à se déclarer, on vit, à neuf heures du matin, paroître à cheval, sur la place Louis XV, M. Charles de Vauvineux, tenant à la main la proclamation suivante du commandant en chef des armées alliées, et s'arrêtant au milieu du peuple pour en faire la lecture à haute voix :

« Habitans de Paris,

» Les armées alliées se trouvent devant Paris; le but de leur marche vers la capitale de la France est fondé sur l'espoir d'une réconciliation sincère et durable avec elle. Depuis vingt ans, l'Europe est inondée de sang et de larmes; les tentatives faites pour mettre un terme à tous les malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe dans le pouvoir même du gouvernement qui vous opprime, un obstacle insurmontable à la paix. Quel Français ne seroit convaincu de cette vérité! Les souverains alliés cherchent de bonne foi une *autorité salutaire* en France, qui puisse cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernemens avec elle.

» C'est à la ville de Paris qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer *la paix du Monde;* son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat : qu'elle se prononce, et dès ce moment l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions.

» Parisiens, vous connoissez la situation de votre patrie, la conduite de Bordeaux, l'occupation amicale de Lyon, les maux attirés sur la France, et les dispositions véritables de vos concitoyens.

» Vous trouverez dans ces exemples le terme de la guerre étrangère, et celui de la discorde civile ; vous ne sauriez plus le chercher ailleurs. La conservation et la tranquillité de votre ville seront l'objet des soins et des mesures que les alliés s'offrent de prendre avec les autorités et les notables qui jouissent le plus de l'estime publique.

» Aucun logement militaire ne pèsera sur la capitale.

» C'est dans ces sentimens que *l'Europe en armes* devant vos murs s'adresse à vous. Hâtez-vous de répondre à la confiance qu'elle met dans votre amour pour la patrie et dans votre sagesse.

» Le commandant en chef des armées alliés,
Prince DE SCHWARTZENBERG. »

A peine M. de Vauvineux a-t-il lu cette noble proclamation, qu'arborant la cocarde blanche il fait entendre au sein de Paris le premier cri de *Vive le Roi !* et ce cri est répété au même moment par le comte Leo de Lévis, dans la rue du Bac ; par M. Charles de Grisnoy, sur la place Vendôme ; par MM. Charles et Guillaume de Nieuwerkerke, sur le boulevard des Italiens ; par M. le comte de Lorice

et M. de Maistre à la porte Saint-Denis. Tous ces gentilshommes sont à cheval, haranguant le peuple, distribuant des cocardes et répétant avec enthousiasme le cri de *Vive le Roi!* et ce cri, selon la belle pensée du plus illustre comme du plus éloquent de nos écrivains, ouvre les yeux des Français, change le cœur desp rinces et sauve le Monde. Personne toutefois n'ose encore le répéter, ce cri de restauration.

Arrivent presque aussitôt, sur la place Louis XV M. le comte Thibaut de Montmorency, M. Charles de Crisnoy, le comte Gustave d'Hautefort, le chevalier Barrey du Theil et le comte César de Choiseul, formant le premier groupe des cent royalistes qui avoient promis de se déclarer ensemble. Etonnés de leur petit nombre, ils se croient abandonnés, et pourtant ils n'hésitent pas une minute, ils arborent cette cocarde, signe du bonheur public, s'élancent tour-à-tour dans les bras les uns des autres, et font entendre avec tout l'enthousiasme du courage, les cris de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* Déplorant tout haut les malheurs de la famille royale, l'un d'eux s'écrie : « Vengeons aujourd'hui par notre dé-
» vouement, la mort du duc d'Enghien, si

» lâchement immolé! » Des hommes du peuple attroupés, répondent à l'instant : « Au diable son assassin. » Le comte de Montmorency attache aussitôt un mouchoir blanc au bout de sa canne, et agitant ce drapeau improvisé, il invite le peuple à venir se ranger sous la bannière de la fidélité et de l'honneur. Mais frappé de cette audace, le peuple reste immobile.

Tel fut le premier groupe royaliste ; il se dirigea immédiatement, par la rue Royale, vers les boulevards, et ne fut d'abord grossi dans sa marche que par le duc de Mouchy, le comte de La Ferté-Meun, le duc de Fitz-James, qui fit aussi de son mouchoir un drapeau blanc, le comte de Lascases, le vicomte de Chateaubriand et le comte Auguste de Poret. A l'aspect du drapeau blanc, le peuple s'attroupe, et commence à s'attendrir. Frappé du cri *Vivent les Bourbons!* un charretier en blouse s'écrie, près la rue de la Madelaine, en versant des larmes : « Oh! les bons princes.
» Pourquoi ne sont-ils pas arrivés plutôt? J'avois
» trois fils, le dernier vient de m'être enlevé;
» au moins celui-ci me resteroit encore. »

Cependant beaucoup de royalistes hésitoient à se déclarer ; d'autres s'efforçoient sur

d'autres points de communiquer le mouvement au peuple. Déjà le marquis de Pons, le baron Armand de Maistre, M. Le Pelletier de Mortfontaine, MM. Charles et Guillaume de Nieuwerkerke et le baron de Finguerlin, parcouroient à cheval les boulevards, arborant tous les signes de la restauration, cherchant à propager le mouvement royaliste, et à préparer aux monarques alliés, la réception que méritoient ces augustes libérateurs. S'attachant surtout à remuer le peuple, ils lui expliquent les avantages de la restauration, en les lui rendant sensibles : « C'est la paix, lui disent-ils, » que nous vous donnons; c'est la cessation de » la conscription et des impôts vexatoires. » Le peuple se presse alors autour d'eux, et répète leurs cris avec plus d'enthousiasme encore. Les uns baisent leurs bottes, d'autres se roulent aux pieds de leurs chevaux, les femmes surtout les serrent, les embrassent, et font éclater une sorte d'ivresse; c'est ainsi que de proche en proche le mouvement se propage et se communique à la multitude. La majorité de la garde nationale le partage également. Un poste de la rue du faubourg Saint-Honoré, composé de plus de cent hommes, sort spontanément, et fait entendre aussi le cri de *Vive le*

Roi ! Plusieurs patrouilles manifestent les mêmes sentimens. Tel est le bon esprit de la majorité de cette garde, que plusieurs postes ayant reçu l'ordre de tirer sur les royalistes, s'y refusent constamment, et manifestent toute l'horreur que leur inspire la guerre civile. Plusieurs rassemblemens s'étoient formés aussi sur les boulevards Italiens, vis-à-vis les cafés Hardi et Riche. Là, les royalistes essayoient, par leurs discours, de faire éclater des sentimens trop long-temps comprimés. Quelle fut leur joie quand ils se virent soutenus par des témoignages d'approbation générale. Plusieurs d'entre eux lisoient à haute voix les proclamations des alliés. M. Eugène de Carbonnières mit tant de chaleur dans cette lecture et dans ses exhortations, que bientôt les spectateurs transportés s'écrièrent : « *A bas le tyran !* » *Vivent les Bourbons ! Vivent nos princes* » *légitimes !* » Dans son enthousiasme, M. de Carbonnières, arrachant du chapeau de son fils (élève d'un lycée) la cocarde tricolore, y substitua la cocarde blanche. « Mon enfant, » lui dit-il devant la foule assemblée, j'ai donc » le bonheur de te parer de cette cocarde, » symbole de l'amour de ton père et de tout » bon Français pour l'auguste famille que la

» Providence va rétablir sur le trône! Songe » que je lui fus constamment fidèle; jure que » tu suivras mon exemple, et que tu sauras » mourir s'il le faut pour ton Roi. » Ces paroles qu'il prononce avec énergie et sensibilité, en serrant son fils dans ses bras, enflamment les spectateurs, qui foulent aux pieds la cocarde tricolore, et se parent de la couleur blanche, signe de la régénération politique.

Plusieurs groupes s'étant formés sur les boulevards, on y vit figurer MM. de Gaucourt, Achille de Saint-Frère, Hyppolite de Malartic, MM. Amédée et Jules de Maistre, Henri de Louvigny, de Courtemanche, Dusaillant, de Tolozan, de Fontenay, de Cormier, et un grand nombre d'autres royalistes, qui partout faisoient retentir les cris de *Vivent les Bourbons! A bas le tyran!*

D'autres rassemblemens se recrutèrent dans toutes les classes; quelques-uns cependant trouvèrent de l'opposition, non-seulement parmi les émissaires de la police, mais dans la garde nationale même. MM. de Courbillon, de La Grange, Morin, le Mercier, Holbac et Berrier, étoient chacun à la tête d'un groupe formé de leurs amis. Tandis que M. de la Grange se rendoit à l'hôtel-de-ville, pour y

surveiller les autorités, MM. Holbac, Morin, et le Mercier, porteurs de proclamations royalistes imprimées dans la nuit (1), cherchoient à propager le mouvement. Arrivés dans la rue Montmartre, ils tombent dans un détachement de satellites de Napoléon; ceux-ci les arrêtent, en les qualifiant de traîtres, de royalistes : ils leur présentent la pointe de leurs armes, arrachent leurs cocardes, la foulent aux pieds, déchirent les proclamations avec des signes de profanation et de mépris, et traînent MM. Holbac, Morin et le Mercier à la mairie du troisième arrondissement où l'on dresse un procès-verbal contre eux. Informé de l'arrestation de ses amis, M. de La Grange court réclamer leur liberté; à peine l'a-t-il obtenue que tous ensemble retournent à leurs postes pour communiquer au peuple le mouvement royaliste.

Dans l'intervalle, le premier groupe, conduit par le comte Thibaut de Montmorency, étoit revenu sur ses pas vers la place Louis XV, sans avoir été grossi dans sa marche. Mais là, venoient de se réunir plusieurs dames, telles que la vicomtesse de Chateaubriand, Mad. de

(1) Chez M. Michaud, aujourd'hui imprimeur du Roi.

Vauvineux, Mad. de Semallé, la comtesse de Choiseul, la princesse de Léon, d'autres encore qui excitoient les jeunes gens à se parer des couleurs royalistes, distribuant elles-mêmes des cocardes et des rubans avec autant d'empressement que de grâce. Honneur! hommage à l'influence exercée par les dames françaises sur l'heureux dénoûment de la plus longue et de la plus horrible tragédie de notre histoire. Pouvoient-elles ne pas abhorrer une domination qui bannissoit du sol natal la piété, l'amour, l'honneur, les lumières et la politesse? Aussi formoient-elles mille vœux secrets pour le rétablissement d'une monarchie dont elles firent presque toujours l'ornement, et dont elles conservoient seules, pour ainsi dire, la tradition. L'élan le plus honorable, les sentimens les plus nobles et le plus beau dévouement, firent des Parisiennes, dans cette journée immortelle, les interprètes et les organes du vœu national. Avec quelle sollicitude et quelle ardeur elles propagèrent la cocarde royale! Venoit-elle à leur manquer, on leur voyoit mettre en pièces aussitôt tout ce qui, dans leur parure, pouvoit servir à multiplier les signes de la restauration. Il étoit près de midi, et les groupes royalistes augmentoient

à vue d'œil sur les boulevards et sur la place Louis XV, et les cris de *Vive le Roi!* étoient répétés partout. Là figuroient également, parmi les plus ardens promoteurs de l'autorité légitime, MM. de Forbin, de Ladeveze, de Marguerit, MM. Bertin, frères, Christian Royou, Charles Lacretelle, Nicolle, les frères Mame, Bocquet, le jeune le Normant, et une foule d'autres zélés royalistes. Plusieurs groupes, faisant le tour de la place Louis XV, sont tout à coup saisis de respect et d'attendrissement, en foulant aux pieds le lieu même où a été immolé Louis XVI : ils frémissent à ce cruel souvenir, et fondent en larmes....

En vain les partisans de Napoléon s'efforcent d'arrêter l'élan irrésistible de la restauration, en proscrivant les cocardes blanches, en étouffant par leurs clameurs les cris de *vivent les Bourbons! vive le Roi!* Il en est même qui, oubliant leur noble extraction et les principes sacrés de leurs aïeux, ne rougissent pas de se porter de groupe en groupe en criant : « Otez vos cocardes; n'avons-nous pas un » ordre de choses établi? pourquoi ne pas » nous y attacher? nous ne devons faire de » vœux que pour l'empereur. » Mais ces froides remontrances, ces indignes exhortations se

perdoient dans les accens tumultueux, dans les concerts d'acclamations qui partoient déjà de mille bouches. Toutefois les satellites de Napoléon ne bornèrent pas leur opposition à des harangues inspirées par le dépit : ils en vinrent à des voies de fait; plusieurs royalistes furent insultés, le cheval de M. Guillaume de Nieuwerkerke et celui de M. de Vauvineux reçurent des coups de sabre. De fougueux émissaires parcouroient le faubourg Saint-Antoine, et vers midi encore ils se flattoient d'y opérer un mouvement anti-royaliste. Les faubourgs Saint-Marceau et Saint-Jacques sembloient mornes, sombres et dans l'attente d'un déchirement; mais rien désormais ne pouvoit plus arrêter le mouvement libérateur. Tous les groupes de la place Louis XV s'étoient mis en marche en suivant les boulevards, et avec un tambour à leur tête : ce n'étoit plus un simple rassemblement, c'étoit un immense cortége qui partout sur son passage étoit salué par les acclamations de la multitude; l'élan devenoit général.

Depuis neuf heures du matin les flots d'une population immense inondoient, pour ainsi dire, tous les boulevards que devoit suivre l'armée alliée en entrant dans Paris; çà et là

quelques patrouilles de la garde nationale suffisoient pour maintenir l'ordre parmi cette masse de citoyens dont la grande majorité se montroit animée des mèmes sentimens et du mème esprit; les balcons, les fenètres étoient également encombrés de spectateurs impatiens de voir défiler cette armée étrangère qui venoit rendre aux Français la paix et l'indépendance ; spectacle inouï dans l'histoire du Monde.

Déjà la cavalerie sous le commandement du grand-duc Constantin, et les gardes de toutes les armées alliées s'étoient formées en colonnes de grand matin sur la route de Bondy à Paris. L'empereur de toutes les Russies avec son état-major, ses généraux et leur suite venoient de se rendre à Pantin, où le joignit le roi de Prusse avec un semblable cortége.

Là ces deux monarques reçurent les maires de Paris. L'empereur Alexandre leur adressa ces paroles d'autant plus remarquables, que les promesses qu'elles renferment se sont toutes réalisées.

« Le sort de la guerre m'a conduit jusqu'ici.
» Votre empereur, qui étoit mon allié, m'a
» trompé trois fois : il est venu jusques dans le
» cœur de mes Etats, y apporter des maux

» dont les traces dureront long-temps. Une
» juste défense m'a amené jusqu'ici, et je suis
» loin de vouloir rendre à la France les maux
» que j'en ai reçus. Les Français sont mes
» amis, et je veux leur prouver que je viens
» rendre le bien pour le mal. Napoléon est
» mon seul ennemi; je promets ma protection
» spéciale à la ville de Paris; je protégerai,
» je conserverai tous ses établissemens publics;
» je n'y ferai séjourner que des troupes d'élite;
» je conserverai votre garde nationale qui est
» composée de l'élite de vos citoyens; c'est à
» vous à assurer votre bonheur à venir.

» Il vous faut un gouvernement qui vous
» donne le repos, et qui le donne à l'Europe;
» c'est à vous à émettre votre vœu, vous me
» trouverez prêt à seconder vos efforts. »

Les deux monarques, entourés d'une foule de princes et de généraux, se dirigèrent ensuite par les barrières de Paris vers le faubourg Saint-Martin, les cosaques de la garde formant la tête de la marche. Le comte Sosthene de la Rochefoucault en cocarde blanche, venoit d'arriver au-devant des souverains alliés, s'offrant pour guide à l'empereur de Russie. Vers midi toutes les troupes qui précédoient et suivoient le cortége impérial et royal firent

leur entrée au son des trompettes et d'une musique guerrière; elles étoient composées d'infanterie, d'une nombreuse cavalerie et de trains d'artillerie dans le meilleur ordre et dans la plus belle tenue. L'infanterie marchoit sur trente hommes de front, et la cavalerie sur quinze.

A leur arrivée dans le faubourg, la foule y étoit si considérable, les acclamations si vives que cette marche militaire fut long-temps ralentie; et avant même que les monarques touchassent à la porte Saint-Martin pour déboucher sur les boulevards, il y eut long-temps impossibilité de poursuivre : tout Paris sembloit concentré sur un seul point. Vers une heure enfin, l'armée alliée, l'armée européenne, l'armée amie de la France parut sur les boulevards Poissonnière. A ces forêts de lances, à ces épais bataillons, à ces escadrons brillans formés par l'élite des soldats de l'Europe, qui auroit pu reconnoître des corps d'armées échappés aux rigueurs des saisons, à la fatigue, aux hasards des combats? Etoient-ce là ces débris dont se composoient les armées alliées selon les bulletins de Napoléon? Alors tomba le bandeau que des mains perfides et cruelles avoient

étendu sur tous les yeux depuis tant d'années !

On eût dit une armée de Titans et de Centaures, à l'aspect de ces légions accourues des bords du Volga, de la Sprée et du Danube, et de cette immense cavalerie de l'Asie et de l'Europe. Le cœur étoit affligé, et les yeux se remplissoient de larmes devant cet appareil nouveau, devant cette pompe étrangère, devant ce cortége de la force et de la victoire ; mais bientôt le besoin de la paix, l'amour de l'humanité et de la patrie l'emportoient sur l'orgueil national. Les Parisiens étonnés contemplèrent avec admiration et comme un spectacle inconnu jusqu'alors, une armée resplendissante de force et d'éclat au milieu de six cent mille citoyens dans une sécurité parfaite ; un peuple entier circulant au milieu de dix peuples divers comme parmi ses propres frères ; une armée ennemie enfin, reçue comme une armée nationale rentrant au sein de sa famille. La marche de ces troupes qui, transportées de contrées si éloignées, sembloient défiler à une parade, étoit partout accompagnée de signes les moins équivoques des dispositions de la multitude ; la différence du langage étoit effacée par un même sentiment qu'inspiroient la haine de l'oppres-

sion et l'ardent désir de retrouver enfin une autorité tutélaire et légitime, éprouvée par les siècles, seule digne de la France et de l'Europe. Ce vœu salutaire se manifestoit dans l'enceinte de Paris par le concert et l'élan de toutes les nations de l'Europe, qui n'en formoient plus qu'une seule. La curiosité si naturelle à l'égard de tant de peuples étrangers, de patrie, de costume et de langage, et l'intérêt qu'excitoit une si grande scène, firent place à une sorte d'exaltation extatique, quand, au milieu d'un état-major magnifique et immense, composé de princes, d'officiers généraux, de ministres d'Etat, d'ambassadeurs, tous à cheval, brillant de la splendeur qui entoure les grands souverains, on aperçut l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et le grand-duc Constantin, ayant auprès d'eux le généralissime prince Schwartzenberg et l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cathcart. La foule se précipita aussitôt vers les deux monarques, en criant *Vive l'empereur Alexandre! Vive le roi Frédéric-Guillaume!* On vouloit les contempler tous les deux. Le peuple, mêlé aux personnes d'une classe supérieure, vouloit voir Alexandre et toucher son cheval. On pressoit ses mains, ses genoux, ses habits;

on le dévoroit, pour ainsi dire, au milieu des cris *Vivent nos libérateurs!* Ce n'étoit pas de ces seules acclamations que l'air retentissoit; elles étoient mêlées à d'autres acclamations qui augmentoient graduellement, et bien plus bruyantes encore, celles de *Vive le Roi! Vive Louis XVIII! A bas le tyran! Vivent les Bourbons!* Aux éclats tumultueux de la multitude se joignoient les applaudissemens redoublés qui partoient de toutes les fenêtres des maisons situées le long de la ligne jusqu'aux Champs-Elysées. Les balcons des plus beaux hôtels étoient garnis de personnes distinguées, agitant des mouchoirs blancs et battant des mains. L'empressement avec lequel on se portoit sur le passage des troupes, retardoit leur marche sans l'interrompre. Aux différentes haltes la foule se mêloit dans les rangs; les Parisiens serroient la main des soldats, et leur offroient des rafraîchissemens et des liqueurs; mais aucun soldat ne vouloit rien prendre sans payer.

Pendant toute la marche de cet imposant cortége, marche qui dura plusieurs heures, les deux souverains répondirent aux acclamations d'un peuple immense, par une affabilité sans bornes, par les expressions les plus

touchantes et les plus rassurantes de l'intérêt qui les animoit pour le bonheur de la France et de l'Europe. Le peuple, dans son étonnement, voyoit enfin pour la première fois, depuis vingt années, des rois qui étoient *hommes*, et qui l'invitoient à les approcher. Avec quelle admiration empressée on les contemploit, et on les admiroit! Les paroles les plus flatteuses sortoient de leurs bouches. « Nous ne venons pas en conquérans, nous » sommes vos alliés, répétoient-ils sans cesse. » Je porte les Français dans mon cœur, s'é» crioit l'empereur Alexandre. » Un jeune homme, M. Charles du Rozoir, ayant témoigné à ce puissant monarque son admiration sur l'affabilité avec laquelle il accueilloit le moindre citoyen, Alexandre lui fit cette réponse : « N'est-ce pas pour cela que nous sommes » souverains! »

Les royalistes se groupant autour du czar, n'avoient cessé de lui redemander à grands cris leur roi légitime; Alexandre, de son côté, par des signes gracieux et une sorte d'approbation tacite, sembloit dire aux Parisiens: « Si tel est votre vœu il sera accompli! »

Les troupes, ou plutôt toute cette armée d'élite, s'élevant à cinquante mille hommes,

après avoir suivi les boulevards intérieurs du nord, se dirigea par la rue Royale et la place Louis XV vers les Champs-Elysées, tandis que d'autres colonnes défiloient par les boulevards extérieurs le long des murs de la capitale, pour aller prendre leurs cantonnemens aux environs.

Entourés de leur nombreux état-major, les deux monarques firent halte aux Champs-Elysées, et se placèrent sur le côté droit vers le milieu de l'avenue. Là, les troupes défilèrent devant LL. MM. dans le plus bel ordre et pendant plusieurs heures. Cette imposante cérémonie militaire acheva d'entraîner la partie la plus éclairée de la nation; il fut permis à une foule de citoyens d'exprimer des sentimens depuis si long-temps contenus au fond des cœurs Aux acclamations de *Vive l'empereur Alexandre! Vive le roi de Prusse!* se mêlèrent enfin sans contrainte les cris de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons! Vive Louis XVIII!* On ceignoit l'écharpe, on arboroit la cocarde blanche. Sensibles aux marques d'un enthousiasme aussi vif que sincère, les souverains, les officiers généraux alliés répondoient avec une noble réserve: « Français!
» nous ne prétendons point influencer votre

» opinion; déclarez-vous d'une manière positive et légale, et nous vous répondons du » reste. » Une scène plus touchante encore marqua l'arrivée d'Alexandre vers les Champs-Elysées : une dame qui s'étoit signalée par sa participation active au mouvement royaliste, madame de Semallé, se jette aux genoux du czar, et les yeux mouillés de larmes, elle lui demande son roi. « Vous le voulez ; la nation » française le désire ; hé bien, vous l'aurez, » répond Alexandre en la relevant. Cette bonté presque divine laissoit dans tous les cœurs une impression profonde qui s'exhaloit par les plus ardens témoignages de reconnoissance et de respect.

Tout Paris sut en un moment que pour la première fois peut-être la victoire ne répandroit que les bienfaits précurseurs d'une paix universelle, que la capitale de la France seroit exempte de contributions et de charges de guerre, et que tous ses monumens seroient respectés.

Les transports du peuple retentirent de toutes parts. Les fastes de l'histoire n'offrent pas l'exemple d'un enthousiasme aussi éclatant et aussi sincère. On ne peut retracer que foiblement le sentiment électrique dont

tout Paris fut saisi, et que tout Paris manifesta. Comment reproduire ce grand et sublime spectacle, d'ailleurs présent encore à tous les yeux?

L'attention étoit successivement captivée par les scènes les plus frappantes; là, c'étoit la gardenationale armée et en uniforme, débarrassant les avenues pour le passage des troupes alliées dans toute la pompe d'une parade militaire, le lendemain d'un combat sanglant et acharné; ici, un monarque étranger étoit reçu comme un père dans la capitale d'un Etat conquis et délivré par ses armes, et recueilloit avec la plus touchante modestie les hommages dont l'environnoit tout un peuple ivre de reconnoissance; plus loin, ce peuple opprimé la veille manifestoit tout à coup son vœu unanime pour la paix et pour le renversement de la tyrannie, jouissant comme d'un bonheur et de sa délivrance, et du spectacle d'une armée conquérante. On aperçut aussi, comme pour compléter cet immense tableau, ce même peuple naguère tremblant devant les images de son oppresseur, jetant une corde au cou de la statue de Napoléon, qui surmontoit le faîte de la colonne de la Victoire, et s'efforçant de la renverser aux cris répétés d'*A bas le*

tyran! La haine des Parisiens rendus à eux-mêmes, ne connut bientôt plus de bornes ; non-seulement les signes du gouvernement que ce jour voyoit s'écrouler, disparurent pour faire place aux signes de la royauté, mais encore les Parisiens renouvelant les outrages qui marquèrent dans l'antiquité les funérailles de Néron, répandirent le plus juste opprobre sur le terme de la domination de Napoléon Buonaparte.

Enfin le bonheur de cette journée à jamais célèbre fut scellé en quelque sorte par les assurances les plus positives des sentimens généreux qui animoient les monarques en faveur de la nation française.

Aussi la confiance fut-elle bientôt réciproque, et tant de nations ennemies la veille, se traitoient déjà le premier jour de leur concorde comme d'anciens alliés.

Mais ce concours de vœux et de volontés ne pouvoit être unanime : les méchans respiroient, et le génie du mal continuoit à lutter contre le génie du bien. Les précurseurs de la restauration faisoient frémir de rage les partisans de Napoléon, et les fauteurs de sa tyrannie. L'amour-propre blessé, les intérêts froissés et les terreurs de l'avenir les ral-

lièrent ; et ce jour qui devoit être pour eux le prélude de la justice éternelle, ce jour qui vit briser le septre de l'usurpation, vit aussi se former au sein de la capitale cette alliance monstrueuse entre les brigands dont les projets de destruction et de pillage venoient d'être déjoués, et les infâmes qui, pour des honneurs et des richesses, avoient livré la France aux fureurs d'un insensé. Unis de regrets et d'intention, ces hommes, écume de la populace et d'une cour détestable, s'efforcèrent d'abord d'empoisonner les sources de la vérité, pour égarer l'opinion publique par d'astucieuses déclamations, en alarmant l'orgueil national, en allumant les passions haineuses, en excitant les soldats contre les citoyens, et les citoyens contre les soldats, en suscitant enfin des accusations virulentes. Dans l'accès de leur rage ils crièrent à la félonie et à la trahison. « On ne s'est point » défendu, disoient-ils ; le plus grand dé- » sordre a présidé aux préparatifs militaires. » Là, les boulets n'étoient pas de calibre ; ici, » les batteries étoient disposées avec un art » perfide. N'a-t-on pas refusé des armes au » peuple ? La garde nationale n'a-t-elle pas » trouvé, au lieu de poudre, des cendres

» dans ses cartouches? Montmartre a été né-
» gligé : on ne s'y est défendu que pour la
» forme ; tous les généraux ont trahi ; Paris
» a été vendu et livré. »

Il ne fut pas difficile aux partisans de la vérité de repousser par des argumens victorieux ces déclamations vagues inspirées par l'esprit de haine, de vengeance et de dépit. « Quoi !
» dirent-ils, on ne s'est pas défendu, les bou-
» lets n'étoient pas de calibre, les cartouches
» ne contenoient que des cendres, et pour-
» tant huit mille ennemis ont mordu la pous-
» sière, et quatre mille Français ont péri
» dans cette lutte inégale. Quelle est donc la
» position qui n'ait pas été disputée avec cons-
» tance et courage? Montmartre, dites-vous ;
» mais le roi Joseph y étoit en personne : c'est
» donc lui qui par sa fuite précipitée a trahi
» la cause de Napoléon? Est-il un seul général,
» un seul officier, un seul soldat qui, dans
» cette journée sanglante, n'ait pas suivi la
» route de l'honneur et du devoir? Dix-huit à
» vingt mille soldats n'ont-ils pas résisté pen-
» dant dix heures aux efforts de deux armées
» immenses? Comment se flatter qu'une poi-
» gnée de braves conserveroit Paris, qui ne
» pouvoit plus être préservé que par la géné-

» rosité des vainqueurs? Quelle est d'ailleurs la
» capitale, abandonnée par son gouvernement,
» qui, dans le cours de cette guerre euro-
» péenne, ait opposé une résistance aussi ho-
» norable? Madrid lui-même que le peuple
» vouloit défendre contre l'usurpateur, n'a-t-il
» pas cédé avec moins de gloire? Rien n'a
» donc flétri l'honneur des drapeaux français,
» et il est resté sans tache. Si l'exemple de la
» lâcheté a été donné, ce n'est que par les cour-
» tisans et les flatteurs de Napoléon : un tel con-
» traste fait ressortir encore plus la valeur hé-
» roïque des troupes françaises. Paris, il est vrai,
» pour éviter sa ruine, a préféré souscrire, sous
» les auspices de la magnanimité, à une capitu-
» lation qui assuroit son salut, et préparoit celui
» de la France entière. La France, dites-vous,
» ne s'est pas levée non plus pour défendre le
» trône de Napoléon; mais quel est le peuple
» qui, gémissant sous le joug, ait jamais couru
» aux armes par enthousiasme? Quelle est la
» nation qui se soit dévouée pour son gouver-
» nement, quand la patrie, n'étant plus qu'un
» vain mot, se réduisoit à l'intérêt d'un seul
» homme et de quelques familles? Les tyrans
» n'ont d'autres défenseurs parmi les citoyens,
» que des satellites, et jamais la masse du

» peuple qu'ils oppriment : telles sont les seules
» causes de la catastrophe du dominateur de
» la France. En vain la nation a-t-elle été
» poussée depuis six mois par l'astuce, la
» fraude et la violence, à la défense du trône
» de l'usurpateur ; en vain plus de cinq cent
» mille hommes ont-ils été levés et enrégimen-
» tés, et Napoléon a-t-il reçu jusqu'à dix mille
» hommes par jour ; en vain ses armées de
» Lyon et de Bayonne ont-elles obtenu des
» renforts dans la même proportion. A peine
» ces hommes arrachés violemment à leurs
» foyers et à leurs familles ont-ils été en ligne,
» que, profitant de la première marche ou de
» la première rencontre, ils se sont dispersés
» dans les bois et dans les campagnes. Voilà
» comment cette puissance, naguère si co-
» lossale, s'est vue réduite à défendre Paris
» avec vingt mille soldats contre deux cent
» mille ; Lyon avec quinze mille contre soixante
» mille Autrichiens ; et l'Adour avec vingt-
» cinq mille combattans contre quatre-vingt
» mille. Quel exemple des vicissitudes hu-
» maines ! Napoléon lui-même, au sein de
» son empire, à quelques lieues de sa capitale,
» ne peut plus réunir autour de sa personne
» au-delà de trente à quarante mille braves !

» Quelle preuve plus manifeste que la nation » entière l'abandonne, qu'elle le repousse, » qu'elle ne trouvera désormais le bonheur et » la sécurité que sous l'égide tutélaire de ses » monarques légitimes! Par quel renversement » de toutes les idées verroit-on une trahison » dans cette défection morale, provoquée au- » tant par les abus et les malheurs de la guerre, » que par l'extravagance et les crimes de l'usur- » pateur? Si Napoléon a été trahi, ce n'est que » par lui-même. »

Mais pouvoit-on se flatter qu'au milieu de tant de passions et de ressentimens, la voix de la raison et de la vérité se feroit entendre; qu'elle étoufferoit tant de clameurs et de plaintes accueillies d'ailleurs comme une consolation par l'orgueil national humilié? Les plaies étoient encore trop vives, et le temps seul pouvoit les cicatriser.

Cependant aucune espèce d'opposition désormais ne pouvoit plus ralentir l'accomplissement des grands desseins de la Providence. Le vœu des royalistes alloit être exprimé autrement que par des acclamations bruyantes et tumultueuses : un des sujets les plus fidèles à ses princes légitimes, M. Lepelletier de Morfontaine, s'étoit élancé un des pre-

miers dans les groupes de la restauration ; au milieu de cette journée immortelle qui voyoit s'éclipser un pouvoir monstrueux, il fit aux Champs-Elysées même, étant aidé de ses amis, un appel aux vrais partisans de Louis XVIII, pour les rassembler dans son hôtel rue du faubourg Saint-Honoré : cette espèce de convocation eut un plein succès. Plus de six cents personnes, toutes bien nées, et parmi lesquelles on remarquoit autant de jeunes gens que d'anciens serviteurs de nos rois, accoururent à ce rendez-vous de la fidélité et de l'honneur, quoiqu'il y eût encore tant de danger à se prononcer pour la cause sacrée. Cette réunion improvisée fut tumultueuse, mais unanime dans les sentimens d'amour et de respect qu'elle manifesta pour l'auguste famille des Bourbons. M. Antoine Ferrand (1) y porta la parole, et fit entendre les accens de cette véritable éloquence monarchique dont les Harlay, les L'Hopital, les d'Aguesseau avoient offert autrefois de si nobles modèles. On arrêta, sur sa proposition, qu'une députation seroit envoyée à l'empereur Alexandre pour

---

(1) M. le comte Ferrand, aujourd'hui ministre d'Etat de Louis XVIII.

lui demander de délivrer à jamais la France du joug de Buonaparte, et de lui rendre les Bourbons. L'adresse suivante, rédigée par l'orateur, fut votée à l'unanimité.

A LL. MM. l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse.

« Sires,

Paris est occupé par vos armées triomphantes.

Recevez l'hommage le plus flatteur pour des vainqueurs généreux, le prix le plus doux et le plus rare de la victoire... les bénédictions des vaincus.

Des vaincus... Ah! ce nom qui n'exclut pas lui-même toute idée de gloire, ne sauroit nous appartenir.

Nos vœux vous appeloient; ils secondoient votre sainte croisade contre le fléau des nations, contre *ce monstre, étranger à notre patrie*, qui, poussé par un bonheur dont il n'étoit pas digne, au timon d'un Etat déchiré par les factions, avoit perverti l'énergie d'un peuple généreux, avoit abusé de cette énergie pour déclarer follement la guerre à la liberté du Monde, et, pour ainsi dire, à l'espèce humaine elle-même, contre ce monstre à qui

il fut éminemment donné de dépeupler et de détruire ; qui, de la Baltique aux Pyrénées, arrachoit les enfans à leurs pères, pour en faire les instrumens ou les victimes de sa *dévorante tyrannie*, et *forçoit les pères à faire des vœux contre le succès des armes de leurs enfans.*

Ces vœux ont été exaucés par la Providence, réalisés par vos braves armées... Vous triomphez, Sires, mais nous ne sommes pas vaincus; nous sommes délivrés, et votre triomphe sera l'éternel objet de notre reconnoissance.

Daignez, libérateurs de notre malheureuse patrie, achever votre ouvrage, et mettre le comble à vos bienfaits.

La France ne peut se reposer, elle ne peut se replacer au rang des autres nations européennes, elle ne peut (nous le disons avec franchise) leur inspirer de confiance dans ses traités, que sous l'abri tutélaire de l'autorité légitime.

Ah! du moins, au milieu de nos longues et coupables erreurs, cette justice nous sera rendue, que *nul Français n'a osé s'asseoir sur le trône de Louis XVI.*

Le frère de cet infortuné, ce saint monarque, son légitime successeur, le descen-

dant du bon Henri, le souverain des Français, n'est pas encore parmi nous.

Permettez, Sires, que sous vos auspices, une députation des Français fidèles, aille se jeter à ses pieds, lui offrir un hommage expiatoire, le supplier de venir rendre à la France la présence de son roi, et arrêter avec Vos Majestés, dans sa capitale désormais purifiée, les bases inaltérables de la tranquillité de l'Europe. »

VIVE LE ROI !

La députation, composée de MM. Ferrand, de la Rochefoucault, de la Ferté-Meun et de Chateaubriand, porta sur-le-champ ce vœu vraiment français à l'empereur de toutes les Russies, qui put dès lors se convaincre des sentimens qui animoient la classe éclairée de la nation. A minuit, M. le comte de Nesselrode dit aux députés royalistes, de la part de l'empereur Alexandre, que jamais ce prince ne traiteroit avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille, et que le lendemain une déclaration authentique seroit publiée en conséquence. Tel fut, pour ainsi dire, le complément de la journée du 31 mars : l'histoire se complaît à recueillir toutes les cir-

constances de cette journée, l'écueil de la puissance de Napoléon, et l'aurore du bonheur du Monde.

Cet homme, que la fortune avoit élevé à un si haut point de grandeur, n'étoit déjà plus qu'un simple soldat. Il venoit d'assister, pour ainsi dire, aux funérailles de son pouvoir monstrueux, et ce ne fut pas une des moindres singularités de sa vie politique. On a vu que s'arrêtant à quatre lieues de Paris, dans la nuit du 30 au 31 mars, lui seul avoit dormi d'un sommeil tranquille, quand deux cent mille soldats étrangers et six cent mille citoyens se disposoient à lui ravir la couronne. Les généraux et les aides-de-camp de sa suite, inquiets et agités, n'avoient osé troubler son sommeil, attribuant à la sécurité autant qu'à la lassitude cette espèce de léthargie. Enfin, avant le jour, Napoléon s'éveille rempli d'impatience et d'inquiétude sur les événemens de Paris, d'où il n'a point encore reçu d'informations positives. Il se jette dans une voiture attelée de quatre chevaux de poste, pour aller au-devant de son aide-de-camp, ou de telle autre personne qui puisse l'éclairer enfin sur la véritable situation de la capitale. Il en prend aussitôt la route, sans

aucune escorte, suivi seulement de trois autres voitures, avec sa livrée, et marchant au pas comme la sienne. A l'embranchement de la route qui conduit au château de Morangiès, elles sont arrêtées par un général venant à franc étrier de Paris. A peine est-il à la portière de la première voiture, que Napoléon descend précipitamment, ainsi que plusieurs personnes de sa suite, au nombre desquelles se trouvoient le général Bertrand et M. de Caulaincourt. Napoléon rebrousse aussitôt chemin, marchant à pied vers la Cour-de-France, se faisant suivre par ses voitures; et dans ce court trajet il apprend que Paris ne lui appartient plus, qu'aucun effort, aucune tentative n'a pu rompre ou empêcher la capitulation. Arrivé à la Cour-de-France, il tient une espèce de conseil avec les officiers qui l'entourent. Il n'y avoit point encore là de corps d'armée, les têtes de colonnes n'ayant pas même atteint Fontainebleau; mais on apercevoit aux environs des soldats errans qui avoient allumé quelques feux, des grenadiers de la garde mêlés avec les fuyards, et dans un délâbrement extrême. Il fut d'abord question dans cette conférence de reformer une armée avec les débris des corps qui, dans leur re-

traite de Paris, s'éparpilloient sur toute cette route. On ne pouvoit se dissimuler l'état de découragement et d'épuisement absolu de l'armée. Les soldats s'attendoient à recevoir l'ordre de marcher sur Orléans pour s'y réorganiser. Napoléon resta près de trois heures à conférer avec les officiers de sa suite. Le jour avoit paru, et il étoit à craindre que la cavalerie légère de l'ennemi n'arrivât dans cette direction. Il fut décidé enfin que Napoléon gagneroit Fontainebleau pour y rallier son armée et les corps en retraite de Paris. Ce fut à l'issue de cette conférence que M. de Caulaincourt se dirigea vers la capitale avec de pleins pouvoirs, et même, dit-on, avec un blanc seing pour consentir à telles conditions qu'il plairoit aux monarques alliés de prescrire. Sans attendre le résultat de cette démarche décisive, mais inutile, Napoléon remonta en voiture, et rétrograda sur Fontainebleau, au moment même où les alliés, prenant possession de sa capitale, ne lui laissoient plus d'autre alternative que de mourir avec gloire, ou de succomber avec ignominie.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Situation de Paris après l'entrée des alliés. — L'empereur Alexandre refuse de traiter avec Napoléon. — Le conseil municipal de Paris exprime le vœu du rétablissement de la monarchie des Bourbons. — Déclaration de Louis XVIII. — Déclaration de l'empereur de Russie. — Le sénat, convoqué extraordinairement, établit un gouvernement provisoire. — Le mouvement royaliste continue dans Paris. — Représentation à l'Opéra. — L'empereur Alexandre accorde la délivrance des prisonniers français en Russie. — Acte de déchéance de Napoléon. — Napoléon réunit son armée à Fontainebleau et veut marcher sur Paris. — Les maréchaux lui arrachent son abdication. — Régence de Blois. — Situation critique de la France. — Conférence pour la régence ; intervention du prince Talleyrand. — La régence est rejetée. — Napoléon consent à se retirer à l'île d'Elbe. — Attaque et pillage de Pithiviers. — Troisième attaque de Sens, et prise de cette ville. — Convention préliminaire qui établit une ligne de démarcation entre les armées alliées et les armées françaises.

L'ESPRIT public, mêlé aux transports de la reconnoissance, venoit de se manifester avec tant d'éclat, que les monarques alliés regar-

dèrent comme inutile d'établir dans Paris des mesures de police sévères. Le général baron Sacken prit le gouvernement militaire de la ville, et ce choix fut bientôt justifié par le bon ordre et la tranquillité qui régnèrent dans cette immense capitale. Toutes les affaires reprirent leur cours naturel, la circulation ne fut plus entravée, on rouvrit les barrières, les boutiques, les magasins ; et la sécurité devint générale dans une ville occupée par des armées étrangères, et que les émissaires de Napoléon cherchoient à remplir d'alarmes.

On savoit déjà que les monarques alliés avoient repoussé la mission de M. de Caulaincourt, que Napoléon, dans sa détresse, venoit d'envoyer pour négocier la paix à tout prix, et souscrire à tous les sacrifices.

Cette résolution énergique assuroit à jamais le salut de la France et de l'Europe. La paix avec Napoléon ne pouvoit plus avoir lieu qu'à des conditions aussi déshonorantes pour lui qu'onéreuses à la France même ; il auroit fallu payer des contributions énormes, et céder les places frontières en garantie des traités. Humilié dans son orgueil et trompé dans les calculs de son ambition effrénée, Napoléon eût tourné toute sa fureur contre la

France épuisée et désolée; il l'eût couverte de proscriptions et de deuil. Déjà des villes entières étoient condamnées; les confiscations, les expropriations auroient précédé et suivi les supplices. Vingt jours avant sa catastrophe, n'avoit-il pas dit à ses soldats, pour exciter leur courage à la bataille de Craonne : « Je » vous partagerai les terres des ennemis de » l'Etat. » Ces ennemis étoient tous ceux qui abhorroient sa domination. Ainsi la guerre civile auroit encore aggravé les malheurs de la guerre étrangère, et un despotisme sanglant et féroce se seroit assis pour jamais sur les ruines de la France. Que dis-je? le démon révolutionnaire, enchaîné un moment par les revers, mais retrouvant de nouvelles forces, auroit profité de la première guerre suscitée en Europe, pour rompre ses fers, et pour s'élancer au-delà du Rhin et des Pyrénées avec plus de furie encore.

Mais la perspective d'un si sombre tableau disparut pour faire place à un avenir plus prospère. Dociles aux conseils de la sagesse, ou plutôt inspirés par la sagesse même, les monarques alliés désarmèrent par leur justice la nation française, dont l'asservissement n'auroit jamais pu être consommé ni par la ruse, ni

par la force des armes car ; la France peut être envahie, mais non subjuguée.

Ce fut sous ces auspices favorables que s'annonça la journée du 1er avril : elle présenta bientôt le spectacle le plus animé et le plus riant ; une population immense circuloit dans les rues, sur les quais et dans les places publiques ; la satisfaction brilloit sur tous les visages.

La rive gauche de la Seine, entre le pont Royal et le pont Louis XVI, offrit un coup d'œil curieux et pittoresque. Des cavaliers de différens régimens et de différentes nations établirent là leur bivouac ; et tout le port qui borde les casernes de Napoléon, aujourd'hui l'hôtel des gardes-du-corps, fut couvert d'artillerie, d'armes et d'équipages. Le peuple se promenoit sans inquiétude et avec la curiosité la plus attentive au milieu de ces instrumens de guerre, de ces soldats accourus des Steppes de l'Asie, et dont l'attitude paisible ne respiroit plus que la concorde. Le mouvement se prolongeoit vers le pont Louis XVI et vers les Champs-Elysées, convertis déjà en un véritable camp de cavalerie nomade. Les vivandières et les marchandes se faisoient entendre par signes, et la plus parfaite harmonie

régnoit entre l'habitant de Paris et ces guerriers hyperboréens qu'on lui avoit représentés comme des hommes à la fois stupides et féroces.

Cependant les merveilles du 31 mars n'avoient encore offert que les préludes de la restauration; il falloit d'autres événemens pour amener le renversement total de la tyrannie. Le voile qui avoit couvert si long-temps ses traits hideux et livides, étoit déchiré, il est vrai, et l'idole alloit apparoître dans toute sa difformité aux regards de la nation française. Le joug étant brisé subitement, la pensée et la parole, qui depuis tant d'années restoient enchaînées au fond des cœurs, purent s'exhaler sans contrainte. Les écrivains ressaisirent tout-à-coup la plume; et la presse, devenue l'un des principaux instrumens de la politique pour tromper les peuples, gémit enfin en faveur de la vérité et de la justice. Le grand échafaudage littéraire de Napoléon s'écroula tout-à-coup : en vain venoit-il d'être étayé. Ne trouvant pas assez énergiques les auteurs chargés de la partie politique des journaux, Napoléon, par un décret daté de Troyes, avoit formé une commission spéciale de rédaction, présidée par un de ses conseillers

d'Etat (1). Ce grand régulateur de l'esprit public jouissoit d'un traitement particulier de 24,000 fr., et ses co-adjuteurs (2) d'un salaire de 12,000 fr. chacun. Jamais l'imposture ne s'étoit vue si richement dotée. Mais aussi c'étoit de ce vaste laboratoire qu'étoient sortis tant de morceaux incendiaires, tant de diatribes diffamatoires, et tous ces mensonges si déshonorans pour une nation éclairée.

Frappés de stupeur et d'épouvante aux acclamations de *Vive le Roi!* les inquisiteurs de la pensée publique s'étoient dispersés et cachés, et enfin les journaux se voyoient affranchis de leurs dures entraves. Long-temps victimes de la spoliation la plus inique, les anciens propriétaires d'une feuille justement célèbre (3) s'étoient ressaisis, dès le 31 mars, de leur propriété littéraire, sous les yeux même des satellites de Napoléon. L'indignation des Parisiens se manifesta bientôt en accens foudroyans contre le fléau des nations, et les rues retentirent des cris de joie et de vengeance mêlés ensemble.

Ce mouvement se communiqua à la masse

(1) M. le comte Boulai de la Meurthe.

(2) MM. Desrenaudes, Pelenc, Etienne, Jay et Tissot.

(3) Journal des Débats.

du peuple, et l'on vit des troupes de femmes verser leurs bénédictions sur les soldats de l'Europe qui venoient de délivrer leur pays, et manifester leur exécration contre le dominateur qui l'avoit désolé.

Partout le drapeau blanc flottoit, et les jeunes gens déployoient avec ostentation l'emblème du gouvernement légitime : ils accouroient s'inscrire sur des listes dressées à la hâte pour la formation d'une garde royale (1).

Cependant l'opinion publique ne s'étoit pas encore exprimée d'une manière légale. Le corps législatif, par sa popularité, devenoit le véritable organe des sentimens de la nation; mais dispersé par un coup d'Etat depuis le 31 décembre, il ne pouvoit se réunir assez tôt, ni dans une majorité assez imposante, pour prendre l'initiative du mouvement régénérateur.

Le sénat étoit le seul corps qui possédât quelque autorité; mais la France entière sembloit le maudire comme ayant été l'instrument le plus docile des caprices du tyran. Plusieurs de ses membres d'ailleurs avoient quitté Paris dès le 28 mars; le plus grand nombre s'y trouvoit encore le 30; mais au bruit du canon

(1) Chez M. Charles de Noailles, rue du Faubourg S. Honoré.

presque tous les sénateurs avoient essayé de fuir. Retenus aux barrières, ils s'étoient vus forcés de rentrer dans la ville, et la plupart s'étoient tenus cachés, redoutant les effets de la haine des Parisiens, ou d'une réaction politique. Dans cet instant de fluctuation et d'incertitude, une autorité moins élevée, mais plus rapprochée du peuple, devint le premier interprète des vœux de la nation.

Assemblé à l'hôtel-de-ville, le conseil municipal de Paris ose déclarer le premier qu'il renonce formellement à toute obéissance envers Napoléon, et il exprime le vœu le plus ardent pour que le gouvernement monarchique soit rétabli dans la personne de Louis XVIII et de ses successeurs légitimes; cette résolution courageuse, le conseil municipal la motive dans une proclamation adressée aux Parisiens, et dont les principaux traits méritent d'être consignés dans l'histoire de la restauration.

« Habitans de Paris, vos magistrats seroient
» traîtres envers vous et la patrie, si par de
» viles considérations personnelles, ils com-
» primoient plus long-temps la voix de leur
» conscience.

» Elle leur crie que vous devez les maux » qui vous accablent à un seul homme : c'est » lui qui chaque année, par la conscription, » décime nos familles; c'est lui qui, au lieu » de quatre cents millions que la France payoit » sous nos bons et anciens rois, pour être libre, » heureuse et tranquille, nous a surchargés de » plus de dix-sept cents millions d'impôts aux- » quels il menace d'ajouter encore; c'est lui qui » nous a fermé les mers des deux mondes, qui » a tari toutes les sources de l'industrie natio- » nale, arraché aux champs les cultivateurs, » les ouvriers à nos manufactures.

» A lui nous devons la haine de tous les » peuples, sans l'avoir méritée, puisque, » comme eux, nous fûmes les malheureuses » victimes bien plus que les tristes instrumens » de sa rage.

» N'est-ce pas lui enfin qui, redoutant par- » dessus tout la vérité, a chassé outrageuse- » ment, à la face de l'Europe, nos législa- » teurs, parce qu'une fois ils ont tenté de la » lui dire avec autant de ménagement que de » dignité ?

» Il n'est pas un d'entre nous qui, dans le » secret de son cœur, ne le déteste comme un » ennemi public; pas un qui, dans ses plus

» intimes communications, n'ait formé le vœu
» de voir arriver un terme à tant d'inutiles
» cruautés.

» Le vœu de nos cœurs et des vôtres, nous
» serions les déserteurs de la cause publique
» si nous tardions à l'exprimer.

» *L'Europe en armes* nous le demande : elle
» l'implore comme un bienfait envers l'huma-
» nité, comme le garant d'une paix univer-
» selle et dùrable. Parisiens ! *l'Europe en*
» *armes* ne l'obtiendroit pas de vos magistrats,
» s'il n'étoit pas conforme à leurs devoirs.

» Mais c'est au nom de ces devoirs même
» et des plus sacrés de tous que nous abjurons
» toute obéissance envers l'usurpateur, pour
» retourner à notre maître légitime.

» S'il y a des périls à suivre ce mouvement
» du cœur et de la conscience, nous les accep-
» tons; l'histoire et la reconnoissance des
» Français recueilleront nos noms, et les
» légueront à l'estime de la postérité. »

Oui, magistrats courageux, la postérité, et surtout la patrie vous sauront gré d'avoir pris cette initiative honorable. Honneur au conseil municipal! la France et l'Europe leur doivent peut-être leur salut. Honneur aux Badenier,

aux Barthélemy, aux Bellart (1), aux Bonnomet, Boscheron, Delaitre, Gauthier, d'Harcourt, de Lamoignon, Lebeau (2), de Montamant (3), Perignon et Vial! Paris et la France entière doivent une éternelle reconnoissance à ces magistrats énergiques et fidèles.

Il restoit un dernier coup à porter, car la politique réclamoit la coopération des premiers corps de l'Etat, du sénat et du corps-législatif. Mais pendant dix ans le sénat avoit tenu la France et l'Europe enchaînées aux pieds de l'usurpateur; il avoit plus affligé la terre et plus déshonoré le cœur humain, que le sénat de Tibère et celui de Néron.

Telle étoit du moins, à l'égard de ce premier rouage du gouvernement impérial, l'expression unanime de l'opinion publique. On convenoit cependant qu'il renfermoit une foule de membres estimables qui n'avoient dû leur élévation qu'à leurs talens, à la considération dont ils étoient environnés, ou aux services signalés qu'ils avoient rendus à la patrie: les uns dans la carrière des armes; d'autres dans

(1) Rédacteur de la proclamation.
(2) Président du conseil.
(3) Secrétaire du conseil.

celle de l'administration publique, ou des négociations. C'étoit donc moins les individus qui excitoient le déchaînement que l'institution elle-même. Façonnée, subjuguée par l'oppresseur, elle étoit devenue en quelque sorte antinationale Mais combien de sénateurs avoient gémi en secret! combien de sénateurs avoient eu le cœur navré des tristes obligations que leur avoit imposées un despotisme pour ainsi dire inévitable! Le colosse une fois ébranlé, on pouvoit s'attendre que le sénat céderoit au vœu public avec autant de facilité qu'il avoit plié sous la volonté impérieuse de Napoléon.

Ce corps se croyoit écrasé sous les débris du trône de l'usurpateur, quand la déclaration suivante de l'empereur de Russie vint lui donner une existence nouvelle:

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française.

» Ils déclarent

» Que si les conditions de la paix devoient renfermer de plus fortes garanties, lorsqu'il s'agissoit d'enchaîner l'ambition de Buonaparte, elles doivent être plus favorables, lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

» Les souverains proclament en conséquence:

» Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Buonaparte, ni avec aucun de sa famille ;

» Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes; ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que, pour le bonheur du peuple, il faut que la France soit grande et forte.

» Qu'ils reconnoîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera. Ils invitent par conséquent le sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la constitution qui conviendra au peuple français.

» Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les puissances alliées.

» *Signé* ALEXANDRE. »

Ainsi des monarques, trop long-temps menacés par les armes de la France, ne s'en vengeoient qu'en lui offrant avec la paix toute son indépendance et le choix d'un gouvernement légitime.

Ainsi le sénat de Napoléon étoit appelé lui-même par le réparateur des maux de l'Europe

à participer au grand œuvre de la régénération politique.

Quelle fut la surprise des sénateurs quand, déchus en quelque sorte de leurs fonctions par une révolution si prononcée et si paisible, ils se virent convoqués extraordinairement par le prince Talleyrand de Périgord, en sa qualité de vice-grand-électeur! Son nom seul, il est vrai, et la réputation de ses talens étoient de grands motifs de sécurité, et ne pouvoient manquer d'entraîner les personnages les plus considérables de l'Etat, qui, dans l'ordre civil et militaire, n'avoient servi qu'à regret les violences de Napoléon. A peine convoqués, la plupart des sénateurs se rendent en grand costume à la séance extraordinaire : ils se montrent pâles, décomposés, mais polis et affables, affectant de saluer le public comme s'ils avoient peu compté encore sur la générosité des vainqueurs. A peine le prince Talleyrand leur a-t-il communiqué le sujet de la convocation, à peine sont-ils informés qu'il s'agit de voler au secours d'un peuple délaissé et de sauver la patrie, que l'espérance reparoît sur leur visage, et la fierté dans leur maintien comme dans leurs paroles; ils entrevoient dès lors que, protégés par deux cent mille baïonnettes, ils pourront s'ériger en autorité

libératrice, et se dédommager ainsi du honteux asservissement où les a tenus Napoléon.

Par un premier décret, soixante-cinq sénateurs réunis, secouant le joug impérial, formèrent un gouvernement provisoire, ou comité chargé de rétablir l'action de l'administration de l'Etat. Toutes les voix se portèrent sur le prince Talleyrand, le comte Beurnonville, sénateur, le comte de Jaucourt, sénateur, le duc de Dalberg, conseiller d'Etat, et l'abbé de Montesquiou, ancien membre de l'assemblée constituante; ce choix, inspiré par la modération et par la sagesse, annonçoit que la restauration tendroit vers la liberté publique, et que la France n'auroit à déplorer aucune réaction fâcheuse. Le gouvernement provisoire signala son installation par une adresse aux armées françaises: « Vous n'êtes plus, leur » dit-il, les soldats de Napoléon; le sénat et » toute la France vous dégagent de vos ser- » mens. »

La journée fut couronnée, pour ainsi dire, par une scène éclatante, et qui décela aux yeux les moins clairvoyans les progrès irrésistibles de la restauration.

Dans la matinée l'empereur de Russie et le roi de Prusse avoient parcouru à cheval

les plus beaux quartiers de la ville, et partout sur leur passage les diverses classes de citoyens avoient pu les approcher et les entendre. Loin de satisfaire la curiosité publique, cette extrême affabilité dont la nation française sembloit avoir perdu le souvenir, cette touchante popularité qui relève et pare la grandeur, redoubloient l'empressement général. Le bruit s'étant répandu que les deux souverains iroient le soir à l'Opéra, bientôt une multitude immense vint en assiéger toutes les entrées. Cette vaste salle offrit, au moment de la représentation, l'aspect unique de plusieurs milliers de spectateurs rassemblés de tous les points de l'Europe, parlant diverses langues, et tous confondus dans un seul sentiment, dans un seul vœu : la paix du monde et le salut du genre humain.

L'apparition de l'empereur Alexandre et de Frédéric-Guillaume dans une loge préparée au-dessus de l'amphithéâtre, excita des transports si unanimes, des acclamations telles que la plume essaieroit vainement de les décrire. Ce n'étoient plus ces honteuses vociférations qu'un groupe d'infâmes satellites proféroit pour un vil salaire, tandis que le reste des spectateurs gardoit un morne silence. C'étoit l'élan

de tous les cœurs, le cri de toutes les bouches. A plusieurs reprises les deux monarques témoignèrent, de la manière la plus touchante, combien leur âme étoit sensible à l'accueil d'un peuple généreux, que vingt ans d'oppression n'avoient pu dépouiller des traits distinctifs de son caractère; l'entrée de leur loge étoit ouverte à quiconque s'y présentoit. En saluant leurs vengeurs par tant d'acclamations sincères, les Français pouvoient-ils ne pas mêler à ce digne hommage le nom du souverain légitime, du père de la patrie, que ces nobles amis et ces puissans alliés venoient rendre à leur amour? Aux cris unanimes de *Vive Alexandre! Vive Frédéric-Guillaume!* se joignit bientôt ce cri devenu si nécessaire aux cœurs français: *Vive Louis XVIII! Vivent les Bourbons!* et à l'instant, comme par l'effet d'un sentiment électrique, tous les regards attendris se portèrent vers le buste du prince adorable qui fut la tige de cette branche auguste. L'orchestre, se rendant l'interprète de cette inspiration religieuse, fit entendre l'air vraiment national: *Vive Henri IV!* Il produisit un nouvel enthousiasme. Les femmes brillantes de beauté et de parure dont les loges étoient garnies, agitoient des mouchoirs blancs,

et des cocardes blanches étoient jetées aux hommes réunis au parterre.

On représentoit la *Vestale*, où quelques allusions aux circonstances furent vivement saisies et applaudies.

D'autres transports couronnèrent cette grande représentation à la fois théâtrale et politique. L'odieux emblème de la tyrannie corse blessoit les regards de tous les bons Français et de leurs alliés : bientôt un cri général d'indignation se fit entendre, et l'aigle aux serres ensanglantées disparut pour faire place à l'antique bannière de la France, à ces lis qui ornoient la cotte d'armes de saint Louis, de Philippe-Auguste et de Henri IV.

A la sortie de l'Opéra, une personne de la plus haute considération demanda à l'empereur Alexandre s'il avoit été satisfait des Parisiens : « Je chercherois en vain des mots, répondit le » czar, pour vous rendre l'émotion que j'ai » éprouvée. Si jamais j'avois pu concevoir » l'idée de faire peser sur Paris le fardeau de la » guerre, l'accueil que j'ai reçu de ses habi» tans l'auroit repoussée de mon cœur. »

Le lendemain plusieurs cortéges décorés de la cocarde blanche, et précédés du drapeau blanc, parcoururent la ville, et furent par-

tout accueillis des cris de *Vive le Roi!* Les fenêtres étoient chargées d'une multitude de personnes agitant des mouchoirs blancs. Un mouvement spontané réunit un concours immense sous le buste d'Henri IV, rue de la Ferronerie. A son aspect tous les chapeaux furent élevés, l'air retentit de nouvelles acclamations; tous les yeux se dirigèrent vers le bon roi dont on voyoit l'image, et tous les cœurs s'élancèrent au-devant du prince qui bientôt devoit faire le bonheur de son peuple. Plus de guerre, plus de conscription, s'écrioit-on de toutes parts; les mères sembloient regarder leurs enfans avec plus de tendresse. La touchante alliance des cris: *Vive Louis XVIII! Vive Henri IV!* excitoit la plus douce émotion parmi les spectateurs. Il revient, il revient, s'écrioit le peuple en prononçant le nom du Roi.

La déclaration suivante de S. M., datée de Hartwel, le 1er janvier 1814, étoit répandue dans Paris, et portoit dans tous les cœurs la sécurité et la confiance

« Le moment est enfin arrivé où la divine » Providence semble prête à briser l'instru» ment de sa colère. L'usurpateur du trône de » saint Louis, le dévastateur de l'Europe,

» éprouve à son tour des revers. Ne feront-ils » qu'aggraver les maux de la France, et n'o- » sera-t-elle renverser un pouvoir odieux que » ne protègent plus les prestiges de la victoire? » Quelles préventions ou quelles craintes pour- » roient aujourd'hui l'empêcher de se jeter » dans les bras de son roi, et de le reconnoître » dans le rétablissement de sa légitime auto- » rité, le seul gage de l'union, de la paix et du » bonheur que ses promesses ont tant de fois » garantis à ses sujets opprimés?

» Ne voulant, ne pouvant tenir que de leurs » efforts le trône que ses droits et leur amour » peuvent seuls affermir, quels vœux seroient » contraires à ceux qu'il ne cesse de former? » Quel doute pourroit-on élever sur ses inten- » tions paternelles?

» Le roi a dit, dans ses déclarations précé- » dentes, et il réitère l'assurance que les corps » administratifs et judiciaires seront maintenus » dans la plénitude de leurs attributions; qu'il » conservera leurs places à ceux qui en sont » pourvus, et qui lui prêteront serment de » fidélité; que les tribunaux, dépositaires des » lois, s'interdiront toutes poursuites relatives » à ces temps malheureux dont son retour aura » scellé pour jamais l'oubli; qu'enfin le Code,

» souillé du nom de Napoléon, mais qui ne
» renferme en grande partie que les anciennes
» ordonnances et coutumes du royaume, res-
» tera en vigueur, si l'on en excepte les dis-
» positions contraires aux dogmes religieux,
» assujétis long-temps, ainsi que la liberté du
» peuple, aux caprices du tyran.

» Le sénat, où siégent des hommes que leurs
» talens distinguent à si juste titre, et que tant
» de services peuvent illustrer aux yeux de la
» France et de la postérité; ce corps, dont
» l'utilité et l'importance ne seront bien re-
» connues qu'après la restauration, peut-il
» manquer d'apercevoir la destinée glorieuse
» qui l'appelle à être le premier instrument du
» grand bienfait qui deviendra la plus solide
» comme la plus honorable garantie de son
» existence et de ses prérogatives?

» A l'égard des propriétés, le roi, qui a déjà
» annoncé l'intention d'employer les moyens
» les plus propres à concilier les droits et les
» intérêts de tous, voit les nombreuses tran-
» sactions qui ont eu lieu entre les anciens et
» les nouveaux propriétaires, rendre ce soin
» presque superflu. Il s'engage maintenant à
» interdire aux tribunaux toutes procédures
» contraires auxdites transactions, à encou-

» rager les arrangemens volontaires, et à don-
» ner lui-même, ainsi que sa famille, l'exemple
» de tous les sacrifices qui pourront contri-
» buer au repos de la France, et à l'union sin-
» cère des Français.

» Le roi a garanti à l'armée la conservation
» des grades, emplois, solde et appointemens
» dont elle jouit à présent; il promet aussi aux
» généraux, officiers et soldats qui se signa-
» leront en faveur de la cause, inséparable des
» intérêts du peuple français, des récompenses
» plus réelles, des distinctions plus honorables
» que celles qu'ils ont pu recevoir d'un usur-
» pateur toujours prêt à méconnoître, ou même
» à redouter leurs services. Le roi prend de
» nouveau l'engagement d'abolir cette cons-
» cription funeste qui détruit le bonheur des
» familles, et l'espérance de la patrie.

» Telles ont toujours été, telles sont encore
» les intentions du roi. Son rétablissement sur
» le trône de ses ancêtres ne sera, pour la
» France, que l'heureuse transition des cala-
» mités d'une guerre que perpétue la tyrannie,
» aux bienfaits d'une paix solide, dont les puis-
» sances étrangères ne peuvent trouver la
» garantie que dans la parole du souverain
» légitime. » *Signé* LOUIS.

Jamais roi, après de si horribles bouleversemens, ne s'étoit annoncé à ses sujets sous des auspices plus paternels et plus sages. C'étoit ce même prince qui, abandonné et banni, pour ainsi dire, du sol natal, avoit écrit à l'empereur de Russie la lettre suivante :

« Le sort des armes a fait tomber dans les » mains de Votre Majesté Impériale plus de » cent cinquante mille prisonniers; ils sont la » plus grande partie Français. Peu importe » sous quels drapeaux ils ont servi; ils sont » malheureux : je ne vois parmi eux que mes » enfans. Je les recommande à la bonté de » Votre Majesté Impériale. Qu'elle daigne considérer combien un grand nombre d'entre » eux a déjà souffert, et adoucir la rigueur » de leur sort. Puissent-ils apprendre que leur » vainqueur est l'ami de leur père! Votre Majesté ne peut pas me donner une preuve » plus touchante de ses sentimens pour moi ! »

De si nobles pensées ne pouvoient sortir que du cœur d'un monarque légitime, qui n'aspiroit à être rétabli sur le trône de ses ancêtres, que pour donner à son peuple des preuves constantes de son affection paternelle.

Mais tous les obstacles n'étoient pas encore aplanis : ce fut seulement le 2 avril que le sénat,

par un décret rendu public le lendemain, déclara la déchéance de l'empereur Napoléon, et délia le peuple et l'armée du serment de fidélité.

Cet acte réparateur donnoit à l'opinion publique les formes d'un vœu vraiment national, et, aux yeux des hommes réfléchis et impartiaux, il justifioit en partie les sénateurs opprimés comme tout l'Etat, des reproches qu'ils avoient encourus jusqu'alors par leur servile obéissance. Le sénat élevoit à côté de Napoléon déchu une autorité régulière et légale, à laquelle pouvoient enfin se rallier tous les bons citoyens; il rompoit surtout le prestige qui attachoit encore l'armée à son chef; en un mot, en se séparant de Napoléon, le sénat préservoit la France de la guerre civile, et amenoit sans secousse la restauration de la monarchie.

A la sortie de la séance, où il venoit de briser ses chaînes, il se rendit en corps à l'audience de l'empereur de Russie, qui, après avoir reçu les hommages des sénateurs, leur adressa la parole en ces termes :

« Un homme qui se disoit mon allié est arrivé
» dans mes Etats en injuste agresseur; c'est
» à lui que j'ai fait la guerre, et non à la
» France. Je suis l'ami du peuple français; ce

» que vous venez de faire redouble encore ce » sentiment ; il est juste, il est sage de donner » à la France des institutions fortes et libérales » qui soient en rapport avec les lumières » actuelles. Mes alliés et moi, nous ne venons » que pour protéger la liberté de vos déci- » sions. »

S'arrêtant après ces paroles, Alexandre reprit presqu'aussitôt, avec la plus touchante émotion : « Pour preuve de cette alliance du- » rable que je veux contracter avec votre na- » tion, je lui rends tous les prisonniers qui » sont en Russie. Le gouvernement provisoire » me l'avoit déjà demandé ; je l'accorde au » sénat d'après la résolution qu'il a prise au- » jourd'hui. »

Ainsi, d'un seul mot, deux cent mille Français captifs aux extrémités de l'Europe et de l'Asie, alloient rentrer dans le sein de leurs familles ; ainsi Alexandre, voyant le premier corps de l'Etat décidé à souscrire au bonheur des Français, voulut qu'aucun d'eux n'y fût étranger, et n'eût à gémir sur une terre lointaine, tandis que des jours sereins alloient luire sur leur patrie. Ce trait digne des Titus et des Marc-Aurèle reproduisoit, aux regards de la nation, les attributs de l'autorité

souveraine, embellie des charmes de la bienfaisance.

Les sénateurs sortirent de l'audience du czar, pénétrés de gratitude et d'admiration. . .

Le plus puissant souverain de la terre venoit de porter la joie et l'attendrissement dans tous les cœurs. Dans les cercles, dans les lieux publics, dans l'intérieur des familles, partout on s'entretenoit de la magnanimité d'Alexandre; on citoit des mots heureux et touchans sortis de la bouche de ce prince. En passant devant la colonne de la place Vendôme, et en regardant la statue, il avoit dit aux seigneurs qui l'entouroient: « Si j'étois placé si haut, je crain- » drois d'en être étourdi. »

Il avoit fait le même jour la réponse suivante aux personnes qui lui protestoient que son arrivée avoit été attendue et désirée depuis longtemps à Paris: « Je serois venu plus tôt; n'ac- » cusez de mon retard que la valeur française. » Eloge aussi vrai que délicat et honorable pour la nation qui en étoit l'objet.

Le lendemain, soixante-dix-sept membres du corps législatif, alors à Paris, se réunirent dans la salle ordinaire de leurs séances, et adhérèrent à l'acte du sénat, qui prononçoit la déchéance de Napoléon et de sa famille; les

adhésions du corps des avocats et de la cour de cassation, qui suivirent immédiatement, invoquoient la charte qui devoit assurer désormais la liberté publique, et rendre à la France les descendans de Henri IV. On put juger dès lors que la révolution marcheroit d'un pas plus ferme, et que toutes les autorités se grouperoient successivement autour du sénat et du gouvernement provisoire. Les officiers généraux ne pouvoient tarder non plus de donner à l'armée l'exemple de leur dévouement à la patrie. Ceux qui se trouvèrent alors à Paris n'hésitèrent pas de se déclarer. Le général de division Legrand donna le premier son adhésion aux actes du gouvernement provisoire et à toutes les mesures adoptées par le sénat. Le maréchal duc de Bellune, qu'une blessure grave, reçue à la bataille de Craonne, retenoit aussi à Paris, protesta de sa fidélité aux intérêts de la nation, et adhéra également à tout ce que pourroit prescrire le gouvernement provisoire pour le salut et le bonheur de l'Etat. Tous les regards se tournèrent alors vers l'armée, et les bons citoyens ne désespérèrent plus de la voir rentrer dans le sein de la nation qui étoit rendue à elle-même. Déjà un grand nombre de conscrits, en marche

pour joindre Napoléon, venoient de rebrousser chemin, et beaucoup de soldats étoient rentrés dans leurs foyers, décorés de rubans blancs, emblème de la restauration, et portant au bout de leurs fusils des branchages d'arbres en signe de paix. Plusieurs villages aux environs de Paris présentoient le touchant spectacle d'une foule de jeunes gens qui venoient embrasser leurs mères, et de mères qui serroient leurs fils qu'elles avoient crus morts; ils rentroient sous le toit paternel avec des rameaux dans leurs mains, et faisant retentir l'air des cris : *A bas le tyran! Vive le Roi!*

Cependant, Napoléon réunissoit à Fontainebleau toutes ses troupes, que ses partisans élevoient à soixante mille hommes, annonçant avec une joie féroce que cette armée marchoit sur Paris pour y mettre tout à feu et à sang; car, disoient-ils, la France est loin de partager la révolte de la capitale. Ces bruits alarmans étoient entretenus avec perfidie par les valets d'un pouvoir déchu qu'enhardissoit une révolution pacifique. Depuis le 1er avril la lice étoit ouverte, et les partis se trouvoient en présence. On s'en aperçut aux violences dirigées contre les royalistes : des émissaires de la police, des militaires déguisés, des hommes

égarés ou coupables, faisoient la guerre aux cocardes blanches; on les arrachoit de tous côtés, tandis que la garde nationale conservoit imperturbablement la cocarde tricolore; on arrachoit également les placards et les affiches royalistes. En peu de jours l'esprit public fut abattu, et la consternation se répandit dans toutes les classes.

L'acte de déchéance prononcé par le sénat, pouvoit à peine tirer les Parisiens de cet état de stupeur et d'anxiété. Mais alors parut, comme un fanal au milieu des écueils de la tempête publique, l'écrit célèbre intitulé : *de Buonaparte et des Bourbons*; écrit inspiré par deux passions généreuses : la haine de l'oppression et l'amour de ses rois légitimes, écrit achevé au bruit du canon, et publié sur la brèche. Il fit bientôt tomber le voile qui couvroit encore l'odieuse tyrannie de Napoléon; bientôt même il fit revivre dans les cœurs français le besoin impérieux d'une autorité légitime et tutélaire. Disons-le, car ceci appartient à l'histoire d'une si grande époque, la pensée, même les traits de cette brillante philippique où respire parfois le génie de l'éloquence grecque et romaine, appartenoient en concurrence à l'association ho-

norable qui aspiroit depuis si long-temps à relever la monarchie, et dont M. de Chateaubriand n'étoit que l'organe. Le danger qu'entraînoit l'existence matérielle d'un tel écrit, avoit paru si effrayant, que, pour en mieux dérober toutes les pages, madame de Chateaubriand les avoient portées pendant près de deux mois cachées sur son sein.

Que d'erreurs, que de fausses idées redressa ce vigoureux parallèle entre la tyrannie et la bienfaisance d'un pouvoir sacré! à peine dix mille exemplaires, dévorés en quinze jours, purent satisfaire la curiosité publique.

Cependant l'aigreur et la défiance régnoient toujours dans cette immense capitale; et des bruits inquiétans circuloient sur les dispositions des troupes. On savoit que les corps forcés le 30 mars dans les positions en avant de Paris, avoient manifesté dans leur mouvement d'évacuation par la barrière d'Enfer, des impressions fâcheuses, accusant les Parisiens de les avoir abandonnés. Ces troupes tristes, sans être abattues, n'avoient pas dissimulé qu'elles se replioient avec le désir et l'espoir de la vengeance; on ajoutoit que Napoléon les avoit trouvées à Corbeil, au nombre d'environ quinze mille hommes, et qu'après les avoir

passées en revue, il leur avoit offert pour récompense de la reprise de Paris, quarante-huit heures de pillage.

Au même moment l'armée de Champagne et tous les corps à qui on avoit pu transmettre des ordres, s'approchèrent de Fontainebleau pour y opérer leur concentration.

C'étoit le 31 mars que Napoléon y étoit arrivé de la Cour-de-France, avec ses aides-de-camp et sa suite. Les têtes de colonnes ne paroissoient point encore, et à peine pouvoit-on rallier quelques détachemens épars, quelques escadrons d'avant-garde. Napoléon avoit occupé aussitôt le palais : on l'avoit vu triste, accablé, irrésolu. Le jour suivant on eut quelques notions positives sur les événemens de la capitale; on sut que les Parisiens avoient reçu les alliés en prenant la cocarde blanche, et avec des acclamations pour le retour des souverains légitimes.

Le 2 avril, arriva M. de Caulaincourt, et avant même qu'il eût parlé, on put se douter que tout venoit d'être rejeté, et que les négociations ne présentoient plus aucun espoir. S'appuyant sur la déchéance prononcée par le sénat, l'empereur de Russie avoit chargé M. de Caulaincourt de proposer à Napoléon, au nom

des puissances alliées, de se choisir un lieu et un établissement de retraite pour lui et sa famille. Cette proposition étoit dictée par le désir d'arrêter l'effusion du sang, et par la conviction que, si elle étoit adoptée, l'œuvre de la paix générale et le repos intérieur de la France n'éprouveroient plus d'obstacles; mais M. de Caulaincourt n'osoit point, dit-on, faire lui-même à son maître une semblable ouverture. On apprit le même jour, à Fontainebleau, que le comte de Schuwalow, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, venoit d'arriver à Melun, et demandoit à conférer avec Napoléon. M. de Flahaut partit immédiatement pour connoître l'objet de la mission du général russe; c'étoit la même qu'avoit reçue indirectement M. de Caulaincourt; mais ces premières négociations restoient enveloppées d'un mystère impénétrable. Le même jour, dimanche, il y eut messe au palais, selon l'usage de la cour; et plusieurs généraux, qui venoient d'arriver, y assistèrent.

L'armée, après avoir passé à Troyes, la cavalerie au galop, et l'infanterie au pas de course, s'étoit dirigée vers Fontainebleau, par la route la plus directe. Les têtes de colonnes, composées de la cavalerie et des bataillons de la vieille

garde, n'y arrivèrent toutefois que le 3 avril. Après la messe, Napoléon passa en revue sa garde; puis ayant fait réunir en cercle les officiers et sous-officiers, il leur parla à peu près en ces termes :

« Officiers, sous-officiers et soldats de ma » vieille garde, l'ennemi nous a dérobé trois » marches, et il est arrivé à Paris avant nous. » Quelques factieux, restes d'émigrés, à qui » j'avois pardonné, ont entouré l'empereur de » Russie; ils ont arboré la cocarde blanche, » et ils veulent nous forcer à la prendre. De- » puis la révolution, la France a été maîtresse » chez elle; souvent chez les autres, mais tou- » jours chez elle. J'ai offert la paix; j'ai proposé » de laisser la France dans ses anciennes » limites, en perdant tout ce qu'elle avoit » acquis : on a tout refusé. Dans peu de jours, » j'attaquerai l'ennemi, je le forcerai de quitter » notre capitale. J'ai compté sur vous; ai-je » eu raison? — Oui, oui, s'écrient plusieurs » voix parties des rangs. — Notre cocarde, » ajoute Napoléon, est tricolore; plutôt que » d'y renoncer, nous périrons sur notre sol. » A peine a-t-il achevé cette courte harangue, prononcée avec précipitation, qu'il rentre dans le palais pour y concerter des mesures

sinistres, laissant tous les esprits dans la plus extrême agitation. Plusieurs colonnes arrivent successivement; et les soldats qui les composent, déjà découragés par la nouvelle de la prise de la capitale, trouvent les corps qui les ont précédés dans la fermentation et le trouble. Quelques régimens nomment des députés; officiers supérieurs, officiers subalternes, les soldats même délibèrent; les plus éloquens pérorent, démontrent les dangers de la guerre civile; et le doux nom de patrie se fait entendre au milieu d'une armée, docile depuis dix ans au joug le plus despotique. Le projet de marche sur Paris, miraculeusement conservé, pour en faire un théâtre de carnage, après qu'on n'avoit pu le garantir, révoltoit généralement tous ceux dont les idées étoient restées justes et saines au milieu du délire de l'ambition et des fureurs de la guerre; d'ailleurs, l'armée elle-même commençoit à entrevoir que la cause pour laquelle son chef invoquoit l'appui du soldat, ne tenoit plus qu'aux intérêts d'un seul homme. Des Français seroient-ils dénaturés au point de sacrifier la patrie au pouvoir tyrannique d'un despote si universellement odieux? Ces idées prenoient, de moment en moment, plus de consistance dans l'esprit des offi-

ciers et des soldats les plus éclairés. La connoissance des événemens qui perçoit peu à peu avec plus de détail, fortifioit encore ces dispositions favorables. Toute cette journée se passa dans l'agitation; mais le talisman de l'obéissance passive étoit déjà rompu. On savoit que la plupart des maréchaux se refuseroient à marcher sur Paris, et un grand nombre d'officiers et de soldats se prononcèrent tout haut dans le même sens. D'un autre côté, on ne pouvoit se dissimuler que la masse des troupes accoutumées à une soumission aveugle, obéiroit à la voix de son chef, quels que fussent ses projets. Il n'y avoit donc pas un moment à perdre, si l'on vouloit éviter les horreurs de la guerre civile. Les maréchaux et les principaux officiers se rassemblèrent chez le major-général, pour délibérer sur les moyens de sortir d'un état aussi critique. Les guerriers qui avoient tout fait pour la gloire, jetèrent sur la patrie un coup d'œil de compassion; ils sondèrent ses plaies. La France étoit envahie depuis les Pyrénées jusqu'à la Garonne; depuis les Alpes jusqu'à l'Auvergne; depuis le Rhin jusqu'à la Loire. Paris et ses environs étoient occupés par deux cent mille soldats étrangers, et les trente-cinq à

quarante mille braves que Napoléon pouvoit à peine rallier autour de lui se trouvoient, pour ainsi dire, cernés. Des masses considérables venoient de partir des positions dont l'ennemi s'étoit emparé autour de Paris, pour occuper les hauteurs de Juvisy, d'Essone, de Corbeil, et la ville de Melun, opposant déjà un front impénétrable à toutes les tentatives que pourroit former Napoléon. Déjà même un corps russe débordoit Fontainebleau, par Versailles, et poussoit ses partis vers Pithiviers et Orléans. Tout étoit disposé pour écraser, par des forces supérieures, en cas d'agression ou de résistance, les restes de ces braves qui, depuis dix ans, servoient l'ambition d'un homme, tout en croyant servir la patrie. En admettant même la possibilité de prolonger la lutte, cinq cent mille Russes, Allemands, Prussiens n'étoient-ils pas en seconde ligne de l'autre côté du Rhin, prêts à seconder les efforts de leurs compatriotes par une nouvelle irruption plus menaçante que la première, et qui auroit achevé la désolation de la France? Vers le midi, toute l'Espagne se préparoit à franchir les Pyrénées sur les traces de l'armée anglaise, espagnole et portugaise. Vainement plus d'un million de Français avoit été appelé

en moins de treize mois sur le champ de bataille ; la nation, indignée contre son oppresseur, opposoit la force d'inertie à ses demandes réitérées, ne voulant plus soutenir au-dehors un monstrueux système de guerre, ni au-dedans une tyrannie effroyable. Déjà même l'ouest et tout le midi étoient à la veille de courir aux armes, et de se détacher du centre. Quelle eût été alors la situation déplorable de la France ? Envahie par huit cent mille étrangers, et déchirée au-dedans par la guerre civile, elle n'auroit plus offert, en quelques mois, qu'un monceau de ruines et de cendres. Telle fut la perspective déchirante qui se présenta aux regards attendris des officiers généraux. Pouvoient-ils balancer entre de si puissans intérêts et les appels homicides que Napoléon faisoit encore ? On s'étoit empressé, à Paris, de faire parvenir à Fontainebleau son acte de déchéance ; il commençoit à être connu des principaux chefs de l'armée. Dès ce moment, ils virent que des rebelles seuls pourroient s'opiniâtrer à résister au vœu de la nation légalement exprimé, et que le seul moyen d'éviter les déchiremens consistoit à isoler et à déplacer le seul homme, qui formoit encore un obstacle au bonheur du Monde. Après avoir considéré

toutes les chances de la guerre, et la situation critique de l'Etat sous tous ses points de vue, les généraux s'accordèrent à convenir que l'abdication de Napoléon étoit le seul parti qui pût offrir des voies de conciliation praticables, et garantir la France d'un bouleversement général et d'une ruine totale; mais comment aborder une question si délicate devant un homme aussi violent, et accoutumé à tout faire plier sous sa volonté indomptable? Le major-général, ayant accès auprès de sa personne à toutes les heures, prit, de concert avec les maréchaux, la résolution hardie d'indiquer à Napoléon cette seule voie de salut. Il pénètre, pendant la nuit, dans le palais, arrive aux appartemens, aborde l'empereur, et hasarde de conseiller l'abdication, comme le seul remède capable de prévenir les suites fatales d'un affreux déchirement; mais accueilli par des accès de colère et de rage, il se retire, sans être tenté de renouveler sa demande infructueuse. Alors les maréchaux se concertent de nouveau, pour la journée du lendemain.

Napoléon se doutoit si peu de la disposition générale des esprits, que, persistant dans l'intention de marcher sur la capitale, il ordonna, dans la matinée du 4 avril, de diriger l'armée

sur Essone, où étoit son avant-garde. Il fit disposer l'artillerie, qui, avec trois cents pièces de canon venues du Champ-de-Mars, formoit un parc de sept cents bouches à feu, et demanda ses chevaux pour se mettre à la tête de ses troupes; il commença même à les haranguer, en leur montrant Paris comme une proie facile. Quelques milliers de Polonais sont les plus empressés de le seconder dans ce sinistre dessein; et, il faut le dire aussi, tant est déplorable l'effet du despotisme militaire! Napoléon trouve même des Français qui répondent à ses appels sacriléges : les cris *Paris! Paris!* partent déjà des rangs. Tout étoit perdu, si l'armée sortoit de Fontainebleau, et si les soldats, accoutumés à la voix de Napoléon, se précipitoient encore sur ses pas pour le suivre. En vain le maréchal Ney ose prononcer à haute voix le mot d'abdication; Napoléon feint de ne pas entendre, et il continue de passer la revue des troupes, qu'il affecte encore de regarder comme les siennes. Alors le maréchal, déterminé à tout braver pour sauver la patrie, monte au palais sur les pas de Napoléon, et le suit jusque dans son appartement. Là, il lui demande s'il a connoissance de la grande révolution qui vient

de s'opérer à Paris. Napoléon répond, de l'air le plus calme dont il peut se parer, qu'il ne sait absolument rien. Le maréchal Ney, en lui remettant les journaux de Paris, lui dit : « Vous » n'êtes plus empereur; vous ne pouvez plus » commander à nos braves, l'armée ne peut » vous obéir : voici l'acte de votre déchéance. » Surpris de cette foudroyante apostrophe, Napoléon rugit de colère; mais le maréchal lui déclare nettement que son abdication seule peut sauver la France. Il s'engage aussitôt entre eux une longue et vive discussion. Dans l'intervalle, survient le maréchal Lefèvre, qui, s'adressant à Napoléon, lui dit, avec un accent très-animé : « Vous êtes perdu! vous n'avez » voulu écouter les conseils d'aucun de vos » serviteurs; le sénat a prononcé votre dé» chéance. »

Ces paroles, et ce concert entre les généraux, firent sur lui une impression telle, que cet homme, accoutumé jusqu'alors à se regarder comme au-dessus de toutes les lois, se voyant soumis à celles de la nécessité, se mit à verser un torrent de larmes. Ainsi ce fut dans ce même palais où Napoléon avoit tenu captif, pendant dix-neuf mois, le vénérable chef de l'Eglise, qu'il reçut l'arrêt de sa déchéance,

comme si Dieu eût voulu faire, du théâtre de son insolent triomphe, celui de son humiliation et de sa chute.

Dans ce même moment, survinrent les maréchaux Oudinot et Macdonald, qui, restés auprès de leurs corps d'armée, mais apprenant ce qui se passoit au palais de Fontainebleau, n'hésitèrent pas de s'y rendre. Ils déclarèrent aussi à Napoléon que tout étoit perdu pour lui, et qu'ils ne le suivroient pas contre la loi, la patrie et l'honneur; ils appuyèrent fortement le parti de l'abdication. Le maréchal Macdonald montra une lettre du sénateur Beurnonville, qui présentoit la nouvelle révolution comme irrésistible.

Enfin, après quelques heures de discussions et de débats, l'empereur, déchu, parut se résigner à son sort, n'essayant pas même d'appeler de cet arrêt à la force, qui avoit toujours été sa loi suprême. Il consentit à déposer le pouvoir, et souscrivit un acte d'abdication en faveur de son fils, comme s'il avoit pu léguer ce qu'il ne possédoit plus. En cessant d'obéir à l'empereur déposé, les généraux, si long-temps sacrifiés à son ambition, continuèrent de servir leur ancien compagnon d'armes, et s'honorèrent, par les soins

qu'ils prirent, de stipuler pour sa sûreté et pour ses intérêts personnels. Les maréchaux Ney et Macdonald se chargèrent, conjointement avec M. de Caulaincourt, de porter à Paris la proposition que faisoit Buonaparte, de se soumettre à la décision du sénat et du peuple français, moyennant que le trône passeroit à son fils; ils promirent enfin de traiter franchement, auprès de l'empereur de Russie, du sort de la dynastie de Napoléon.

Toutefois, on croyoit si peu, à l'armée, que la régence fût une condition nécessaire, qu'en partant pour la capitale, les maréchaux étoient déjà convenus de provoquer eux-mêmes le retour des Bourbons, si la proposition de Napoléon étoit rejetée; mais la grande majorité des soldats, n'écoutant que ses habitudes belliqueuses, et regrettant surtout la perspective des avancemens rapides, sembloit préférer la régence à tout autre parti.

Rien désormais ne pouvoit plus arrêter l'entière démolition de l'édifice monstrueux élevé par le délire et l'ambition humaine. Ce même jour, 4 avril, Napoléon fut frappé comme d'un nouveau coup de foudre, en apprenant que le maréchal duc de Raguse venoit de traiter de la soumission du sixième corps sous ses ordres,

avec le gouvernement provisoire, qui lui offroit le caractère d'une autorité vraiment nationale. Ce corps, qui occupoit une position près d'Essone, montoit encore à douze mille hommes; et, dans la nuit du 3 au 4, il étoit passé, avec armes, bagages et munitions, dans la ligne des alliés, pour aller prendre ses cantonnemens à Versailles. C'étoit au nom de la patrie, et pour éviter la guerre civile, que le duc de Raguse s'étoit rangé sous l'autorité du sénat et du peuple, qui l'avoient délié du serment de fidélité. Le même esprit qui animoit ses illustres compagnons d'armes l'avoit porté à stipuler, par une convention particulière, que si les événemens ultérieurs de la guerre livroient la personne de Napoléon aux alliés, sa vie et sa liberté, dans un lieu convenable, seroient garanties. On crut, à Fontainebleau, que le duc de Raguse, après s'être fortement prononcé pour qu'on ne marchât point contre Paris, avoit saisi avec empressement l'occasion propice de se soustraire au ressentiment de Napoléon.

Quoi qu'il en soit, atterré par cette espèce de défection, il versa encore un torrent de larmes; mais, se reprochant bientôt sa foiblesse, et reprenant plus de fermeté, il parut se repentir

de son abdication. A peine eut-il une connoissance officielle du décret qui contenoit le motif de sa déchéance, qu'il lança contre le sénat une espèce de manifeste qu'il intitula : *Ordre du jour*, parce qu'il l'adressoit à l'armée ; il contenoit les passages suivans :

« L'empereur remercie l'armée, pour l'atta-
» chement qu'elle lui témoigne, et principa-
» lement *parce qu'elle reconnoît que la France*
» *est en lui*, et non dans le peuple de la
» capitale.

» Le soldat suit la fortune et l'infortune de
» son général, son honneur et sa religion.

» Le sénat s'est permis de disposer du gou-
» vernement français ; il a oublié qu'il doit à
» l'empereur le pouvoir dont il abuse mainte-
» nant ; que c'est lui qui a sauvé une partie de
» ses membres de l'orage de la révolution ;
» tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre
» la haine de la nation.

» Le sénat se fonde sur les articles de la cons-
» titution ; il ne rougit pas de faire des re-
» proches à l'empereur, sans remarquer que,
» comme le premier corps de l'Etat, il a pris
» part à tous les événemens ; il est allé si loin,
» qu'il a osé accuser l'empereur d'avoir changé
» des actes dans la publication (d'être faus-

» saire). Le monde entier sait qu'il n'avoit pas » besoin de tels artifices : *un signe de sa part* » *étoit un ordre pour le sénat, qui toujours* » *faisoit plus qu'on ne lui demandoit* (1). »

Le soir même, Napoléon réunit autour de lui la plupart de ses officiers-généraux, pour s'assurer de leurs dispositions dans le cas où l'abdication en faveur de son fils seroit rejetée. Ils se rassemblèrent au nombre de plus de quarante, faisant luire encore autour de leur ancien chef un rayon d'espérance. Napoléon sembloit moins redouter l'abandon de la fortune que la perte de la vie ; c'est du moins ce qu'on peut inférer des paroles suivantes, qu'il adressa à ses généraux : « Quand on a eu vingt » ans de gloire, et qu'on a fait trembler l'uni- » vers, on ne doit guère s'attendre à avoir » long-temps à vivre. »

L'esprit d'incertitude qui le portoit tantôt à négocier, et tantôt à essayer de reprendre les armes, se manifesta surtout dans la journée du 5 avril. A onze heures du matin, il arrêta un plan qui consistoit à se diriger, avec les vingt-cinq mille hommes qui lui restoient, tant de sa garde que de la ligne, vers l'Italie, pour

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LVIII.

se joindre au prince Eugène. « Si je veux, et » si j'arrive, répétoit Napoléon, je suis sûr » d'être reconnu par toute l'Italie. » Informés de ce nouveau projet, plusieurs généraux allèrent presser le secrétaire d'Etat duc de Bassano, qui étoit presque toujours seul avec Napoléon, de l'engager à ne pas se montrer à la parade; mais il voulut y paroître, malgré toutes les représentations, et s'obstina même à passer en revue le corps du maréchal Oudinot: son visage étoit pâle, altéré, et les mouvemens convulsifs, qu'il ne pouvoit plus maîtriser, attestoient les souffrances de son âme. Il se hâta de passer la revue, et put juger, par le morne silence des soldats, combien ils étoient peu disposés à faire de nouveaux sacrifices pour relever son pouvoir.

Il remonte aussitôt au palais, fait appeler le maréchal Oudinot, et lui demande si les troupes le suivront? — « Non, sire, répond » le maréchal; vous avez abdiqué. — Il est » vrai; mais c'est à certaines conditions. — » Les soldats, reprend le maréchal, ne con» noissent pas ces nuances; ils croient que vous » ne pouvez plus les commander. — Tout est » donc dit de ce côté, ajoute Napoléon; atten» dons les nouvelles de Paris. »

Toute la journée du 5 avril se passa dans une agitation cruelle. On désiroit impatiemment l'arrivée des maréchaux Ney et Macdonald, qu'on regardoit comme les représentans de l'armée. Tout faisoit craindre que Napoléon, après s'être repenti de sa première résolution, n'entraînât ses vieilles troupes dans quelque entreprise désespérée et furieuse. Mais la plupart des régimens étoient dans un état de désorganisation complète, et dans la nuit même du 5 au 6, des corps entiers quittèrent leurs positions; plus de huit mille soldats s'éparpillèrent, les uns vers Paris, et le plus grand nombre sur les routes d'Orléans et de la Loire, favorisés par les paysans dans les campagnes, qui, en leur montrant les chemins détournés, leur disoient : « Vous êtes sauvés maintenant. »

Toutefois, le mouvement de la restauration étoit encore borné à l'enceinte de Paris; le reste de la France, surtout la Normandie et les provinces arrosées par la Loire, étoient plongées dans la plus cruelle anxiété. Depuis Orléans jusqu'à Nantes, toutes les villes se croyoient à la veille d'être en même temps le théâtre de la guerre civile et étrangère. Des troupes, des bagages et de l'artillerie, encombroient Orléans, dont le pont sur la Loire étoit miné.

En quittant Paris, l'impératrice et le roi de Rome avoient pris la route de Tours, par Rambouillet et Chartres. Les ministres et les principaux dignitaires étoient déjà arrivés dans la capitale de la Touraine désignée d'abord pour être la résidence de Marie-Louise. Cette princesse alloit s'y rendre, lorsque, le 1er avril, on lui apporta à Vendôme des dépêches de Napoléon, qui fixoient à Blois le siége de la régence. Blois avoit reçu aussitôt des ordres pour préparer les logemens nécessaires à la cour, aux ministres, à la mère et aux trois frères de Napoléon; et enfin, à dix-huit cents hommes de troupes. Le jour même, parurent dans cette ville, les premiers détachemens de cavalerie, suivis de beaucoup de bagages et de quinze fourgons qui contenoient le trésor. Les courriers se succédoient d'heure en heure. Avant la chute du jour, on vit arriver l'impératrice et le roi de Rome, qui firent leur entrée au milieu d'une foule immense et d'un silence qui ne fut jamais interrompu. L'expression de la tristesse étoit peinte sur le visage de Marie-Louise. Les ministres, à Tours, se hâtèrent de revenir à Blois; et là, il y eut de fréquens conseils, mais sans aucun résultat apparent. On savoit, d'une manière vague, dans toutes

les villes des bords de la Loire, que Paris étoit au pouvoir des alliés; mais aucun détail n'avoit percé encore, toutes les communications étant interceptées ou interrompues par l'ordre exprès des ministres et des dignitaires composant le conseil de régence; ils étoient puissamment secondés dans l'exécution de ce système perfide, par le zèle anti-national de la plupart des préfets et des principaux fonctionnaires dévoués servilement à la tyrannie expirante.

Ainsi, tandis que les premiers pas de la restauration étoient marqués par des actes pacifiques et tutélaires, une sorte de conspiration tramée par trois ou quatre ministres, secondés par quelques préfets, comprimoit partout l'élan national qui se trouvoit relégué dans l'enceinte de Paris et de Bordeaux. On retenoit le reste de la France dans l'ignorance complète de ce qui se passoit à l'armée et dans la capitale, d'où il n'arrivoit plus ni lettres, ni journaux, ni voyageurs.

Paris jouissoit de la plus parfaite tranquillité, tandis que les bulletins mensongers publiés pour égarer l'opinion publique, représentoient cette ville en proie à la destruction et au pillage. On ne doutoit pas, à Mantes, que Paris ne fût à feu et à sang. Le bulletin de Rouen assuroit

que Napoléon, après avoir remporté une grande victoire et fait six mille prisonniers, étoit rentré dans Paris, qu'il avoit livré au pillage.

Plusieurs préfectures, notamment celle de Maine et Loire, cédant à l'impulsion des ministres de Buonaparte, et animées du même esprit, faisoient circuler officiellement la note suivante :

« L'empereur, ayant porté son quartier-» général à Troyes, le 29, s'est dirigé, à » marches forcées, par Sens, sur la capitale, » qu'il savoit sérieusement menacée. S. M. étoit » le 31 mars à Fontainebleau; mais elle y a » appris que l'ennemi, arrivé vingt-quatre » heures avant l'armée française, avoit occupé » Paris, après avoir éprouvé une forte résis-» tance qui lui avoit coûté beaucoup de monde.

» Les corps d'armée de LL. EExc. les maré-» chaux duc de Trévise et de Raguse, et celui » du général Compans, après avoir couru à la » défense de Paris, se sont repliés entre Paris » et Essone, où l'empereur a pris position » avec toute l'armée qui arrive de Troyes.

» L'occupation de la capitale par l'ennemi » est un malheur qui afflige profondément le » cœur de S. M., mais sur lequel on n'aura

» pas long-temps à gémir. L'ennemi ne sauroit
» garder une ville aussi populeuse, où sa posi-
» tion seroit trop critique; la présence de
» l'empereur avec son armée, aux portes de
» la capitale, l'obligera bientôt de l'évacuer.
» Il n'en pourra détacher au plus que quelques
» troupes légères pour inquiéter les départe-
» mens voisins.

» L'empereur se porte bien, et veille pour
» le salut de tous.

» S. M. l'impératrice et le roi de Rome sont
» en sûreté.

» Les rois, frères de l'empereur, les grands
» dignitaires, les ministres, le sénat et le con-
» seil d'Etat se sont portés sur les rives de la
» Loire où le centre du gouvernement s'établit
» provisoirement.

» Ainsi l'action du gouvernement ne sera
» point paralysée : les bons citoyens, les vrais
» Français, peuvent être affligés de l'occu-
» pation de la capitale; mais ils ne doivent
» pas en concevoir de trop vives alarmes : qu'ils
» se reposent sur l'activité de l'empereur et sur
» son génie, du soin de notre délivrance; mais
» qu'ils sentent que c'est dans ces grandes et
» importantes circonstances que l'honneur na-
» tional, et nos intérêts bien entendus, nous

» commandent plus que jamais de nous rallier » autour de notre souverain! Secondons ses » efforts, et ne regrettons aucun sacrifice pour » terminer enfin cette lutte terrible contre » des ennemis qui, non contens de combattre » nos armées, viennent encore frapper chaque » citoyen dans ce qu'il a de plus cher, et ra- » vager ce beau pays dont la gloire et la pros- » périté furent, de tout temps, l'objet de leur » haine jalouse.

» Malgré les succès que l'armée coalisée » vient d'obtenir, et dont elle ne s'enorgueillira » pas long-temps, le théâtre de la guerre » est encore loin de vous; mais, si quelques » coureurs, attirés par l'espoir du pillage, » osoient se répandre dans vos campagnes, ils » vous trouveroient armés pour défendre vos » femmes, vos enfans, vos propriétés. »

Ainsi le même système de fraude et d'imposture, qui avoit servi à désoler la France, sur le penchant de sa ruine, étoit encore pratiqué avec audace par Napoléon, et par ses principaux salariés.

Décidés à élever gouvernement contre gouvernement, tous les ministres et les frères de Napoléon venoient de se réunir à Blois, devenu le siége de la régence; ils y avoient

établi les bureaux de la guerre, et quatre cents commis travailloient nuit et jour au recrutement de l'armée. Les communications étant libres encore avec plusieurs divisions militaires, on alloit tenter d'arracher de nouvelles levées à ces malheureux pays, en attendant qu'ils devinssent le théâtre de la guerre civile.

Pour préparer l'exécution de ces projets sinistres, la régence éphémère de Blois répandit avec profusion, dans une moitié de la France, la proclamation suivante, datée du 3 avril, et signée Marie-Louise.

« Français, les événemens de la guerre ont » mis la capitale au pouvoir de l'étranger.

» L'empereur, accouru pour la défendre, » est à la tête de ses armées si souvent victo- » rieuses.

» Elles sont en présence de l'ennemi sous » les murs de Paris.

» C'est de la résidence que j'ai choisie, et » des ministres de l'empereur qu'émaneront les » seuls ordres que vous puissiez reconnoître.

» Toute ville au pouvoir de l'ennemi cesse » d'être libre; toute direction qui en émane » est le langage de l'étranger, ou celui qu'il » convient à ses vues hostiles de propager.

» Vous serez fidèles à vos sermens : vous » écouterez la voix d'une princesse qui fut re- » mise à votre foi, qui fait sa gloire d'être Fran- » çaise, d'être associée aux destinées du souve- » rain que vous vous êtes librement choisi. »

» Mon fils étoit moins sûr de vos cœurs au » temps de vos prospérités.

» Ses droits et sa personne sont sous votre » sauve-garde.

» *Contresignée Montalivet, faisant fonction de secrétaire de la régence.* »

Ainsi ce n'étoit pas de l'armée que partoit le signal des discordes civiles, mais des conciliabules des ministres d'un pouvoir tyrannique, de ces hommes pervers qui s'obstinoient à sacrifier la patrie pour conserver leurs richesses et leurs dignités.

Ce fut au milieu de ces tristes présages que les négociateurs de Fontainebleau chargés de pleins pouvoirs pour défendre les intérêts de la dynastie de l'empereur Napoléon, arrivèrent dans la nuit du 4 au 5 avril devant l'empereur Alexandre ; telle étoit la mission que la loyauté des maréchaux Ney et Macdonald leur fit un devoir de remplir avec une scrupuleuse exactitude. Que pouvoient-ils alléguer? le vœu de l'armée? Mais ce vœu n'étoit

exprimé que par une fraction; il étoit partiel et isolé. D'ailleurs, depuis quand la force armée, dans le système des monarchies modernes, s'arrogeroit-elle le droit de délibérer sur le sort des empires, et d'intervenir dans la succession des couronnes? La force armée ne délibère point; elle obéit aux lois. Les généraux eux-mêmes ne venoient-ils pas de baisser leurs épées devant la volonté nationale, donnant ainsi le plus noble exemple d'abnégation et de patriotisme? Livrer la France aux passions des soldats, c'eût été la ramener aux élections tumultuaires et vénales du Bas-Empire; c'eût été la vouer à l'anarchie, à la tyrannie militaire, de tous les gouvernemens le plus épouvantable.

Toutefois les plus graves considérations politiques et morales furent débattues danscette conférence célèbre, par le prince Talleyrand, par le général Pozzo di Borgo, et selon d'autres encore, par le général Dessoles; tous firentvaloir, avec autant d'énergie que de talens, les droits impérissables de la dynastie des Bourbons. Il est universellement connu que le prince Talleyrand prononça à cette occasion un discours brillant, vigoureux et décisif, trop récent pour que l'histoire ait pu encore s'en emparer,

mais qui sera un jour un des plus honorables monumens de notre restauration. Ce n'étoit pas seulement par des motifs politiques que ce prince, homme d'Etat, s'étoit constitué, le défenseur de la cause sacrée des descendans de Saint-Louis; depuis longtemps il s'étoit dévoué aux intérêts de cette auguste famille; et dans la crise finale, après avoir reconnu, le premier, MONSIEUR, Comte d'Artois, comme lieutenant-général du royaume, après avoir pris l'initiative sur le sénat et sur le gouvernement provisoire, on le vit donner à la restauration l'impulsion la plus sage, et accomplir sans secousses, sans réaction, sans déchiremens, cette révolution mémorable.

On regarde aussi le général Pozzo di Borgo, compatriote de Buonaparte, comme l'un des hommes qui, par sa fermeté, son courage et ses talens, ont le plus contribué au rétablissement de la monarchie française.

Tout étoit déjà décidé sans doute en faveur des peuples, des besoins de la patrie et de la sûreté future de l'Europe quand s'ouvrit cette grande négociation; elle n'étoit d'ailleurs appuyée que sur un principe faux et destructeur, Napoléon pouvoit-il réclamer pour sa

dynastie ? Ce n'étoit que la plus basse adulation qui avoit substitué le nom de dynastie à celui de famille, pour désigner l'exécrable race qui avoit prétendu s'asseoir sur le trône de Clovis. Il n'y a de dynastie que lorsque la famille qui règne compte une longue suite de générations. Or, Napoléon n'avoit pas même posé les fondemens d'une domination régulière. Jamais il n'eut pour lui les suffrages de la nation ; jamais il ne fut l'objet de son choix volontaire. Comme consul il usurpa l'autorité suprême ; et les élections subséquentes qui lui confirmèrent le pouvoir pendant sa vie, et ensuite comme empereur, n'ont été, selon l'expression du noble écrivain, souvent cité dans cette histoire (1), que des fourberies exécutées sous l'influence des baïonnettes. Acquiescer n'est pas choisir : le contrat qu'il avoit juré, il l'avoit rompu.

En admettant même la domination révolutionnaire à laquelle il étoit redevable du trône, il avoit évidemment encouru la déchéance par le plus horrible abus du pouvoir ; ce pouvoir n'étoit fondé que sur l'épée : un grand revers, en l'abattant, avoit délié les peuples qui ne

(1) Le vicomte de Chateaubriand.

lui étoient attachés que par la force. Napoléon n'avoit aucun autre titre à l'autorité suprême ; or, il n'y avoit et ne pouvoit y avoir de dynastie dans sa race. Sans doute la propriété du trône doit être respectée comme celle de la charrue, mais c'est quand les rois apportent en naissant le droit d'hérédité à la couronne, transmis par leurs ancêtres ; c'est le temps seul qui consolide les droits du sceptre : telle est la différence qui existe entre une race de souverains légitimes et la famille du dominateur éphémère d'un Etat. Où est l'héritage, quand le père l'a dissipé ? Le fils de l'empereur Napoléon ne pouvoit plus avoir de droits qu'à la succession de Buonaparte, qui venoit de retomber dans la classe ordinaire des hommes. Dès ce moment, les Français étoient rentrés dans leurs droits naturels, et ils jouissoient de l'entière et pleine faculté de rétablir sur le trône leur monarque légitime, les princes de l'antique dynastie royale, l'auguste famille des Bourbons, enfin, « qui, pendant huit cents » ans, gouverna la France avec gloire, tou» jours avec bonté, qui, dans une longue suc» cession de souverains, ne compte qu'un » tyran, qui fit asseoir la fidélité et l'honneur » sur le trône de France, et dont le sang

» noble et doux ne se reposoit de produire » des héros que pour faire des rois honnêtes » hommes (1). »

A ces raisonnemens tirés du droit sacré de la légitimité, se joignoient encore les motifs politiques, puisés dans le besoin de fonder la sécurité des Etats et la sûreté des dynasties européennes; tant de considérations réunies assurèrent le triomphe de la cause des rois.

Ainsi furent écartées les prétentions de Buonaparte et de sa famille; ainsi fut rejetée son abdication conditionnelle en faveur de son fils. Toutefois ce seroit une véritable présomption que d'attribuer le grand résultat qui répandit la joie dans toute l'Europe, à aucun homme, ni à aucune classe d'hommes. Cette cause sacrée a triomphé, parce qu'elle étoit conforme aux principes immuables de la justice et de la vérité. Les grands événemens de 1814 auroient été incomplets, s'ils ne s'étoient pas terminés par le rétablissement de l'ancienne famille des Bourbons. En remontant sur le trône, les descendans de Saint-Louis détruisoient en France l'esprit de conquête et

(1) *De Buonaparte et des Bourbons, etc.*

de spoliation, reste du génie révolutionnaire qui avoit enflammé Buonaparte; ils assuroient à la France les plus grands bienfaits, en lui rendant un caractère social, et en la replaçant dans le sein des nations.

Les maréchaux Ney et Macdonald reprirent la route de Fontainebleau où ils arrivèrent le 5 avril, à onze heures du soir. Le maréchal Ney entra le premier dans les appartemens du palais. — « Avez-vous réussi, dit Napoléon » en l'apercevant. — En partie, sire, mais » non pour la régence : il étoit trop tard. Les » révolutions ne reculent jamais ; celle-ci a » pris son cours, et le sénat reconnoîtra de- » main les Bourbons. » Qui ne se seroit pas attendu que Napoléon romproit à l'instant les négociations pour tenter de nouveau la fortune? Ses principaux officiers le croyoient. Quelle fut leur surprise quand ils lui entendirent proférer ces paroles! « Où pourrai-je » vivre avec ma famille? — Où voudra votre » majesté, répondit le maréchal Ney, et, par » exemple, l'île d'Elbe, avec six millions. — » Six millions, c'est beaucoup, puisque je ne » suis plus qu'un soldat. Je vois bien qu'il faut » se résigner; je dis donc adieu à tous mes » compagnons d'armes. »

L'inconcevable facilité avec laquelle le plus orgueilleux des hommes, après avoir reçu l'arrêt de sa déchéance, accueilloit celui de son exil, excita l'étonnement des généraux et du petit nombre des personnes initiées dans les mystères de cette étrange négociation. L'amour de la vie pouvoit seul expliquer le honteux dénoûment de ce grand drame dont le héros avoit aspiré ouvertement à la monarchie universelle : « Homme toujours extraor- » dinaire, disoient encore ses admirateurs, il » lui faut le monde, ou un désert. »

L'armée inquiète, effrayée sur son sort, auroit suivi Buonaparte au-delà de la Loire : là, changeant le théâtre de la guerre, il eût pu rallier autour de sa personne l'armée d'Italie, celle du Midi, et tout ce qu'il avoit enfermé inutilement dans les places fortes ; là, enfin, il eût pu relever sa fortune, ou au moins succomber avec gloire.

Mais cet homme, après avoir affecté un désintéressement hypocrite, marchanda minutieusement sa vie et quelques millions ; en un mot, il consentit à l'abdication entière et sans restriction, moyennant qu'un traité en règle, garanti par les hautes puissances alliées, lui assureroit à lui et à sa famille une

retraite à l'île d'Elbe, et les six millions déja promis.

En conséquence il rédigea son abdication dans les termes suivans :

« Les puissances alliées ayant proclamé que » l'empereur Napoléon étoit le seul obstacle » au rétablissement de la paix de l'Europe, » l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, » déclare qu'il renonce pour lui et ses héritiers » aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est » aucun sacrifice personnel, même celui de » la vie, qu'il ne soit prêt à faire pour l'in- » térêt de la France. »

Cet acte publié le 9 avril officiellement dans la gazette extraordinaire de la cour de Londres, ne fut connu à Paris que le 12, le lendemain du jour de la signature du traité secret entre les puissances alliées et Napoléon.

Tel fut le lâche dénoûment du drame le plus mémorable que présente l'histoire du Monde ; mais ce dernier acte de sa vie politique Napoléon le signala par la même hypocrisie dont il s'étoit paré si souvent. Déposé par son propre sénat, devenu l'objet de l'exécration universelle, abandonné même de ses soldats qui désertoient par milliers, cerné par des forces imposantes qui s'approchoient

pour l'accabler, s'il s'obstinoit à refuser le généreux pardon qui lui étoit offert, que fait-il? Toujours charlatan et fourbe, il donne comme un sacrifice volontaire sa soumission forcée; il affecte d'être entraîné par un sentiment d'esprit public, ou par un respect religieux pour le serment; en un mot il se cache encore sous le voile du mensonge, de l'honneur et de la vertu.

Le lendemain Napoléon, encore indécis, hésita de remettre l'acte authentique de son abdication, tel qu'il l'avoit arrêté; mais, instruit que la plupart des généraux étoient prêts à obéir à l'appel du gouvernement provisoire, se voyant d'ailleurs isolé et sans protection dans un pays où, peu de jours auparavant, il disposoit à son gré de la vie de tous ses habitans, il prit l'engagement formel de ratifier son abdication au moment de l'échange du traité qu'il venoit de solliciter de la générosité des hautes puissances.

Le maréchal Ney, libre alors de donner une adhésion complète aux nouvelles lois qui alloient régir la France, déclara, dans une lettre rendue publique, et adressée au gouvernement provisoire, *que pour, éviter à la mère-patrie les maux d'une guerre civile, il*

ne restoit plus aux Français qu'à embrasser entièrement la cause de leurs anciens rois. Pendant ces négociations une trève s'étoit établi entre l'armée française qui suivoit Napoléon, et l'armée des coalisés.

Cependant il parut plusieurs fois se repentir du parti qu'il avoit pris ; mais plus défiant que jamais, il n'osa s'arrêter à aucune résolution grande et vigoureuse. Il trembloit que toute la vérité ne vînt à se faire jour : aussi prenoit-il toutes les précautions imaginables pour que rien ne transpirât dans son armée.

Les grands événemens de Paris étoient à peine connus à Fontainebleau ; il n'y circuloit que des bruits vagues et confus. Tous les esprits y étoient dans l'agitation et dans l'inquiétude ; les soldats des avant-postes désertoient aussitôt qu'ils étoient instruits de la déchéance. Les officiers passoient leur temps à jouer pour s'étourdir, et s'attendoient à tous momens à la défection totale des débris de cette armée, contre laquelle les alliés ne vouloient point employer la force. Napoléon se tenoit dans un appartement écarté du palais, et se communiquoit peu. Deux ou trois affidés, tels que le duc de Bassano et le général Bertrand, l'approchoient de plus près, et sembloient

avoir toute sa confiance. S'il passoit des revues, c'étoit au galop, sans s'arrêter dans les rangs, cherchant à cacher aux yeux du soldat son abattement et l'altération de ses traits, distribuant avec profusion des décorations et des grades.

Ayant reçu, le 7 avril, des nouvelles de Marie-Louise, il fit aussitôt répandre le bruit que l'empereur d'Autriche alloit lui confier une armée de cent mille hommes pour soutenir ses droits. Sans inspirer une grande confiance, ces nouvelles ranimèrent un peu les esprits des uns, tandis qu'elles causèrent à d'autres de vives inquiétudes, car chacun avoit montré ses opinions à découvert. Le même jour l'armée reçut l'ordre de se tenir prête à marcher sur Orléans, et Napoléon parut décidé à regarder comme non avenus tous les arrangemens auxquels il avoit accédé. On le crut dans la ferme intention de se retirer au-delà de la Loire avec ceux qui voudroient le suivre; mais le soir même les troupes reçurent contre-ordre, et il ne fut plus question de départ ni d'aucune tentative. Ces hésitations, ces incertitudes ne faisoient que prolonger les maux de la France.

Tandis que Paris célébroit son bonheur par

tous les témoignages de la reconnoissance et de la joie, les villes de Sens et de Pithiviers, situées l'une à trente lieues de la capitale, l'autre à dix-neuf lieues seulement, étoient encore en proie à toutes les horreurs de la guerre.

Dès le 5 avril les troupes des alliés étoient entrées à Pithiviers de vive force : en vain cent chasseurs avoient opposé une résistance trop honorable à deux mille hommes; en expiation de la mort d'un parlementaire des alliés, tué par un employé des Droits-Réunis, la ville venoit d'être livrée au pillage.

Le lendemain on avoit appris à Sens une partie des heureux événemens qui venoient d'affranchir Paris; mais les nouvelles ne circuloient que sourdement : personne n'osoit manifester publiquement sa joie, la ville étant encore sous l'autorité militaire. Le même jour quinze cents Autrichiens se présentent devant ses murs avec trente pièces de canon et plusieurs obusiers. Un parlementaire vient proposer à la ville de se rendre; mais une fatale étoile y conduit dans ce moment même le général Alix : alors l'effroi est général; le parlementaire se retire après avoir reçu la réponse que la ville seroit défendue jusqu'à la dernière

extrémité. Le feu commence aussitôt ; il étoit impossible de soutenir un siége, la garnison étant à peine de trois cents hommes. Résolu d'épargner le sang, le général autrichien envoie un second parlementaire ; mais l'inexorable Alix répond de nouveau qu'il s'ensevelira sous les ruines de la ville, que telle est l'intention des habitans. Il connoissoit comme eux les événemens de Paris, mais il les avoit fait démentir par des proclamations pleines d'impostures, menaçant de sa colère ceux qui répandroient des nouvelles contraires. Tout étoit disposé pour monter à l'assaut, lorsqu'une dame de la ville, voulant se dévouer pour le salut commun, se fait descendre, sans être aperçue, par-dessus les murs, et se rend au camp des alliés, annoncer que ses compatriotes n'ont aucune part à la barbare résolution du général Alix. Les généraux ennemis font cesser à l'instant même le feu, et s'assurent bientôt de la vérité en voyant les hauteurs voisines se couvrir de la population toute entière qui se réfugioit dans les campagnes. Indigné de l'imposture du général Alix, le commandant autrichien le fait sommer de nouveau, et lui déclare que sur son refus il passera toute la garnison au fil de l'épée, en

commençant par lui Alix. Cette menace, appuyée par des préparatifs formidables, intimide le général, et il capitule enfin; mais déjà plusieurs maisons et quelques édifices étoient la proie des flammes; et Alix, en partant, laissoit un nom à jamais exécré dans une malheureuse ville qu'il avoit exposée trois fois à l'incendie, à la destruction et au pillage.

Ce ne fut que le lendemain 7 avril que M. de Caulaincourt, et les maréchaux Ney et Macdonald conclurent, avec le généralissime prince Schwartzenberg, une convention particulière pour déterminer les lignes de démarcation qui seroient observées entre les armées alliées et les armées françaises.

A partir de l'embouchure de la Seine, les alliés devoient occuper la rive droite de cette rivière, et de plus les limites méridionales des départemens de la Seine-Inférieure, de l'Oise, de Seine et Oise, de Seine et Marne, de l'Yonne, de la Côte-d'Or, de Saône et Loire, du Rhône et de l'Isère, jusqu'au Mont-Cénis.

On décida, relativement au Midi, que la ligne de démarcation seroit fixée suivant le terrain occupé par l'armée de lord Welling-

ton, et par celle du maréchal Soult, au moment où arriveroient les courriers qu'on alloit leur expédier concurremment.

Mais là, sur ce théâtre animé de la guerre, l'odieux système de la régence éphémère de Blois empêcha la vérité de percer, et donna lieu à la sanglante bataille de Toulouse, tache éternelle de sang qui souillera à jamais, aux yeux de la postérité, les vils ministres de la tyrannie de Napoléon.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Wellington suspend sa marche. — Situation de Bordeaux à la fin de mars. — Combat d'Etauliers. — Résistance du fort de Blaye. — Projet des royalistes sur Rochefort et sur La Rochelle. — Mouvement dans la Vendée. — Wellington marche en avant. — Combat aux portes de Tarbes. — Retraite du maréchal Soult sous les murs de Toulouse. — Description de cette ville et de ses positions. — Système de défense du maréchal Soult. — Arrivée de Wellington devant l'armée française. — Arrestation coupable du colonel Saint-Simon, à Montauban. — Bataille de Toulouse. — L'armée du maréchal Soult se jette dans la ville. — Affreuse position des Toulousains. — Retraite du maréchal Soult dans le bas Languedoc. — Entrée triomphante de Wellington à Toulouse. — Cette ville se déclare pour les Bourbons. — Rentrée glorieuse du maréchal Suchet en France. — Situation de son armée. — Suspension d'armes dans tout le Midi.

PRÈS de vingt jours s'étoient écoulés depuis que la bataille d'Orthès avoit ouvert à lord Wellington toutes les routes du Midi, et dans

cet intervalle l'armée du maréchal Soult s'étoit ralliée à Conches, d'où elle couvroit encore la ville de Tarbes et la route de Toulouse; mais ce n'étoit pas sans peine que les chefs de l'armée française étoient parvenus à réorganiser des corps dont les soldats s'étoient dispersés dans presque toutes les directions; pendant quinze jours les gendarmes n'avoient été occupés qu'à réunir les fuyards sur les routes d'Auch, de Montauban, de Saint-Gaudens et de Toulouse.

L'armée alliée cependant sembloit s'être bornée à la conquête du bassin de l'Adour, à l'investissement de Bayonne et de Saint-Jean-Pied-de-Port, et à l'occupation de Bordeaux qui lui offroit un immense avantage. La sage lenteur de Wellington étoit fondée sur l'impérieuse obligation où il s'étoit vu de disséminer ses forces pour obtenir de si grands résultats. Toute son aile gauche assiégeoit Bayonne, et le corps d'armée du maréchal Béresford, qui formoit le centre, après avoir poussé en avant sur Bordeaux, se trouvoit à trente lieues de la base d'opération. Resté à Aires sur l'Adour, n'ayant de disponible que le tiers de ses troupes, Wellington avoit hésité de se hasarder devant l'armée française:

elle lui paroissoit encore redoutable, quoique découragée et dispersée. Ce fut pour frapper des coups plus sûrs que le noble lord suspendit un moment sa marche ; l'état de la guerre dans le Nord lui faisoit d'ailleurs présager des événemens qui mettroient enfin un terme à l'effusion du sang humain. Informé toutefois que les opérations se poussoient avec plus de vigueur encore, et qu'on n'arracheroit la paix que par de plus grands sacrifices, il ordonna au maréchal Béresford de laisser une garnison à Bordeaux, et de se rallier à l'armée qui brûloit de reprendre l'offensive. Le maréchal laissa environ quatre mille hommes à Bordeaux, sous le commandement immédiat du lieutenant-général comte Dalhousie, et se replia sur l'Adour. Par son loyal dévouement à la cause des Bourbons, et par l'exacte discipline qu'il sut maintenir dans une ville si importante, lord Dalhousie se fit bientôt respecter et chérir. L'enthousiasme des Bordelais et leur amour pour l'auguste prince qui s'étoit jeté dans leurs bras, se maintenoit toujours plus ferme au milieu des incertitudes et des chances de la guerre. Ils avoient levé spontanément un impôt volontaire, sur leurs besoins, pour subvenir aux dépenses royales.

Les artisans, et jusqu'aux pauvres de la ville, avoient brigué et obtenu l'honneur de former la garde du prince. Le marquis de la Rochejaquelein fut chargé de l'organiser, et en un clin d'œil ce bataillon sacré, ayant pour chefs secondaires MM. de Gombault, Roger et de Martorie, s'éleva à six cents hommes, tous habillés et équipés. Pendant plusieurs jours Bordeaux avoit été illuminé, et ces marques de réjouissances n'avoient pas même cessé, quand on avoit su qu'une division française se dirigeoit, avec des intentions hostiles, par la route de Périgueux. Non-seulement Bordeaux étoit menacé à l'est par ce corps d'armée, sous les ordres du général Decaen, mais encore au nord par la division du général Lhuilier; d'un autre côté la résistance du fort de Blaye interdisoit la libre navigation de la Garonne, et Bordeaux se trouvoit en quelque sorte isolé du reste de la France. Les bâtimens à voile ne pouvant remonter le fleuve que pendant la forte marée, l'amiral Penrose saisit ce moment favorable pour combattre un vaisseau de guerre embossé qui protégeoit la flottille; mais il alloit être arrêté ensuite par le canon de Blaye. On vit alors qu'on ne pourroit réduire cette forteresse qu'en l'attaquant

de vive force. Déjà lord Dalhousie avoit passé la Gironde, et repoussé les troupes françaises jusqu'au-delà de la Dordogne. Le général anglais, ne connoissant pas le théâtre de la guerre, avoit pris pour aide-de-camp le marquis de la Rochejaquelein. Bientôt il passa lui-même la Dordogne près de Saint-André de Cubzac, dans l'intention de sommer le fort de Blaye. Arrivé dans la plaine d'Etauliers, il trouva posté près du village de ce nom le général Lhuilier et le général Des Barreaux. Là il y eut un engagement sérieux ; et après une courte résistance, les Français, inférieurs en nombre, battirent en retraite, et laissèrent trois cents prisonniers. Le détachement des alliés s'approcha immédiatement du fort de Blaye. Les habitans de la ville n'ayant pu détermi-ner la garnison à capituler, venoient d'abandonner leurs maisons, ayant avec eux leur respectable maire, M. Duluc, qui, s'étant déclaré pour le roi, vint à Etauliers au-devant de lord Dalhousie. Déjà l'amiral Penrose avoit forcé l'entrée de la Gironde, et détruit la flottille ; il bombarda le fort de Blaye, qui refusoit avec obstination de se rendre. S. A. R. le duc d'Angoulême en avoit le plan exact ; mais il falloit un siége régulier pour s'emparer

de cette forteresse. Lord Dalhousie revint à Bordeaux pour préparer l'attaque du côté de terre. Cette ville excita sa sollicitude; il voulut la mettre à l'abri de toute entreprise de la part des troupes françaises, qui s'avançoient par Périgueux pour opérer leur jonction avec la colonne du général Lhuilier.

Mais aucune résistance ne pouvoit plus arrêter l'élan de la restauration; déjà MM. de Mauléon et Malet de Roquefort avoient fait prendre la cocarde blanche, au péril de leur vie, à un corps de garde nationale d'élite qu'ils commandoient à la Teste. D'un autre côté, les mouvemens de la Vendée alloient correspondre avecceux de Bordeaux. M. de Mesnard, des environs de Luçon, ayant conçu le projet de faire déclarer Rochefort et La Rochelle, venoit de percer jusqu'à Bordeaux, afin d'obtenir de Mgr le duc d'Angoulême des lettres de sa main pour entraîner les commandans militaires.

Le complot auroit éclaté le lundi de Pâques à La Rochelle : douze cents conscrits cachés devoient se joindre à un parti dans la ville, tout prêt à ouvrir les portes aux royalistes conduits par M. de Saint-Marceau. L'insurrection du Poitou étoit aussi combinée avec

ces tentatives. M. de Baschu, officier de dragons, s'étoit déjà concerté avec le comte de Suzanet, aux environs de Nantes; il venoit d'arriver à travers mille dangers, pour supplier S. A. R. de se mettre à la tête des royalistes de l'Ouest, et de se faire précéder par le marquis de la Rochejaquelein. La Vendée réclamoit quinze mille fusils et de la poudre. Trois cents canonniers garde-côtes avoient formé le hardi projet d'arrêter leurs officiers, le jour fixé pour l'insurrection générale, et d'arborer le drapeau blanc au moment même où le comte de Suzanet, dans le Bas-Poitou, et le comte Charles d'Autichamp, dans l'Anjou, feroient sonner le tocsin aux cris de *Vive le Roi!* On vit arriver aussi de l'ancienne Vendée un meûnier angevin, nommé Pierre Cochet, homme intrépide, qui avoit participé aux trois guerres civiles; le marquis de la Rochejaquelein le chargea d'aller soulever les environs de Mortagne.

Bordeaux cependant n'étoit protégé que par le détachement de lord Dalhousie. A la vérité les milices anglaises sollicitoient la faveur de voler à la défense de la capitale de la Guienne; déjà même le marquis de Buckingham s'étoit embarqué avec quatre mille

hommes pour l'embouchure de la Gironde; mais les vents contraires ayant retardé l'expédition, elle ne parut que lorsque toute la France partageoit la délivrance de Bordeaux.

Tandis que cette ville et la Vendée devenoient le foyer de l'insurrection royaliste, lord Wellington, poursuivant ses succès, marchoit à la conquête du Languedoc.

Ses divers détachemens et les réserves de cavalerie et d'artillerie venant d'Espagne, ne l'avoient joint que le 17 mars. Dans l'intervalle le maréchal Soult, ne jugeant pas sa position très-sûre, s'étoit retiré à Lambege dans la direction de Tarbes, laissant ses avant-postes vers Conches.

L'armée de Wellington se mit en marche le 18, et bientôt le lieutenant-général Hill repoussa les postes avancés des Français, qui, à la faveur de la nuit, se replièrent à Vic-Bigorre. Le lieutenant-général Clinton, manœuvrant sur l'arrière-garde du maréchal Soult, la débusqua des vignes et de Vic-Bigorre. Aussitôt l'armée alliée se rassembla dans cette dernière ville et à Rabastens. Dans la nuit, le maréchal Soult se retira vers Tarbes, prenant position sur la hauteur près du moulin à vent d'Oleac,

son centre et sa gauche en arrière sur les collines près d'Angos.

Peu de villes se présentent aussi agréablement que Tarbes : elle est située dans une plaine riante sur la rive gauche de l'Adour, qu'on passe sur un assez beau pont ; elle est d'ailleurs le siége d'une préfecture, et c'étoit pour Wellington une conquête essentielle. Le maréchal Soult s'y étoit fait précéder par le général de division baron Maransin, chargé de la levée en masse du département des Hautes-Pyrénées ; mais là, comme sur tous les autres points de la France, le peuple indigné refusoit de prendre les armes en faveur d'un gouvernement tyrannique ; là, comme partout, il formoit des vœux secrets pour l'affranchissement de la nation française.

L'armée de Wellington marcha de Vic et de Rabastens en deux colonnes d'attaque. Le lieutenant-général Clinton devoit tourner l'aile droite de l'armée française, tandis que le lieutenant-général Hill attaqueroit Tarbes par la route de Vic-Bigorre.

Ce mouvement combiné eut un plein succès.

Au moment où la division légère délogeoit les troupes d'avant-garde des hauteurs au-dessus d'Oleix, le lieutenant-général Hill tra-

versoit la ville de Tarbes, et disposoit ses colonnes pour envelopper l'armée du maréchal Soult ; elle ne dut son salut qu'en prenant à la hâte des chemins détournés et les landes de Pinasse, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés, et se repliant en désordre dans toutes les directions vers Saint-Gaudens.

L'armée alliée campa le soir même sur le Larzet de Larroz, ayant au loin sur sa droite les troupes des lieutenans-généraux Cotton et Clinton, avec la sixième division et plusieurs brigades de cavalerie détachées à la poursuite du maréchal Soult (1). Il étoit à craindre que son armée ne fût devancée à Saint-Gaudens, et coupée de sa retraite sur Toulouse ; mais la pluie tomboit à torrens, et le mauvais état des routes retardoit encore plus les vainqueurs que les vaincus.

Partout sur leur passage, les officiers généraux français interrogeoient les maires sur les dispositions des habitans et sur la marche des alliés. Les colonnes dispersées firent leur jonction à Villeneuve : elles venoient d'y être précédées par trois officiers-généraux couverts

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LIX.

de redingotes de toile cirée, et parmi lesquels on avoit cru reconnoître le maréchal Soult lui-même, accompagné des généraux Clauzel et Villatte. Le maire ayant été mandé par eux, et sachant l'armée anglaise dans le voisinage, s'écria, sans les reconnoître : « *Vive le Roi! Vivent les Anglais! Vive Wellington!* » Les généraux eurent le bon esprit d'attribuer ces acclamations à la frayeur, et poursuivirent leur route vers Saint-Gaudens.

Cependant Wellington avoit surpris à Tarbes toutes les ressources du maréchal Soult : dès ce moment l'armée française manqua de tout. Dès lors aussi elle ne se crut en sûreté nulle part, et ne songea qu'à se réfugier sous les murs de Toulouse.

Partout où Wellington faisoit des progrès, le pays se déclaroit pour le roi, ou s'organisoit pour la cause royale. La ville de Pau arbora le drapeau blanc ; le capitaine de gendarmerie qui y commandoit, passa avec ses gendarmes du côté des alliés. Persistant toutefois dans son système de circonspection, Wellington n'entra point à Pau, pour ne pas compromettre une ville qu'il regardoit comme sacrée. Tous les Béarnais, à l'abri du berceau de Henri IV, furent traités avec des

égards qui leur épargnoient les charges de la guerre.

Lord Wellington paroît avoir eu l'intention de couper la retraite de Toulouse au maréchal Soult ; deux routes conduisent de Tarbes à cette ville, celle de Saint-Gaudens et celle d'Auch. Le maréchal Soult ayant rallié son armée à Saint-Gaudens, prit la route transversale qui conduit de cette dernière ville à Auch, et gagnant, par l'habileté de sa retraite, trois marches sur son redoutable adversaire, il arriva intact, et avec une célérité incroyable sous les murs de la capitale du Languedoc. Dès lors on put pressentir qu'elle seroit défendue et disputée avec tout l'acharnement de la valeur française.

Toulouse, l'une des plus anciennes et des plus célèbres villes de France, est environnée de plaines fertiles, abondantes en blé, et entrecoupées de rivières, de ruisseaux qui forment de belles et vastes prairies. Elle s'étend sur la rive droite de la Garonne, un quart de lieue au-dessus de son confluent avec le fameux canal de Languedoc, communiquant ainsi aux deux mers, dont elle est à peu près à une distance égale. Sa figure est circulaire, en comprenant dans son enceinte, qui embrasse une lieue

de circonférence, le faubourg Saint-Cyprien, séparé de la ville par un pont magnifique sur la Garonne. Les murailles de Toulouse, qui sont flanquées de tours rondes, placées de distance en distance, forment un rempart autour de la ville. On y entre par huit portes ; la plupart de ses rues sont étroites et tortueuses, et ses maisons bâties en bois. On y trouve cependant plusieurs hôtels et quelques beaux édifices ; entre autres, l'hôtel-de-ville, connu sous le nom de *Capitole*. Sa population, qui ne répond plus maintenant à la grandeur de la ville a baissé, depuis vingt ans, de quatre-vingt mille âmes, à cinquante-cinq mille : effet d'une révolution désastreuse et d'un cruel système de guerre. A la vérité, le génie des Toulousains se tourne plutôt vers les sciences et les lettres, que vers l'industrie et le commerce. Leurs mœurs, nobles et libérales, leur faisoient détester d'autant plus le gouvernement oppresseur de Napoléon. En vain son commissaire, comte Cafarelli, par un arrêté du 29 mars, venoit de déclarer en état de siège tout le département de la Haute-Garonne. « Il faut, avoit-il » dit, il faut que tout citoyen devienne soldat, » et que tout fonctionnaire, sans exception, » donne l'exemple : *Napoléon*, *patrie*, *hon-*

» *neur*, doivent être la devise des Français » jusqu'au dernier moment de leur vie. »

Mais ce culte, érigé au despotisme par ses ministres et ses principaux affidés, ne trouvoit plus de zélateurs à Toulouse. La confédération royaliste y avoit étendu aisément ses ramifications, et cette ville aspiroit à imiter Bordeaux, et à devancer Paris; les traits qui signalèrent le grand événement que nous allons décrire, honorent Toulouse, où l'urbanité s'allie au patriotisme, et l'humanité au courage.

A peine le maréchal Soult eut-il trouvé un point d'appui sous ses murs, qu'il prit la résolution courageuse de s'y défendre par toutes les ressources de l'art militaire. Ses forces s'élevoient à quatre mille chevaux, à dix-huit mille soldats aguerris, et à six mille conscrits, parmi lesquels quatre mille étoient mal armés, et hors d'état de se battre. Il prit d'abord position entre la route d'Auch et de Saint-Gaudens, sa gauche appuyée sur le chemin de Muret, et sa droite sur la rive gauche de la Garonne, à une petite lieue au-dessous de Toulouse, décrivant ainsi le fer à cheval. Les habitans de cette ville furent en proie aux plus vives alarmes à la vue d'une

armée qui sembloit résolue de s'ensevelir plutôt sous ses ruines, que de la céder aux alliés, regardés comme des libérateurs. En effet, à l'approche d'une si grande crise, les Toulousains redoutoient plus leurs compatriotes que l'ennemi : telles étoient les dispositions morales d'un peuple qui frémissoit sous le joug.

Le maréchal Soult, livré à ses propres forces, ne pouvant compter sur aucun appui, ni sur la coopération de la garde urbaine, se créa bientôt des moyens de défense. Il fit construire, comme par enchantement, autour de la ville, un vaste système d'ouvrage qui excita l'admiration des habitans, et l'étonnement de l'ennemi. Toulouse en étoit susceptible, se trouvant environnée de trois côtés par le canal de Languedoc et par la Garonne. Sur la gauche de cette rivière, le maréchal Soult forma une bonne tête de pont, et il fit élever autour du faubourg Saint-Cyprien de forts ouvrages de campagne en avant de l'ancien rempart. Il forma aussi une tête de pont à chacun des ponts du canal, défendus également par de l'artillerie. Mais ces fortifications n'étoient encore que les points avancés du grand système de défense conçu

par ce général. Au-delà du canal, vers l'est; et de là à la rivière d'Ers, Toulouse est protégée par un coteau, ou chaîne de collines, qui s'étend jusqu'à Montaudran, et que traversent toutes les routes qui conduisent à l'est, vers le canal et vers la ville. Indépendamment des têtes de pont, le maréchal Soult fit fortifier la croupe du coteau en y élevant cinq redoutes liées les unes aux autres par des lignes retranchées, et qui furent improvisées avec une ardeur extraordinaire. Requis de vive force, et formant en secret des vœux pour un autre ordre de choses, les Toulousains mirent la main à la pioche et à la pelle; en trois fois vingt-quatre heures, ils créèrent ce chef-d'œuvre de l'art, monument de la vivacité de leur caractère. Ces préparatifs de défense étant achevés, le maréchal Soult fit rompre tous les ponts sur l'Ers, à portée de l'armée ennemie, et par où elle eût pu aborder la droite de sa position.

Les dehors de Toulouse étoient déjà hérissés d'ouvrages, quand Wellington, trois jours après l'arrivée du maréchal Soult, parut avec toute son armée, forte de dix à douze mille chevaux, et de quarante à cinquante mille combattans. Il établit aussitôt ses lignes en forme de croissant, à trois quarts de lieue de dis-

tance de la position formidable occupée par l'armée française.

L'intention de Wellington étoit d'attaquer dès le lendemain; mais il différa, ayant reçu l'avis que des partisans, mêlés à des compagnies franches, cherchoient à inquiéter les derrières de son armée, et que des rassemblemens formés dans les villes d'Hauterive, Cintegabelle, Saint-Hibar, s'étendoient vers Saint-Girons pour enlever ses convois et le harceler. Déjà même un convoi de bœufs venoit d'être pris. Wellington envoya sur ses derrières de gros partis de cavalerie anglaise, qui balayèrent le pays. En trois jours, tout rentra dans l'ordre; le peuple des campagnes cherchant partout à favoriser les opérations des alliés, et se prononçant contre les bandits, qui, sous prétexte de s'armer pour défendre la cause de Napoléon, ne cherchoient que pillage et déprédations.

Vivres, convois, munitions, tout arrivoit en abondance au camp de Wellington, qui payoit chaque objet au-delà de sa valeur intrinsèque, tandis que l'armée du maréchal Soult, dénuée de tout, ne voyoit rien arriver de ce qui étoit requis et fourni. L'accès du camp des alliés étoit libre et ouvert à quiconque alloit

et venoit; au contraire, on ne sortoit plus de la ligne française, dès qu'on y étoit entré.

Cependant Wellington hésitoit d'attaquer Toulouse du côté de l'ouest, ne voulant pas sacrifier le faubourg Saint-Cyprien; il détacha quinze mille hommes sur la route de Foix, et jeta un pont volant à Pinsoguel, espérant que, de là, ses troupes gagneroient le pont de Cintegabelle pour tourner Toulouse, et assiéger cette ville par le faubourg Saint-Michel, qui n'offroit aucun moyen de défense. Mais l'opération fut contrariée par le mauvais état des chemins, et par l'accumulation des boues tenaces du Lauraguais, que toutes les ressources militaires ne purent surmonter.

Ayant alors reconnu que les routes de l'Arriège à Toulouse étoient impraticables pour la cavalerie, pour l'artillerie, et presque même pour l'infanterie, Wellington jugea qu'il ne lui restoit plus d'autre parti à prendre que d'attaquer le maréchal Soult dans sa position retranchée.

Le maréchal venoit de concentrer ses forces, afin de défendre une ligne moins étendue, et d'avoir plus de troupes disponibles pour garnir les redoutes; sa gauche placée derrière les murs du cimetière du faubourg Saint-Cyprien,

se prolongeoit circulairement sur le terrain des belles allées qui venoient d'être abattues, et sa droite étoit appuyée à l'embouchure du canal du Languedoc,

Wellington resserra également sa ligne, et fit ses dispositions pour une attaque générale.

Jusqu'alors les opérations des travaux défensifs, et quelques coups de fusil tirés aux avant-postes, avoient signalé seulement la présence des deux armées rivales, lorsque, dans la nuit du 7 au 8 avril, lord Wellington, à l'insu du maréchal Soult, fit jeter un pont de bateaux sur la Garonne, au village de Beauselle, au-dessous du superbe château de Blagnac. Dans la nuit même, le quartier-général, le corps espagnol et l'artillerie portugaise, formant quinze mille hommes, sous les ordres immédiats du lieutenant-général don Manuel Freyre, passèrent la Garonne, et se portèrent en avant, vers la ville, par la plaine des Minimes. Le dix-huitième de hussards anglais, commandé par le colonel Vivian, chargea un corps de cavalerie, le chassa au-delà du village de la Croix-d'Orade, et fit environ cent prisonniers. Dans cette charge, le colonel reçut une blessure qui le mit hors de combat. Ce

premier succès mit Wellington en possession d'un pont important sur la rivière d'Ers, par où il falloit passer pour attaquer la position de l'armée française. La journée du 9 se passa en escarmouches et en prises de postes de part et d'autre.

Toulouse flottoit entre la crainte et l'espérance, et l'universalité de ses habitans ne formoit qu'un vœu, celui d'être délivrés de l'armée française. La garde nationale, commandée par M. Dubarry, comte d'Argincourt, et par M. de Cambon, s'élevoit à deux mille hommes armés et équipés; mais, à plusieurs reprises, elle refusa de prendre part aux actions hors de l'enceinte de la ville.

Cependant, tout annonçoit que deux armées pénétrées d'une estime mutuelle, résultat d'une égale valeur, alloient se mesurer aux portes même de Toulouse; tout préludoit à une nouvelle et inutile effusion du sang, qu'on eût épargnée sans la conduite criminelle des fauteurs de la tyrannie, qui interceptèrent les ordres et les dépêches du gouvernement provisoire.

Tout avoit été heureusement calculé par une sage prévoyance, et par le désir ardent de faire succéder, dans le midi, comme dans le

nord de la France, les bienfaits de la paix aux horreurs du carnage. Dès le 7 avril, le colonel Cooke étoit parti de Paris, en courrier, pour informer lord Wellington de la nouvelle révolution qui changeoit si heureusement la face du Monde. Cet officier étoit accompagné du colonel Saint-Simon, chargé, par le gouverment provisoire, d'instruire le maréchal Soult et le maréchal Suchet des mêmes événemens. Leur mission étoit sacrée : aussi fut-elle respectée partout, même sur les bords de la Loire, malgré la pernicieuse influence de la régence de Blois; mais sur les bords du Tarn, à dix lieues de Toulouse, dans la ville de Montauban, elle fut indignement méconnue. Là, M. Bouvier Dumolart, préfet de Tarn et Garonne (1), ordonne l'arrestation coupable des deux parlementaires. Sans cet ordre funeste, ils seroient arrivés à Toulouse, le 9 avril, assez à temps pour prévenir la bataille du 10; et ils eussent conservé la vie à dix ou douze mille braves. De quelle affliction n'est-on pas pénétré, quand on songe qu'un sang si héroïque, et de si glorieux sacrifices n'étoient plus réclamés par la patrie, et qu'ils lui ont

(1) Auditeur au Conseil-d'Etat, destitué depuis.

été dérobés par la perfidie cruelle des vils ministres d'un pouvoir monstrueux! C'est à l'histoire à les traduire au tribunal de l'équitable postérité.

Le maréchal Soult, n'ayant aucun avis officiel des événemens qui rendoient la paix à l'Europe et à la France, se disposoit à recevoir la bataille, et de nouveaux cyprès alloient être unis à de nouveaux lauriers.

Déjà Wellington, voulant abréger la communication du corps espagnol posté sur la rive droite de la Garonne, avec le corps du lieutenant-général Hill, resté sur la rive gauche, venoit de faire transporter plus haut le pont jeté sur cette rivière. Son plan d'attaque étoit arrêté: il consistoit à faire passer la rivière d'Ers, sur le pont de la Croix-d'Orade, au corps d'armée du maréchal Béresford, pour s'emparer du village de Montblanc, remonter ensuite l'Ers, et tourner ainsi la droite de la position du maréchal Soult, tandis que le lieutenant-général don Manuel Freyre, avec le corps espagnol sous ses ordres, et soutenu par la cavalerie anglaise, attaqueroit de front les retranchemens. Mais c'étoit dans la partie inférieure du canal de Languedoc que devoit commencer l'attaque par la division légère sous

les ordres du général Picton, et par la brigade de cavalerie allemande, pour attirer sur ce point l'attention de l'armée française, tandis que le lieutenant-général Hill exécuteroit la même manœuvre contre les troupes qui défendoient le faubourg Saint-Cyprien. Ainsi les plus grands efforts et les attaques les plus décisives alloient être dirigés sur la rive droite.

Le 10 avril, jour de Pâques, tous les corps de l'armée combinée se mirent en mouvement, tandis que les troupes françaises, rangées en bataille dans leur ligne, se disposoient à la plus vigoureuse résistance. A sept heures du matin, l'action commença vers l'embouchure du canal, sous les hangards destinés aux embarcations : elle fut vive. La brigade française, d'abord repoussée, mit le feu à quelques habitations pour arrêter l'ennemi, et se replia vers la tête de pont formée à l'embranchement des deux canaux de Brienne et du Languedoc. Là, échouèrent tous les efforts des alliés, pour la débusquer.

Bientôt l'attaque s'étendit sur toute la ligne. Le maréchal Béresford passa l'Ers, et, formant son corps d'armée en trois colonnes, à la Croix-d'Orade, s'empara aussitôt du village de Montblanc; il remonta immédiatement l'Ers,

dans le même ordre, sur un terrain difficile, et dans une direction parallèle, à la forte position du maréchal Soult. A peine fut-il arrivé au point où il tournoit la position, qu'il marcha à l'attaque. Au même moment, le corps espagnol de don Manuel Freyre longeoit la gauche de l'Ers jusqu'en face la Croix-d'Orade, où il se formoit sur deux lignes, avec une réserve sur la hauteur, en avant de la gauche de la position française; là, fut placée l'artillerie portugaise. Dès que don Manuel eut aperçu le corps d'armée du maréchal Béresford sur le terrain, il s'avança pour attaquer de concert les retranchemens français. L'intention du maréchal Soult étoit de foudroyer l'armée combinée, et de saisir l'instant favorable pour l'attaquer à l'improviste, et couper sa ligne par une charge hardie et décisive. Tout lui fit d'abord présager un succès. Ferme dans ses lignes, son armée voyoit, sans en être intimidée, les troupes espagnoles marcher en bon ordre, sous un feu vif de mousqueterie et d'artillerie, ayant leur général et son état-major à leur tête. Elles établirent leur ligne dans les fossés même, et sous le feu des retranchemens, la réserve, l'artillerie portugaise et la cavalerie anglaise continuant

d'occuper les hauteurs sur lesquelles s'étoient d'abord formés les assaillans. Telle fut la valeureuse contenance des brigades françaises, que toute la droite de la ligne des troupes de don Manuel fut repoussée avec perte dans son mouvement autour du flanc gauche de la position. Le maréchal Soult ordonne aussitôt la charge; ses troupes s'élancent hors de leurs lignes; et, tournant toute l'aile droite du corps espagnol des deux côtés de la grande route de Toulouse à la Croix-d'Orade, en font un grand carnage, et les contraignent de se replier en désordre, malgré les efforts de leurs officiers pour les rallier. Dans cette mêlée sanglante, furent blessés le lieutenant-général Mandisabel, le général Espeletta, plusieurs officiers d'état-major et chefs de corps. Ainsi fut repoussée la première attaque. Fière de ce succès, l'armée française fit face de tous côtés aux nombreux ennemis qui se disposoient à revenir à la charge.

Mais Wellington alloit redoubler d'efforts. Bientôt la quatrième et la sixième division, conduites par le maréchal Béresford en personne, après deux attaques successives, emportèrent une partie des hauteurs, et enlevèrent la première redoute, dite de la Pujade, qui

couvroit et protégeoit le flanc de la position ; les troupes anglo-portugaises se logèrent immédiatement sur ces mêmes hauteurs, quoique l'armée française restât encore en possession de quatre redoutes, des retranchemens et des maisons fortifiées. Ce premier avantage n'avoit été obtenu qu'au prix de beaucoup de sang ; et d'ailleurs l'armée française se montrant résolue de défendre pied à pied chaque retranchement, chaque redoute, tout annonçoit qu'on ne pourroit emporter les positions qu'au moyen des plus grands sacrifices.

L'attaque fut suspendue jusqu'à ce que l'artillerie du maréchal Béresford, retardée par le mauvais état des routes, pût lui être amenée, et que le corps espagnol revînt à la charge.

Ces dispositions achevées, le maréchal Béresford continua son mouvement offensif, en longeant les hauteurs, et attaqua successivement les autres redoutes, avec la brigade du général Pack et la sixième division ; les Espagnols et les Portugais y échouèrent à plusieurs reprises; mais Wellington, sans être rebuté par la résistance héroïque des troupes françaises, ni par les pertes graves que lui coûtoient ces tentatives acharnées, fit renouveler l'assaut par un parti considérable d'Ecossais,

qui, vers midi, vint à bout d'emporter les deux redoutes du centre et les retranchemens qui faisoient la principale force de la position. Le lieutenant-colonel Coghlan y fut frappé à mort, et le colonel Douglas eut une jambe emportée. Quoique blessé également, le major-général ne voulut pas quitter le champ de bataille.

La victoire penchoit visiblement du côté des alliés, et le succès de la journée ne paroissoit plus douteux, quand aux approches du château des Gueri, vers le canal, ils eurent à essuyer une attaque désespérée de la part d'une division française embusquée, qui s'élança pour reprendre les hauteurs. Le général Taupin, qui la commandoit, auroit pu couper en deux l'armée combinée en la séparant de l'aile droite commandée par le général Hill; mais, s'abandonnant à sa valeur indiscrète, il sortit trop tôt de son embuscade, et entouré, culbuté, il paya de sa vie son ardeur impétueuse. Sa division se retira avec une grande perte, et la sixième division anglaise ayant continué à longer le sommet de la hauteur, tandis que les troupes espagnoles faisoient un mouvement correspondant sur leur front, l'armée française finit par être également débusquée des

deux redoutes et des retranchemens sur la gauche. Dès lors Wellington, avec ses divisions victorieuses, s'empara facilement de la chaussée de Montaudron, qui conduit dans le Lauraguais, tournant ainsi l'armée du maréchal Soult, et lui fermant toutes les issues.

Tandis que ces grandes opérations s'effectuoient sur la gauche de l'armée combinée au-delà de la Garonne, le lieutenant-général Hill, avec l'aile droite, délogeoit, en deçà, toute la gauche du maréchal Soult des ouvrages extérieurs du faubourg Saint-Cyprien; le lieutenant-général Picton renouveloit aussi ses attaques, et chassoit les troupes françaises de la tête de pont du canal près de la Garonne; mais sa division, ayant tenté de s'en emparer, fut repoussée avec perte. Le major-général Brisbane y reçut une blessure grave.

Cependant l'armée, victorieuse sur presque tous les points, et particulièrement sur sa gauche, se trouvoit ainsi établie sur trois côtés de Toulouse; et, après avoir tourné l'armée française, elle la forçoit de se jeter dans la ville même, pour y trouver son salut. Le terrain n'étant pas favorable aux opérations de la cavalerie, elle n'avoit pas

eu occasion de charger ni d'un côté ni de l'autre ; mais à peine Wellington vit-il la journée décidée en sa faveur, qu'il détacha sur-le-champ sa cavalerie légère, pour couper au maréchal Soult toute retraite par la route de Montpellier. La bataille avoit duré douze heures, depuis sept heures du matin jusqu'à sept heures du soir ; toutes les positions étoient couvertes de morts, et la ville s'étoit remplie de blessés. On y avoit transporté, pendant l'action plusieurs officiers généraux de l'armée française ; entr'autres, les généraux de division Harispe et Bouret ; les généraux de brigade Berlier et Gasquet ; le colonel du dixième d'infanterie de ligne, le chef de bataillon d'artillerie Marlincourt, qui dirigeoit les batteries, et un grand nombre d'autres officiers blessés plus ou moins grièvement : tous avoient secondé, avec autant d'intrépidité que de constance, les dispositions vigoureuses du maréchal Soult (1).

A cette journée de carnage, alloit succéder une journée d'effroi pour les habitans de Toulouse. Peu d'entr'eux avoient vu des combats ; ils ne connoissoient la bataille sanglante qu'on

---

(1) Voyez Pièces Justificatives, N°. LX

venoit de livrer sous leurs murs que par les détonations continuelles de l'artillerie qui s'étoient fait entendre, et par le sentiment de la pitié qu'avoit fait naître la vue de ce grand nombre de blessés qui, du champ de bataille, étoient transportés continuellement dans la ville. Mais lorsqu'une armée de vingt-deux mille hommes, enfoncée de toutes parts, s'y réfugia pèle-mêle, se jeta partout, se logea militairement, et commit tous les désordres inséparables d'une déroute; lorsque cette armée commença tous les préparatifs d'une défense acharnée et destructive, les malheureux habitans de Toulouse aperçurent l'affreuse perspective de l'abîme qui le lendemain alloit s'ouvrir sous leurs pas.

A neuf heures du soir, Wellington fit sommer la ville de se rendre; le maréchal Soult répondit qu'il étoit décidé à s'ensevelir sous des décombres, lui et son armée : tels furent les préludes de la journée du lundi 11 avril. Le lendemain les Toulousains virent l'armée française se fortifier, creneler les maisons, se distribuer dans l'enceinte murée pour défendre la ville à outrance ; ils virent l'armée combinée occupant toutes les positions extérieures, dresser les batteries, les mortiers,

placer les projectiles inflammables, et maîtresse de tenter un dernier effort, tout disposer pour emporter la ville de vive force ; alors ils se rappelèrent les désastres d'une ville prise d'assaut, les horreurs de Sarragosse et de Tarragone ; chacun en redouta les funestes représailles, et cette journée fut bien plus cruelle à supporter que celle de la veille où l'on avoit été moins effrayé qu'étourdi. Les sommations furent renouvelées ; mais le maréchal Soult persista à vouloir s'ensevelir sous les ruines de Toulouse. On savoit que tout étoit prêt au camp de Wellington pour une attaque générale. Le silence de la terreur, avant-coureur des plus grandes calamités, étoit un présage funeste de celles qui menaçoient la ville. A neuf heures du soir le maréchal Soult assembla un conseil militaire, auprès duquel plusieurs députations de la ville furent introduites ; toutes adressoient leurs supplications au maréchal, pour qu'il épargnât à la ville de Toulouse les malheurs dont elle étoit menacée ; bientôt se joignirent à ces supplications réitérées les instances de plusieurs généraux ; la voix de l'humanité et de la raison dompta enfin l'intrépide maréchal : il céda à des forces égales en courage, supérieures

en nombre ; il fit tous ses préparatifs en silence, et abandonna la ville pendant la nuit.

L'histoire impartiale doit le dire à la louange du vainqueur : il pouvoit fermer toute issue à l'armée vaincue, l'exterminer en prenant la ville d'assaut ; ou la forcer à capituler, par le défaut de subsistances ; mais Wellington ne faisoit pas non plus la guerre à la nation française ; il observoit d'ailleurs, avec une scrupuleuse exactitude, la parole qu'il avoit donnée à S. A. R. Mgr le duc d'Angoulême. Cet auguste prince l'avoit conjuré de ménager la bonne ville de Toulouse ; le magnanime général ne songea plus dès lors qu'à protéger et à garantir la vie et les propriétés de ses paisibles habitans ; non-seulement il fit détourner le feu dirigé contre la ville, mais il laissa défiler sous le canon de l'armée anglaise, sans tirer un seul boulet, toutes les troupes du maréchal Soult par la seule route qui lui fût encore ouverte. Le maréchal, précédé de son artillerie et de ses bagages, dirigea sa retraite vers le Bas-Languedoc, sur Castelnaudary, laissant dans Toulouse près de deux mille blessés.

Au lever du soleil, les habitans étonnés de ne plus entendre le fracas militaire, sortent

de leurs maisons, et parcourent les rues ; elles étoient désertes. La confiance renaît, on s'aborde, on se dit mutuellement que Toulouse est entièrement évacuée, que l'armée n'a pu la défendre. On cherche des yeux où sont les vainqueurs : poussés bientôt par la curiosité vers les dehors de la ville, les Toulousains aperçoivent près de chacune des portes les divisions de l'armée combinée, rangées dans le plus bel ordre, et observant le plus grand silence, comme si elles eussent craint de troubler le repos de la ville. Leur maintien calme et affectueux excite et attire la confiance ; on ne voit bientôt plus dans les alliés que des amis et des protecteurs. La foule s'accroît ; la population entière accourt à leur rencontre ; elle les appelle par ses désirs, par ses regards, de la voix et du geste. Les alliés restent immobiles jusqu'à l'heure fixée par leurs chefs. A huit heures une division imposante, surtout par sa cavalerie, entre par la porte Saint-Cyprien, traverse Toulouse aux acclamations d'innombrables spectateurs, et en sort par le faubourg Saint-Michel. D'autres divisions vont camper dans les villages environnans, ou marchent à la poursuite du maréchal Soult.

Toulouse, délaissée par toutes ses autorités,

frappée long-temps de terreur par les proclamations du commissaire impérial Cafarelli; Toulouse abandonnée à elle-même, est bientôt entraînée par le sentiment. Le joug de fer sous lequel cette ville avoit gémi depuis tant d'années, étoit rompu; rendus à la liberté, ses habitans reconnurent bientôt que l'empire de Napoléon s'écrouloit de toutes parts. Générations entières, numéraire, subsistances, tout avoit été enlevé avec des extorsions révoltantes : tout avoit été épuisé. Le peuple revenu à lui-même put comparer sans contrainte les temps heureux de l'ancienne monarchie avec les calamités du règne de l'usurpateur. Les Toulousains brûlent dès lors d'imiter les Bordelais, et de s'élancer vers le prince auguste, dont le nom vole déjà de bouche en bouche; des groupes royalistes se forment; une sorte d'union sympathique rallie toutes les classes; la garde urbaine partage le sentiment général; un élan spontané saisit l'universalité des citoyens; on arbore la cocarde blanche : sur les places, dans les rues se font entendre les cris unanimes de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons! Vivent les Enfans d'Henri IV! Vive Louis XVIII!* Partout le peuple manifeste une volonté ferme, et le

corps municipal, cédant au vœu général, revient à ses anciens maîtres; il arbore les signes de la restauration. Précédés du drapeau blanc, et escortés par la population entière, les magistrats vont au-devant de lord Wellington pour réclamer sa protection en faveur d'une partie de l'héritage sacré de Saint-Louis.

Vers dix heures Wellington paroît avec son état-major, et fait son entrée par le pont du faubourg Saint-Cyprien; quarante mille personnes des deux sexes se précipitent au-devant de lui, ne sachant comment exprimer leur joie et la sincérité de leur enthousiasme. Simple dans ses vêtemens, uni dans son maintien, Wellington n'en paroît que plus grand aux yeux de la foule empressée. Les cris fortement prononcés de *Vive le Roi! Vive Wellington!* retentissent de toutes parts, et alarment la prudence du général qui est encore dans une ignorance complète des événemens de Paris: aussi exprime-t-il hautement son opinion, essayant ainsi de réfréner un élan qui pourroit compromettre une ville intéressante; mais rien ne peut empêcher les sentimens de la multitude de se manifester par les cris redoublés de *Vive le Roi! Vive Wellington!*

Le noble lord entre à cheval avec son cor-

tége dans la cour du Capitole : à l'instant il est enlevé, transporté, par le peuple dans toutes les salles, et présenté plusieurs fois au balcon à la foule assemblée; l'ivresse étoit générale. Enfin il prend place, et reçoit le conseil municipal.

M. Lanneluc, premier adjoint, lui adressa une harangue courte, pleine d'onction et de sagesse ; organe de ses concitoyens, il implora la protection de l'illustre général en faveur d'une ville que, par sa magnanimité, il avoit rendue à jamais l'amie de la nation britannique, et qui venoit de prendre la résolution courageuse de soutenir les droits impérissables de ses maîtres légitimes. La voix de l'orateur fut couverte à l'instant par les cris répétés de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* « Braves habitans » de Toulouse, répondit Wellington avec autant de simplicité que d'affection, je serois » fâché que des Français si dévoués à la cause » de leur roi, fussent la victime d'un zèle » empressé, mais louable. Je ne dois pas vous » dissimuler qu'on traite encore à Châtillon, » et qu'on regarde la paix avec Buonaparte » comme une chose possible ; je vous sou- » tiendrai néanmoins autant qu'il pourra dé- » pendre de moi ; mais peut-être le temps

» n'est-il pas encore venu d'exprimer avec toute » cette énergie vos nobles sentimens...... » A ces mots la multitude paroît se recueillir ; après quelques minutes de silence, elle éclate par une explosion générale, et fait entendre avec plus d'unanimité encore les cris redoublés de *Vive le Roi! Vive Wellington! Vivent les Bourbons!* Ces cris se répètent, se répercutent dans toutes les salles, et jusque dans les rues, avec de nouveaux transports. Touché jusques aux larmes des éclats d'un mouvement si beau de la part de tout un peuple, Wellington jette un regard de satisfaction et d'intérêt sur les Toulousains, et s'écrie avec un sourire gracieux : « Eh bien, » vous le voulez : *Vive le Roi!* » A l'instant les acclamations et les cris d'allégresse redoublent et retentissent du Capitole jusqu'aux extrémités de la ville ; la cocarde est universellement arborée ; les fleurs de lis et le drapeau blanc remplacent au Capitole et sur toutes les tours le drapeau tricolore ; on n'est plus occupé qu'à détruire les signes du despotisme, et qu'à briser l'effigie du tyran. Bientôt, par un échange momentané, signe de la plus sincère confiance, les Anglais prennent la cocarde blanche, et les Toulousains unissent

la cocarde noire aux couleurs de la restauration.

Ces scènes d'allégresse publique n'étoient troublées, ni par la réflexion, ni par la crainte. Les calculs d'une lâche prudence furent étouffés par l'élan des cœurs et par la conscience du devoir. La bonne ville de Toulouse alloit en recevoir bientôt la récompense : les félicitations réciproques sur les heureux événemens d'une si généreuse entreprise étoient générales ; les âmes étoient sans trouble, les visages étoient radieux, quand le même jour, vers cinq heures après midi, arrivent le colonel Cooke et le colonel Saint-Simon, que la préfecture de Montauban venoit de remettre enfin en liberté. Ils apportoient les dépêches de Paris, et bientôt les Toulousains entendent sortir de la bouche de Wellington ces paroles inattendues : « Le sénat conservateur a prononcé la déchéance de Napoléon Buonaparte ; les conseils suprêmes de Paris appellent au trône Louis XVIII ; la capitale » et l'armée rejettent l'usurpateur et sa famille. »

L'enthousiasme se manifesta alors dans toute son énergie ; la joie et le ravissement terminèrent un si beau jour. Honneur à la ville de

Toulouse ! libre dans ses vœux, elle a donné à ses souverains légitimes le glorieux et hardi témoignage de son dévouement à leur cause, avant même d'avoir le moindre indice que Dieu et les hommes s'étoient déclarés en leur faveur.

Les Toulousains acquirent aussi d'autres titres à la reconnoissance publique : rien de plus louable et de plus touchant que l'humanité de la garde urbaine et des femmes de cette ville, en faveur des blessés des deux armées, qui furent recueillis et soignés avec une sollicitude empressée et presque religieuse.

On se consoloit en songeant que les bienfaits de la paix alloient succéder enfin à tant de scènes de carnage. Le colonel Saint-Simon, expédié par le gouvernement provisoire, partit immédiatement de Toulouse, afin de porter au maréchal Soult et au maréchal Suchet les décrets du sénat, et l'adhésion des puissances alliées. Le maréchal Soult ne regarda pas d'abord ces informations comme assez authentiques pour le décider à poser les armes, et à envoyer sa soumission ; il fit proposer à lord Wellington d'accéder à une suspension d'hostilités, afin d'avoir le temps de vérifier les

faits par lui-même. Le noble lord ne jugea pas à propos d'acquiescer à cette demande, et il fit partir deux divisions de son armée pour marcher à la poursuite du maréchal Soult, vers Castelnaudary, dans le Bas-Languedoc.

Au même moment le maréchal Suchet, avec son corps d'armée, rentroit sur le sol de la France, laissant des souvenirs pleins de gloire dans la péninsule dont il venoit de cicatriser les plaies, en remettant lui-même à la nation espagnole son roi légitime; mission honorable et accomplie avec autant de fidélité que de noblesse, prélude heureux du rétablissement des trois branches de l'auguste famille des Bourbons sur le trône de leurs ancêtres. Ainsi furent couronnées les brillantes campagnes du vainqueur de Maria, de Belchite et de Sagonte; du conquérant de Lerida, de Mequinenza, de Tortose, de Tarragone et de Valence, de celui que les Espagnols eux-mêmes appellent *le plus vaillant et le plus heureux de tous les maréchaux de sa nation;* de celui enfin qui, délaissé avec une poignée de braves, s'étoit maintenu, entouré d'armées nombreuses, lorsque déjà tout étoit perdu, et la France envahie. Mais ce

guerrier, homme d'Etat, avoit honoré le caractère espagnol, il avoit relevé la discipline, et administré avec sagesse. Adoré de ses soldats dont il étoit le père, estimé, respecté des peuples même qu'il avoit assujétis par ses armes, il ramenoit au secours de sa patrie une armée d'élite dont aucun revers, dans cette guerre fatale, n'avoit obscurci les hauts faits. Devenue presque le seul espoir du midi de la France, cette armée avoit fourni un détachement de vingt-deux mille hommes à celle du Rhône et de l'Isère; elle avoit laissé dans les places conquises dix-huit mille hommes de bonnes troupes, bien disciplinées et animées d'un excellent esprit (1). Réduite à quatorze mille braves, l'armée du maréchal Suchet repassa les Pyrénées avec son illustre chef, le 12 avril, deux jours après la bataille de Toulouse. Depuis trois mois tous les regards s'étoient portés vers cette armée valeureuse, comme pouvant seule, par l'habileté de son

---

(1) A Sagonte, près de Valence; à Peniscola qui a soutenu un bombardement dont la moitié de la garnison a été la victime; à Tortose qui a été bloqué pendant onze mois; à Barcelonne également bloqué par un corps anglo-espagnol; à Hostalrick, et au grand fort Saint-Ferdinand à Figuières. Toutes ces garnisons sont rentrées en France avec armes et bagages.

général, arrêter les progrès de Wellington. A chaque revers on annonçoit que l'armée du maréchal Suchet venoit enfin d'opérer sa jonction avec l'armée du maréchal Soult. Mais ces bruits si long-temps accrédités par un sentiment d'estime universelle, n'avoient aucun fondement réel. Le système de défense du Midi commandoit la séparation des deux armées : celle du maréchal Soult devoit couvrir les routes de l'Océan et tout le Haut-Languedoc ; celle du maréchal Suchet alloit défendre les routes de la Méditerranée, qui couvrent le Bas-Languedoc et la Provence. S'il eût abandonné, après une marche plus rapide, les positions de Perpignan et de Narbonne, pour voler à la défense de Toulouse, une seconde armée de quarante mille Anglo-Espagnols eût percé à travers les Pyrénées, dans cet espace qui sépare Toulouse de Narbonne, et le canal du Languedoc ainsi que la ville de Montpellier eussent été livrés aux invasions de l'ennemi.

Au premier avis des heureux événemens qui venoient de mettre un terme aux maux de la France, le maréchal Suchet envoya le colonel Richard de son état-major au quartier-général de lord Wellington, afin de traiter

d'une convention pour la suspension des hostilités avec l'armée qui étoit sous son commandement immédiat.

En même temps arrivoit aussi à Toulouse, de la part du maréchal Soult, le général de division Gazan, pour informer lord Wellington que le maréchal venoit de reconnoître le gouvernement provisoire, et qu'il réclamoit instamment la suspension d'hostilités.

Une convention immédiatement conclue sur les bases de celle de Paris, entre l'armée combinée et les armées françaises sous les ordres des maréchaux Soult et Suchet, conserva les lignes de démarcation respectives dans l'état où elles se trouvoient au moment de l'armistice; la Garonne et le Tarn servirent de limites à Wellington.

Bordeaux, inquiet et agité, s'étoit crû, pendant plusieurs jours, à la veille de la guerre civile. En effet, vers la fin de mars, Napoléon avoit donné l'ordre positif de faire marcher dix-sept mille hommes, et de l'artillerie de siége contre cette ville. La tête de la colonne, forte de six mille hommes, arrivoit déjà par le chemin de Périgueux. On se disposoit à une vigoureuse résistance en attendant qu'une diversion imposante se manifestât

dans la Vendée; lord Dalhousie et l'amiral Penroze venoient de combler les vœux du marquis de la Rochejaquelein, en lui donnant de la poudre et des armes, et les bâtimens nécessaires pour le transporter en Poitou. Un aviso alloit partir aussi pour Jersey, où venoit de débarquer Mgr le duc de Berry, qu'attendoient avec la plus vive impatience les royalistes de la Bretagne; mais le 10 avril, jour de la fête de Pâques, au moment même où les citoyens prosternés dans les temples invoquoient la divine Providence, Bordeaux apprit en même temps la déchéance de Buonaparte, le rappel et le rétablissement des Bourbons. Cette heureuse nouvelle parvient en un clin d'œil dans toutes les églises où étoit rassemblée la population des deux sexes. On entonne aussitôt le *Te Deum* : et, après avoir rendu des actions de grâce à Dieu, les citoyens parcourent les rues et les places publiques, faisant éclater la plus vive allégresse; on s'embrasse, on se félicite; partout des feux sont allumés, et la ville est illuminée spontanément. Surpris par la joie à la nouvelle de ce fortuné changement, Mgr le duc d'Angoulême n'avoit pu prononcer que ces mots admirables : « Le sang français ne cou-

» lera plus! » La présence de S. A. R. augmenta l'ivresse du peuple.

Le corps d'armée du général Decaen, qui menaçoit Bordeaux, ne put croire d'abord à une révolution aussi subite, et hésita un moment de partager la joie publique; mais, le général s'étant rendu auprès de S. A. R. pour lui offrir sa soumission, les troupes cessèrent de menacer Bordeaux, et partagèrent la satisfaction générale; la ligne de démarcation fut également établie avec ce corps d'armée, et tout le Midi fut pacifié et tranquille.

La France entière pouvoit enfin recevoir librement l'impulsion de sa capitale qui alloit bientôt célébrer l'une des plus belles époques de la restauration : l'entrée publique de MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume.

LIVRE VINGTIÈME.

Acte constitutionnel décrété par le sénat. — L'opinion reprend son empire. — Entrée publique de MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume. — Traité secret entre Napoléon et les puissances alliées. — Dissolution du gouvernement impérial et de la régence de Blois. — Adieux de Napoléon à sa garde; son départ pour l'île d'Elbe. — Progrès de la restauration. — Les adhésions sont unanimes. — Administration du lieutenant-général du royaume. — Arrivée de Louis XVIII à Calais. — Première déclaration du Roi. — Entrée de Louis-*le-Désiré* dans Paris. — Réunion de la famille royale. — Situation du royaume. — Pacification générale. Départ des alliés. — Charte royale. — Conclusion.

De tous les points de la France se faisoit entendre le nom des Bourbons; tous les vœux pressoient leur retour, et à ces acclamations se joignoit le désir ardent de voir refleurir à l'ombre des lois la liberté publique, et renaître enfin cette ancienne prospérité qui pendant plusieurs siècles avoit rendu la France heureuse sous les fils de saint Louis : jamais les Français n'avoient été aussi libres d'expri-

mer leurs sentimens à l'égard de cette auguste famille.

Telles étoient les dispositions de la grande majorité des citoyens, quand le sénat conservateur, dans sa séance du 6 avril, donna la constitution par laquelle *il appeloit au trône de France Louis-Stanislas-Xavier, frère du dernier roi.*

Le légitime souverain alloit donc être rendu aux Français, mais comme roi constitutionnel; le but de cette disposition s'étoit montré trois jours auparavant, lorsque le sénat, dans son acte de déchéance contre Buonaparte, avoit consacré en principe, *que dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution.*

Ainsi, par la désignation de frère du dernier roi, les sénateurs sembloient avoir eu plutôt en vue le principe *d'élection* que celui de *restauration* par droit de succession héréditaire. Ils établissoient par là que le monarque n'avoit d'autre titre à la puissance que le choix libre de la nation, comme si l'assassinat de Louis XVI avoit pu légitimer l'usurpation des factieux, qui, sous divers noms, avoient envahi le pouvoir souverain; comme si le plus odieux régicide avoit pu détruire les

droits de propriété établis par une possession de tant de siècles. Une longue et cruelle expérience n'avoit-elle pas démontré qu'un paradoxe aussi révoltant étoit tout aussi contraire aux intérêts de la nation, qu'injurieux à la majesté royale?

Non-seulement le sénat, par son acte constitutionnel, se déclaroit supérieur à la personne du monarque, mais encore il se confirmoit héréditairement, et de sa propre autorité, dans les rangs, les honneurs et les salaires que Napoléon Buonaparte lui avoit conférés à vie.

Un cri unanime d'indignation se fit entendre d'un bout de la France à l'autre contre cet acte émané du sénat.

« Louis XVIII, disoit-on, n'est pas frère, il » est oncle de Louis XVII, qui, roi dans une pri- » son, n'en a pas moins régné en vertu de ce prin- » cipe fondamental de la monarchie française, » *que le Roi ne meurt jamais*. La restauration de » Louis XVIII a d'ailleurs été effectuée, non par » le vote du sénat de Paris, mais par les acclama- » tion générales et antérieures des Français, » depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'à la capitale.

» Qui voudroit voir ce prince soumis à la » condition déshonorante et impolitique de

» tenir sa couronne comme un *bienfait* d'un » corps si long-temps l'instrument servile de » l'oppresseur de la nation ? C'est par un droit » de succession héréditaire, reconnu et con- » firmé par la voix et l'affection univer- » selle de son peuple, que Louis XVIII monte » sur le trône de ses ancêtres ; la France, en » proie successivement à tant de factions ; ne » peut recouvrer sur d'autres fondemens sa » tranquillité, son indépendance et son bon- » heur. »

A ces puissantes objections succédèrent bientôt des argumens vigoureux consignés dans une foule d'écrits que l'opinion publique accueilloit avec avidité, et confirmoit avec chaleur. On scruta sévèrement les droits que s'arrogeoit le sénat. « A quel titre, disoit-on, un corps qui » ne doit son existence qu'à la constitution » anéantie, s'est-il permis de rédiger pour la » France un acte constitutionnel ? Le sénat de » Buonaparte n'est-il pas dissous par le fait ? » Est-il autre chose maintenant qu'une asso- » ciation d'individus sans caractère politique ? » Et alors d'où emprunte-t-il la mission qu'il » se donne ? Dira-t-il qu'il représente la na- » tion ? Mais a-t-il oublié que par son insti- » tution même il n'étoit pas appelé à délibérer

» sur ses droits, mais seulement à garantir » de toute atteinte la charte impériale dont » quelques-uns de ses membres avoient rédigé » les articles? Ne sait-il pas que pour être re- » présentant d'une nation, il faut être délégué » par elle, et que lorsqu'il s'agit de la consti- » tuer, il faut un mandat spécial qu'aucun » autre acte ne peut jamais remplacer?

» Pourquoi, d'ailleurs, le corps législatif, » qui représente véritablement la nation, n'a- » t-il pas été admis aux délibérations du sénat? » L'acte constitutionnel lui est étranger, aucun » article n'ayant été livré à la discussion dans » son sein.

» Moins soigneux encore de sa renommée, » le sénat, sans aucune pudeur, entreprend » de convertir en dignités et en patrimoine les » biens qu'il ne possède que par usufruit. » A-t-il le droit de transmettre à ses héritiers » les dignités et les propriétés de tous, puisque » tous peuvent y prétendre? Quoi! de son » autorité privée, le sénat déclare irrévoca- » blement à lui ce qui ne lui a pas été aliéné? » Il conteste à nos princes légitimes leurs » droits au trône; et, pour satisfaire sa vanité » et son avarice, il s'arroge, sans l'aveu des » Français, les domaines et les terres dont il

» n'a que la jouissance temporaire. Il ne donne
» pour motif de son usurpation que sa volonté, et
» annonce fièrement que Louis XVIII ne sera
» proclamé qu'autant qu'il aura consacré par
» son suffrage un envahissement si honteux;
» un tel acte n'est qu'une insulte réfléchie faite
» à la nation et à l'auguste maison de France :
» on doit donc le regarder comme non avenu. »

L'opposition étoit si générale, que le sénat trouva peu d'apologistes ; quelques voix pourtant s'élevèrent en sa faveur.

« On demande, dirent les défenseurs du
» sénat, à quel titre il s'est permis de rédiger
» pour la France une constitution, lui qui
» étoit dissous par le fait ; on demande
» où il a emprunté la mission qu'il s'est
» donnée, et qui l'a invité à nous constituer
» de nouveau? Mais les adversaires du sénat
» nous supposent donc sans aucune autorité
» constitutionnelle, et plongés dans le chaos?
» Ils feignent de méconnoître notre situation
» politique. Ignorent-ils que le sénat étoit le
» seul corps constitué existant, et que l'em-
» pereur Alexandre l'avoit invité à agir pour
» l'intérêt de la France. Le sénat devoit-il
» faire abnégation absolue de lui-même, se
» dissoudre, et appeler d'autres membres à sa

» place? La question de l'hérédité n'en est » pas une, si l'on veut établir la Chambre » des Pairs; quant aux dotations, les séna- » teurs ne doivent-ils pas avoir un patrimoine » ou traitement suffisant pour soutenir leur » dignité? On accuse le sénat d'avoir été » complice de Buonaparte; mais tous les » Français n'ont-ils pas été comprimés? Qui » auroit appuyé la déchéance avant le 31 mars? » Le sénat a donné les bases d'une constitu- » tion générale, où sont reproduits les prin- » cipes conservateurs de la liberté publique et » de la liberté individuelle. Il a déclaré que » Louis-Stanislas Xavier ne seroit proclamé » roi des Français qu'après l'acceptation de » l'acte constitutionnel; mais n'oublions pas » que nous avons déjà eu cinq à six constitu- » tions, et autant de gouvernemens corres- » pondans; il y a donc eu interruption de la » royauté. A son expiration existoit une cons- » titution acceptée par le roi : or, le trône ne » doit reparoître que dans l'état où il étoit, » c'est-à-dire avec une constitution. Si elle » est nécessaire à la France, c'est encore plus » pour le roi qu'il la faut. Les adversaires du » sénat veulent en venir à demander qu'il n'y » ait pas d'acte constitutionnel; d'autres déjà

» ont examiné *s'il faut une nouvelle consti-
» tution ?* Ils ont tranché net en disant : *non ,
» il n'en faut pas.* Que veulent-ils ? La royauté
» absolue. »

Ainsi , quoique les opinions fussent généralement prononcées contre la tyrannie , elles étoient divergentes sur le mode de restauration. Les uns réclamoient l'ancienne monarchie ; d'autres en plus grand nombre vouloient une monarchie limitée ou constitutionnelle.

Mais si la crainte de retomber sous un pouvoir arbitraire , alarmoit quelques consciences, la plupart des Français , enfin éclairés sur le noble caractère de leur roi , et sur ses dispositions personnelles , étoient sûrs déjà d'y trouver la plus solide garantie en faveur de cette liberté sage et bienveillante qui fait respecter une nation au dehors, et qui la rend heureuse au dedans. On convenoit même que l'extrémité opposée à la tyrannie se faisoit appréhender de la part des Bourbons ; car c'étoit sur cet écueil qu'avoit péri l'infortuné Louis XVI , et avec lui le bonheur et la liberté des Français. Mais ici tout indiquoit que le bon et tendre père réservé à la nation par la Providence , seroit aussi un habile pilote, et qu'il sauroit conduire au port le vais-

seau de l'Etat, sauvé miraculeusement du naufrage. Ce roi, vraiment français, n'avoit-il pas fait des belles-lettres ses plus chers délassemens dans les temps les plus prospères, comme dans ses longs malheurs? Armé d'une instruction vaste, doué d'une mémoire qui saisit tout, d'un coup d'œil prompt et sûr, n'avoit-il pas étudié, jusque dans leurs plus petits détails, toutes les parties de l'économie politique? Et c'étoit ce souverain que le Roi des rois envoyoit à la France, pour que, joignant la bonté à la force, il pût défendre ses peuples de leurs propres erreurs, et les préserver de nouveaux écarts. Qui donc pouvoit être plus en état qu'un tel monarque de s'assurer par lui-même des besoins et des vœux de ses sujets? Ainsi tout faisoit pressentir que le roi éviteroit ce double écueil, en offrant lui-même à la nation française, non pas une constitution fabriquée à la hâte comme celle du sénat, mais une grande charte, fruit des réflexions les plus profondes, et de cette haute sagesse que donnent, à un esprit supérieur, de longues infortunes, et l'exemple des bouleversemens politiques.

Ainsi un pouvoir modérateur alloit bientôt ravir aux méchans tous les prétextes de dis-

corde ; en proclamant cette clémence céleste, jusqu'alors inconnue, qui devoit désarmer tous les partis et réunir enfin tous les Français en une seule famille. La patrie désolée, sur les bords de l'abîme, réclamoit l'appui et les lumières de son roi. On sut bientôt qu'il se faisoit précéder par son auguste frère le lieutenant-général du royaume, dont la présence étoit d'autant plus désirée, que l'agitation et l'inquiétude régnoient toujours dans Paris. On y sentoit le besoin de recevoir le premier gage de notre heureuse restauration : elle n'étoit plus douteuse ; mais, à l'exception du conseil municipal, les autorités même les plus rapprochées du peuple, se renfermant dans un silence obstiné, ne publioient ni proclamation, ni aucun acte public pour reconnoître la dynastie des Bourbons. Les signes de l'ancienne monarchie n'étoient pas même encore admis d'une manière légale. Qui le croiroit? Les couleurs blanches se trouvoient *constitutionnellement* proscrites. La police provisoire, formée des débris de celle de Napoléon, les réprouvoit. Soumis à une censure nouvelle, les journaux même n'osoient s'expliquer ouvertement sur la cocarde blanche. Des fonctionnaires,

tièdes ou perfides, soutenoient qu'il étoit hors de propos de parler sans cesse des couleurs de l'ancienne France, et qu'il étoit possible que le roi lui-même *voulût conserver la cocarde tricolore ;* comme si, rappelé par le vœu de la nation, le roi n'étoit pas celui de l'antique monarchie, le descendant de saint Louis et d'Henri IV, le souverain paré des mêmes couleurs. Après plusieurs jours d'incertitude et de débats, les réclamations des royalistes l'emportèrent, et l'ordre fut donné à la garde nationale d'arborer la cocarde blanche. Alors seulement finit cette espèce de guerre civile fomentée dans Paris dès les premiers momens de la restauration; alors les partisans de la cause royale purent porter librement les couleurs révérées que, jusqu'au dernier moment, les satellites de Napoléon avoient enveloppées dans une persécution manifeste.

Ce fut le surlendemain, 12 avril, que MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, fit son entrée publique dans Paris.

Dès la veille S. A. R. étoit arrivée au château de Livry. A peine en fut-on informé dans la capitale qu'un grand nombre de personnes

de tout rang accoururent auprès du prince, comme pour lui faire entendre les préludes de l'allégresse publique : on put s'enivrer de son aimable accueil et de sa bonté royale. En n'apercevant ni escorte ni gardes autour de sa voiture, on témoigna quelque surprise : « Je » n'en avois pas besoin, à travers la haie de » cocardes blanches qui ne m'ont pas quitté » depuis Vesoul jusqu'ici, dit le prince; j'arrive » à Paris avec d'autant plus de satisfaction, » que je suis sûr d'y apporter la paix générale. » La cocarde que vous voyez à mon chapeau » vient de m'être envoyée par l'empereur » d'Autriche. » La noblesse et la bonté respiroient dans toutes les manières de ce prince auguste. L'arrivée d'un détachement nombreux de la garde nationale de Paris offrit une scène touchante et animée. MONSIEUR adressa à chacun les paroles les plus obligeantes et les plus affables. « J'aime l'habit que vous portez, leur » dit-il; je n'en aurai point d'autre pour mon » entrée dans Paris. Mes enfans, vos malheurs » expirent : notre unique soin sera de vous » les faire oublier! » A ces mots l'émotion, l'enthousiasme, s'emparent des gardes nationaux. Le prince fait apporter du ruban blanc, et en coupe un morceau qu'il met à sa bou-

tonnière. « Mes enfans, dit-il aux grenadiers » qui l'entourent, nous avons tous les mêmes » sentimens, portons tous la même couleur, » qui est celle de notre Roi. » En un instant tous les grenadiers imitèrent le prince. Ce fut la veille d'un beau jour.

Le lendemain, S. A. R., vêtue d'un habit de garde national, monta sur un cheval blanc, et se dirigea vers Paris. On vit accourir de tous côtés, à sa rencontre, une foule immense qui ne cessoit, par ses acclamations, de témoigner sa vénération et son amour à un prince si long-temps le jouet de la fortune.

Entouré de plusieurs grands officiers et officiers de sa maison, MONSIEUR approchoit des barrières, quand on aperçut un groupe de maréchaux de France, qui s'étoient portés en avant. Dans cet illustre cortége, on voyoit mêlés ensemble les enfans des anciens héros de la France et les héros qui l'ont illustrée de nos jours : le brave maréchal Ney et le vainqueur de Valmy, étoient réunis dans un sentiment commun avec les descendans des Montmorency et des La Trémouille. « Monseigneur, dit le maréchal Ney, en portant la parole au nom de ses frères d'armes, » nous avons servi avec zèle un gouvernement

» qui nous commandoit au nom de la France.
» V. A. R. et S. M. verront avec quelle fidélité
» et avec quel dévouement nous saurons servir
» notre roi légitime. — Messieurs, répondit
» le lieutenant-général du royaume, vous avez
» illustré les armes françaises; vous avez
» porté dans les contrées les plus éloignées
» la gloire du nom français; à ce titre le roi
» revendique tous vos exploits; tout ce qui a
» été fait pour la France n'a jamais été étran-
» ger au roi. »

Arrivé à la barrière de Bondy, le prince fut reçu par les membres du gouvernement provisoire, précédés et suivis du corps municipal et de nombreux détachemens de la garde nationale.

Organe du gouvernement, le prince Talleyrand, s'étant avancé vers S. A. R., lui parla en ces termes: « Monseigneur, le
» bonheur que nous éprouvons en ce jour de
» régénération sera à son comble si MONSIEUR
» reçoit avec la bonté céleste qui distingue
» son auguste maison, l'hommage de notre
» tendresse religieuse. — Messieurs les
» membres du gouvernement provisoire, dit
» le prince, je vous remercie de tout ce que
» vous avez fait pour notre pays. J'éprouve

» une émotion qui me prive du pouvoir d'exprimer tout ce que je sens. Plus de divisions ; » la paix et la France! Je la revois, et rien » n'est changé, excepté qu'il y a un Français » de plus. » A ces mots, les cris de *Vive le Roi! Vive Monsieur! Vivent les Bourbons!* retentirent de toutes parts. Le prince manifesta aussi au corps municipal la plus vive émotion, et répondit au discours du préfet de la Seine avec la plus touchante bonté. De la barrière de Bondy le cortége fit son entrée par le faubourg Saint-Denis. En passant sous la porte triomphale, MONSIEUR éprouva une telle émotion qu'il laissa tomber la bride sur le cou de son cheval, et joignant les deux mains, sembla dire : « Me voilà donc sous l'arc » de triomphe élevé à la gloire de mon aïeul ; » me voilà au sein de cette chère patrie, que » j'ai pleurée si long-temps. »

Le cortége s'avança par la rue Saint-Denis, vers l'église métropolitaine. L'enthousiasme et l'allégresse de l'immense population de la capitale éclatèrent avec des transports inouïs. Les Français se hâtoient de porter sur le prince auguste tous les sentimens de vénération et d'amour qui les ramenoient vers la race antique des Bourbons ; ils reconnoissoient en lui le re-

présentant de leur roi; l'illusion de sa présence leur rendoit déjà cette monarchie bienfaisante si impatiemment désirée. Les acclamations publiques étoient mêlées de sensibilité et d'attendrissement; un grand nombre de spectateurs ne purent retenir leurs larmes. La marche du prince étoit sans cesse retardée par la foule, et par les éclats de la joie universelle. Non-seulement toutes les rues que traversoit le cortége étoient remplies par les flots du peuple, mais les fenêtres, les balcons, les amphithéâtres et jusqu'aux toits de chaque maison, étoient couverts de personnes des deux sexes, qui agitoient des mouchoirs blancs, en faisant retentir l'air des cris répétés de *Vive le Roi! Vive Monsieur!* et ces cris se mêloient au bruit de la musique militaire, qui, sur toute la route, faisoit entendre l'air: *Vive Henri IV*. Monsieur répondoit à l'allégresse publique par les salutations les plus affectueuses; à tout moment, pour saluer la foule attendrie, il levoit en l'air son chapeau, surmonté de panaches blancs. La loyale bonté du prince, son expression vraie, la candeur d'amour et de confiance des Parisiens, formoient le tableau le plus touchant. C'étoit par des

mots simples, mais profonds dans leur simplicité, que le peuple exprimoit son bonheur. « Comme il ressemble à Henri IV, disoit l'un, » c'est notre bon roi Henri lui-même; voyez, » disoit un autre, il a l'air bien content de se » trouver avec nous, il rit. » Tant le peuple étoit heureux, après vingt-cinq ans de malheurs inouïs, de retrouver le sourire de ses rois! il sembloit dire: « Oui, nous aurons des rois » français! » confondant toutes ses idées, toutes ses sensations dans ce sentiment unique. Un grand nombre d'officiers des armées alliées, mêlés dans le cortége ou parmi le peuple, confondoient leurs acclamations avec celles des troupes françaises et de tous les spectateurs, comme pour célébrer à la fois la fête de la restauration, de l'ordre social et de la paix universelle.

Au moment où le prince touchoit au pont Notre-Dame, on vit trois colombes voltiger autour de sa personne auguste, et se reposer tout à coup sur sa tête, circonstance qui ajouta à l'émotion publique. Il étoit près de trois heures, et le cortége n'étoit point encore arrivé à l'église métropolitaine. Des cris d'allégresse annoncèrent enfin son approche: ils furent entendus et répétés aussitôt par la foule des assis-

tans qui remplissoient le parvis, la nef et les ailes de cette immense basilique. Dans le sanctuaire étoient rassemblés les cardinaux, archevêques et évêques, le clergé de la métropole et des environs. Dans le chœur et dans le haut de la nef figuroient les principaux corps de l'Etat et un grand nombre d'officiers généraux, tant français qu'alliés; tous attendoient avec la plus vive impatience l'apparition du prince. Les chanoines le reçurent sous un dais au grand portail de l'église. Son entrée fut signalée par des acclamations prolongées et unanimes. Au discours que lui adressa le clergé le prince répondit : « C'est la miséricorde de » Dieu qui a mis un terme aux malheurs des » Français; allons lui en rendre grâce. Le roi » ne peut être heureux qu'autant que son » peuple le sera. » Lorsqu'il traversa la nef et le chœur, les cris de *Vive le Roi! Vive Monsieur!* redoublèrent avec une ardeur dont la sainteté du lieu ne put arrêter l'explosion. Le premier mouvement du prince fut de se jeter à genoux pour rendre grâce à Dieu. L'expression angélique peinte sur ses traits augustes annonçoit les sentimens de générosité et d'affection dont sa grande âme étoit remplie. L'enthousiasme qui animoit tous les Français

se communiqua rapidement aux officiers russes, autrichiens, anglais, prussiens, espagnols et portugais, placés dans le chœur de la cathédrale. Il sembloit que toute l'Europe, représentée par l'élite des guerriers français et étrangers, jurât la concorde et la paix, dont les bienfaits alloient guérir les plaies profondes de la France.

Le *Te Deum* ayant été chanté à grand orchestre, fut suivi du *Domine, salvum fac Regem!* que tous les assistans en chœur répétèrent. La cérémonie achevée, S. A. R. fut reconduite sous le dais au milieu des cris de joie qui retentirent au dedans et au dehors avec plus de force encore. Tous les rangs, tous les états se confondirent : les ecclésiastiques de la métropole, les militaires, les magistrats, les enfans, les femmes, tous sembloient n'être plus qu'une seule famille; on se félicitoit mutuellement, on s'embrassoit en s'écriant : *Quel beau jour!*

Les acclamations, l'ivresse du peuple accompagnèrent le prince jusqu'au palais des Tuileries. A peine MONSIEUR y fut-il entré que le drapeau blanc apparut et flotta au-dessus du pavillon principal, au milieu des transports d'une foule immense qui remplissoit le jardin, les cours et les avenues.

Le prince étoit rentré dans son appartement, et l'on vouloit en écarter la foule : « Monseigneur doit être bien fatigué, dit un » officier de sa suite. — Comment serois-je fatigué, répondit MONSIEUR, dans un jour tel » que celui-ci, le premier jour heureux que » j'aie eu depuis vingt-cinq ans. » Lorsqu'on lui demanda le soir quelles mesures il jugeoit nécessaires pour la sûreté de sa personne : « Aucune, répondit-il, n'ai-je pas été reçu » partout comme l'enfant de la maison? »

Mots heureux, sortis de l'âme d'un vrai descendantde ce roi chéri, qui a rendu la dynastie des Bourbons populaire. En effet, jamais le peuple de la capitale n'avoit montré une telle ivresse; jamais un prince n'avoit été l'objet de tant d'amour.

Le soir, la plupart des édifices publics et des maisons particulières furent illuminés spontanément, et décorés d'emblèmes ingénieux.

Ainsi la nation française, après avoir vu rompre les liens qui l'attachoient depuis tant de siècles à ses habitudes, à ses mœurs, à son gouvernement; la nation à qui on étoit parvenu, à force de diffamations et de violences, à faire méconnoître ses princes légitimes, et, ce qui est pis encore, à les lui faire oublier,

descendoit tout à coup dans sa conscience, et y retrouvoit ce besoin d'amour et de fidélité pour ses rois, source la plus pure du bonheur public. La journée du 12 avril le lui avoit révélé; elle avoit signalé en quelque sorte la résurrection du caractère français, dénaturé et étouffé par vingt-cinq ans de délire. Revenue à elle-même, la nation, par un vœu librement émis, par un vœu universel, vouloit déposer, dans les mains de son monarque légitime, la puissance limitée par les lois. L'approche et le nom seul de Louis XVIII, le retour précurseur de son auguste frère, avoient fait éclater, dans une génération toute nouvelle, des sentimens, des transports, des émotions, que, par une sorte d'instinct, les enfans avoient reçus de leurs pères.

Mais aussi étoit-il de la famille, ce prince qui, en y entrant après une si longue absence, avoit dit: « Il y a un Français de plus dans » Paris. » C'étoit un enfant de la maison ce prince dont la douce affabilité parut contraster si heureusement avec le regard farouche de l'insensé qui s'étoit érigé en tyran de la France. Dès lors la cause de Napoléon fut entièrement perdue. Les sentimens qu'il avoit étouffés se manifestèrent de plus en plus, et

avec une sorte de sympathie : l'explosion étoit générale! On auroit pu se passer de son insolente abdication : il avoit cessé de régner. Son armée étoit désorganisée par les adhésions; tous les corps se décomposoient. Napoléon vit même sa propre garde se dissoudre en partie. Du 7 au 9 avril plus de quatre mille grenadiers et chasseurs, dispersés vers Orléans, avoient réclamé, à la mairie de Montargis, des feuilles de route pour rentrer dans leurs foyers. Abandonné par la moitié de son armée, Napoléon voyoit le reste se fondre, et il en témoigna son ressentiment avec toute l'amertume de l'ambition évanouie.

« L'armée, osa dire ce chef ingrat, l'armée » s'est déshonorée; je ne veux plus d'elle; » elle n'est pas digne que je la commande. — » Sire, répondit le général Dulauloy, avec » fermeté, cette armée a combattu pour » vous jusqu'à son dernier soupir, et quand » elle perd tout, ah! du moins laissez-lui » l'honneur. Tant de généraux, ici présens, » vous le demandent avec moi. Officiers et sol- » dats, tous et partout n'ont-ils pas rivalisé de » dévouement pour vous? tous ne sont-ils pas » tombés pour votre cause avec la même obéis- » sance? » Mais il n'étoit pas capable de reve-

nir sur son injuste accusation, celui qui, d'un trait de plume, avoit déshonoré des provinces, des populations entières, et quelques-uns de ses officiers généraux? Il devoit finir par calomnier aussi son armée; et pourtant elle n'avoit connu, elle n'avoit vu que lui; oubliant la cause publique, elle étoit toute dévouée à la sienne; après ses revers, même après ses fautes, elle l'avoit salué toujours de ses mêmes acclamations.

Livrés à l'incertitude et à la plus vive anxiété, les restes de cette armée de braves attendoient avec impatience le retour des maréchaux Ney et Macdonald, chargés de la conclusion du traité entre les puissances alliées et Napoléon. Les délais tenoient à la nature même de la négociation; ils inquiétoient tellement l'armée sur son sort, qu'un chef plus entreprenant et plus courageux eût pu profiter habilement de la disposition des esprits pour allumer la guerre civile. Cette attente pénible se prolongea jusqu'au 12 avril. Les ratifications venoient d'être échangées de part et d'autre, et il en résultoit un traité secret en vingt-un articles, étrange monument d'une révolution étonnante. En vertu de ce traité, Napoléon renonçoit, pour lui et ses successeurs,

à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'empire français et le royaume d'Italie que sur tout autre pays du monde ; il *acceptoit* pour lieu de son séjour, *sa vie durante*, l'île d'Elbe, érigée en principauté séparée, avec un revenu annuel de six millions de francs, à répartir sur toute sa famille (1).

Ainsi, l'homme qui avoit fait trembler l'Europe, et qui se prétendoit le successeur de Charlemagne, *consentoit* à vivre d'aumône dans une petite île de la Méditerranée, autant que le lui permettroit sa conscience, surchargée des crimes de l'ambition.

Ce refuge généreux, il le devoit au sentiment personnel d'un souverain auquel la grandeur éphémère de sa destinée l'avoit attaché par les liens du sang ; il le devoit à la recommandation de l'empereur Alexandre, dont la fermeté, la prudence, la simplicité héroïque des anciens temps procuroient à la France et à l'Europe des avantages inappréciables. De l'avis de ces bienfaisans monarques, Napoléon alloit être transféré à l'île d'Elbe, et y jouir d'un état conforme au rang de l'infortunée archiduchesse, son épouse ; il étoit visible que cette princesse, qui n'avoit pu garantir sa do-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. LIX.

mination, servoit au moins de *palladium* à sa personne. Ces considérations réunies donnèrent à la catastrophe du dominateur de la France un caractère de générosité et de philantropie qui, aux yeux de la postérité, honorera le dernier acte de cette tragédie européenne.

Tandis que l'archiduchesse Marie-Louise servoit, pour ainsi dire, de sauve-garde au banni de l'île d'Elbe, elle étoit exposée, à Blois, aux actes de violence de ses beaux-frères, Joseph et Jérôme.

Depuis les premiers jours d'avril, la régence de Blois, étourdie par le mouvement rapide de la restauration, déconcertée par l'irrésolution de Napoléon, mettoit en délibération sa retraite, tantôt à Tours, tantôt à Rennes, tantôt dans le Berry. Marie-Louise parut ne pas goûter ces projets; mais, alléguant sa sûreté et le salut de l'Etat, ses beaux-frères, Jérôme et Joseph, voulurent la contraindre de les suivre au-delà de la Loire. L'impératrice répondit que son sort lui paroissoit décidé; qu'elle n'avoit rien à craindre pour sa personne; soit qu'elle tombât dans les mains des Russes ou des Allemands. Joseph et Jérôme insistent pour qu'elle s'éloigne :

une voiture attelée est toute prête à la recevoir. Marie-Louise résiste à la violence, mande son préfet du palais et les chefs de sa garde, qui, en présence des frères de Napoléon, protestent qu'ils ne recevront d'ordre que de la princesse, et qu'ils s'opposeront à toute démarche contraire à sa volonté. Une vive discussion s'engage, à l'issue de laquelle les deux rois détrônés prennent seuls le parti de la retraite. On vit arriver le lendemain, à Blois, le comte de Schuwalow, chargé, par les souverains alliés, de ramener Marie-Louise à son auguste père. La présence et la mission de ce général russe marquèrent le dernier soupir du gouvernement impérial. Aucun membre de la régence n'osa contester les pouvoirs du comte de Schuwalow. La consternation n'étoit plus déguisée. Atterrés par l'abdication, les ministres, les dignitaires, se hâtent de solliciter des sauf-conduits, et des lettres de recommandation auprès de l'envoyé moscovite. La plupart transmettent précipitamment leur adhésion au gouvernement provisoire, dans l'espoir de jouir en paix de leurs richesses intactes. Mais, avant de se séparer, ils ouvrent le trésor, ils se paient de l'arriéré de leur traitement, ils se distribuent des gratifications : ministres,

grands dignitaires, officiers du palais, espions, satellites, tous, prennent un passeport d'une main, de l'argent de l'autre; tous accourent dans Paris, où viennent s'ensevelir les restes d'un pouvoir abattu. L'impératrice et le roi de Rome, avec leur escorte militaire, quittent Blois, et se dirigent vers Orléans.

Après avoir vu ses portes barricadées, son pont miné, et ses murs armés de canons, cette ville fut tout à coup encombrée des débris de la cour, de l'armée et du gouvernement impérial. Des troupes de toutes armes arrivoient sans chef, et des chefs arrivoient sans troupes. Orléans, rassuré sur les horreurs d'un siége, ne l'étoit pas sur les désordres auxquels peut se livrer une armée débandée. Jusqu'au 12 avril, cette ville flotta dans une sorte d'interrègne, ne reconnoissant ni le gouvernement impérial, qu'on n'osoit plus invoquer, ni le gouvernement royal, qu'on n'osoit proclamer encore. Enfin arriva le prince Esterhazy, envoyé, par l'empereur d'Autriche, auprès de l'archiduchesse Marie-Louise. Cette princesse partit immédiatement pour Rambouillet; et, après quelques mois de séjour en Suisse et en Savoie, elle retourna dans le sein de son auguste famille, pour la-

quelle, quatre années auparavant, elle s'étoit dévouée par le plus étonnant sacrifice. Peut-être dans cette crise finale, a-t-elle épargné deux fois, à la France, une guerre intestine; d'abord, en sortant de Paris, le 28 mars, où sa présence eût occasionné une résistance fatale; puis, en opposant à Blois la plus courageuse fermeté aux tentatives de ses beaux-frères. Ceux-ci, entraînés dans la chute de Napoléon qui les avoit subitement élevés, errèrent d'abord aux environs d'Orléans, de là, se réfugièrent en Suisse, libres de choisir dans l'Europe délivrée, un asile que des souverains légitimes étoient, naguère, obligés de chercher hors du continent.

Cependant Napoléon, qui, dans les jours de sa haute fortune, s'étoit vu à la tête de cinq cent mille combattans, se trouvoit alors à Fontainebleau, avec sa garde seule, réduite à deux ou trois mille hommes, mais déterminée à verser pour lui la dernière goutte de son sang. Bientôt, soit par l'effet de ce renversement subit, soit par tout autre cause, il fut frappé d'une attaque de catalepsie, maladie à laquelle il est sujet; il tomba tout à coup sans mouvement et sans voix. Son médecin, Corvisart, fut appelé aussitôt, pour

lui prodiguer des soins; et son départ pour l'île d'Elbe fut différé.

Quoique malade, sa curiosité étoit tellement excitée par les journaux de Paris, qu'il les lisoit chaque jour; il les tenoit de sa main tremblante, et son œil inquiet les parcouroit rapidement. Au lieu de ces éloges outrés dont il avoit été l'objet pendant quinze ans, il n'y trouvoit plus que de tardives et douloureuses vérités. Il en frémissoit de colère, et s'emportoit en menaces, oubliant que son rôle venoit de finir : revenu bientôt à lui-même, et se rappelant qu'il n'étoit plus le redoutable Napoléon, il s'écrioit dans sa douleur : « Si l'on m'avoit » dit, il y a trois ans, la centième partie des véri- » tés que j'entends aujourd'hui, on me verroit » encore sur le trône. » Réflexion accablante pour les lâches flatteurs qui l'avoient entouré; pour ces fonctionnaires sans force et sans vertu, qui, constamment prosternés à ses pieds, lui avoient vendu sans pudeur les intérêts du peuple; pour ces poëtes mercenaires; pour ces écrivains stipendiés, qui, dans leurs lâches écrits, avoient épuisé les dernières formules de la plus servile adulation; qui s'éto ient montrés indifférens aux malheurs publics, pourvu que, d'une main avide, ils

pussent recevoir l'or dont on payoit leur bassesse.

Dans son infortune, Napoléon conservoit son caractère aventurier, et il se préparoit à la dernière scène de son pouvoir expirant. Sous divers prétextes il avoit retardé son départ; mais rassemblant tout à coup les deux à trois mille hommes de sa garde restés autour de sa personne, il les passa en revue. On apercevoit des signes de terreur sur ses traits défigurés; quelques larmes couloient de ses yeux. La garde attendoit ses ordres dans un profond silence; pas un cri de *vive l'empereur!* ne frappoit les airs. Les vieux guerriers conservoient l'attitude du respect; mais leur âme sembloit oppressée par la douleur. Après avoir fait faire à son cheval quelques pas, Napoléon, s'adressant à sa garde, lui parla ainsi :

« Généraux, sous-officiers et soldats de ma » vieille garde, je vous fais mes adieux : je suis » content de vous. Depuis vingt ans, je vous » ai toujours trouvés sur le chemin de la » gloire.

» Les puissances alliées ont armé toute l'Eu- » rope contre moi; une partie de l'armée a » trahi ses devoirs; et la France elle-même a » voulu d'autres destinées.

» Avec vous, et les braves qui me sont restés
» fidèles, j'aurois pu entretenir la guerre civile
» pendant trois ans; mais la France eût été
» malheureuse, ce qui étoit contraire au but
» que je me suis proposé.

» Soyez fidèles au nouveau roi que la France
» s'est choisi; n'abandonnez pas cette chère
» patrie, trop long-temps malheureuse.

» Ne plaignez pas mon sort; je serai tou-
» jours heureux, lorsque je saurai que vous
» l'êtes.

» J'aurois pu mourir, rien ne m'eût été plus
» facile; mais je suivrai sans cesse le chemin
» de l'honneur.

» J'écrirai ce que nous avons fait.

» Je ne peux pas vous embrasser tous; mais
» j'embrasse votre général. Qu'on apporte
» l'aigle (Il l'embrasse, et dit:) Cher aigle,
» que ces baisers retentissent dans le cœur de
» tous les braves. Adieu, mes enfans!!! »

Telle fut la dernière représentation théâtrale de ce héros comédien. Telle fut la fin de cet empire, qui n'avoit été gouverné que par la fraude, par la violence, et dont le chef avoit réussi à dégoûter les Français de la guerre, et même de la gloire.

Napoléon partit le 20 avril, à midi, avec les

généraux Bertrand et Drouaut, qui se retiroient avec lui à l'île d'Elbe, accompagné de quatre officiers supérieurs, commissaires des puissances alliées : le colonel Anglais Campbell, le général russe Schuwwalow, le général autrichien de Koller, et le général prussien Valdebourg-Truchsels. Il étoit sous l'escorte de cent cinquante à deux cents hommes de troupes étrangères, protégées par des détachemens placés de distance en distance. On suivit la route du Bourbonnais sans être troublé dans la marche; mais, en traversant les provinces méridionales, Napoléon fut accablé des malédictions de toutes les classes d'habitans: il auroit même été immolé à leur vengeance, si les ruses et les précautions n'avoient pas été multipliées pour le soustraire à leur fureur.

Ainsi fut expulsé de la France ce conquérant d'une activité si fatigante; bouffi d'orgueil, mais chargé de l'exécration de la terre, qui, le front sillonné par les foudres du courroux céleste, frappé tout à coup et abattu par la fatalité, descendoit, tel qu'un roi de théâtre, d'un trône pour lequel il n'avoit pas su vivre, ni osé mourir. Par un effet de la Providence, il survivoit à sa renommée pour être livré, vivant, au burin de l'histoire, comme

si la justice divine eût marqué elle-même le supplice que méritoit celui qui n'avoit régné que par l'imposture et l'erreur.

Napoléon, en route pour l'île d'Elbe, traversoit la France au milieu des imprécations publiques, et déjà la France respiroit : elle passoit de la tyrannie la plus désordonnée, à un gouvernement paternel. Les progrès de la restauration s'étendoient d'un bout du royaume à l'autre. Dans les villes et dans les campagnes, on arboroit les lis et le drapeau blanc. Les actes d'adhésion étoient unanimes. Dijon, dès le 4 avril, avoit fait flotter la bannière française sur la tour antique du palais des ducs de Bourgogne. Les peuples de la Côte-d'Or, ivres de joie, s'étoient empressés de prendre la cocarde blanche. La ville d'Autun s'étoit déclarée des premières. Vainement quelques préfets cherchoient à comprimer l'élan national; d'autres, tels que celui de la Somme (1), suivoient le sentier de l'honneur, et donnoient le plus noble exemple. Les actes d'adhésion furent signés avec enthousiasme à Amiens, et aux cris mille fois répétés de *Vive le Roi!* Compiègne, Péronne, Dreux, Reims, Senlis,

(1) M. de la Tour-du-Pin.

Evreux et Langres, se hâtèrent aussi de manifester leur amour pour leur souverain légitime.

Dès le 6 avril, la nouvelle de la restauration avoit éclaté à Dunkerque : troupes de lignes, garde nationale, citoyens, tout s'étoit confondu pour arborer la cocarde blanche. En un clin-d'œil, les signes du gouvernement impérial avoient disparu à Dieppe, pour faire place aux couleurs et aux bannières de l'antique monarchie. Cédant à l'impulsion du marquis de Chabannes, premier aide-de-camp du roi, muni de pleins-pouvoirs dans les provinces du nord, les habitans de l'Artois et de la Picardie faisoient aussi entendre partout les cris de *vive Louis XVIII!* Trompée et retenue par des nouvelles mensongères, la ville de Rouen ne s'étoit déclarée que le 8. Le même jour, Auxerre s'étoit levée au bruit des cloches, des tambours et de la musique : hommes, femmes avoient pris la cocarde sans tache, et aux cris de *vivent les Bourbons!* Nantes s'étoit déclarée aussi avec transport, le 9 avril, et Rennes le 10; mais en Bretagne, en Normandie, et dans d'autres provinces, l'élan de la restauration avoit été, pendant quelques jours, comprimé, soit par les manœuvres de quelques fonctionnaires du gouvernement abattu, soit par des

dispositions locales. On arrêtoit, on dénaturoit les nouvelles de Paris. Deux partis étoient en présence dans les contrées de l'ouest, si long temps déchirées; mais la masse des peuples auroit aisément triomphé d'une opposition qui prenoit sa source plutôt dans l'intérêt particulier que dans les opinions politiques. Dans les campagnes de la Vendée, de l'Anjou, du Maine, de la Bretagne et de la Normandie, tout étoit prêt pour une insurrection générale. Pendant les fureurs révolutionnaires, comme sous le joug du tyran, la Vendée n'avoit jamais reconnu d'autre maître que Louis XVIII. Le moment étoit venu de prendre les armes, et quatre-vingt mille Vendéens, par un élan religieux, avoient fait leurs Pâques le mercredi Saint, dans la ferme intention de se lever en armes, le 11 avril suivant, lundi de Pâques. Ce jour étoit choisi pour proclamer le roi dans les rustiques bocages du Poitou, derniers asiles des royalistes dans leurs jours de deuil et de désastres. La restauration vint préserver la France d'une nouvelle guerre civile. Instruits, le 10 avril, de la déchéance de l'usurpateur, les Vendéens reçurent la plus douce récompense de leur courage et de leur fidélité. Le nom du roi fut répété par tous les échos;

la nuit même, on l'entendoit retentir dans les campagnes. Le drapeau blanc flottoit sur tous les clochers, sur toutes les sommités du pays. Des feux allumés, et le son des cloches, marquoient partout la joie publique. Tout annonçoit des jours heureux dans des lieux si longtemps désolés par les troubles civils. Les Vendéens, désarmés par leur roi, adressoient à Dieu des hymnes d'action de grâces, pour la miraculeuse restauration du trône, opérée au milieu des débris d'un empire qui, naguère, sembloit avoir détruit tout l'espoir du juste.

Orléans, Niort, Poitiers, Brives, rendoient aussi à Dieu de solennelles actions de grâces pour le retour des Bourbons. Les cris de *vive Louis XVIII!* se faisoient entendre dans le moindre hameau. Vers la Loire toutefois, quelques militaires égarés, quelques fonctionnaires, regrettant la tyrannie, s'efforçoient encore de comprimer l'esprit public; mais ces foibles barrières furent bientôt rompues. Plus loin, vers l'est, le mouvement fut moins contrarié. Avant même d'avoir eu connoissance des événemens de Paris, le maire de Mâcon avoit convoqué le conseil municipal, et proposé de se déclarer pour le souverain légitime; aussitôt

tous les habitans avoient arboré la cocarde blanche, et crié *vive le Roi!*

Retenus dans les bornes d'une sage circonspection que les souvenirs du siége désastreux de 1793 ne justifioient que trop, les Lyonnais ne s'étoient déclarés que le 9 avril. Le lendemain et le surlendemain furent, pour eux, des jours d'ivresse : on s'embrassoit dans les rues. Les illuminations, les feux de joie, les solennités religieuses se répétèrent de proche en proche ; jusqu'aux montagnes du Beaujolais et de l'Auvergne, signalant ainsi ces grands jours de bonheur public.

Le département de Lot-et-Garonne, entouré d'armées, et privé de communications avec la capitale, reçut l'un des derniers le mouvement régénérateur ; mais à peine la préfecture d'Agen en eut-elle connoissance, qu'elle répandit aussitôt parmi ses administrés la joie et l'enthousiasme. Les villes de Montpellier et de Nîmes suivirent aussi le noble exemple de Bordeaux et de Toulouse. Toutes les statues de Napoléon furent brisées; tous les emblèmes de la tyrannie disparurent pour faire place aux signes de l'antique monarchie de Clovis. La Provence entière exprima les mêmes sentimens, mais avec des accens plus

bruyans et plus marqués. Tous les partis réunis en un seul (celui de la restauration), s'abandonnèrent à la joie de la nature. Arles, Toulon, Marseille, Brignoles, rivalisèrent d'enthousiasme. A Marseille, le peuple fut en proie à une sorte de délire. Les magasins étoient fermés; les rues, les places, les promenades, étoient couvertes d'une population entière dans l'ivresse, chantant, dansant au son du tambourin : c'étoient des *farandoles* continuelles.

Ainsi la marche de la restauration, dans les différentes provinces du royaume, fut modifiée suivant le caractère des peuples, les dispositions locales, et celles des autorités civiles. Dans les places fortes du nord et de l'est, le mouvement fut subordonné à l'impulsion des autorités militaires prédominantes, qui, partout, embrassèrent franchement la révolution.

« Les hommes sans peur et sans reproche, dit » le comte Morand, gouverneur de Mayence (1), » sont les vrais soutiens du trône et de la patrie. » Notre devoir est dans ces mots : *Obéissance* » *et fidélité.* »

« Ce seroit, dit le général Carnot, gouver-

(1) Ordre du jour du 15 avril.

» neur d'Anvers (1), nous mettre en révolte » contre l'autorité légitime, que de différer » plus long-temps de reconnoître la dynastie » des Bourbons. L'avènement du nouveau roi » au trône de ses ancêtres sera bien plus glo- » rieux, appelé par l'amour des peuples, que » par la terreur des armes. »

Le 10 avril seulement, le récit des événemens qui venoient de sauver la France étoit parvenu dans les murs de la place de Metz, et à l'instant même les habitans, dirigés par un préfet qui avoit défendu Louis XVI jusqu'à la dernière marche de son trône (2), ouvrirent leur cœur à l'espérance, et manifestèrent leur joie.

Lille fut troublée un instant; mais la fermeté, la sagesse, le dévouement du général en chef, comte Maison, continrent les troupes nombreuses qui garnissoient la place, et qui, échauffées par des hommes pervers, s'étoient portées à l'insubordination et à la désobéissance, tandis que toutes les armées suivoient, sans aucune hésitation, l'impulsion nationale.

« L'armée, avoit dit le maréchal Berthier,

(1) Proclamation du 17 avril.

(2) M. de Vaublanc, membre de l'assemblée législative en 1792.

» major-général (1), l'armée essentiellement » obéissante n'a pas délibéré; elle a manifesté » son adhésion quand son devoir le lui a per- » mis. Fidèle à son serment, elle sera fidèle » au prince que la nation française appelle au » trône de ses ancêtres. »

Tous les officiers supérieurs et les chefs de corps, tous les généraux de terre et de mer, après avoir transmis successivement leur adhésion, signoient individuellement la promesse de fidélité.

Dès le 8 avril, le maréchal Jourdan et les soldats de la quinzième division militaire avoient juré obéissance à Louis XVIII, et arboré la cocarde blanche.

« Ceux qui combattent depuis vingt ans » pour la gloire, mandoit le maréchal Suchet » au gouvernement provisoire (2), dévoue- » ront leur cœur et leurs bras à une cause » noble et pure; au retour d'une constitution » sage, et à celui du prince, héritier de » Henri IV, le gage du repos de l'Europe. »

« Essentiellement obéissante et nationale, » l'armée des Pyrénées, dit aussi le maréchal

(1) Quartier-général de Fontainebleau, le 11 avril.
(2) Quartier-général de Narbonne, le 14 avril.

» Soult (1), doit se conformer au vœu de la » nation. »

L'armée française d'Italie déposoit également aux pieds du roi, par l'organe de ses généraux (2), l'hommage de sa fidélité et de son obéissance.

« Vous êtes déliée de vos sermens, dit le » maréchal Augereau à l'armée du Rhône (3); » vous en êtes déliée par la nation en qui ré» side la souveraineté ; vous l'êtes encore par » l'abdication d'un homme qui, après avoir » immolé des milliers de victimes à sa cruelle » ambition, *n'a pas su mourir en soldat.*

» Jurons fidélité à Louis XVIII, et arbo» rons la couleur vraiment française. »

Tels furent dans tout le Royaume et aux armées les heureux progrès de la restauration ; mais en même temps l'opinion publique ne cessoit de s'élever contre l'acte constitutionnel décrété par le Sénat. Selon les esprits les plus modérés, ce système de constitution, la manière dont il étoit conçu, le moment où il se produisoit, ses formes même ne remplis-

---

(1) Quartier-général de Castelnaudary, 19 avril.

(2) Le lieutenant-général comte Grenier, etc. Quartier-général de Pavie, le 25 avril.

(3) Quartier-général de Valence, le 16 avril.

soient ni le vœu ni l'attente de la nation. La proposition seule avoit fait diversion à la joie publique : depuis ce moment elle avoit cessé d'être pure et sans mélange. Toute la nation désavouoit cet acte constitutionnel, comme lui étant étranger. On l'avoit brûlé publiquement dans le midi, à Bordeaux, en plein théâtre; à Nantes, par la main du bourreau.

Les plus fougueux adversaires du sénat s'écrioient, en apostrophant les sénateurs : « De » quel droit usurpez-vous tant d'honneurs et » de richesses ? Les dépouilles du peuple n'ont » plus rien d'affligeant pour vous quand il » s'agit de vous les partager et de les trans- » mettre en héritage à vos familles. Mais si » vous vous arrogez de si énormes récom- » penses, qu'offrirons-nous à nos guerriers, » à ces braves Français qui ne furent jamais » coupables que d'une erreur en croyant mou- » rir pour la patrie, lorsqu'ils servoient l'am- » bition d'un seul homme ? Qu'offrirons-nous » à ces négocians honnêtes et industrieux » tant de fois ruinés par vos sénatus-con- » sultes ? Qu'offrirons-nous à ces manufa- » turiers, à ces artistes toujours étrangers » à votre opulence, et dont les ateliers » ont vainement réclamé vos encouragemens

» et vos faveurs? Qu'offrirons-nous enfin à » ces inconsolables mères de famille, dont » vos décrets sacriléges ont tant de fois re- » nouvelé le désespoir et les sanglots? Non, » sénateurs de Buonaparte, jamais la France » ne reconnoîtra en vous les pères de la pa- » trie : n'est-ce pas vous qui vous êtes avilis » au point de diviniser le tyran qui vous avoit » attachés à son char de triomphe? N'est-ce » pas vous qui aviez formé une langue nou- » velle où les défaites avoient pris le nom de » victoires, où la barbarie avoit pris le nom » d'humanité, où la démence avoit pris le » nom de sagesse, où la fureur dévastatrice » avoit pris le nom de modération? N'est-ce » pas vous qui nous aviez tellement dégradés » que nous avions l'air de bénir nos chaînes? » Votre constitution doit disparoître, parce » que vous étiez sans pouvoir pour nous la » donner, parce qu'au terme de l'article 90 » de celle qui vous régissoit, vous n'étiez » pas en nombre suffisant pour créer même » un sénatus-consulte; en effet, vous deviez » être les deux tiers présens : cette loi étoit » positive; et sur cent quarante-trois séna- » teurs, il ne s'en est trouvé que soixante- » six. Or, votre constitution est nulle, parce

» qu'elle est inique par la forme et par
» le fond, et que d'ailleurs la nation tout
» entière la réprouve. »

Ces accusations virulentes sembloient soulager les esprits, car le temps n'étoit plus où il suffisoit d'un appareil menaçant pour comprimer l'opinion publique ; toutes les barrières du despotisme étoient renversées. Il paroissoit généralement impossible de concilier la restauration avec l'existence du sénat de Buonaparte. Rien ne déceloit encore les intentions du monarque, lorsque le gouvernement provisoire, en cessant ses fonctions, conféra, par un décret du 14 avril, le gouvernement de la France, à Mgr le comte d'Artois, sous le titre de lieutenant-général du royaume, jusqu'à l'arrivée de S. M. Louis XVIII. Le décret fut présenté à MONSIEUR par le sénat en corps, et le prince Talleyrand adressa à S. A. R. un discours analogue à la circonstance. Dans sa réponse le lieutenant-général du royaume dit qu'il avoit pris connoissance de la constitution, mais qu'il n'avoit pas reçu du roi son frère le pouvoir de l'accepter ; que néanmoins, d'après les sentimens et les principes du roi, qui lui étoient parfaitement connus, il pou-

voit assurer que Sa Majesté en admettroit toutes les bases. La satisfaction fut générale quand on sut le lendemain que dans l'énumération des principes constitutifs du gouvernement, le prince n'avoit fait mention ni du sénat, ni de sa dotation, ni de son hérédité. On remarqua également que dans aucune harangue adressée au lieutenant-général du royaume, il n'étoit question de la charte du sénat de Buonaparte. On put même se former une idée du jugement qu'en portoient les cours supérieures de judicature, par ces expressions d'un des députés de la cour royale de Dijon :

« Monseigneur, dit-il à MONSIEUR, comte » d'Artois, la cour royale de Dijon s'est » empressée de partager le noble élan des » francs Bourguignons vers leur légitime » souverain, si long-temps désiré, et de si» gnaler à la France attentive cette vérité » constitutive de notre antique monarchie : » la race seule de saint Louis et de Henri IV » a des droits sur nous ; et au moment heu» reux où leur digne héritier vient exercer son » pouvoir, qui n'a pu être que suspendu, » notre devoir est une soumission entière et » respectueuse, et notre désir un généreux » oubli des erreurs passées..... »

Cette *vérité constitutive* contenoit une récusation tacite de l'autorité du sénat.

Dès lors toutes les espérances se portèrent vers le monarque, véritable législateur de son peuple ; dès lors presque toutes les classes de la nation se montrèrent animées du désir ardent de concourir au rétablissement du bon ordre et de la paix publique. Bientôt l'illustre prince qui administroit le gouvernement suprême, fit chérir l'autorité royale, et sut lui concilier tous les esprits, autant par son caractère aimable que par les talens qu'il se trouvoit enfin à portée de développer. Tous ses actes étoient marqués au coin de la sagesse ; toutes les réponses aux discours qui lui étoient adressés respiroient la candeur et une dignité vraiment royale. Le prince prit de lui-même la résolution d'envoyer dans toutes les provinces du royaume des commissaires avec des pouvoirs très-étendus, pour diriger les autorités locales dans leurs mesures, et en même temps pour recueillir des informations exactes sur la situation du pays et sur les besoins des peuples. Plusieurs de ces dépositaires de sa confiance appartenoient au premier ordre de l'ancienne noblesse ; les autres s'étoient déjà distingués par d'éminens services militaires ou civils.

Avant leur départ, S. A. R. leur fit connoître en ces termes les motifs qui l'avoient guidé, et les résultats qu'il attendoit de leurs opérations :

« Messieurs, je vous ai confié une mission » importante, et je vous ai choisis de ma» nière que des Français qui ont professé des » opinions différentes, connussent également » l'état de la France. Vous apprendrez tous » combien sont nécessaires l'oubli du passé, » les sacrifices mutuels, enfin la franche réu» nion des vœux et des volontés pour réparer » tant de désastres. Portez au peuple l'espé» rance, et rapportez la vérité au roi : dites » partout, répétez jusque sous la chaumière » du pauvre, que le roi arrive avec les senti» mens d'un père, et qu'il partagera le mal» heur de ses enfans jusqu'à ce qu'il l'ait ré» paré. »

Que ce langage, que ces intentions bienfaisantes différoient du ton impérieux et de la volonté despotique de l'étranger qui, pendant dix ans, avoit exercé sur la France une domination arbitraire!

On put tout espérer du gouvernement salutaire et réparateur qui, succédant au plus affreux despotisme, ramenoit enfin le calme

au milieu de la France trop long-temps désolée.

Déjà, pour accomplir le grand œuvre de la paix générale, tous les souverains alliés venoient de se réunir dans Paris. L'empereur d'Autriche y avoit fait son entrée en grande cérémonie le 15 avril, après avoir été reçu à la barrière du Trône par l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et Mgr comte d'Artois. Tous ces souverains réunis dans la capitale s'occupèrent, conjointement avec lord Castlereagh, ministre du gouvernement britannique, des moyens d'arriver à une pacification prompte et solide. Jamais un sénat plus auguste n'avoit présidé aux destinées de l'Europe.

Le 23 avril fut ratifié par S. A. R. MONSIEUR, une convention préliminaire tendante au rétablissement des rapports d'ancienne amitié entre la France et les puissances alliées, et portant suspension d'hostilités entre les forces respectives de chacune des hautes puissances. Ce traité provisoire, en replaçant la France dans ses limites monarchiques, jetoit les fondemens de la paix générale de l'Europe.

Précurseur de l'autorité royale, le lieutenant-général du royaume venoit de révéler à

la France ce qu'elle avoit à espérer d'un monarque instruit à l'école du malheur, et dès long-temps associé aux plans les plus sages; d'un prince qui, chez une nation libre et généreuse, avoit médité sur la force que prêtent à la majesté d'un trône héréditaire les droits du peuple sagement combinés avec l'action des lois et l'indépendance du souverain.

Un concert de bénédictions et d'allégresse alloit retentir depuis le midi, qui avoit donné le signal avec tant de courage, jusqu'au nord qui se préparoit à y répondre avec tant d'unanimité. Bientôt des cris d'amour annoncèrent à la capitale ce roi si vivement désiré.

S. M. Louis XVIII avoit fait, le 20 avril, son entrée publique à Londres, avec tout le cérémonial dû à son haut rang. De là s'étant mis en route pour Douvres, le roi y avoit trouvé préparés plusieurs yachts, avec une somptuosité digne de la nation britannique, et digne des Bourbons.

Le 23 avril, S. M. s'embarqua sur *le Royal Sovereing*, et quitta le rivage hospitalier de l'Angleterre en présence d'un concours de spectateurs, tel que Douvres n'en avoit pas vu de pareil depuis le jour que Charles II, venant de Hollande, y débarqua pour remonter sur

son trône. Au moment où le navire, espoir de la France, mit à la voile, escorté par la frégate *le Jason*, que montoit l'amiral de la flotte, Mgr le duc de Clarence, les cris de joie se mêlèrent aux acclamations de la multitude, et aux détonations répétées de l'artillerie de terre et de mer. Le ciel se montra propice à ce court trajet qui promettoit de si heureux jours.

Avant même que le yacht, chargé de l'auguste dépôt, sortît du port de Douvres, le rivage de Calais, les remparts de la ville et tous les points élevés étoient déjà couverts d'une foule immense d'habitans auxquels s'étoient joints ceux des villes et des campagnes voisines. Enfin, le 25 avril, le canon se fait entendre; bientôt on découvre à l'horizon huit vaisseaux de ligne et plusieurs autres bâtimens. Toutes les voiles étoient déployées, et cette escadre s'avançoit avec rapidité, secondée par un vent favorable. A l'instant même les autorités, les officiers généraux, l'état-major se portent sur la grande jetée de pierre, lieu désigné pour le débarquement; une musique nombreuse ouvroit la marche, et faisoit entendre l'air chéri des Français.

Cependant ces vaisseaux approchent de la

rade ; un bâtiment léger est en avant, et un autre plus magnifiquement orné le suit de près. Il porte les destinées de la France ; il double la jetée, entre dans le port toutes les voiles déployées, s'avance avec une vitesse presque inquiétante, et s'arrête tout à coup comme retenu par une force invisible. A l'instant même on entend l'immense population qui couvre le rivage, s'écrier : *Le voilà, c'est lui, le voilà, le Roi, Vive le Roi ! Vive Madame ! Vivent à jamais les Bourbons !* Le canon de tous les forts, et le son des instrumens répondent à ces cris poussés jusqu'aux cieux...... Le roi se fait bientôt reconnoître au milieu de la famille royale et de ses serviteurs fidèles. Seul il ôte son chapeau, et levant les yeux vers le ciel, il met la main droite sur son cœur, et adresse ses remercîmens et ses hommages au souverain maître des peuples et des rois. La foule qui borde le rivage partage ce sentiment religieux ; le monarque porte aussitôt ses regards sur son peuple auquel il tend ses bras paternels.

Les cris, les gestes de la foule répondent à ce signe de tendresse d'un père qui retrouve ses enfans après de longues souffrances. Tous les yeux répandent des larmes, et des sanglots

se font entendre. On est attendri, on se trouble, on se mêle, et ce désordre ajoute à ce qu'une pareille scène offre de touchant et de pathétique.

Tous les yeux se portent successivement sur la duchesse d'Angoulême, sur cette auguste princesse, fille adoptive de son roi, modèle accompli de toutes les vertus; sur le valeureux prince de Condé, sur son illustre fils le duc de Bourbon. Les acclamations redoublent, et on entend les cris : *Vive Madame! Vive la duchesse d'Angoulême! Vivent les princes!* Le roi quitte le vaisseau, met le pied sur le sol de la France, et les airs retentissent de nouvelles acclamations, de nouveaux chants d'allégresse. Le roi s'avance au milieu des transports de ses sujets; et, tel qu'un ange de paix, il rapproche tout à coup deux nations en guerre depuis tant d'années; il les rapproche avant même qu'aucun traité consacre leur réconciliation. Une calèche découverte transporte le roi, MADAME, et les princes vers la ville : le cortège s'avance entre deux haies de gardes nationales et de troupes de ligne; il est arrêté un moment par les hommages du clergé. « Monsieur » le curé, répond le roi, le ciel, après vingt

» ans d'absence, me rend à mes enfans : allons » remercier Dieu dans son temple. »

A la sortie de l'église, les élans de la joie, qui n'avoient été que suspendus, n'en furent que plus marqués, et ne cessèrent d'éclater jusqu'au palais préparé pour recevoir le monarque. Les autorités civiles et militaires admises en sa présence, reçurent bientôt les plus touchans témoignages de son affabilité et de sa bonté royale.

Le 26 avril, le roi, MADAME et les princes, emportant les bénédictions des Calaisiens, se dirigèrent vers la capitale par Boulogne, Montreuil, Abbeville, Amiens et Compiègne. La population des villes et des campagnes garnissoit les routes, et partout sur leur passage, les chemins étoient jonchés de verdure et de fleurs; les maisons et les fenêtres étoient pavoisées de drapeaux blancs.

« Enfin, le frère de Louis XVI, le petit-» fils de Henri IV et de saint Louis, l'héritier » de leurs droits et de leurs cœurs, est rentré » sur la terre de ses ancêtres! Louis XVIII » avance vers sa capitale à travers les peuples » des villes et des campagnes, dont les flots » l'environnent; qui, sur chacun de ses pas, » veulent imprimer un hommage de respect

» et d'amour ; qui, dans chacun de ses re-» gards, trouvent un rayon de consolation et » d'espérance ; qui déjà lui doivent la sécurité » de leurs biens, de leur industrie, de leurs » personnes, de leurs enfans, de leurs pen-» sées, de leur sommeil (1). »

On avoit annoncé le roi au château de Compiègne pour le 29 avril ; une foule de personnes arrivoient continuellement de Paris ; toutes étoient, comme du temps d'Henri IV, *affamées de voir un roi.* On voyoit sur les visages, dans l'attente du souverain, un certain mélange d'étonnement, de crainte, d'amour et de respect. Des courriers se succédoient d'heure en heure, annonçant l'approche du roi. Des soldats mêlés à la garde nationale bordoient la haie. Enfin le roi arrive précédé des maréchaux de France et des généraux qui étoient allés au-devant de la voiture royale. Aux cris de *Vive le Roi!* succèdent alors des clameurs confuses dans lesquelles on ne distingue que les accens de l'attendrissement et de la joie. Le roi descend de sa voiture, soutenu par la duchesse d'Angoulême, et la France croit voir son père. Ni le roi, ni Ma-

(1) M. de Lally-Tollendal.

DAME, ni les maréchaux, ni les soldats, ne peuvent parler : on ne s'exprime que par des larmes. Parvenu dans l'appartement qui lui est préparé, le roi s'avance au milieu de la foule dont il reçoit et accueille les hommages. Il s'adresse d'abord aux maréchaux de France et aux généraux. « Messieurs, leur dit-il, je » suis heureux de me trouver au milieu de » vous ; et il ajoute, avec un accent plus » élevé : *heureux et* FIER ! » Ces braves capitaines sont touchés de cette bonté du souverain ; tous les généraux, toutes les personnes présentées obtiennent du roi les paroles les plus affectueuses ; tous les cœurs sont subjugués. On entend de tous côtés ces mots : « Il » verra comme nous le servirons : c'est fini, » nous sommes à lui pour la vie. » Les exilés revenus avec leur auguste maître, et tous les officiers de l'armée, se serroient les mains comme des frères, en disant : « Plus de fac- » tions ! plus de partis ! tous pour Louis XVIII. »

Telle étoit déjà la force du souverain légitime, et cette magie attachée au nom du roi. Arrivé seul de l'exil, dépouillé de tout, sans suite, sans gardes, sans richesses, n'ayant rien à donner, presque rien à promettre, le roi descend de sa voiture, appuyé sur la fille

de saint Louis ; il se montre à des capitaines qui ne l'ont jamais vu, à des grenadiers qui savent à peine son nom. Mais c'est le roi : tout tombe à ses pieds : l'armée, les grands, le peuple.

De Compiègne le monarque dirigea sa marche vers le château de Saint-Ouen, près Paris, où il s'arrêta. Le 2 mai S. M. admit à son audience les membres du conseil d'Etat provisoire, les commissaires aux départemens ministériels, les maréchaux de France, les généraux présens à Paris, et les députations des différens corps de l'Etat. Le sénat ayant été présenté par le grand-maître des cérémonies de France (1), le prince Talleyrand, à la tête de ce corps, prononça le discours suivant :

« Sire, le retour de Votre Majesté rend » à la France son gouvernement naturel et » toutes les garanties nécessaires à son repos » et au repos de l'Europe.

» Tous les cœurs sentent que ce bienfait » ne pouvoit être dû qu'à vous-même : aussi » tous les cœurs se précipitent sur votre pas- » sage. Il est des joies qu'on ne peut feindre ;

---

(1) M. le marquis de Dreux-Brézé.

» celle dont vous entendez les transports est » une joie vraiment nationale.

» Le sénat, profondément ému de ce tou» chant spectacle, heureux de confondre ses » sentimens avec ceux du peuple, vient, » comme lui, déposer au pied du trône les » témoignages de son respect et de son amour.

» Sire, des fléaux sans nombre ont désolé » le royaume de vos pères. Notre gloire s'est » réfugiée dans les camps; les armées ont » sauvé l'honneur français. En remontant sur » le trône, vous succédez à vingt années de » ruine et de malheurs. Cet héritage pourroit » effrayer une vertu commune. La réparation » d'un si grand désordre veut le dévouement » d'un grand courage : il faut des prodiges » pour guérir les blessures de la patrie; mais » nous sommes vos enfans, et les prodiges » sont réservés à vos soins paternels.

» Plus les circonstances sont difficiles, plus » l'autorité royale doit être puissante et ré» vérée : en parlant à l'imagination par tous » les éclats des anciens souvenirs, elle saura » se concilier tous les vœux de la raison mo» derne, en lui empruntant les plus sages » théories politiques.

» Une charte constitutionnelle réunira tous

» les intérêts à celui du trône, et fortifiera » la volonté première du concours de toutes » les volontés.

» Vous savez mieux que nous, Sire, que » de telles institutions si bien éprouvées chez » un peuple voisin, donnent des appuis, et » non des barrières aux monarques amis des « lois et pères des peuples.

» Oui, Sire, la nation et le sénat pleins » de confiance dans les hautes lumières et » dans les sentimens magnanimes de Votre » Majesté, désirent avec elle que la France » soit libre pour que le roi soit puissant. »

Sa Majesté témoigna qu'elle étoit sensible à l'expression des sentimens du sénat, et qu'elle agréoit avec satisfaction ses vœux et ses hommages.

Une députation du corps législatif fut aussi présentée, et S. M. l'accueillit avec les expressions d'une égale bienveillance.

Le même jour le roi rendit la déclaration suivante :

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE; à tous ceux qui ces présentes verront, Salut :

« Rappelé par l'amour de notre peuple au » trône de nos pères, éclairé par les malheurs

» de la nation que nous sommes destiné à gouverner, notre première pensée est d'invoquer cette confiance mutuelle si nécessaire à notre repos, à son bonheur.

» Après avoir lu attentivement le plan de constitution proposé par le sénat, dans sa séance du 6 avril dernier, nous avons reconnu que les bases en étoient bonnes, mais qu'un grand nombre d'articles portant l'empreinte de la précipitation avec laquelle ils ont été rédigés, ils ne peuvent, dans leur forme actuelle, devenir lois fondamentales de l'Etat;

» Résolu d'adopter une constitution libérale, voulant qu'elle soit sagement combinée, et ne pouvant en accepter une qu'il est indispensable de rectifier, nous convoquons pour le 10 du mois de juin de la présente année, le sénat et le corps législatif, nous engageant à mettre sous leurs yeux le travail que nous aurons fait avec une commission choisie dans le sein de ces deux corps, et à donner pour base à cette constitution les garanties suivantes :

» Le gouvernement représentatif sera maintenu tel qu'il existe aujourd'hui, divisé en deux corps, savoir :

» Le sénat et la chambre composée des
» députés des départemens.

» L'impôt sera librement consenti.

» La liberté publique et individuelle as-
» surée.

» La liberté de la presse respectée, sauf
» les précautions nécessaires à la tranquillité
» publique.

» La liberté des cultes garantie.

» Les propriétés seront inviolables et sa-
» crées ; la vente des biens nationaux restera
» irrévocable.

» Les ministres, responsables, pourront
» être poursuivis par une des chambres légis-
» latives, et jugés par l'autre.

» Les juges seront inamovibles, et le pou-
» voir judiciaire indépendant.

» La dette publique sera garantie ; les pen-
» sions, grades, honneurs militaires, seront
» conservés, ainsi que l'ancienne et la nou-
» velle noblesse.

» La Légion-d'Honneur, dont nous déter-
» minerons la décoration, sera maintenue.

» Tout Français sera admissible aux em-
» plois civils et militaires.

» Enfin nul individu ne pourra être inquiété
» pour ses opinions et ses votes.

» Fait à Saint-Ouen, le 2 mai 1814. »

Signé LOUIS.

Ainsi le frère de Louis XVI se présentoit avec la clémence qui promet le pardon, et avec la bonne foi qui assure l'exécution des promesses; la royauté et la liberté alloient être indissolublement unies par les mains royales de Louis XVIII.

Accompagné par des acclamations unanimes, des frontières du royaume jusqu'aux portes de la capitale, le monarque si impatiemment attendu, alloit y faire son entrée solennelle. La journée du 4 mai avoit été choisie. Le soleil se leva sans nuages; et jamais un plus beau jour n'éclaira un plus beau spectacle. Dans la vaste enceinte de Paris, et dans les campagnes voisines, toutes les affaires, tous les travaux étoient suspendus. Toutes les affections se concentrèrent dans un seul intérêt, dans un objet unique d'attention, de curiosité et d'amour. L'arrivée du monarque sembloit réunir tous les cœurs, et effacer le souvenir des discordes civiles. Dès le grand matin, des guirlandes, des couronnes, des tapis pré-

cieux, revêtus d'ingénieux emblèmes, flottèrent aux fenêtres et devant la porte de la plupart des maisons. La garde nationale se mit sous les armes, et le canon se fit entendre, en se mêlant au son des cloches. Les prêtres, rassemblés dans les églises, comme aux fêtes les plus solennelles, élevoient les mains au ciel, et remercioient Dieu, qui ramenoit le bonheur en France, en lui rendant son libérateur et son roi.

Déjà les familles parisiennes, hommes, femmes et enfans, voloient au-devant du prince. Une foule immense s'étoit portée des barrières du nord sur la route de Saint-Ouen; elle fut bientôt couverte de six rangs de spectateurs, aussi serrés qu'ils auroient pu l'être dans les rues même de la capitale. A la vue de cette affluence qui n'auroit dit que la ville étoit déserte, tandis qu'on ne pouvoit comprendre, dans la ville, inondée des flots d'une population curieuse, qu'il y eût foule hors des barrières? Il étoit onze heures du matin, tous les yeux cherchoient le roi. On aperçut enfin son cortége, formé des maréchaux de France, des officiers-généraux de l'armée et de tous les seigneurs de la cour. La garde nationale à pied et à cheval, la garde royale, et des détachemens de troupes

de ligne, étoient rangés en bataille. Le monarque, en habit bleu, avec les épaulettes de général, parut dans une calèche découverte, riche et élégante, attelée de huit superbes chevaux blancs. A la gauche du roi, étoit l'auguste fille de Louis XVI. Vis-à-vis, étoient placés le prince de Condé, et son fils, le duc de Bourbon; l'un et l'autre, dignes héritiers de la gloire du Grand Condé. MONSIEUR, comte d'Artois, et son fils, le duc de Berry, marchoient, à cheval, à droite et à gauche de la calèche royale. Toutes les voix poussoient les mêmes cris : *Vive le Roi! Vive* MADAME! *Vivent nos princes! Vivent les Bourbons!* Le cortège s'avanca lentement vers la barrière Saint-Denis, où S. M. fut reçue par le préfet du département de la Seine, entouré des douze maires et de tout le conseil municipal. Le roi répondit, à peu près en ces termes, à la harangue de ce magistrat : « Je me réjouis de me réunir à mes » enfans..... Je touche les clés de ma bonne » ville de Paris, mais je vous les remets; je » ne puis les laisser en de meilleures mains, » et les confier à des magistrats plus dignes de » les garder. » La joie et l'émotion des spectateurs furent alors à leur comble. A peine le cortége fut-il entré dans la ville, par le fau-

bourg Saint-Denis, que les cris répétés de *vive le Roi!* retentirent dans les airs. Toutes les fenêtres, jusqu'à celles des étages les plus élevés, étoient remplies d'hommes et de femmes qui agitoient des mouchoirs blancs. Au moment où paroissoit la voiture royale, tous les regards se précipitoient d'abord, avec amour et respect, vers le monarque, qui saluoit la foule avec la plus touchante bonté; ils s'arrêtoient ensuite avec attendrissement sur la fille de nos rois, qu'on voyoit assise à ses côtés, et que sembloient émouvoir les témoignages de l'affection générale. Les traits de l'auguste princesse étoient empreints d'une douce mélancolie. C'étoit la fille de saint Louis qui s'avançoit au milieu des Français, parée de ses malheurs, de ses vertus, et de cette pieuse tristesse qui voiloient son front, au milieu même de l'allégresse publique et de son propre triomphe.

Le cortége entra sur la place Notre-Dame au bruit des fanfares, et aux cris mille fois répétés de *vive le Roi!* Le monarque mit pied à terre à la porte du temple, reçut l'eau bénite et l'encens, et fut harangué par le vicaire-général, au nom du chapitre (1). « En entrant

(1) M. l'abbé Lemyre, vicaire général officiant.

» dans ma bonne ville de Paris, répondit le » roi, mon premier soin est de venir remer- » cier Dieu et sa sainte Mère, la toute-puis- » sante protectrice de la France, des merveilles » qui ont terminé mes malheurs. Fils de saint » Louis, j'imiterai ses vertus. »

Arrivé dans le chœur, le roi se mit à genoux au milieu des acclamations renouvelées de *vivent les Bourbons! vive le Roi! vive la duchesse d'Angoulême!* Les seigneurs de la cour et les autres grands personnages de l'Etat environnoient le monarque. Au milieu de cette cérémonie imposante, où la présence d'un roi pieux augmentoit le recueillement des spectateurs, les regards attendris se portoient sur la fille de Louis XVI, qui, prosternée humblement et les yeux humides de larmes, paroissoit un ange placé entre le ciel et la terre pour réconcilier avec la Divinité cette France, où tant de vertus avoient été livrées à la persécution. On eût dit que les bénédictions du ciel planoient sur la tête de l'illustre princesse; qu'à son aspect auguste, les douleurs, toutes les haines, tous les crimes étoient oubliés; que la religion sainte, qui pardonne, rentroit dans les murs de Paris, et annonçoit à la France que ses maux touchoient à leur terme.

Les chants religieux rendirent cette grande solennité encore plus touchante. Au *Te Deum*, succéda le *Domine*, *salvum fac Regem*, qui fut chanté unanimement par le clergé et par le peuple, à plusieurs reprises.

Le roi sortit de Notre-Dame au milieu des acclamations qui s'étoient partout fait entendre sur son passage. A quatre heures vingt minutes, le cortége arriva au palais des Tuileries. Deux cents dames, les plus distinguées de la capitale, y attendoient l'arrivée de la duchesse d'Angoulême. Elles étoient vêtues de blanc, et des lis composoient toute leur parure. Après avoir offert leurs hommages, vingt-quatre, prises dans le nombre, furent admises dans les appartemens intérieurs. Là, l'enfant de l'une d'elles, âgée de six ans, et encouragée par l'ineffable bonté de la fille de nos rois, lui adresse des vers à sa louange. Vivement émue, la princesse ne peut contenir ses larmes; et alors toutes les dames, saisies d'une sainte vénération, se prost ernent subitement et implorent sa bénédiction. MADAME ne pouvant plus retenir les sanglots qui la suffoquent, se retire avec précipitation, en s'écriant : *Ah, c'est trop, c'est trop pour mon cœur!* elle s'évanouit, oppressée par le sentiment de la piété filiale.

Cependant, vers huit heures, le monarque, touché des cris de *vive le Roi!* sans cesse répétés, se montre à la foule innombrable qui se pressoit sous les fenêtres du palais; il tient une main sur son cœur, et lève l'autre vers le ciel, comme pour exprimer, par un seul geste et par une seule pensée, que tout ce qu'il doit en reconnoissance au Roi des rois il le rend en amour à son peuple. Quel touchant et sublime tableau! *Voilà pourtant*, disoit-on, de toutes parts, avec attendrissement, *voilà le bon roi que nous avons méconnu, et pour qui!......*

MONSIEUR approche alors du monarque; il veut lui baiser la main; mais le Roi l'embrasse et le serre tendrement dans ses bras. Les transports redoublent : *vive le Roi! vive notre père!* s'écrie le peuple; enfin paroît la duchesse d'Angoulême, que les deux augustes frères placent entre eux : alors les cris cessent; ils sont étouffés par les sanglots.

Telle fut la fête de la restauration. C'étoit celle de la France et celle du Monde; elle consacroit le salut des rois et le salut des peuples : le triomphe de la royauté légitime étoit le triomphe de la vertu.

Le soir, la joie publique se manifesta par une illumination universelle.

Les fers de la nation étoient tombés : elle avoit reçu dans son sein l'auguste exilé, seul dépositaire du salut de la France. Avec son roi, la patrie recueilloit aussi des enfans trop long-temps séparés d'elle, et qui s'étoient associés, sans espoir de retour, aux infortunes du monarque. Tous les Français redevenoient membres du corps politique, et la France alloit suivre le cours naturel de ses destinées; l'autorité paternelle reprenoit son empire. Le précipice de l'ambition étoit enfin comblé par cette sainte légitimité qui défend les avenues du trône de l'approche des factions.

Mais les fondemens de cet imposant édifice n'étoient encore que relevés à la hâte au milieu des ruines. De grands déchiremens avoient ébranlé la société jusque dans ses bases : richesses, propriétés, familles, tout avoit été déplacé et dispersé; une longue tyrannie avoit même altéré cette franchise chevaleresque, ces sentimens d'aménité et de confiance qui, jadis, avoient formé les traits caractéristiques de la nation française. C'étoit au milieu d'une catastrophe que s'opéroit la restauration.

Que de fortunes renversées, avec celle de l'usurpateur! Que de villes ruinées, de champs ravagés, de familles désolées, pleurant sur les décombres de leurs maisons, et sur les tombeaux de leurs pères ou de leurs enfans! Que d'employés sans état et sans ressources! Que de guerriers arrêtés dans la carrière de la gloire et de l'ambition! Que de craintes à calmer, que d'espérances à remplir! Les uns accusoient un règne oppresseur; d'autres, la révolution tout entière : ceux-ci trembloient pour leurs richesses; ceux-là, pour leur personne. Les royalistes, en armes, vouloient s'élancer dans l'arène pour le soutien d'un trône relevé tout à coup, tandis que les satellites du tyran montroient encore tout le fanatisme de la servitude et de la bassesse. Ils cherchoient à souffler le feu de la discorde, à aigrir les soldats; et, secondés par des hommes couverts de crimes politiques, ils s'efforçoient de jeter l'alarme parmi les partisans de la liberté; en un mot la France nourrissoit dans son sein tous les germes de la guerre civile, et les partis étoient en présence. Ces dispositions alarmantes étoient aggravées encore par l'intervention de quatre cent mille étrangers; par le mécontentement des armées désorganisées et sans solde; par les justes préten-

tions de trente mille officiers, qui réclamoient un sort et des récompenses; par la détresse des finances de l'Etat, chargées d'une dette de dix-sept cent millions; et enfin par l'embarras qu'alloit occasionner la rentrée subite de quatre cent mille prisonniers, arrivant presque nus sur le sol natal.

Cependant, le roi inconnu à son peuple, n'ayant aucune idée du terrain sur lequel se relevoit le trône, ni du caractère des hommes qui influoient sur les destinées de la patrie, le roi étoit appelé à concilier tant de prétentions rivales, tant d'intérêts opposés; le roi avoit à désarmer des passions menaçantes. Jamais aucun monarque de la France ne s'étoit trouvé dans des circonstances si difficiles, pas même Charles V, dit le Sage; ni Charles VII, ni le bon Henri IV.

Au milieu de tant d'embarras et d'alarmes, il sembloit indispensable que le roi conservât autour de lui une force étrangère capable de faire respecter les premiers actes de son autorité royale. Tel étoit l'avis de quelques personnes prudentes et graves, effrayées de l'état déplorable de la monarchie, et plus inquiètes encore de l'avenir. Mais le roi rejeta noblement cette proposition, ne voulant rien attendre

que de lui-même et de l'amour de son peuple. Impatient de faire sortir les alliés du royaume, il se hâta de négocier et de conclure la paix.

Depuis vingt ans, on donnoit en France le nom de paix aux courts intervalles qu'il falloit destiner à créer de nouvelles armées. Ces traités illusoires ne terminoient les hostilités que pour laisser entrevoir une guerre imminente. Aucun traité n'avoit débloqué le continent, ni pacifié les mers, ni rétabli le commerce, ni réconcilié la France avec les nations étrangères. Dans l'état de crise où se trouvoit alors le royaume, un Bourbon seul pouvoit lui procurer le bienfait de la paix générale, en ramenant la sécurité en Europe.

A la vérité, la France ne jouiroit plus d'une prépondérance odieuse et dominatrice : mais on alloit reconnoître enfin que la puissance d'un Etat réside moins dans le nombre de ses sujets, que dans le nombre des enfans de la patrie; que lorsqu'un empire s'étend hors des limites qui lui sont assignées par la nature, il s'affoiblit et dégénère; que le mélange de peuples divers ne sert qu'à corrompre et à détruire l'esprit national.

Non-seulement la France, par le traité signé à Paris le 30 mai, rentroit dans son terri-

toire primitif, mais elle dépassoit ses anciennes limites, en occupant la meilleure partie de la Savoie; elle recouvroit la Guiane, la Martinique, la Guadeloupe; et, dans l'Inde, l'île de Bourbon. Ainsi, après avoir eu huit cent mille de ses combattans anéantis, tout son territoire ravagé, sa capitale envahie, sa marine détruite, elle échappoit aux conditions de la paix de 1763, à celles que les Hollandais osèrent proposer à Louis XIV, et à celles enfin qu'avoit acceptées Napoléon après l'occupation de Paris, le 31 mars. Une paix honorable faisoit sortir les alliés du royaume, sans qu'il en coûtât ni contributions, ni places fortes, ni le sacrifice d'aucun de ces monumens des arts et de la guerre, dont nous étions redevables à nos conquêtes. Tous ces avantages furent le fruit de la haute estime des alliés pour le roi.

Le départ des armées combinées rendoit à la France toute son indépendance politique. Déjà, le blocus de nos places fortes étoit levé, et l'évacuation générale avoit commencé, en vertu de la convention du 23 avril. Le traité définitif consomma bientôt l'affranchissement du territoire. L'armée de lord Wellington abandonna le Languedoc et la Guienne; les armées

prussiennes se dirigèrent vers la Belgique, par les provinces du nord; les armées russes, divisées en cinq grands corps de quarante à cinquante mille hommes, infanterie et cavalerie, se mirent en marche vers le Rhin, pour se porter ensuite sur l'Oder, par Cologne, Coblentz, Mayence, Manheim, Stolhofen et Carlsruhe; les quatre premiers corps étoient précédés par quatre colonnes de cosaques.

Les armées autrichiennes et allemandes s'avançoient aussi vers le Rhin, en six corps d'armée; elles effectuèrent bientôt leur rentrée en Allemagne; les Badois, par la ville de Spire; les Bavarois, par Creuznach; et les cinq corps autrichiens, par les autres routes, depuis Biberach jusqu'à Philisbourg. Ces grands mouvemens de troupes s'exécutèrent dans le courant de juin, au moment même où les régimens de toute arme de l'armée française étoient en marche sur toutes les lignes d'étape, pour occuper leurs garnisons, et recevoir une organisation nouvelle.

Ainsi, quatre cent mille soldats étrangers, après avoir passé le Rhin en ennemis, après avoir occupé notre territoire, repassoient le fleuve comme des libérateurs et des alliés. Ils

étoient restés quelques mois au milieu de nous; mais nos armées n'avoient-elles pas résidé plusieurs années au milieu d'eux? Ils venoient de vivre à nos dépens il est vrai; mais pendant combien d'années n'avions-nous pas épuisé leurs pays? Avoient-ils obtenu la restitution de tant d'énormes contributions en numéraire? Qu'emportoient-ils, en retour des objets d'arts et des monumens enlevés dans presque toutes les contrées de l'Europe? La tête de bronze de la statue colossale de Napoléon. Ils venoient de nous accabler une fois, et nous avions inondé leur patrie à plusieurs reprises, après les avoir presque toujours vaincus pendant vingt ans. Ils venoient d'entrer à Paris en libérateurs; et nous étions entrés en conquérans à Madrid, à Vienne, à Berlin, à Moscou. C'étoit nous qui, en franchissant le Rhin pour les aller chercher, leur avions appris à passer le Rhin pour envahir notre territoire.

Si nous étions vaincus, c'étoit en modération et en générosité. Le roi seul avoit désarmé les vengeances, et arrêté le cours des représailles. Etranger à toutes les plaintes des alliés, à tous les reproches, à toutes les récriminations, lui seul avoit le droit de faire valoir sa neutralité; ses mains étoient pures

de tout le sang versé depuis vingt-deux ans; mais la nation, blessée dans son amour-propre, frappée dans ses intérêts, contrariée dans ses espérances, humiliée de tous les sacrifices qu'un insensé avoit arrachés à sa crédulité et à son orgueil, n'étoit point encore assez calme pour apprécier les bienfaits qui devoient la rassurer et la consoler; d'ailleurs, tel étoit le bouleversement de toutes les idées, que, depuis vingt ans, la génération qui s'élevoit, ne soupçonnoit pas même qu'un peuple pût exister au sein de l'ordre et de la paix.

Celle de Paris offroit encore l'immense avantage de ne laisser aucun germe de discorde avec les autres puissances. Les Français étoient les seuls dont le repos alloit commencer à l'instant même; le reste de l'Europe, encore en armes, avoit à régler des prétentions compliquées, quand déjà la France jouissoit de toute la plénitude d'une heureuse pacification; toutes ses relations étoient rétablies. Respect et reconnoissance pour l'auguste monarque, dont le premier bienfait fut de substituer la paix universelle à une guerre d'extermination!

Après avoir rendu le calme à la France; après l'avoir délivrée du poids énorme de quatre cent mille soldats étrangers, le roi se hâta de don-

ner à son peuple une constitution libérale. Sans doute, le successeur d'un tyran eût pu régner aussi sur des esclaves : les adorateurs et les panégyristes du pouvoir étoient tout prêts ; ils réclamoient, non un père indulgent, mais un maître exigeant pourvu qu'il fût prodigue. Louis XVIII ne voulut régner que par les lois. Il alloit appeler une nation, et une nation alloit se montrer.

Le 4 juin s'ouvrit la séance royale dans la salle du corps législatif. Des acclamations non interrompues de *Vive le Roi!* accompagnèrent le monarque et son cortège depuis les Tuileries jusqu'au Palais-Bourbon. Jamais la majesté royale n'avoit paru environnée de plus de splendeur et de bienveillance.

Le roi, précédé d'une députation du corps législatif, suivi des princes du sang et des maréchaux de France, entra dans la salle, et aussitôt l'assemblée entière se leva aux cris mille fois répétés de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* Ces accens unanimes se mêloient au bruit du canon de la paix, et au son d'une musique mélodieuse qui se faisoit entendre au dehors. Les acclamations redoublèrent quand le roi, s'approchant de son trône, on vit la plus illustre noblesse de France, les plus

braves généraux de l'armée, les ministres et les hommes d'Etat les plus recommandables se placer autour du monarque, et partager le respect et l'enthousiasme qu'inspiroit sa présence.

S'étant assis et couvert, le roi, environné de tout l'appareil de la grandeur, prit la parole, et prononça d'une voix ferme et sonore le discours suivant, qui restera éternellement gravé dans le cœur de tous les Français.

« Messieurs, lorsque pour la première fois » je viens dans cette enceinte m'environner » des grands corps de l'Etat, des représen» tans d'une nation qui ne cesse de me pro» diguer les plus touchantes marques de son » amour, je me félicite d'être devenu le dis» pensateur des bienfaits que la divine Pro» vidence daigne accorder à mon peuple.

» J'ai fait avec l'Autriche, la Russie, l'An» gleterre et la Prusse, une paix dans laquelle » sont compris leurs alliés, c'est-à-dire tous » les princes de la Chrétienté. La guerre étoit » universelle; la réconciliation l'est pareille» ment.

» Le rang que la France a toujours occupé » parmi les nations, n'a été transféré à aucune » autre, et lui demeure sans partage. Tout ce

» que les autres Etats acquièrent de sécurité » accroît également la sienne, et par consé- » quent ajoute à sa puissance véritable. Ce » qu'elle ne conserve pas de ses conquêtes ne » doit donc pas être regardé comme retranché » de sa force réelle.

» La gloire des armées françaises n'a reçu » aucune atteinte ; les monumens de leur va- » leur subsistent, et les chefs-d'œuvre des » arts nous appartiennent désormais par des » droits plus stables et plus sacrés que ceux de » la victoire.

» Les routes de commerce, si long-temps » fermées, vont être libres. Le marché de la » France ne sera plus seul ouvert aux produc- » tions de son sol et de son industrie. Celles » dont l'habitude lui a fait un besoin, ou qui » sont nécessaires aux arts qu'elle exerce, lui » seront fournies par les possessions qu'elle » recouvre. Elle ne sera plus réduite à s'en » priver, ou à ne les obtenir qu'à des condi- » tions ruineuses. Nos manufactures vont re- » fleurir ; nos villes maritimes vont renaître, » et tout nous promet qu'un long calme au » dehors et une félicité durable au dedans se- » ront les heureux fruits de la paix.

» Un souvenir douloureux vient toutefois

» troubler ma joie. J'étois né, je me flattois » de rester toute ma vie le plus fidèle sujet du » meilleur des rois; et j'occupe aujourd'hui » sa place! Mais du moins il n'est pas mort » tout entier : il revit dans ce testament qu'il » destinoit à l'instruction de l'auguste et mal- » heureux enfant auquel je devois succéder! » C'est, les yeux fixés sur cet immortel ou- » vrage; c'est, pénétré des sentimens qui le » dictèrent; c'est, guidé par l'expérience et » guidé par les conseils de plusieurs d'entre » vous, que j'ai rédigé la charte constitution- » nelle dont vous allez entendre la lecture, et » qui asseoit sur des bases solides la prospé- » rité de l'Etat.

» Mon chancelier va vous faire connoître, » avec plus de détail, mes intentions pater- » nelles. »

Une émotion profonde, un sentiment d'attendrissement et de reconnoissance avoient pénétré toute l'assemblée pendant la durée de ce discours que le monarque avoit prononcé avec une expression noble et touchante; la salle retentit de nouvelles acclamations et d'applaudissemens unanimes.

Le roi ordonna au chancelier de France (1)

(1) M. d'Ambray.

de donner communication de la charte constitutionnelle : alors la séance prit un autre caractère ; la nation alloit connoître ses droits et ses devoirs. Le plus profond silence régna de nouveau.

M. le chancelier prit la parole, et exposa, par une suite de considérations pleines de force, de sens et d'éloquence, les motifs et les autorités qui avoient dicté les principaux articles de la charte dont M. Ferrand, ministre d'Etat, fit ensuite la lecture.

Elle fut couverte d'applaudissemens. Il sembloit qu'une voix descendue du ciel étoit venue consoler les humains de leurs longues calamités.

Après cette communication, M. le chancelier donna lecture de la liste des personnes appelées par le choix du roi à composer la Chambre des Pairs, et aussitôt les Pairs de France prêtèrent le serment entre les mains du monarque.

La même prestation eut lieu dans les mêmes termes de la part des membres de la Chambre des Députés des Départemens. Les cris de *Vive le Roi !* et des acclamations réitérées suivirent ces actes solennels.

Le roi reprit alors la parole, et donna

ordre aux membres de la Chambre des Pairs de se rendre au palais du Luxembourg pour y former immédiatement cette Chambre; celle des Députés se forma en même temps dans la salle du Corps-Législatif.

Le roi rentra aux Tuileries au milieu des signes les plus éclatans et les plus unanimes des sentimens qu'avoient inspirés les paroles émanées du trône, et cet acte social, si digne d'être présenté à des Français par le plus sage et le plus éclairé des princes.

Deux jours après la promulgation de la charte royale, la Chambre des Députés vota une adresse de remercîmens au roi, qui fut présentée le 6 juin à Sa Majesté. Elle contenoit l'expression de la plus vive reconnoissance, et se terminoit ainsi :

« Oui, Sire, tous les intérêts, tous les » droits, toutes les espérances se confondent » sous la protection de la couronne. On ne » verra plus en France que de véritables ci- » toyens, ne s'occupant du passé qu'afin d'y » chercher d'utiles leçons pour l'avenir, et » disposés à faire le sacrifice de leurs pré- » tentions opposées et de leurs ressentimens. » Les Français, également remplis d'amour » pour leur patrie et d'amour pour leur roi, » ne sépareront jamais dans leur cœur ces

» nobles sentimens, et le roi que la Provi-
» dence leur a rendu, unissant deux grands
» ressorts des Etats anciens et des Etats mo-
» dernes, conduira des sujets libres et récon-
» ciliés à la véritable gloire et au bonheur
» qu'ils devront à *Louis-le-Desiré*.

» Je suis profondément sensible, répondit
» le roi, aux sentimens que me témoigne la
» Chambre des Députés des départemens. Dans
» tout ce que vous me dites au sujet de la
» charte constitutionnelle, je vois le gage de
» ce concours de volontés entre la Chambre
» et moi, qui doit assurer le bonheur de la
» France. Les derniers mots de votre adresse
» me touchent vivement. Bien des noms ont
» été donnés par l'enthousiasme, mais dans
» celui que le peuple français, qui a toujours
» été distingué par son amour pour ses rois,
» me décerne aujourd'hui par votre organe,
» et que j'accepte de tout mon cœur, je vois
» l'expression des sentimens qui l'unirent tou-
» jours à son roi, et qui firent ma consolation
» dans les temps de ma longue adversité. »

Ainsi, après de si longs malheurs, la France avoit enfin un roi puissant sans être absolu, une constitution libérale sans être anarchique, et cette balance des trois pouvoirs, dans laquelle résident la liberté et la tranquillité du

peuple. Ces pouvoirs distincts, se rapprochant sans se heurter, et se pondérant sans se nuire, alloient nous faire jouir de cette liberté qui avoit servi de prétexte à nos fureurs, et que nous avions achetée au prix du plus pur sang de la France.

La charte cependant trouva des contradicteurs : elle n'étoit pas assez libérale, selon les partisans outrés de l'indépendance ; selon d'anciens royalistes, la vieille constitution du royaume eût été préférable. Un tel vœu auroit-il pu jamais être accompli ? Pouvoit-on faire revivre ce qui avoit été détruit sans retour, et ce que la rouille des siècles avoit déjà miné sourdement avant même l'époque fatale de la révolution ? Si la charte offre des dispositions défectueuses ou incomplètes, le temps, l'expérience et la maturité y apporteront les perfectionnemens nécessaires. Jusqu'alors tous les fondemens de la liberté publique ne sont-ils pas établis ? Les grandes bases de l'indépendance civile et politique n'existent-elles pas ? La France respire, et l'Europe est consolée.

Tels furent les actes qui signalèrent le retour d'un roi paternel. A peine est-il descendu sur la terre natale, berceau de la puissance de ses ancêtres, que, détournant ses regards des

crimes et du fléau de la plus épouvantable révolution, il écarte le glaive et la balance; il ne voit dans l'universalité de son peuple que ses propres enfans, et ses lèvres ne s'entr'ouvrent que pour bénir. Il court bientôt se prosterner au pied des autels au milieu de ses serviteurs les plus reconnoissans et les plus fidèles. Là il pleure un sceptre dont la possession lui coûte un frère : cérémonie attendrissante! deuil majestueux! généreuses larmes données à cette grande victime ! « La religion » est sûre de ses triomphes, quand les enfans » de saint Louis abaissent devant elle un dia- » dème révéré depuis neuf cents ans (1). »

Au milieu de tant d'actes de liberté publique, de clémence et de bonté, des hommes trompés dans leurs espérances, et des êtres pervers ou égarés faisoient entendre des murmures; semoient l'alarme, propageoient les défiances, se plaisoient à tout dénaturer, à tout envenimer. Selon ces voix discordantes, le retour des Bourbons menaçoit la France des plus grands malheurs : elle alloit devenir le théâtre des réactions et des vengeances; l'armée alloit être sacrifiée; les amis de la liberté étoient à la veille d'être proscrits; et

(1) Discours du grand-maître de l'Université.

cependant aucun acte arbitraire ne s'étoit mêlé aux bienfaits de la restauration. Elle n'avoit pas coûté une seule goutte de sang à la France : nul n'étoit inquiété, nul n'étoit persécuté pour ses opinions ; aucune prison ne s'étoit ouverte. Une épouvantable tyrannie venoit d'être abattue, Louis XVIII étoit remonté sur son trône, et tout le monde conservoit la vie, sa fortune et sa liberté. Bientôt le monarque garantit les dettes de l'Etat, comme les dettes particulières; bientôt même cette armée si belliqueuse, environnée d'une immense gloire, et que la paix rendoit à la patrie, vit presque tout son arriéré acquitté. Des milliers de braves, couverts d'honorables blessures, reçurent chaque jour du monarque d'utiles témoignages de la reconnoissance publique. L'existence d'une foule d'officiers distingués ne fut plus soumise aux caprices d'un chef qui se faisoit un jeu de briser l'ouvrage de ses mains, et qui, nouveau Saturne, dévoroit ses propres enfans. Bientôt enfin la garde nationale, qui tend toujours à conserver, et jamais à détruire, devint une institution fondamentale de la monarchie. On vit alors la confiance renaître, les manufactures reprendre leurs travaux, et tout annoncer la prospérité de la France.

Telles furent les merveilles de la restauration, ou plutôt tels furent les premiers mois du gouvernement de Louis XVIII.

Détracteurs atrabilaires ! comparez cette administration paternelle au gouvernement qui conspiroit contre le genre humain par ses institutions, par ses lois, par son éducation publique, par son système de guerre perpétuelle. « Alors, mentir, c'étoit gouverner; dé» peupler, c'étoit soumettre; opprimer, c'étoit » contenir; l'ordre, c'étoit la force (1). »

Sous une administration légale, tout rentre dans ses bornes naturelles, tout va sans contrainte et sans efforts; l'arbitraire se cache, et la justice reprend bientôt son empire. Les lois sont discutées; on juge les actes du ministère; on critique, on blâme, on loue; la patrie n'est plus un vain mot; la tranquillité règne dans les provinces; nos cités deviennent l'asile de la paix, de l'industrie et du commerce; le monarque s'abandonne à la loyauté de son peuple; et par cette confiance heureuse il atteste la légitimité de ses droits et la solidité de son trône.

---

(1) M. de Lally-Tolendal.

FIN.

